

LES
COMMISSAIRES EXTRAORDINAIRES

DE
NAPOLÉON I^{ER}

En 1814

D'APRÈS LEUR CORRESPONDANCE INÉDITE

THÈSE COMPLÉMENTAIRE

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PAR

Louis BENAERTS

Professeur d'histoire au Lycée Condorcet
Maître de Conférences à l'École Normale supérieure de Sèvres

PARIS

F. RIEDER ET C^{ie}, ÉDITEURS
(ANCIENNE LIBRAIRIE ÉDOUARD CORNÉLY)

101, RUE DE VAUGIRARD, 101

1915

Tous droits réservés.

LES
COMMISSAIRES EXTRAORDINAIRES
DE
NAPOLÉON I^{er}
EN 1814.

LES
COMMISSAIRES EXTRAORDINAIRES

DE
NAPOLÉON I^{ER}
En 1814

D'APRÈS LEUR CORRESPONDANCE INÉDITE

THÈSE COMPLÉMENTAIRE

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PAR

Louis BENAERTS

Professeur d'histoire au Lycée Condorcet
Maître de Conférences à l'École Normale supérieure de Sèvres

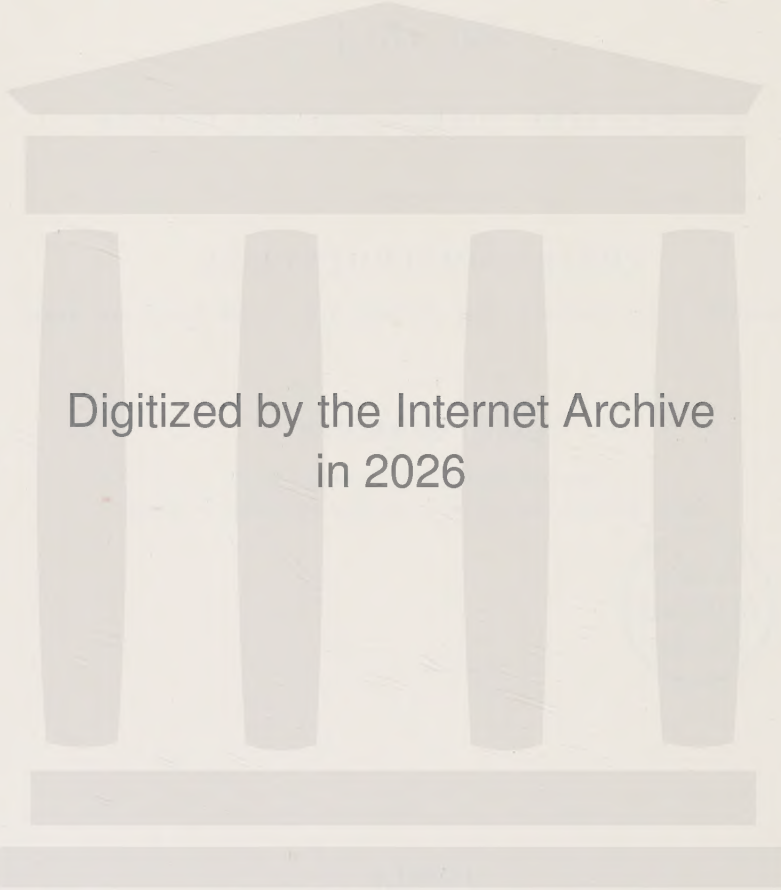


PARIS

F. RIEDER ET C^{ie}, ÉDITEURS
(ANCIENNE LIBRAIRIE ÉDOUARD CORNÉLY)
101, RUE DE VAUGIRARD, 101

—
1915

Tous droits réservés.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

A LA MÉMOIRE
DE
MES CAMARADES
DE
L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE
MORTS POUR LA PATRIE
1914-1915.

PRÉFACE

I

Au mois de décembre 1813, après Leipzig et Vittoria, les alliés arrivaient sur nos frontières. A cette heure d'angoisse Napoléon I^{er} crut que la force défaillante de la France pourrait encore revivre à son appel et à celui de ses représentants, et qu'il allait retrouver les soldats de l'an II et le grand élan de la République pour refouler une nouvelle et plus formidable coalition. Le 26 décembre 1813, un décret impérial décidait l'envoi de commissaires extraordinaires dans toute l'étendue de l'empire français. En voici la teneur d'après la minute originale du décret revêtu de la signature autographe de Napoléon¹.

« *Article 1.* — Il sera envoyé des sénateurs ou conseillers d'État dans les divisions militaires, en qualité de nos commissaires extraordinaires. Ils seront accompagnés de maîtres des requêtes ou d'auditeurs.

Art. 2. — Nos commissaires extraordinaires sont chargés d'accélérer :

« 1° Les levées de la conscription ;

« 2° L'habillement, l'équipement et l'armement des troupes.

« 3° Le complètement de l'approvisionnement des places ;

« 4° La rentrée des chevaux requis pour le service de l'armée ;

« 5° La levée et l'organisation des gardes nationales conformément à nos décrets. Nos dits commissaires extraordinaires pourront étendre les dispositions desdits décrets aux villes et aux places qui n'y sont pas comprises.

« *Art. 3.* — Ceux de nos dits commissaires extraordinaires qui seront envoyés dans des pays que menacerait l'ennemi ordonneront des levées en masse et tenteront autres mesures quelconques néces-

1. Arch. nat., AFIV 840. *Bulletin des Lois*, IV. 543.

saires à la défense du territoire et commandées par le devoir de s'opposer aux progrès de l'ennemi. Au surplus il leur sera donné des instructions spéciales à raison de la situation particulière des départements où ils seront en mission.

« *Art. 4.* — Nos commissaires extraordinaires sont autorisés à ordonner toutes les mesures de haute police qu'exigeraient les circonstances et le maintien de l'ordre public.

« *Art. 5.* — Ils sont pareillement autorisés à former des commissions militaires et à traduire devant elles ou devant les cours spéciales toutes personnes prévenues de favoriser l'ennemi, d'être d'intelligence avec lui, ou d'attenter à la tranquillité publique.

« *Art. 6.* — Ils pourront faire des proclamations et prendre des arrêtés. Lesdits arrêtés seront obligatoires pour tous les citoyens. Les autorités judiciaires, civiles et militaires seront tenues de s'y conformer et de les faire exécuter.

« *Art. 7.* — Nos commissaires extraordinaires correspondront avec nos ministres pour les objets relatifs à chaque ministère.

« *Art. 8.* — Ils jouiront dans leurs qualités respectives des honneurs qui leur sont attribués par nos règlements.

« *Art. 9.* — Nos ministres sont chargés de l'exécution du présent décret qui sera inséré au Bulletin des lois. »

Des lettres closes furent envoyées aux divers titulaires ; elles étaient cachetées du sceau de l'empereur et libellées de la manière suivante :

« Monsieur le Sénateur,

« Dans les circonstances où se trouve l'État, nous avons jugé nécessaire d'envoyer avec des pouvoirs extraordinaires, dans chacune de nos divisions militaires, des personnes d'un rang éminent et investies de la considération publique.

« Nous vous avons désigné à cet effet pour vous rendre sans délai, en qualité de notre commissaire extraordinaire dans la . . . division. Nous désirons que vous voyiez dans le choix que nous avons fait de vous pour une mission où vous êtes appelé à rendre d'importants services, un nouveau témoignage de notre confiance dans votre attachement à notre personne et votre dévouement au bien de l'État.

« *Signé : NAPOLEON.* »

Une circulaire du ministre de l'Intérieur, Montalivet, aux préfets, commentait ainsi la mesure décidée par l'empereur :

« Aucun mécontentement de l'administration de ses préfets n'a

engagé l'empereur à envoyer des commissaires extraordinaires. Sa M. sait qu'elle est servie avec zèle et loyauté, mais elle a pensé que dans des circonstances aussi graves, des hommes d'un rang éminent, revêtus d'une grande autorité, admis fréquemment auprès du souverain, ayant reçu ses instructions immédiates pourraient rendre d'importants services. Ses commissaires n'ont pas à s'occuper des détails de l'administration, mais seulement à s'assurer que les résultats s'obtiennent et si des obstacles se présentent, à les lever¹. »

La correspondance des commissaires ainsi délégués se trouve aux Archives nationales dans les cartons de la série F⁷ 7020 à 7026, que nous avons complétés par quelques documents de la série AF^{IV} 1669 et 1670. Nous en avons extrait 360 lettres qui se trouvent réparties de la manière suivante entre les divers cartons pour les 25 divisions militaires.

F ⁷ 7020. —	2 ^e division militaire :	14 lettres.
F ⁷ 7021. —	3 ^e —	5 —
—	4 ^e —	4 —
—	5 ^e —	2 —
—	6 ^e —	6 —
F ⁷ 7022. —	7 ^e —	42 —
—	8 ^e —	5 —
F ⁷ 7023. —	9 ^e —	7 —
—	10 ^e —	16 —
—	11 ^e —	15 —
—	12 ^e —	50 —
F ⁷ 7024. —	13 ^e —	13 —
—	14 ^e —	5 —
—	15 ^e —	6 —
—	16 ^e —	39 —
F ⁷ 7025. —	18 ^e —	24 —
—	19 ^e —	26 —
—	20 ^e —	22 —
F ⁷ 7026. —	21 ^e —	12 —
—	22 ^e —	21 —
—	24 ^e —	20 —
—	25 ^e —	7 —

soit : 360 lettres.

Sur les 360 lettres ou rapports 352 sont adressées au ministre de l'Intérieur, Montalivet; 8 seulement ont d'autres destinataires : les ministres de la Police, de la Guerre, et de l'administration de la Guerre.

1. Arch. dép. Ille-et-Vilaine. 26 M 18.

Jean Pierre Bachasson, comte de Montalivet, avait alors 48 ans. Il était né le 5 juillet 1766, à Sarreguemines, où son père, originaire d'une famille noble du Dauphiné, exerçait les fonctions de commandant d'armes avec le grade de maréchal de camp. Il destina aussi son fils à la carrière militaire et le jeune Montalivet fut d'abord cadet aux hussards de Nassau, puis sous-lieutenant au régiment de dragons de la Rochefoucauld. Mais la vie de garnison lui plaisait peu : il quitta le service en 1784 et fut reçu avocat à Grenoble à 19 ans : l'année suivante, grâce au crédit de sa famille qui lui fit obtenir la dispense d'âge nécessaire, il devint conseiller au Parlement de cette ville. Compatriote de Barnave il s'associa au mouvement réformiste de la province dauphinoise en 1788 et lutta contre le ministère Brienne. En 1789 il passa quelques mois auprès de sa mère à Valence et eut l'occasion d'y rencontrer un jeune sous-lieutenant d'artillerie, Bonaparte, qui tenait alors garnison sur les bords du Rhône. Le jeune magistrat fut plus d'une fois choqué des théories très avancées que professait l'officier.

En 1791 la suppression des Parlements fit perdre à Montalivet sa charge de conseiller. Il s'enrôla dans un bataillon de volontaires de la Drôme et revint caporal après la campagne de 1792. En 1795 le conventionnel Jean Debry le désignait comme maire de Valence : il remplit ses fonctions jusqu'au moment où le Premier Consul l'appela à la préfecture de la Manche en 1801, puis en 1804 à celle de Seine-et-Oise. En 1805 il fut créé conseiller d'État, et en 1806 Napoléon lui confia la direction générale des Ponts et Chaussées, et son activité donna pleine satisfaction au maître de la France : c'est ainsi qu'en 1807, il fit, en plein hiver, un voyage dans les Alpes pour visiter les travaux de la route carrossable du Mont Cenis. Le 1^{er} octobre 1809, Montalivet, devenu comte de l'Empire, était nommé ministre de l'Intérieur, en remplacement de Crétet. Son administration fut vigilante et féconde : de grands travaux furent entrepris à Paris, à Anvers, dans les Alpes. Au moment des revers il seconda courageusement l'Empereur qui, plus tard à Sainte-Hélène lui rendit hommage : « C'est un honnête homme qui m'est demeuré, je crois, tendrement attaché. »

Pendant la Première Restauration Montalivet resta sans fonctions. Au retour de l'île d'Elbe, Napoléon le nomma intendant général de la couronne et l'appela à la Chambre des Pairs. Rayé bientôt par Louis XVIII, il fut compris en 1819 sur la liste des nouveaux pairs et mourut en 1823 dans sa terre de La Grange, près de Pouilly (Nièvre). Son fils aîné, officier du génie, mourut la même année à

Girone, à la fin de la campagne d'Espagne. Le second fils fut le ministre de Louis-Philippe¹.

A la minute du décret du 26 décembre se trouve annexé un tableau où sont désignés les commissaires extraordinaires. La liste avait été préparée par les soins de Montalivet. Quelques modifications y sont apportées de la main même de Napoléon, dont la signature figure au bas du tableau.

1^{re} division (Paris) : pas de commissaire désigné.

2^e division (Mézières) : le comte Boulay, conseiller d'État. Napoléon rature le nom et le remplace par Beurnonville, sénateur et général de division.

3^e division (Metz) : le sénateur, comte Chasset.

4^e division (Nancy) : le sénateur, comte Colchen.

5^e division (Strasbourg) : le sénateur, comte Rœderer.

6^e division (Besançon) : le sénateur, comte Valence.

7^e division (Grenoble) : le sénateur, comte de Saint-Vallier.

8^e division (Toulon) : le sénateur, comte Cornudet. Napoléon le remplace par le vice-amiral, comte Ganteaume, conseiller d'État.

9^e division (Montpellier) : le comte Pelet de la Lozère, conseiller d'État.

10^e division (Toulouse) : le comte Caffarelli, conseiller d'État.

11^e division (Bordeaux) : le sénateur, comte Garnier².

12^e division (La Rochelle) : le sénateur, comte Boissy d'Anglas.

13^e division (Rennes) : le sénateur, comte Canclaux.

14^e division (Caen) : le sénateur, comte de la Tour Maubourg.

15^e division (Rouen) : le sénateur, comte de Lapparent. Napoléon rature le nom et le remplace par de Montesquiou, sénateur.

16^e division (Lille) : le sénateur, comte Villemanzy.

17^e division (Amsterdam) : occupée par l'ennemi.

18^e division (Dijon) : le sénateur, comte de Beurnonville. Napoléon le remplace par le comte de Ségur. Beurnonville est désigné pour la 2^e division.

19^e division (Lyon) : le sénateur, comte Chaptal.

20^e division (Périgueux) : le sénateur, comte Lemer cier. Napoléon rature le nom et remplace par le sénateur de Lapparent d'abord désigné pour la 15^e division.

1. Consulter pour Montalivet : C^{te} Daru, *Discours prononcé à la Chambre des Pairs*, dans la séance du 20 mars 1823 ; Du Rozoir, professeur au collège Louis le Grand : *Notice historique sur Montalivet* (avec portrait), 1843. Bibl. nat., Ln 27/14547.

2. Il refusa la mission par raisons de santé et un décret du 28 décembre le remplaça par le sénateur Cornudet. Arch. nat., AFIV 841.

- 21^e division (Bourges) : le sénateur, comte de Sémonville.
22^e division (Tours) : le sénateur, comte Le Coulteux de Can-
teleu.
23^e division (Bastia) : pas de commissaire désigné.
24^e division (Bruxelles) : le sénateur, comte de Pontécoulant.
25^e division (Liège) : le sénateur, comte de Péluse (Monge).
26^e division (Mayence) : le maréchal duc de Dantzig¹.

Le tableau précédent porte aussi la désignation des maîtres des requêtes et auditeurs que prévoyait l'article 1^{er} du décret du 26 décembre et qui devaient accompagner les commissaires extraordinaires pour les seconder dans leur mission. Des désignations supplémentaires furent faites trois jours plus tard par un décret du 29 décembre². Nous ferons figurer ces auditeurs dans leurs divisions respectives, à côté des commissaires eux-mêmes dont nous donnerons alors de rapides biographies avec l'indication des références susceptibles d'en procurer une connaissance plus complète.

On constate ainsi que par un choix judicieux, le ministre Montalivet, approuvé par l'empereur, les avait désignés, autant que possible pour les régions auxquelles les attachaient, soit les liens de la naissance et de la famille, soit les intérêts de leur situation par les sénatoreries qui leur avaient été accordées. C'est ainsi que Beurnonville, natif de Champagne, s'occupera des contrées champenoises et meusiennes ; Chasset, titulaire de la sénaterie de Metz, ira dans les départements voisins de la Moselle ; Colchen, né à Metz, défendra la région des Vosges ; Rœderer, d'une famille alsacienne, se rendra à Strasbourg ; le dauphinois Saint-Vallier partira pour Grenoble ; le marin provençal, l'amiral Ganteaume, organisera la défense de Toulon ; le protestant cévenol, Pelet de la Lozère, né à Nîmes, aura la sauvegarde des intérêts du bas Languedoc ; Caffarelli du Falga était envoyé dans son pays toulousain ; le général Canclaux retournait en Bretagne, dans le pays qu'il avait défendu contre l'insurrection royaliste, aux jours héroïques de 1793 ; Sémonville, titulaire de la sénaterie de Bourges, put préparer dans le Berry la restauration de Louis XVIII ; Pontécoulant retourna en Belgique où il avait autrefois administré comme préfet le département de la Dyle, et Monge fut appelé dans la 25^e division militaire à défendre le territoire de sa sénaterie de Liège.

1. Il déclina la mission et fut remplacé par le C^{te} Otto, ministre d'État.

2. Cette liste supplémentaire signée par Napoléon se trouve Arch. nat., AFIV 841.

Les plus jeunes des commissaires, Montesquiou et, Pontécoulant avaient 50 ans ; les plus âgés étaient Canclaux, âgé de 74 ans, Chasset, Le Coulteux, Monge, 68 ans ; la plupart avaient de 57 à 64 ans. C'étaient tous des personnages considérables, dont plusieurs avaient joué un rôle important dans les assemblées de la Révolution et participé à l'établissement du régime napoléonien. La présente correspondance prouve qu'ils le défendirent assez mal à l'heure du péril suprême. On a l'impression, malgré leurs protestations d'activité et de dévouement, que la plupart d'entre eux furent faibles, découragés ou timorés, et que Napoléon fut très médiocrement servi.

Tous ces hauts dignitaires étaient riches ; ils n'aspiraient plus qu'à jouir de leurs situations acquises, et se voyaient avec terreur ramenés aux jours de tourmente et d'efforts. Ils n'avaient plus la foi. Sans doute au moment de leur départ, quand ils n'ont pas encore mesuré toute la difficulté des épreuves qui les attendent, ils protestent de leur dévouement à l'empereur ; ils sont flattés de la confiance que leur témoigne Napoléon et, par conscience, ils promettent de s'en rendre dignes, même Beurnonville qui n'aime guère l'empereur. Peut-être sont-ils encore sincères. Mais bientôt rendus à destination, ils voient la lourdeur et l'étendue de la tâche, autour d'eux l'accablement à tous les degrés, l'épuisement du pays, la meute européenne, haletante, affamée de notre défaite, et dont le cercle se resserre chaque jour par une invasion d'une rapidité déconcertante, et enfin les intrigues royalistes qui secondent les progrès de l'ennemi. Alors les défaillances commencent, inévitables. Quelques-uns résistent par honnêteté. Ils avouent d'ailleurs les affres de leur situation. « En vérité, écrit Saint-Vallier, je ne sais plus où j'en suis, ni à qui entendre » (lettre 38) ; et Monge à Aix-la-Chapelle : « Lorsqu'on est en l'air comme je le suis, lorsqu'on est sans cesse sur le qui-vive, lorsque les partis ennemis pénètrent et jettent partout l'alarme, lorsqu'on opère sur un corps malade et énervé, en un mot lorsqu'on vit au jour le jour, je crois qu'il n'y avait rien de mieux à faire » (lettre 358). Le commissaire de Lapparent résume ainsi la situation du Périgord et du Quercy : « Si cet état de choses dure encore quelque temps, je crains une dissolution totale de l'administration dans ces pays-ci. Il est cruel de se voir abandonné ainsi, sans secours, sans ressources » (lettre 294). De Pontécoulant mande de Bruxelles : « Je ne puis faire plus que je ne fais, et si l'empereur a attendu davantage pour son service que ce que j'ai fait, S. M. s'est trompée sur moi et sur les circonstances » (lettre 344).

Les commissaires mettent toutes leurs espérances dans la conclu-

sion d'une paix prochaine : « La paix, écrit à Caen le commissaire La Tour Maubourg, est le plus grand bienfait que l'empereur puisse accorder à ses peuples, et je ne doute pas que tous les commissaires de S. M. ne vous tiennent le même langage : elle est un besoin général » (lettre 180). En effet de Lapparent écrit : « On ne respire que pour la paix. C'est un cri général qui retentit de toutes parts » (lettre 293). A Chaumont le peuple demande la paix à grands cris (lettre 231).

Aussi toutes leurs proclamations se ressemblent et sont ordonnées de la même manière. Après avoir fait appel au concours de la population, ils lui annoncent que la paix ne saurait tarder. « C'est ainsi, fiers Bretons, écrit Canclaux, que vous conquerrerez une paix bienfaisante que désire notre empereur, pour laquelle il n'a pas hésité de consentir au sacrifice de la gloire des conquêtes » (lettre 170). « L'empereur, proclame Ségur à Dijon, veut la paix autant que vous la souhaitez » (lettre 226). Même langage dans la proclamation de Lapparent pour la 20^e division militaire : « Si l'empereur vous demande de nouveaux sacrifices, ce n'est point pour recouvrer ses anciennes conquêtes. Il n'en est plus question. Sa vie n'a plus qu'un but, le bonheur de la France. Son âme ne nourrit plus qu'une seule ambition, la paix » (lettre 280).

La lassitude gagne même à Paris les ministres qui centralisent les rapports peu encourageants des mandataires de Napoléon. Souvent à la réception de leurs missives, Montalivet se borne à mettre en marge une note bien succincte : « à enregistrer, à classer, à encourager. » Quelquefois il tente de réagir : « écrire au commissaire que les victoires de l'empereur (à Montmirail) commencent un mieux que de constants efforts doivent soutenir et les résultats deviendront prochains et heureux. » On s'aperçoit, en effet, à toutes les pages de cette correspondance, que tout dépend de l'empereur. C'est en sa présence, dans les plaines de la Champagne et sur les plateaux de la Brie que se jouera la partie suprême, et Meissonnier a choisi avec raison ce cadre pour y placer la saisissante image de Napoléon en 1814. Mais il est intéressant de voir ce qui se passait dans toutes les provinces, loin de la présence du maître. Ici les lettres des commissaires extraordinaires peuvent être pour nous de précieux documents. Leur correspondance nous permet de constater à peu de chose près la situation exacte de chaque département au début de 1814 : nous nous contenterons ici d'esquisser un tableau d'ensemble¹.

1. Dans les séries indiquées, à côté de la correspondance des commissaires, nous pouvons

II

En dehors des frontières de l'ancienne monarchie en 1789, nos troupes n'occupaient plus guère dans les premières semaines de 1814 que la vallée de la Meuse jusqu'à Maestricht et le territoire de la Belgique¹. Napoléon avait pourtant désigné un commissaire extraordinaire, le comte Otto, pour la 26^e division militaire, qui comprenait la région du Palatinat rhénan jusqu'à Mayence. Mais l'envoyé ne put s'y rendre car au début de 1814, tous ces pays étaient déjà au pouvoir de l'ennemi. Monge désigné pour la 25^e division militaire (Wesel et Liège) se maintint jusqu'au 20 janvier, d'abord à Maestricht, puis à Aix-la Chapelle. Les quelques rapports qu'il eut le temps de rédiger montrent que ces pays étaient épuisés. Les gardes urbaines organisées dans les villes refusent de prendre l'uniforme et on juge prudent de ne pas les y contraindre (lettre 358). Dès le 21 janvier, Monge qui a suivi la retraite des troupes de Macdonald jusqu'à Namur considère sa mission comme terminée et se rend à Laon.

Pontécoulant resta dans la 24^e division (Bruxelles), jusqu'au 9 février, mais en reculant progressivement vers l'ancienne frontière par Ath et Tournai vers Lille, avec les soldats du 1^{er} corps de la grande armée, sous les ordres du général Maison. Les populations belges ne participèrent guère à la défense. Pontécoulant déclare que les contributions seront payées, les fournitures pour les approvisionnements et les places de guerre effectuées, mais la Belgique ne donnera plus d'hommes (lettre 334). Il faut se contenter d'une organisation de gardes bourgeoises uniquement destinées à maintenir l'ordre intérieur dans des villes très agitées comme Louvain, Bruxelles, Gand, et à prévenir les excès de la classe ouvrière fatiguée de la misère et des rigueurs de l'hiver (lettre 343). Le général Carnot a pris position à Anvers pour défendre la place. Il est entouré par les alliés (lettre 352).

Si nous pénétrons sur le territoire de l'ancienne France (16^e division militaire) la situation n'était pas plus encourageante. Le Nord

signaler à tous ceux qui s'occuperont de monographies départementales, de nombreuses lettres de préfets et sous-préfets adressées au ministre de l'Intérieur et qui contiennent une foule de renseignements utiles pour l'histoire locale.

1. En Allemagne, nous tenions encore quelques grandes villes, Dresde, Hambourg, Dantzig, bloquées par l'ennemi.

et le Pas-de-Calais comptaient de nombreux conscrits réfractaires qui formaient des rassemblements armés dans plusieurs arrondissements. Dans l'arrondissement de Furnes les brigands pillèrent un convoi et dérobèrent 3 000 francs (lettre 196). Dans la région d'Hazebrouck des bandes empêchent les propriétaires d'obéir aux réquisitions militaires et de conduire vers les places fortes les denrées d'approvisionnement (lettre 201). La présence de 30 000 prisonniers de guerre mal surveillés est particulièrement gênante et dangereuse aux alentours de Lille. Dans cette dernière ville la garde nationale restait dans un état d'apathie complète, sans aucun esprit militaire (lettre 353).

La Picardie et la Normandie (14^e et 15^e divisions) n'étaient guère rassurantes. La Somme, la Seine-Inférieure et l'Eure étaient à peu près tranquilles, mais sans aucun élan pour la résistance. Le commissaire Montesquiou déclare qu'à Rouen le peuple est fatigué (lettre 187). Dans l'Orne, la Manche et le Calvados, les anciens pays de la chouannerie normande et des exploits de Frotté, l'esprit public est hostile à l'empire, surtout dans la ville de Caen, et La Tour Maubourg a des impressions pessimistes : « Le préfet se voit forcé de ne pas achever l'œuvre de l'organisation de la garde nationale à Caen à cause des mauvais conseils qu'on donne aux habitants des campagnes dont l'esprit n'est pas non plus fort bon. On parle hautement des Bourbons (lettre 182). » La garde nationale du Calvados a obéi aux ordres d'appel, mais ensuite la plupart des appelés sont retournés dans leurs bourgades respectives. Le département de la Seine-Inférieure est encombré de prisonniers espagnols et allemands dont la présence inquiète les autorités en menaçant la sécurité des habitants.

Les régions de l'Alsace, de la Lorraine et de la Champagne (2^e, 3^e, 4^e, 5^e, divisions) sont au contraire bien disposées pour la lutte à outrance. Beurnonville vante l'attachement et le dévouement à l'empereur des habitants de Reims, de Verdun, de Mézières ; les cohortes urbaines s'organisent partout ; les bataillons de garde nationale mobile sont prêts à rejoindre l'armée (lettres 3, 4, 6). Chasset constate l'excellent esprit de sacrifice des Messins. Quant aux départements du Haut et du Bas-Rhin, ils veulent se montrer dignes de leur glorieux passé militaire. Malheureusement les préparatifs de défense sont partout insuffisants. Les places fortes ont été longtemps négligées et manqueront de tout (lettre 16). Comment aurait-on songé à fortifier nos places de la frontière, quand nos troupes victorieuses dominaient l'Allemagne et l'Autriche. Les villes de la Meuse n'ont aucun approvisionnement et Beurnonville fait observer avec raison

qu'elles auraient fourni une excellente ligne de retraite à nos armées après l'abandon de la frontière rhénane (lettre 10).

Avec la Franche-Comté et la Bourgogne (6^e et 18^e divisions militaires) reparaissent à nouveau bien des inerties et des défaillances, A Gray, lors du rassemblement de la garde nationale, personne ne s'est présenté, sauf les officiers (lettre 38 *bis*). A Dijon la garde nationale a décidé de refuser le combat de peur d'attirer les représailles de l'ennemi et le pillage de la ville (lettre 234 et 239). D'ailleurs les armes, les munitions, les troupes régulières font presque partout défaut : « Le pays, dit Valence, est complètement dépourvu d'armes de guerre. On a également retiré les armes de chasse depuis deux ans » (lettre 25). Lamezan, officier d'ordonnance de l'empereur, constate de Chaumont à Langres, « une apathie inconcevable ou un découragement complet » (lettre 242 *ter*). Le commissaire de Ségura trouvé chez les Dijonnais un esprit détestable. Une partie des habitants attendait avec satisfaction l'arrivée des Autrichiens (lettre 245). Mâcon ne fait aucune résistance à l'ennemi et se rend à une avant-garde de parlementaires autrichiens qui n'était composée que de 14 à 16 hommes (lettre 240). Il y a pourtant quelques louables exceptions : Châlon et Tournus ont une belle attitude, et dans la région de l'Auxois et de la basse Bourgogne, les habitants ont du courage et de bonnes dispositions, mais ce sont alors les armes qui manquent (lettre 245).

A Lyon (19^e division militaire) le commissaire Chaptal s'étonne à son arrivée d'un accablement si complet : « La cessation des paiements de la part des grandes maisons et le retirement qu'ont fait les capitalistes des fonds qu'ils avaient dans le commerce, ont fait fermer presque tous les ateliers et laissent dans la misère une énorme population d'artisans. On dirait dans cette grande cité si active et si industrielle qu'il n'y a plus de germe de vie. » (lettre 254). La grande préoccupation de Chaptal sera d'organiser une garde urbaine uniquement composée de propriétaires pour contenir au besoin 25 000 ouvriers sans travail qui se groupent sur les places publiques et peuvent se porter à des excès provoqués par la misère. Les pays du Massif Central limitrophes de Lyon montrent peu d'enthousiasme. Les montagnards de l'Auvergne se réservent, attendent les événements, et les autorités publiques sont hésitantes et timorées. Chaptal emploie le ministère du clergé pour agir sur ces populations (lettre 261).

Dans les pays alpestres (7^e division militaire) le commissaire Saint-Vallier constate une grande différence, entre l'attitude de la

Savoie et du Dauphiné. Dans le département du Mont-Blanc (Chambéry), l'esprit public est hostile à Napoléon. « Je ne puis donc me dissimuler, écrit Saint-Vallier, que les habitants de Chambéry et de la Savoie ont cru et même espéré ne plus redevenir français et se sont préparés à rendre leur pays en bon état à leur ancien souverain. Quelques cocardes bleues et même quelques croix de Saint-Maurice se sont montrées » (lettre 63). Le Dauphiné au contraire est disposé aux plus grands sacrifices : la levée en masse s'y organise rapidement sous la direction des généraux Marchand et Dessaix : toutes les classes de citoyens se réunissent et sont animées du meilleur esprit, à l'exception du clergé dont la conduite paraît plus suspecte à Saint-Vallier : « J'ai lieu de craindre que les prêtres dans le confessionnal n'agissent pas dans le même sens que nous » (lettre 36). Bientôt les troupes de cette région réaliseront des prodiges comme les vaillants défenseurs de la région parisienne. Le commissaire put adresser au ministre de la Guerre une lettre enthousiaste comme il y en a peu dans notre recueil : « L'ennemi n'a pu résister à l'ardeur de nos jeunes Français dont la plupart faisaient pour la première fois l'épreuve de leurs armes... Des conscrits qui n'ont pas leurs fusils depuis un mois ont fait lors du combat du 1^{er} mars et sous la mitraille de 15 à 20 pièces de 12, des prisonniers à l'ennemi. Un conscrit en a fait 8 à lui seul ! » (lettre 64). On comprend mieux après ces prouesses que Napoléon, au retour l'île d'Elbe, ait voulu de tenter la fortune, en commençant par la région dauphinoise qui lui avait donné de telles marques d'attachement durant les jours sombres de 1814.

En revanche la situation est inquiétante dans toute la région provençale au Sud de la Durance (8^e division militaire). Les gardes nationales se lèvent avec peine ; on manque de vêtements et de fusils pour les équiper et les armer. A Toulon le commissaire Ganteaume est fort peu satisfait des cohortes urbaines chargées d'assurer la sécurité publique : « La facilité qu'on a accordée à ceux qui devraient les composer, de se faire remplacer, est cause que les hommes chargés de ce service sont des malheureux qui n'offrent aucune garantie et auxquels il serait peut-être dangereux dans des temps difficiles de confier des armes » (lettre 75). Le nombre des déserteurs s'est multiplié dans toute la vallée du Rhône quand on a connu la marche du général autrichien Bubna vers Lyon. Les réfractaires tiennent toute la montagne autour de la Vaucluse et de Marseille, du plateau de Lébéron et des Baronnières, jusqu'aux hauteurs de la Sainte-Baume. Des rassemblements armés inquiétants se tiennent dans la Camargue, les Bouches-du-Rhône et le Var. Toutes les

routes y manquent de sécurité, car les compagnies de gendarmerie très incomplètes ne peuvent plus assurer leur service. Des arrestations de diligences ont lieu aux abords mêmes de Marseille.

Sur la rive droite du Rhône (9^e division militaire) dans le Vivarais et le bas Languedoc, les réunions de déserteurs sont également nombreuses. Des conscrits réfractaires ont été enlevés de force à la gendarmerie aux environs de Nîmes et de Saint-Gilles. Le commissaire Pelet de la Lozère écrit que les départements de l'Ardèche, du Gard et de l'Hérault sont très agités : « L'occupation de Lyon par l'ennemi a porté une forte atteinte à ce qui restait de l'esprit public. Déjà la résistance à l'autorité se manifeste » (lettre 82). La présence de nombreux prisonniers de guerre rend la tâche des autorités encore plus difficile, car les moyens de garder les prisonniers sont insuffisants et les habitants sont très alarmés de voir le pays se remplir d'étrangers (lettre 84).

Dans tout le bassin d'Aquitaine (10^e et 11^e divisions) non seulement les intérêts de la défense nationale sont presque entièrement négligés, mais le régime impérial est sérieusement menacé. Il n'y a d'exception à faire que pour les régions landaise et navarraise. Le sénateur Cornudet rend hommage à l'énergie des habitants des Basses-Pyrénées et des Landes. Ils ont fourni rapidement la levée des bataillons de gardes nationales et ont secondé les efforts du maréchal Soult en retraite devant les troupes anglaises de Wellington (lettre 110). A Toulouse, au contraire la situation est mauvaise. On ne peut compter sur les gardes nationales de la Haute-Garonne : « Elles sont sans élan, écrit Caffarelli, sans chaleur. Je ne sais à quel point elles seront utiles même dans les dangers que pourront courir les villes » (lettre 95). L'arrondissement de Saint-Gaudens a un esprit particulièrement dangereux. L'ajournement du Corps Législatif par Napoléon¹ a produit dans la capitale du Languedoc un très mauvais effet, et Caffarelli dans sa correspondance ne cesse d'insister sur les intrigues royalistes.

Le département du Tarn a été mis en état de siège et l'Aveyron n'a qu'une tranquillité apparente. La région des Causses est pleine de déserteurs, car la population a été mécontente des réquisitions qui ont été faites souvent d'une façon exorbitante et sans intelligence.

Dans toute la vallée de la Garonne les esprits étaient devenus hostiles au gouvernement. A Marmande la plupart des gens aisés avaient

1. *Bulletin des Lois*, 31 décembre 1813. IV. 548.

refusé de faire partie de la cohorte urbaine (lettre 289) : même insubordination dans le Quercy et le Périgord ; l'abattement était général même chez les hommes de bonne volonté ; les autres ne cachaient pas leurs sympathies pour les Anglais, car Wellington avait fait répandre dans toute la région d'Aquitaine des proclamations où il annonçait son intention d'alléger le plus possible le fardeau de la guerre en attendant la paix prochaine avec la restauration des Bourbons. Dans le Lot, la Corrèze, la Dordogne on s'opposait ouvertement au départ de la garde nationale et au paiement des impôts (lettre 297). La ville de Périgueux était très agitée comme Toulouse, depuis l'ajournement du Corps Législatif, et plus encore au début de mars, après l'arrivée des réfugiés de la ville de Bordeaux menacée par l'invasion anglaise. On y manquait absolument de poudre et de fusils malgré les perquisitions faites chez les habitants. Là encore la présence de nombreux prisonniers de guerre, anglais et espagnols, achevait de compromettre l'ordre et la sécurité.

Enfin, la cité maîtresse de tout le pays d'Aquitaine, Bordeaux, n'était guère disposée à une longue résistance. Depuis plusieurs mois les royalistes y préparaient la restauration. En août 1813, quand Napoléon était encore à Dresde, on distribuait déjà à Bordeaux des cartes d'enrôlement pour une armée royale bordelaise. Tous les commis voyageurs sur la côte depuis Nantes étaient munis de ces cartes (lettre 119). Tout le corps des magistrats était d'une fidélité douteuse, les habitants fatigués des exigences de la conscription, le maire Lynch décidé à accueillir les royalistes. Dans ces conditions la résistance était condamnée d'avance à l'insuccès. D'ailleurs Cornudet ne voulut même pas la tenter ; il insiste sur le manque d'armes et de munitions, déclarant que la levée en masse était irréalisable : « Cette levée, si elle se fut opérée, n'eût tourné qu'en agression contre le gouvernement et à l'infidélité du sieur Lynch et de ses complices se serait jointe la révolte des habitants de la ville. J'ai été instruit depuis que j'ai quitté Bordeaux que le maire excitait le peuple contre moi, comme *voulant* exposer la ville à être pillée en tentant une défense impossible » (lettre 114).

La situation était non moins grave pour tout le pays entre Gironde et Loire (12^e division militaire). Dans tout le Poitou et la Vendée, Boissy d'Anglas constate que le brigandage était organisé. Des bandes de conscrits réfractaires et de déserteurs parcouraient le pays, mais sans commettre ni pillages, ni meurtres. Ils se bornaient à enlever toutes les armes qu'ils pouvaient trouver, et à terroriser les fonctionnaires et les maires. Souvent ils étaient dirigés par des prêtres

de la Petite Eglise qui n'avaient pas reconnu le Concordat et vivaient cachés parmi eux, vêtus en paysans (lettre 127).

Dans les contrées du Limousin et du Berry, la tranquillité s'était mieux maintenue, mais les ressources étaient épuisées par la cessation de tout commerce. Les populations attendaient un changement de régime que le sénateur Sémonville leur présentait comme la fin prochaine de leurs maux.

Au nord de la Loire l'agitation reparaissait avec les contrées angevines, très pénétrées aussi de sentiments royalistes. Une bande de gens armés avait enlevé de vive force les fonds provenant de la recette des contributions de l'arrondissement de Beaupréau que l'on conduisait à Angers ; 64 000 francs avaient ainsi disparu (lettre 320).

Sur les côtes bretonnes le vieil esprit d'hostilité à l'Angleterre maintenait les populations dans le devoir (13^e division militaire). Le commissaire Canclaux déclare que le littoral est bien défendu et vante l'énergie des Malouins, l'activité de leurs corsaires (lettre 178). Malheureusement comme partout on manque d'armes. La cohorte urbaine de Rennes qui s'est organisée manque de fusils pour s'équiper (lettre 172). Dans l'intérieur du pays le régime impérial était très attaqué. A Rennes, le préfet Bonnaire reconnaît qu'il y avait beaucoup de murmures et de mécontentements. Canclaux rend justice à l'évêque d'Ille-et-Vilaine, Enoch, « dont le bon et vertueux exemple contient et entraîne ceux de son clergé qui regrettent encore un autre ordre de choses. » Il faut compléter ici la correspondance restreinte de Canclaux par celle du préfet que j'ai eu l'occasion d'analyser¹. On y constate que dans la majeure partie du département d'Ille-et-Vilaine les troubles provoqués par les conscrits réfractaires deviennent fort graves.

III

Cette correspondance des commissaires extraordinaires offre donc le grand intérêt de nous montrer une France revenue en arrière, vers la période d'agitations et d'insécurité qui marqua la fin du gouvernement directorial. Le peuple est fatigué, désabusé ; les revers et les souffrances de la défaite sont venus trop vite après les heures enivrantes de la gloire. Dans cette lassitude générale, le désir de paix se montre de plus en plus impérieux. Les royalistes s'en servent

1. Arch. nat., F⁷ 8380 et FIC III Ille-et-Vilaine, 9.

habilement pour promettre un régime de félicité et de repos après l'absolutisme napoléonien, son militarisme provocant, et toutes les misères, toutes les humiliations, qu'il vient d'entraîner à sa suite. Il était donc presque impossible aux commissaires placés dans d'aussi mauvaises conditions, de faire triompher le régime impérial et de provoquer l'enthousiasme chez une nation accablée et incertaine de l'avenir. D'ailleurs ils n'étaient eux-mêmes que de pâles et timides successeurs des fameux Conventionnels en mission : ils n'avaient pas comme les célèbres commissaires du Comité de Salut Public la complète liberté pour commander, ou pour obtenir la prompte obéissance, le recours à des lois inflexibles. Le plus souvent ils se heurtèrent impuissants à l'inertie des autorités ou au mauvais vouloir des administrateurs municipaux : « L'administration, écrivait de Lapparent, a perdu sa force morale ; ses ressorts se relâchent chaque jour. Bientôt tous les services vont manquer » (lettre 300). Presque tous les commissaires auraient pu formuler la même constatation affligeante, et il semble bien que la défaite de l'empereur était inévitable.

Seules les vaillantes populations de la Lorraine, de la Champagne, de l'Ile-de-France, du Dauphiné, et certains habitants de la Gascogne, retrouvèrent l'élan souvent victorieux de 1793. Napoléon, dans sa détresse, eut pour lui le dévouement des Maries-Louises, si dramatiquement célébré en termes émus par Henri Houssaye¹, et aussi celui d'un certain nombre de républicains qui devant les menaces du royalisme triomphant, se plaisaient à retrouver dans l'empereur humilié le général triomphant de l'armée d'Italie, l'homme de la Révolution. Plusieurs fois les commissaires rendent hommage à la fidélité de ce parti républicain que Napoléon avait si souvent poursuivi de ses sarcasmes et des rigueurs de sa police impériale (lettre 110).

Pour permettre une étude détaillée dans chaque région, j'ai cru utile de présenter la publication intégrale des documents. Toutes les lettres des commissaires figurent donc dans le présent recueil, mais certaines d'entre elles moins importantes sont analysées au lieu d'être complètement reproduites. Dans chaque division militaire on trouvera les noms des généraux commandants et ceux des préfets en exercice dans les divers départements du ressort de la division. J'espère n'avoir omis aucune note utile pour la clarté de cette correspondance que j'ai fait suivre d'une bibliographie relative aux ouvrages qui intéressent chaque région pour les premiers mois de 1814.

1. Henri Houssaye, 1814, livre I, ch. 1.

Je dois des remerciements sincères à MM. Lavissee et Rébelliau¹, membres de l'Institut, qui m'ont permis l'accès de la bibliothèque Thiers, ainsi qu'à M. Marcel Bouteron, bibliothécaire, dont la bonne grâce infatigable m'a facilité les recherches dans ce nouvel asile précieux pour tous les amis de l'histoire et des lettres françaises.

Juin 1914.

1. Voir Rébelliau, *Les fonds historiques de la bibliothèque Thiers*. Revue des bibliothèques, 1914, XXIV, 1.

CORRESPONDANCE

DES

COMMISSAIRES EXTRAORDINAIRES

CLASSÉE PAR

DIVISIONS MILITAIRES

1^{re} DIVISION MILITAIRE. PARIS.

Commandant de la division : général de division comte Hullin¹.

Elle comprenait 7 départements : Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne, Oise, Aisne, Eure-et-Loir, Loiret. Il n'y eut pas de commissaire extraordinaire désigné.

2^e DIVISION MILITAIRE². MÉZIÈRES.

Commandant de la division : général de division Janssens, remplacé par le baron Morin, général de brigade.

Elle comprenait 3 départements : Ardennes, Marne et Meuse.

Commissaire extraordinaire : *le sénateur, comte Beurnonville*.

Il était assisté de deux auditeurs au Conseil d'Etat : Heim, auditeur de 2^e classe en service extraordinaire, ancien secrétaire général des provinces illyriennes, et Delage, auditeur de 1^{re} classe, section des finances.

Le général Beurnonville avait alors 61 ans. Il n'appartenait pas, comme on l'a dit, dans la plupart des biographies, à une famille noble ou bourgeoise ; son vrai nom était Pierre Riel, et son père exerçait la modeste profession de charron au petit village de Champignol, près de Bar-sur-Aube³. C'est à Champignol que naquit le 10 mai 1752 le futur pair de France⁴. Il prit part à l'expédition de Suffren dans la mer des Indes. Colonel d'infanterie à la veille de la Révolution,

1. Pierre Hullin, né à Paris, le 6 septembre 1758, était sergent aux gardes françaises en 1789. Il fit campagne aux armées du Rhin et d'Italie. En 1804, il était général de brigade et présida le conseil de guerre qui condamna le duc d'Enghien. Il fut gouverneur de Vienne en 1805, de Berlin en 1806. Divisionnaire en 1807, il reçut le commandement de la 1^{re} division militaire et fit échouer en 1812 la conspiration Malet. Banni pendant la Restauration, il reentra en 1819, et vécut dans la retraite jusqu'à sa mort en 1841.

2. Arch. nat., F⁷ 7020.

3. Chuquet, *Les guerres de la Révolution, Valmy*, p. 151.

4. Champignol, à 9 kilomètres de Bar-sur-Aube, village de 735 habitants en 1804. Prudhomme, *Dictionnaire universel de la France*, 1804.

maréchal de camp le 13 mai 1792, après la déclaration de guerre, il était promu lieutenant général à l'armée de Dumouriez, le 22 août suivant. Devenu ministre de la Guerre au début de 1793, il accompagna les quatre commissaires de la Convention envoyés à Saint-Amand pour signifier à Dumouriez sa destitution, le 1^{er} avril 1793 ; il fut livré avec eux aux Autrichiens sur l'ordre du général rebelle et resta prisonnier à Olmütz en Moravie, jusqu'au 25 décembre 1795 ; il fut alors échangé contre la dauphine. Il fit ensuite partie de l'armée du Rhin, puis commanda quelque temps les troupes de Hollande ; après le 18 brumaire Bonaparte l'envoya comme ambassadeur à Berlin et à Madrid. Sénateur en 1805, comte de l'Empire, pourvu en 1809 de la sénatorerie de Florence, il ne pardonnait pas à Napoléon, malgré tous ces honneurs, de ne point lui avoir donné le bâton de maréchal en 1804 qu'il aurait assurément mérité l'un des premiers si l'empereur n'avait eu égard qu'à sa constante vanité et à sa jactance souvent insupportable durant la période révolutionnaire¹ ! Disciple de Talleyrand, il allait être bientôt l'un des premiers à demander la déchéance de l'empereur. Membre du gouvernement provisoire, il vota en effet contre Napoléon au Sénat. Louis XVIII le créa pair de France, maréchal et marquis. Il mourut le 23 avril 1821, laissant la pairie à son neveu le baron de Beurnonville, colonel du 6^e régiment de la garde royale². Les auteurs du « Dictionnaire des girouettes » raillent avec quelque raison l'ancien jacobin devenu l'un des fermes soutiens de la restauration bourbonnienne : « Nous ignorons s'il fut nommé par la Convention nationale ministre de la Guerre dans la séance du 4 février 1793, mais il est constant que Beurnonville fut un officier au service de la République³ ! »

Dans la 2^e division militaire se trouvaient trois préfets. Préfet des Ardennes : Frain ; préfet de la Marne : de Jessaint ; préfet de la Meuse : comte de Saint-Aulaire.

1. *Paris, 30 décembre 1813. Beurnonville à Montalivet,*
ministre de l'Intérieur.

Accusé de réception de diverses pièces envoyées par le ministre.
« Je vous prie d'être persuadé de tout le soin que j'apporterai à me rendre digne de la haute marque de confiance que je reçois de Sa Majesté dans cette circonstance. »

2. *Paris, 31 décembre 1813. Beurnonville à Montalivet.*

Beurnonville annonce au ministre qu'il part cette nuit pour la route de Mézières.

1. Houssaye, 1814, livre VIII, 2.

2. De Brotonne, *Les sénateurs et pairs de France*, p. 170.

3. *Dictionnaire des girouettes ou nos contemporains peints d'après eux-mêmes*. Paris, 1815.
Voir aussi sur Beurnonville : Blampignon : *Le maréchal de Beurnonville d'après des documents inédits*. Mémoires de la Société académique du département de l'Aube, 1902, tome 66, p. 149-183.

3. *Reims, 2 janvier 1814. Beurnonville à Montalivet.*

« Malgré l'empressement que j'ai d'être rendu à Mézières, j'ai cru cependant devoir m'arrêter quelques moments à Reims. L'esprit public y est bon à quelques mauvais sujets près, comme il en existe partout. On peut essentiellement compter sur l'attachement et le dévouement à l'empereur des habitants de cette partie de la Champagne. »

4. *Mézières, 4 janvier 1814. Beurnonville à Montalivet.*

« Monsieur le comte, en continuant ma route vers Mézières, je me suis arrêté quelques instants à Rethel pour y voir le sous-préfet que j'ai trouvé bien pénétré de l'importance des fonctions qu'il exerce dans les circonstances actuelles, et répondant du bon esprit, des bonnes dispositions de l'arrondissement qu'il administre. J'ai rassemblé ce matin le général commandant la division, le préfet¹, et toutes les autorités civiles et militaires. Je venais de recevoir la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser relativement à l'ajournement du Corps Législatif. J'ai puisé dans les détails précieux qu'elle contient tout ce qui m'a paru propre à détruire les fâcheuses impressions que des malintentionnés auraient cherché à répandre. J'ai eu le plaisir de voir que tous ceux qui m'écoutaient partageaient les sentiments que je manifestais et par les réponses que m'ont faites le général commandant la division et le préfet, j'ai eu lieu de me convaincre de l'excellent esprit qui anime les habitants des Ardennes. »

5. *Mézières, 6 janvier. Beurnonville à Montalivet.*

Il a tenu un conseil avec les différents chefs de service pour bien connaître l'état des places. Il envoie M. Delage, un de ses auditeurs à Charlemont² et à

1. Frain (Joseph) baron de la Touche, né à Avranches en 1758, fut avocat dans cette ville, maire d'Avranches en 1790, procureur syndic du district en 1792, commissaire près l'administration centrale de la Manche en 1795, député au Conseil des Anciens en l'an VII. Il adhéra au 18 brumaire et fut appelé à la préfecture des Ardennes où il resta jusqu'à la fin de l'empire. Il mourut à Avranches en 1840.

2. Charlemont, ville forte du département des Ardennes dans l'arrondissement de Rocroi et le canton de Givet, à 39 kilomètres de Charleville. L'empereur Charles-Quint avait fait bâtir cette place forte en 1555 et lui avait donné son nom. Les fortifications en étaient

Philippeville¹. Lui-même part avec l'autre M. Heim pour une tournée dans les départements de la Meuse et de la Marne, « afin de donner à l'opinion publique l'impulsion qu'elle doit avoir et que les circonstances commandent si impérieusement ».

6. Châlons, 11 janvier. Beurnonville à Montalivet.

« En quittant Mézières, c'est par Sedan que j'ai commencé la tournée que je fais en ce moment dans les villes principales de la 2^e division militaire. Je ne puis que confirmer à Votre Excellence les éloges que j'ai déjà donnés au zèle, à l'activité des autorités du département des Ardennes, à l'excellent esprit des habitants dont la ville et l'arrondissement de Sedan m'ont donné de nouvelles preuves et j'éprouve une véritable satisfaction à pouvoir assurer qu'à Mouzon², Stenay³, Dun⁴, Verdun, Clermont⁵, Sainte-Menehould et Châlons, le même esprit, la même union, les mêmes dispositions animent et les fonctionnaires et toute la population. J'ai déjà eu l'occasion d'entretenir V. Exc. de la confiance qu'inspire à tous ses administrés le préfet de la Marne⁶. Je regarde comme un devoir d'appeler encore l'attention de V. Exc. sur l'excellente administration de ce magistrat recommandable. Hommes, chevaux, argent, tout est fourni par les habitants avec empressement et quoique dans un pays. pauvre. tous

bonnes et régulières. C'était une place de guerre de 2^e classe de la 2^e division militaire. La population en y comprenant Givet-N.-Dame s'élevait à 4 100 habitants.

1. Philippeville était un chef-lieu de canton de l'arrondissement de Rocroi, à 20 kilom. N.-O. de Charlemont. Ce n'était autrefois qu'un bourg appelé Corbigny. Ancienne place de guerre les fortifications en avaient été supprimées par arrêté des consuls du 1^{er} vendémiaire an XII (24 septembre 1803).

2. Mouzon, ville du département des Ardennes, arrondissement de Sedan, chef-lieu de canton sur la Meuse, à 14 kilomètres au S.-E. de Sedan. Population : 1 800 habitants. Avant la Révolution, il y avait une abbaye de Bénédictins qui produisait à l'abbé 15 000 livres de rente.

3. Stenay, ville du département de la Meuse dans l'arrondissement de Montmédy, chef-lieu de canton sur la Meuse, à 13 kilomètres ouest de Montmédy et 38 kilomètres au nord de Verdun. Population : 2 340 habitants.

4. Dun, ville du département de la Meuse dans l'arrondissement de Montmédy, chef-lieu de canton sur la Meuse, à 13 kilomètres au sud de Stenay. Cédée à la France par le duc de Lorraine en 1633, ses fortifications avaient été détruites. Population : 960 habitants.

5. Clermont, ville du département de la Meuse, dans l'arrondissement de Verdun, chef-lieu de canton à 13 kilomètres E. de Sainte-Menehould. Population : 1 572 habitants.

6. De Jessaint. Le vicomte Claude-Laurent Bourgeois de Jessaint, né en 1764, à Jessaint (Aube), avait été nommé préfet de la Marne le 3 mai 1800. Il s'y maintint 38 ans. Louis-Philippe le nomma pair de France le 10 novembre 1838. Il mourut en 1853, à 89 ans. Honoré Fauré lui dédia son ouvrage sur les *Biographies des préfets* qui parut à Aurillac en 1839. Bibl. nat., Ln 5/22.

les sacrifices qu'exigeront les circonstances seront obtenus sans murmures. M. de Jessaint est mon compatriote. Comme particulier, je le connaissais digne de toute mon estime : comme homme public, sa conduite me semble au-dessus de tout éloge.

« Je partirai demain pour Vitry : je me rendrai ensuite à Bar d'où j'aurai l'honneur d'écrire à V. Exc.

7. Bar-sur-Ornain, 14 janvier 1814. Beurnonville à Montalivet.

« Les conscriptions sont levées dans le département de la Meuse, mais le contingent de celle des 300 000 hommes est loin d'être complet. Malgré tous les appels on n'atteindra pas 1 000 hommes. La grande quantité d'enrôlements volontaires et les nombreux mariages sont les causes de ce déficit. Ce département (la Meuse) est d'ailleurs comme ceux que j'ai déjà parcourus (Marne, Ardennes) disposé aux sacrifices et à la plus entière soumission, mais il paraît qu'il ne faut guère compter sur l'élan de la part de ses habitants. S'il y avait des noyaux d'armée sur quelque point voisin, on pourrait espérer d'y faire diriger une partie de la population, mais tant qu'elle ne verra pas de forces réglées autour d'elle on pourra difficilement la déterminer à prendre les armes¹. »

8. Mézières, 16 janvier. Beurnonville à Montalivet.

Il a reçu la lettre du 14 à laquelle était jointe une copie de l'instruction adressée à MM. les préfets des départements de la Marne et des Ardennes pour appeler tous les Français en état de porter les armes, en former des bataillons et des compagnies de partisans destinés à la défense du pays.

9. Mézières 19 janvier 1814. Beurnonville à Montalivet.

« J'ai eu l'honneur de vous écrire de Bar le 14. J'ai parcouru depuis les arrondissements de Commercy, Verdun, Montmédy. J'ai ordonné partout les levées en masse, les compagnies franches. Partout j'ai trouvé les cohortes urbaines établies, les bataillons de

1. D'après l'état militaire du 15 janvier, les troupes stationnées dans la 2^e division militaire comprenaient seulement un total de 248 officiers et 6 992 soldats. La plus forte garnison était celle de Givet avec 2 737 soldats. AFIV registres, 882.

garde nationale mobile au moment de se mettre en route ; mais je crains que la marche rétrograde des maréchaux et l'entrée de l'ennemi à Nancy ne paralysent en partie les efforts que nous faisons pour arrêter son progrès. Déjà des portions du département de la Meuse sont envahies, et si, comme je dois le penser, les maréchaux se retirent sur la Marne, nous ne devons guère compter sur le secours qu'on pouvait tirer des habitants de la Meuse. »

10. *Mézières, le 22 janvier 1814. Beurnonville à Montalivet.*

« Je reçois la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 20 pour me prévenir que Sa Majesté avait choisi le général de brigade Hulot pour commander la levée en masse dans le département des Ardennes¹. Cet officier général n'a pas encore paru et j'ignore absolument où il est.

« Si les maréchaux qui ont été forcés d'abandonner la ligne du Rhin avaient pu prendre position sur la Meuse couverte de places fortes, ces places auraient pu être armées et approvisionnées sans difficulté, et peut-être rendues inexpugnables. La mission que S. M. a daigné me confier rendait alors mon zèle plus utile à son service ; mais les corps en retraite en se repliant sur la Marne laissent nécessairement tout le pays qui se trouve entre le Rhin et la Marne exposé à l'invasion de l'ennemi et dès lors mes efforts et mes soins sont paralysés. Comment espérer quelque résultat d'une levée en masse, lorsqu'après avoir fourni le contingent des 120 000 hommes, celui des 300 000 hommes, les gardes nationales enrégimentées, les compagnies franches, les cohortes urbaines, il faut que tout le reste de la population valide soit employé aux immenses transports qu'on requiert, et qui sont hors de toute proportion avec les moyens du département. »

11. *Mézières, le 24 janvier 1814. Beurnonville à Montalivet.*

« M. le duc de Tarente arrive et repasse la Meuse, suivi par l'en-

1. Hulot était né le 15 février 1774 dans le département des Ardennes. Il achevait ses études à Reims lorsqu'il fut atteint par la réquisition de 1793. Chef de bataillon en 1805, colonel en 1808, il fit avec Soult toute la campagne de 1811 en Espagne. Général de brigade en 1812, sa conduite énergique à Hanau lui valut de devenir baron et commandant de la Légion d'honneur. A la Restauration, il devait être nommé commandant de Bar-sur-Ornain.

nemi qui se présentera nécessairement devant Mézières aussitôt que le maréchal en sera sorti, et comme cette place ne peut pas faire de résistance, je suis obligé moi-même de suivre le mouvement de retraite du duc de Tarente. »

12. *Rethel, 29 janvier. Beurnonville au même.*

« J'ai quitté Mézières avec M. le duc de Tarente. J'arrive ici pour y passer la journée, voir les autorités et m'entendre avec le sous-préfet pour tâcher d'obtenir quelques denrées qui manquent à nos approvisionnements..... Je ne suis parti de Mézières qu'après avoir vu complètement organiser et mettre en mouvement les deux bataillons de garde nationale mobile composés chacun de 6 compagnies qui sont déjà dans les places de Charlemont, Philippeville, Rocroi, Mézières. Je serai demain à Reims d'où j'espère pouvoir diriger sur Mézières des denrées et des moyens de transport pour y achever l'approvisionnement des places. »

13. *Reims, 31 janvier. Beurnonville au même.*

L'arrondissement de Reims est épuisé. Pour compléter l'approvisionnement des places Beurnonville demande le droit d'exercer des réquisitions dans les départements voisins, de l'Aisne, de la Somme et de l'Oise.

Montalivet lui fait accorder bientôt cette autorisation.

14. *Reims, le 4 février. Beurnonville à Montalivet.*

« M. le maréchal duc de Tarente me prévient qu'il est forcé d'évacuer Châlons, pour rejoindre l'armée de S. M. Il ajoute que l'ennemi devant marcher sur Reims et Laon je n'ai pas de temps à perdre pour me replier sur Soissons. Ma présence dans cette dernière ville devenant absolument inutile pour la 2^e division militaire dont elle ne fait point partie, j'irai probablement à Paris, prendre de nouveau les ordres de Votre Excellence. »

Bibliographie.

Dry, *Reims en 1814 pendant l'invasion*. Paris, 1902.

Procès-verbal des événements qui ont eu lieu dans la ville de Vitry-le-François à compter du mois de novembre 1813 au 1^{er} juin 1814. Revue de Champagne, 1888, t. 25, p. 272.

Beuve (Octave), bibliothécaire de Châlons-sur-Marne *L'invasion de 1814 et 1815 en Champagne*. Souvenirs inédits. Paris et Nancy, 1914.

3^e DIVISION MILITAIRE¹. METZ.

Commandant de la division : général de division baron Roget de Belloquet.
Elle comprenait deux départements : Moselle et Forêts.

Commissaire extraordinaire : le sénateur comte Chasset.

Il eut pour auditeurs : Arnault², auditeur de 1^{re} classe en service extraordinaire, sous-préfet de La Châtre ; et Lefebvre de Courchamp, auditeur de 1^{re} classe, chargé de missions.

Chasset (Charles-Antoine) était âgé de 68 ans ; il était né à Villefranche aux environs de Lyon en 1745 (25 mai). Avocat et maire à l'époque de la Révolution, il fut choisi par le bailliage du Beaujolais pour rédiger ses cahiers et le représenter aux États généraux. Il accompagna Louis XVI à l'Hôtel de Ville dans la célèbre journée du 17 juillet 1789. Député de Rhône et Loire à la Convention, il s'opposa d'abord à ce que l'assemblée s'établît juge de Louis XVI, et il vota pour la détention pendant la durée de la guerre, et le bannissement une fois la paix rétablie. Aussi fut-il parmi les proscrits du 31 mai ; il réussit à s'enfuir à l'étranger³. Plus tard député aux Cinq-Cents, puis aux Anciens, il soutint Bonaparte au 18 brumaire, et devint sénateur ; en 1803, il reçut la sénatorerie de Metz. Ainsi s'explique le choix de Napoléon qui le nommait commissaire dans un pays qu'il connaissait bien. Chasset fit son devoir, avec conscience, mais il semble fatigué ; à la différence de la plupart des commissaires, il n'écrivit pas lui-même ses lettres ; il se contente de les signer d'une main tremblante ou même ne les signe pas du tout. Il s'abstint dans la fameuse séance du 3 avril, où fut votée la déchéance de l'empereur. Aussi ne figure-t-il pas parmi les pairs du 4 juin 1814. A son retour de l'île d'Elbe, Napoléon fit de nouveau appel à ses services et l'envoya en qualité de commissaire extraordinaire dans la 22^e division (mars 1815). Après les Cent Jours Chasset rentra définitivement dans la vie privée et mourut à Tournus (Saône-et-Loire), le 10 septembre 1824 presque octogénaire.

Les deux préfets de la 3^e division étaient en 1814, pour la Moselle, Vaublanc, et pour le département des Forêts, Jourdan.

15. *Paris, 27 décembre 1813. Chasset à Montalivet.*

Chasset demande au ministre de lui donner une lettre de crédit de 6 000 francs et une somme de 2 000 francs, comptant.

16. *Metz, 7 janvier 1814. Chasset à Montalivet.*

« Monsieur le Comte, j'ai tardé bien longtemps de rendre à V. Ex.

1. Arch. nat., F⁷ 7021.

2. Arnault (Lucien-Émile) était le fils du littérateur Antoine Arnault : il fut nommé auditeur en 1809, et le 8 avril 1811, sous-préfet de La Châtre. En 1815 il devint préfet de l'Ardèche. Sa tragédie de *Régulus* fut représentée au Théâtre-Français en 1822.

3. Il fut remplacé, le 17 août 1793, par Noailly, député suppléant.

un compte de ce que j'ai fait depuis que je suis ici. Vous en allez avoir les raisons dans les embarras dont je vais vous parler. Arrivé le 1^{er} de ce mois à 5 heures du soir, le lendemain j'ai été voir M. le Maréchal duc de Valmy. Le 2. mes auditeurs sont arrivés. Ce même jour, M. le Maréchal a convoqué un conseil de guerre qui n'a été fini que le 4 et j'y ai assisté ainsi que Messieurs les auditeurs. La première mesure qu'on a prise a été de mettre en état de siège la ville de Metz et toutes les autres places fortes de la 3^e division. Le 3 j'ai rédigé et le 4 j'ai fait afficher à Metz une proclamation¹. V. Exc. y verra que j'ai provoqué la levée en masse en annonçant qu'elle serait organisée incessamment et qu'au moment de son activité on en indiquerait le service. Dans le conseil du 4 on a arrêté que les habitants se pourvoiraient de vivres pour six mois. Cet ordre a occasionné beaucoup de mouvement. Chacun fait venir à Metz le plus de provisions qu'il peut. On a été plus loin : les alarmes que cause l'approche de l'ennemi ont déterminé beaucoup de propriétaires de la campagne à venir s'établir à Metz où ils font amener le plus de meubles qu'ils peuvent pour les sauver du pillage. Ceux de la ville en font autant de ce qu'ils ont à la campagne. J'ai cru devoir les imiter en faisant transporter ici le plus que j'ai pu des meubles que j'ai dans la maison sénatoriale qui est à six lieues de Metz.

« Voilà les embarras qui ne m'ont pas permis d'écrire. Ce qui aggrave cette position c'est que la marche de l'ennemi est alarmante. Le 5 janvier il avait son quartier général à Kaiserslautern ; hier 6 est arrivée la nouvelle qu'une colonne ennemie avait pénétré à Trèves, d'où les autorités s'étaient retirées, et que des partisans s'étaient montrés à Echternach² et à Grevenmacheren³, assez près de Luxembourg. Ainsi le voilà dans le département des Forêts dépendant de la 3^e division militaire. Ce département est suspecté en partie d'un mauvais esprit. Aussi vous remarquerez que ma proclamation est adressée seulement au département de la Moselle qui est excellent, à cause de la levée en masse dont j'ai suspendu la provocation dans les Forêts, d'après l'avis de M. le Maréchal et de plusieurs généraux... En revenant au conseil de guerre il y a été reconnu que les places fortes ayant été négligées pendant si longtemps manqueraient de tout. Des

1. Le texte en est joint au dossier.

2. Echternach, chef-lieu de canton du département des Forêts, à 18 kilomètres N.-O. de Trèves. Population en 1804 : 2 683 habitants.

3. Grevenmacheren, chef-lieu de canton du département des Forêts, sur la Moselle, entre Luxembourg et Trèves, à 16 kilomètres S.-O. de Trèves. Population en 1804 : 1 867 habitants, Prud'homme, *Dictionnaire cité*.

réquisitions de toute nature ont été faites. Les armes manquent¹. »

17. Metz, 8 janvier. Chasset à Montalivet.

« M. l'auditeur de Courchamp est revenu hier au soir de Luxembourg². Il a confirmé ce que nous avions prévu sur la levée en masse. Cette mesure ne conviendrait pas au département des Forêts. Tous les habitants sont fort tranquilles et la moindre étincelle pourrait les agiter et leur faire tourner ensuite leurs armes contre les Français. Cependant le commandant de place de Luxembourg se propose de faire enlever les fusils qui sont entre leurs mains. On s'y prendra d'abord avec douceur, et s'il le faut, on emploiera la force. »

18. Metz, 11 janvier. Chasset au même.

« Cette division touche à un moment qui peut devenir bien critique. Elle est presque entourée par l'ennemi. Aucune des places fortes n'a ni les hommes, ni les armes nécessaires à sa défense. Il en est de même des fourrages. On en avait ramassé, mais il y a tant de consommation journalière qu'ils ont disparu, et le département de la Moselle en est épuisé. Ce qui inquiète le plus, ce n'est pas un siège, mais on craint de n'avoir pas le temps de compléter l'approvisionnement. L'ennemi, s'il en a le projet, ne tardera pas à cerner la place de Metz. M. le duc de Raguse qui était à Hombourg³, puis à Sarrebrück⁴, d'où il couvrit Sarrelouis, avait le 8 janvier son quartier général à Forbach⁵, le 9 à Saint-Avold⁶, et le 10 à Courcelles⁷.

1. D'après l'état militaire du 15 janvier, ces places fortes étaient celles de Metz, Thionville, Sarrelouis, Bitché, Longwy et Luxembourg. Les troupes de la division comprenaient 459 officiers et 17 257 soldats. Metz avait pour sa part une faible garnison de 8 480 hommes. Arch. nat., AFIV 882.

2. Luxembourg, chef-lieu du département des Forêts, à 31 kilomètres N.-E. de Longwy. C'était une place de guerre de 1^{re} classe de la 3^e division militaire. Population : 9 000 habitants.

3. Hombourg, bourgade du département du Mont-Tonnerre, arrondissement des Deux-Ponts, chef-lieu de canton à 24 kilomètres N.-E. de Sarrebrück. Population : 1 761 habitants.

4. Sarrebrück, chef-lieu d'arrondissement du département de la Sarre. Place de guerre de la 26^e division militaire. Population : 2 700 habitants.

5. Forbach, bourgade du département de la Moselle, arrondissement de Sarreguemines, chef-lieu de canton, à 16 kilomètres N.-O. de Sarreguemines et 49 kilomètres E. de Metz. Population : 1 650 habitants.

6. Saint-Avold, ville du département de la Moselle, arrondissement de Sarreguemines, chef-lieu de canton à 38 kilomètres E. de Metz. Population : 2 500 habitants.

7. Courcelles-Chaussy, bourgade du département de la Moselle, à 16 kilomètres E. de Metz.

Il sera vraisemblablement aujourd'hui ici, puisqu'il a demandé des vivres pour son armée. Quels seront ses mouvements ultérieurs ? je l'ignore. Mais s'il se dirige sur Verdun, Metz sera réduite à ses propres forces ; elle sera bientôt cernée. »

19. Metz, 12 janvier 1814. Chasset à Montalivet.

« Il n'est plus possible d'aller dans aucune ville ou place forte de la division. Messieurs les auditeurs et moi, nous sommes forcés de rester à Metz. Il y a plus de 1500 conscrits qui n'ont de vêtements que ceux qu'ils avaient en arrivant, et qui sont presque des haillons. M. le duc de Raguse vient de loger à la préfecture de Metz. »

19 bis. Metz, 14 janvier 1814. Le préfet Vaublanc¹ à Montalivet.

« Le lycée de Metz superbe établissement qui était fréquenté par 560 élèves a été évacué hier pour être changé en hôpital. Le grand séminaire du diocèse a reçu la même destination. Le froid a augmenté tellement cette nuit que le matin le thermomètre était descendu à — 15°. La Moselle va être entièrement gelée et c'est une circonstance très fâcheuse. »

19 ter. Paris, 25 janvier 1814. Montalivet à Chasset.

« Je m'empresse de vous informer que S. M. l'empereur et roi est parti la nuit dernière pour se mettre à la tête d'une puissante armée réunie dans la Marne. Le génie de l'empereur et le dévouement des Français auront bientôt purgé notre sol des armées étrangères. »

Bibliographie.

L. Knœpfler, *Le blocus de Metz en 1814*. Paris, 1909.

1. Le comte de Vaublanc, né en 1756, fut député de Seine-et-Marne à l'Assemblée législative, et l'un des chefs du parti constitutionnel et modéré. Proscrit pendant la Terreur, on le retrouve au Conseil des Cinq Cents. Condamné à la déportation au 18 fructidor il se réfugia en Suisse. Rappelé après le 18 brumaire, il devint en 1800, membre du Corps législatif, puis en 1805 préfet de la Moselle. Il fit son devoir à Metz avec un grand courage, dans la douloureuse année 1814.

4^e DIVISION MILITAIRE¹. NANCY.

Commandant de la division : le baron Lacoste-Duvivier, général de division. Elle comprenait 2 départements : Meurthe et Vosges.

Commissaire extraordinaire : le sénateur comte Colchen.

Il eut pour auditeurs : Pellenc, auditeur de 2^e classe près le directeur de l'imprimerie et de la librairie ; et Desmazis, auditeur de 2^e classe, près l'administration des forêts.

Le sénateur Colchen avait 61 ans ; il était né à Metz en novembre 1752 et avait débuté dans l'administration royale par les fonctions de subdélégué à l'intendance de Pau et d'Auch. Il fut ensuite chef de division au département des affaires étrangères. En 1801 il avait fait partie de la commission chargée de négocier la paix avec l'Angleterre ; il devint préfet de la Moselle² et fut appelé au Sénat en 1805 ; comme tant d'autres en 1814, il abandonna Napoléon et vota sa déchéance. Louis XVIII l'en récompensa dès le 4 juin 1814 par la dignité de pair de France ; Napoléon la lui laissa durant les Cent Jours : aussi peut-on lire dans le « Dictionnaire des Girouettes » : « Comme on le voit, M. Colchen sera toujours sûr d'être pair quoiqu'il advienne. » En effet, la prédiction se réalisa : rayé au retour de Louis XVIII par suite de l'ordonnance du 24 juillet 1815, il fut réintégré à la Chambre des pairs par celle du 5 mars 1819³.

Les préfets en service dans la 4^e division militaire étaient : pour le département de la Meurthe, le baron de Fréville⁴ ; pour les Vosges, le baron de Flezzy.

20. Nancy, 4 janvier 1814. Colchen au duc de Feltre,
ministre de la Guerre.

« L'ennemi ne cesse de faire des progrès dans le département des Vosges. Le général Cassagne a annoncé que l'ennemi allait occuper Remiremont. J'ai invité le général DeFrance à faire partir les troupes disponibles : 360 hommes d'infanterie et 300 cavaliers. La plupart de ces troupes manquaient de cartouches. Le général mande qu'il y a eu un engagement très vif avec l'ennemi. Comme le général Cassagne a une jambe de bois, il a remis le commandement actif au général Duvigneau. Il s'est retiré sur Charmes⁵ avec le préfet. L'ennemi a 4 000 hommes d'infanterie et 1 500 cosaques. »

1. Arch. nat., F⁷ 7031.

2. Dans l'enquête de l'an IX, Colchen fournit d'intéressants renseignements sur la situation du prolétariat urbain et rural du département de la Moselle. C'est dans son travail que se trouve un des tableaux les plus exacts de la vie ouvrière en 1801.

3. De Brotonne, *ouv. cité*, p. 160.

4. Il était auparavant préfet de Vaucluse et fut nommé préfet de la Meurthe le 15 décembre 1813. *Bulletin des Lois*, IV, 541.

5. Charmes-sur-Moselle, ville du département des Vosges, chef-lieu de canton de l'arrondissement de Mirecourt, à 24 kilomètres N.-E. d'Épinal. Population : 2 380 habitants.

21. *Nancy, 8 janvier 1814. Colchen à Montalivet.*

« Depuis six jours que je suis à Nancy je devrais avoir reçu des informations précises au sujet de l'ennemi de la part des autorités civiles et militaires. Mais ni les unes, ni les autres ne se sont mises en position de m'éclairer. Du moment où l'ennemi s'est montré dans les départements du Haut-Rhin et de la Haute-Saône, elles auraient dû s'empresser à chercher à connaître ses mouvements, sa force sur les différents points par lesquels il pouvait pénétrer dans les Vosges, et employer à cet effet la gendarmerie, des éclaireurs, des vedettes. Rien n'a été fait, rien n'a été prévu. L'ennemi plus prévoyant, mieux instruit, est entré dans les Vosges comme dans un salon, avec la certitude qu'il ne rencontrerait aucun obstacle. Deux cents hommes, une pièce de canon auraient suffi pour l'arrêter aux gorges de Bussang.

« C'est surtout au préfet des Vosges¹ qu'on doit imputer essentiellement l'alarme causée dans les deux départements. Après le premier engagement du général Duvigneau avec l'ennemi à Arches² au delà d'Épinal, il a non seulement eu le tort de quitter brusquement cette ville pour se rendre à Charmes, mais deux jours après il est arrivé à Nancy, sa voiture escortée de gendarmes, comme si l'ennemi le suivait immédiatement. Mes objurgations et celles du duc de Vicence l'ont fait retourner à son poste. »

22. *Châlons-sur-Marne, 17 janvier 1814. Colchen à Montalivet.*

« J'ai dû quitter Nancy ; depuis le 13 je suis à Bar-sur-Ornain. Les cosaques ont enlevé au moment de la retraite d'Épinal sur Flavigny³, le baron de Flegny, préfet des Vosges, le directeur des contributions et d'autres fonctionnaires publics. »

Bibliographie.

L'invasion de 1814 dans le département des Vosges. Correspondance inédite du général Casagne, publiée par M. Benoit (Annales de la Société d'émulation du département des Vosges (Épinal), 1877, p. 233-326.

Perrin (René), *L'esprit public dans le département de la Meurthe de 1814 à 1816*. Paris et Nancy, 1913.

1. Le baron Humbert de Flegny (voir la lettre suivante).

2. Arches, bourgade du département de la Moselle, arrondissement d'Épinal, à 8 kilomètres de cette ville. Il y avait déjà des papeteries importantes. Population : 842 habitants.

3. Flavigny, bourgade du département de la Meurthe, à 13 kilomètres de Nancy, sur la Moselle. Population en 1804 : 1 052 habitants.

5^e DIVISION MILITAIRE¹. STRASBOURG.

Commandant supérieur : le duc de Valmy, maréchal d'empire.

Commandant de la division : général Desbureaux².

Elle comprenait 2 départements : Haut-Rhin et Bas-Rhin.

Commissaire extraordinaire : le sénateur comte Rœderer.

Il eut pour auditeurs, le comte de Belleville³ et Boula du Colombier, auditeur de 1^{re} classe, en service extraordinaire, commissaire spécial de police à Wesel.

Le sénateur Rœderer avait 59 ans ; il appartenait à une famille de magistrats et naquit à Metz, le 15 février 1754. En 1779 il était conseiller au Parlement de Metz, et de bonne heure il se montra favorable aux idées de réformes. En 1789 il fut élu député à la Constituante, et en 1791, il était nommé procureur syndic du département de la Seine ; il se retira après les événements du 10 août et vécut à l'écart pendant la terreur. En 1795 il reprit la direction du « Journal de Paris » dont il était devenu un des propriétaires. Il y écrivit avec sa réserve et son habileté coutumières ; aussi Mallet du Pan disait de lui « qu'il serpentait à travers tous les partis ». Il s'attacha à la fortune de Bonaparte et devint Conseiller d'Etat. Durant le Consulat, il fut l'un des familiers des Tuileries et de la Malmaison⁴. En 1803, il était sénateur, puis pourvu de la sénatorerie de Caen. En 1810 il eut la charge de ministre secrétaire d'Etat du grand duché de Berg. Au moment du désastre il s'abstint d'accabler Napoléon, et par suite ne figura point sur la liste des pairs du 4 juin 1814, comme plusieurs des autres commissaires extraordinaires moins scrupuleux. Napoléon l'appela naturellement à la Chambre des Pairs durant les Cent Jours ; il fut rayé au retour du roi et rétabli seulement par Louis-Philippe (nomination du 11 octobre 1832). Il mourut à Paris le 17 décembre 1835, à 81 ans. Son fils, le baron Rœderer, fut appelé à la pairie en 1845⁵.

Les préfets en fonctions dans la 5^e division étaient : pour le Bas-Rhin, Lezay-Marnesia et pour le Haut-Rhin, le comte de la Vieuville, chambellan de l'empereur.

23. *Strasbourg, 5 janvier 1814. Rœderer à Montalivet.*

« L'ennemi a passé le Rhin dans la nuit du 1^{er} au 2. J'ai pris le parti de demeurer à Strasbourg⁶. J'ai vu que je pouvais y être utile.

1. Arch. nat., F⁷ 7021.

2. Desbureaux (Charles-François) était né à Reims en 1755. Il était capitaine de la garde nationale de Reims en 1792 ; chef de bataillon à l'armée des Ardennes ; général de brigade en août 1793 ; divisionnaire le 20 septembre suivant à l'armée de la Moselle, il fut chargé de débloquer Landau. Il commanda sous le consulat la seconde expédition de Saint-Domingue ; fut nommé en 1803 au commandement de la 5^e division qu'il garda jusqu'à sa mise à la retraite en 1815. Il mourut en 1835, doyen des lieutenants-généraux.

3. Le comte de Belleville fut remplacé par le vicomte Riquetti de Mirabeau.

4. *Journal du comte Rœderer (1799-1806)* publié par M. Vitrac. Paris, 1909.

5. De Brotonne, *ouv. cité*, p. 256. Voir sur Rœderer un article de Mignet. *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} janvier 1838.

6. Strasbourg avait une garnison de 294 officiers et 11 743 hommes.

Je contribuerai à la bonne intelligence du commandant supérieur avec les autorités civiles. J'obtiendrai de celles-ci et des citoyens par la persuasion, ce qui ne pourrait en être arraché durement sans danger. »

24. *Paris, 11 mai 1814. Ræderer au ministre de l'Intérieur, l'abbé de Montesquiou.*

« J'ai été enfermé trois mois et demi dans Strasbourg. J'ai tenu maison pendant ces trois mois. J'ai dépensé 35 000 francs, la vie étant très dispendieuse dans une ville bloquée et ma position exigeant que je donnasse des secours à beaucoup de gens dans le besoin.

De ces 35 000 francs, 10 000 francs m'ont été avancés par le ministre de l'Intérieur ; 10 000 francs sont sortis de ma poche et je n'en réclame rien. Mais étant resté sans un écu, la surveillance de mon départ et devant 15 000 francs par la ville, j'ai autorisé le directeur des domaines à remettre à mon banquier un effet de la valeur de cette somme, c'est-à-dire une subrogation de 15 000 francs sur les restants dus des domaines vendus pour le compte de la caisse d'amortissement, à la charge par moi d'en faire le remboursement à ladite caisse à Paris, à moins que le gouvernement ne m'alloue cette partie de ma dépense. C'est cette allocation que je sollicite de Votre Exc. »

24 bis. *Paris, 12 mai 1814. Montesquiou à Ræderer.*

Il répond par un refus motivé à la requête précédente.

« Un fonds de 292 000 francs avait été fait par ordre du gouvernement précédent pour frais de mission des commissaires extraordinaires, nommés par le décret du 26 décembre 1813. Cette somme a été distribuée entre les sénateurs, conseillers d'État et auditeurs de la manière suivante : les auditeurs ont reçu 1000 francs au moins, 2 000 francs au plus. Les commissaires ont reçu 6 000 francs au moins et 10 000 francs au plus. Vous êtes du nombre de ceux qui ont touché le maximum. L'intention du gouvernement d'alors n'a pas été de rembourser aux commissaires tous leurs frais, et il n'existe aucune décision à cet égard. Il paraît même qu'on avait entendu que la mission serait purement honorifique et que Napoléon comptait sur le dévouement des commissaires et sur les sacrifices qu'ils pourraient faire dans l'intérêt de sa cause. Cependant sur la représen-

tation que plusieurs d'entre eux firent qu'ils manquaient de fonds pour se mettre en route, il ordonna la distribution de la somme ci-dessus. »

Bibliographie.

Chuquet, *L'Alsace en 1814*. Paris, 1900.

Blaizon (capitaine), *Un défenseur alsacien en 1814. Le 1^{er} siège de Belfort et le commandant Legrand*. Paris, 1912.

6^e DIVISION MILITAIRE. BESANÇON¹.

Commandant de la division : le baron de Marulaz, général de division².

Elle comprenait 4 départements : Ain, Doubs, Jura, Haute-Saône.

Commissaire extraordinaire : le sénateur comte de Valence.

Il eut pour auditeurs : Aubernon, auditeur de 1^{re} classe en service extraordinaire, qui peu après, le 13 janvier 1814, fut nommé préfet de l'Hérault³, et Harel, auditeur de 2^e classe près l'administration des Ponts et Chaussées.

Le comte Thiembrune de Valence était né à Agen en 1757 ; il était fils d'un lieutenant général et neveu de Thiembrune, gouverneur de l'École militaire. Colonel en 1784 à 27 ans, il épousa la fille de M^{me} de Genlis. En 1792, maréchal de camp dans l'armée de Luckner, il devint lieutenant général après le 10 août et prit une part active à la conquête de la Belgique avec Dumouriez. Mis hors la loi après la défection de Dumouriez, il séjourna à Hambourg et rentra après le 18 brumaire. Appelé au Sénat en 1805, il eut encore un commandement actif en Espagne (1808) et au début de la campagne de Russie. Bientôt il allait approuver la déchéance de Napoléon, et recevoir la pairie le 4 juin 1814. Le *Dictionnaire des Girouettes* après avoir énuméré toutes ses dignités, ajoute malicieusement : « il est certainement plus connu sous le nom de citoyen Valence, général de la République. » Napoléon à son retour maintint Valence parmi les pairs, mais Louis XVIII le raya par l'ordonnance du 24 juillet 1815 ; il fut réintégré par nomination du 19 novembre 1819.

Les préfets en fonctions dans la 6^e division étaient : pour le département de l'Ain, Rivet ; pour le Doubs, le baron de Bry ; pour le Jura, Bergognié ; pour la Haute-Saône, le baron de Flavigny⁴.

1. Arch. nat., F⁷ 7021.

2. De Marulaz naquit en 1769, dans les environs de Spire. Enfant de troupe dans un régiment de hussards, il prit part à toutes les campagnes de la Révolution : colonel en 1799 à Zurich ; général de brigade en 1804, gravement blessé à Wagram, il fut promu divisionnaire le 12 juillet 1809. Sa blessure le força à renoncer au service actif. Il devint gouverneur de Besançon, dont il dirigea la belle défense en 1814. Il fut mis à la retraite après Waterloo.

3. *Bulletin des Lois*, IV. 514. Aubernon devint plus tard préfet de Seine-et-Oise et pair de France le 11 octobre 1832. Il mourut en 1851.

4. Il était auparavant sous-préfet de Soissons et venait d'être nommé préfet le 3 janvier 1814. *Bulletin des Lois*, IV. 551.

25. Auxonne¹, 4 janvier 1814. Valence à Montalivet.

« Monsieur le comte, j'arrive à Auxonne et de là je continuerai ma route jusqu'à Dôle. Les nouvelles de l'ennemi sont qu'il cherche à resserrer Besançon : 1500 hommes sont entrés à Lons-le-Saulnier. Un exprès arrivé de Vesoul annonce qu'ils y sont entrés hier. Le parc est complètement dépourvu d'armes de guerre. On a également retiré les armes de chasse depuis dix-huit mois ou deux ans. S'il y avait six mille hommes de troupes régulières prêtes à appuyer l'organisation de la population en cohortes et en compagnies franches nul doute que si on pouvait l'armer, elle n'eût lieu avec rapidité.

« Je finirai ma lettre à Dôle, quand je me serai déterminé à me jeter dans Besançon ou à m'arrêter de préférence à chercher à armer et à éclairer sur leurs vrais intérêts tous les départements de la 6^e division militaire. L'intention de S. M. que Votre Exc. m'a fait connaître étant que ses commissaires ne s'enferment pas dans les places, je n'irai à Besançon que dans le cas où je serais certain d'en sortir quand je le jugerai convenable. Il y a un mois j'aurais pu remplir d'une manière bien satisfaisante le but de ma mission, mais depuis huit jours il n'est plus possible sans troupes placées à Dôle d'agir sur les départements de la Haute-Saône et du Jura². Je n'ai point de nouvelles de celui de l'Ain. Si j'avais été autorisé à prendre le commandement supérieur des troupes de la 18^e et de la 6^e division militaires, les troupes de la 18^e division auraient pu retarder les progrès de l'ennemi sur Dôle et ensuite revenir en partie s'enfermer dans Auxonne. Loin que cette mesure soit adoptée les troupes d'Auxonne retournent sur Dijon et il en reste en tout 70 dragons à pied, à Dôle point très important pour la défense du Doubs et des communications avec les départements de la Haute-Saône et du Jura. Ils sont armés avec des fusils de réquisition dont 20 tout au plus peuvent être considérés comme bons.

« Je n'ai pu m'entendre à cet égard avec M. le comte de Ségur parce qu'ayant passé par Chaumont et Langres avant de se rendre à Dijon,

1. Auxonne, chef-lieu de canton de la Côte-d'Or, arrondissement de Dijon, sur la Saône, à 30 kilomètres S.-E. de Dijon. Place de guerre de 4^e classe de la 18^e division militaire. Population : 5 000 habitants.

2. Il y avait dans la 6^e division 261 officiers et 6 214 soldats dont 5 522 formaient la garnison de Besançon ; le fort de Salins était défendu par 310 hommes, celui de Joux par 302 hommes, celui de Pierre-Châtel par 80 hommes. Arch. nat., AFIV 882.

il n'était pas arrivé encore dans cette dernière ville quand je l'ai traversée.

« Il reste à Auxonne pour garnison 1 500 hommes dont trois cents ne sont pas armés. »

26. *Dôle, 5 janvier 1814. Valence à Montalivet.*

« Les avant-postes de l'ennemi sont à Mont-sous-Vaudrey¹ et à Scellières². Il n'y a point d'armes ici, où j'ai trouvé M. le préfet³, le sous-préfet⁴, M. le maire ainsi que le général Lambert qui sont pleins de zèle. Je pars pour Besançon. Si je ne puis y entrer et que les ennemis occupent le pont Dorchamp, je risque de ne pouvoir pas revenir par Dôle. Enfin j'essaie d'aller à Besançon, puisqu'on croit que je puis y être utile. Je prie Votre Exc. d'agréer mon respect.

« P.-S. — Il n'y a aucune défense à espérer du pays s'il n'y arrive des troupes réglées. »

27. *Besançon, 6 janvier 1814. Valence à Montalivet.*

« Je suis arrivé à Besançon sans éprouver aucun obstacle. L'esprit public y est en général abattu. L'effectif des troupes qui sont actuellement dans la place de Besançon est de 4 925 hommes d'infanterie et 336 de cavalerie.

« L'invasion inattendue et précipitée de l'ennemi a mis la ville de Besançon dans une situation telle qu'il n'est pas possible qu'elle puisse faire des efforts sérieux pour éloigner l'ennemi du territoire qui l'entourne, tant qu'elle n'aura pas d'autres moyens que ceux qu'elle a aujourd'hui, moyens dont toute la force ne peut être utilement appliquée qu'à la défense de la place. »

28. *Gray, 8 janvier 1814. Valence à Montalivet.*

« Je suis parti de Besançon le 6 janvier à minuit dans l'intention

1. Mont-sous-Vaudrey, village du Jura, à 15 kilomètres S.-E. de Dôle. Population : 750 habitants.

2. Scellières, chef-lieu de canton du Jura, sur la Brène, à 31 kilomètres S. de Dôle. Population : 1 198 habitants.

3. Bergognié, âgé de 30 ans, ancien auditeur au Conseil d'État en 1809 ; il fit la campagne de Russie au quartier général de la Grande Armée ; il était préfet du Jura depuis mars 1813. La Restauration le destitua.

4. M. Michel.

de me rendre dans les parties du département de la Haute-Saône qui ne seraient pas occupées par l'ennemi. Je me suis porté sur Gray. L'ennemi est en force à Vesoul. Il occupe Port-sur-Saône et son intention paraît être de s'emparer de tout le cours de la Saône. Il est à craindre qu'il ne veuille occuper Gray aujourd'hui, peut-être demain, et qu'il ne se porte en même temps sur Langres. On assure qu'il a déjà poussé ses reconnaissances sur Cintrey¹ près de Fay-Billot². »

28 bis. *Gray, 10 janvier 1814. Martin, inspecteur forestier, commandant la garde nationale à Gray, au général Valence.*

« Monseigneur, lorsque votre lettre m'est parvenue j'avais déjà donné les ordres pour le rassemblement de la garde nationale. La caisse a battu en vain dans toute la ville. Personne ne s'est présenté. Quelques officiers seulement sont sur la place avec moi. J'ai pris le parti de faire prévenir individuellement par les sous-officiers, mais je dois vous avouer que je n'attends rien de cette mesure. »

29. *Essertenne³, 11 janvier 1814, Valence à Montalivet.*

L'ennemi est entré à Gray. Valence y a résisté avec une petite troupe de soldats résolus, espérant toujours voir arriver une colonne de secours envoyée de la place de Langres.

30. *Dijon, 14 janvier. Valence au même.*

Valence a fait retraite sur Dijon : il compte gagner Langres et donner des détails au maréchal duc de Trévise pour faciliter la réoccupation de la 6^e division militaire.

Bibliographie.

Bérard (Alexandre), *Les invasions de 1814 et de 1815 dans l'Ain. Bulletin de la Société des lettres et des arts de l'Ain*, 1887, tome 20, p. 140 à 181.

Pingaud (Léonce), *Invasion de la Franche-Comté (fin de 1813). Blocus de Besançon (janvier-mai 1814). Documents pour servir à l'histoire de la Franche-Comté, publiés par l'Académie de Besançon*. 1910, tome 12, 592 pages.

Francis Borrey (capitaine), *La Franche-Comté en 1814*. Paris et Nancy, 1912. — *L'esprit public chez les prêtres francs-comtois pendant la crise de 1813 à 1815*. Paris, 1912.

1. Cintrey, village de la Haute-Saône, à 8 kilomètres de Jussey et à 32 kilomètres de Vesoul. Population : 452 habitants.

2. Fay-Billot, chef-lieu de canton de la Haute-Marne, à 22 kilomètres de Jussey. Population : 2 045 habitants.

3. Essertenne, village du département de la Haute-Saône, arrondissement de Gray, à 48 kilomètres de Vesoul. Population : 364 habitants.

7^e DIVISION MILITAIRE : GRENOBLE¹.

Commandant de la division : le baron Delaroche, général de division, bientôt remplacé par Marchand.

Elle comprenait 6 départements : Hautes-Alpes, Drôme, Isère, Léman, Mont Blanc et Simplon.

Commissaire extraordinaire : le sénateur comte de Saint-Vallier.

Il eut pour auditeurs : de Beyle, auditeur de 1^{re} classe à la section de la guerre, inspecteur du mobilier et des bâtiments de la couronne, et Delamarre, auditeur de 2^e classe, en mission.

Jean Denis René La Croix de Chevières, comte de Saint-Vallier, était né à Clérieux dans la Drôme en 1756. Il servit d'abord dans l'armée et parvint au grade de maréchal de camp. Appelé au sénat le 12 pluviôse an XIII (1^{er} février 1805), il fut en septembre 1808 pourvu de la sénatorerie de Gènes. Il s'abstint lors du vote relatif à la déchéance de Napoléon, et figura pourtant parmi les pairs nommés le 4 juin 1814. Louis XVIII le nomma lieutenant général ; le 4 novembre 1817 il fut appelé au commandement de la 2^e division militaire, et en 1822 devint gouverneur du château de Meudon. Mis à la retraite en 1823, il mourut à Valence, le 13 mars 1824.

Les préfets en fonctions dans la 7^e division militaire étaient : pour les Hautes-Alpes, le conseiller de préfecture, préfet par intérim, Jaubert de Beaujeu. Il fut remplacé le 13 janvier par Harmand, auditeur au Conseil d'État, sous-préfet de Savenay ; pour la Drôme, Descorches ; pour l'Isère, Fourier ; pour le Léman, de La Moussaye ; pour le Mont-Blanc, le baron Finot ; pour le Simplon, le comte de Rambuteau, qui le 8 janvier allait être nommé préfet de la Loire².

31. Grenoble, 6 janvier 1814. Saint-Vallier à Montalivet.

« J'ai l'honneur d'annoncer à V. Exc. que je suis arrivé à Grenoble ce matin 6 janvier. Sans les mauvais chemins, le très vilain temps que j'ai eu dans ma route je serais arrivé hier mercredi au soir, ayant fait la plus grande diligence pour me rendre au poste qu'a bien voulu m'assigner S. M. l'empereur. La prise imprévue et inexplicable de Genève a dû donner de l'inquiétude pour Lyon et pour Grenoble. Mais il paraît que les ennemis loin de se renforcer sur ce point en ont retiré une partie de leurs troupes et qu'ils n'ont laissé que 800 hommes à Genève. J'espère donc que le général commandant la 7^e division militaire qui a réuni auprès de Chambéry un petit corps de troupes pourra défendre le territoire et peut-être aller en avant. Je le secondrai de tous les moyens mis à ma disposition. »

1. Arch. nat., F⁷ 7022.

2. *Bulletin des Lois*, IV. 551.

32. *Grenoble, 7 janvier. Saint-Vallier au même.*

Saint-Vallier y fait l'éloge du préfet de l'Isère¹ très zélé pour l'empereur, mais il demande le remplacement du général Delaroche qui n'a pas la confiance de la population, par le général Marchand.

33. *Grenoble, 9 janvier. Saint-Vallier à Montalivet.*

« J'ai reçu ce matin la lettre de V. Exc. et le décret de Sa Majesté qui nomme le général Marchand commandant de la levée en masse du département de l'Isère. Rien ne pourra faire plus de plaisir au pays que ce choix. Je l'avais prévu en nommant par un arrêté le général Marchand à la même place. Il est plein de zèle et d'attachement pour son prince et pour son pays. Mais je suis bien à plaindre avec les généraux Delaroche, commandant la 7^e division, et le général Daumas, commandant le département de l'Isère. Ils sont détestés dans ce pays-ci et l'on n'a aucune confiance en eux. On s'en méfie et j'ai des raisons de m'en méfier moi-même. Ils ont l'un et l'autre fait partir de Grenoble, leur femme, enfants et bagages, et ont ainsi inspiré de vives inquiétudes. Ils n'ont été imités par personne. Je crois qu'ils ne marchent pas droit et ceux qui m'environnent pensent comme moi. Je demande par ce courrier au ministre de la Guerre de changer leur destination et de nous envoyer des généraux dignes de la confiance et de l'estime publiques. Ce qui vaudrait le mieux serait le général Marchand qui connaît le pays. Il ferait tout le bien possible. Le ci-devant Dauphiné a un bon esprit et l'on m'y montre un vif intérêt. La Savoie n'est pas aussi bonne. »

34. *Grenoble, 10 janvier. Saint-Vallier au même.*

Il a reçu des exemplaires de la lettre circulaire adressée par Montalivet aux préfets pour les rassurer au sujet de l'envoi des commissaires extraordinaires. « Tout ce que je puis vous dire, Monseigneur, au sujet de ce dernier article, c'est que l'envoi du commissaire extraordinaire dans cette 7^e division militaire a fait du bien ; il a ranimé l'esprit public. »

1. Fourier. Voir plus loin la notice, *lettre 51*.

35. *Grenoble, 13 janvier 1814. Saint-Vallier à Montalivet.*

« Nos moyens sont bien faibles, vu les circonstances. C'est surtout l'argent qui nous fait la guerre. Tous les services souffrent et la solde même des troupes éprouve des lenteurs dangereuses. J'ai retardé de prendre un parti à cet égard. J'ai écrit au ministre du Trésor public, mais le mal peut devenir tel qu'il faudra prendre un prompt remède..... Notre levée en masse s'organise bien sous la direction du brave général Marchand ¹. Tout le monde, toutes les classes de citoyens se réunissent et sont animés du meilleur esprit. »

36. *Grenoble, 15 janvier. Saint-Vallier à Montalivet.*

« Le Dauphiné est environné d'ennemis. Cependant je n'ai qu'à me louer du bon esprit des habitants. Nous avons de la poudre, du plomb, 200 pièces de canons, mais par une fatalité bien déplorable nous n'avons qu'un millier de fusils. Dans huit jours nous aurons 12 à 15 000 hommes de gardes nationales, mais on ne sait avec quoi les armer..... J'ai lieu de craindre que les prêtres dans le confessionnal n'agissent pas dans le même sens que nous. »

37. *Grenoble, 18 janvier. Saint-Vallier à Montalivet.*

« Notre position devient embarrassante. Nos communications seront probablement coupées demain par Lyon. Je serai fort embarrassé de rendre des comptes. Je vais donc être livré à nos seules ressources locales que vous connaissez. Nous avons du courage et de l'énergie et j'ai la confiance de nos compatriotes. Nous ferons donc tout ce que nous pourrons dans la circonstance critique où nous nous

1. Le général Marchand était né à Lalbenc, département de l'Isère, en 1765 ; il était avocat à Grenoble en 1789 et fit partie du 4^e bataillon de l'Isère ; en 1796, il est chef de bataillon, colonel en 1799 ; général de brigade en 1800. Il se distingua avec la division Dupont autour d'Ulm en 1805 et fut promu divisionnaire. Il servit en Espagne, fut chef d'état-major de Jérôme dans la campagne de Russie. La correspondance de Saint-Vallier montre la belle résistance qu'il opposa aux Autrichiens de Bubna. Louis XVIII le maintint dans son commandement. Au retour de Napoléon, il dut s'enfuir de Grenoble (cf. Hous-saye, 1815, 1^{re} partie, livre II, chapitre II). Il n'en fut pas moins destitué en 1816 et tra-duit devant un conseil de guerre qui l'acquitta.

trouvons. M. le duc de Castiglione a paru à Valence et il est reparti pour Lyon avec le peu de troupes qu'il a trouvé..... Je suis très content de mes préfets¹ et de l'action administrative. Les finances me donnent beaucoup d'embarras. »

38. *Grenoble, 21 janvier. Saint-Vallier à Montalivet.*

« Monseigneur, j'ai rendu compte par le courrier d'hier au soir à S. Exc. le ministre de la Guerre de la triste position de la ville de Grenoble et du département de l'Isère. La situation s'empire à chaque moment. Le général Marchand me mande qu'il a tout trouvé dans le désordre et que ses troupes presque toutes composées de conscrits sont fatiguées, découragées et ne veulent pas se battre. L'ennemi en profite et avance toujours. Tous les moyens nous manquent. Les généraux Marchand et Dessaix² croient les ennemis au nombre de 5 à 6 000 qui se dirigent sur Grenoble : la ville est hors d'état d'offrir aucune résistance. Nous avons un matériel d'artillerie immense, des approvisionnements assez considérables : nous nous occupons jour et nuit à tout évacuer sur Valence et les Hautes-Alpes, mais nous avons bien peu de temps et de moyens. Je suis au désespoir de notre affreuse position. Notre malheureuse patrie n'a jamais été conquise et elle va l'être par une poignée d'ennemis. J'ai lieu de croire qu'un grand nombre de Savoyards sont avec les ennemis et les dirigent. L'esprit du Mont-Blanc a toujours été mauvais : les circonstances nous le prouvent bien. C'est cette augmentation de Savoyards et de déserteurs qui fait la force de l'ennemi..... En vérité, Monseigneur, je ne sais plus où j'en suis, ni à qui entendre. »

39. *Grenoble, 22 janvier. Saint-Vallier à Montalivet.*

« Le général Delaroche reste à Grenoble, se disant malade³. Les

1. Voir la liste en tête de la correspondance de Saint-Vallier.

2. Le général Dessaix a été surnommé dans son pays le Bayard du Mont Blanc. Né à Thonon en 1764, il fut enthousiasmé par les débuts de la Révolution, organisa la légion des Allobroges, prit part au siège de Toulon et à la campagne d'Italie en 1797. Colonel en 1800, général de brigade en 1803, il devint divisionnaire en 1809 après Wagram. Après sa blessure de la Moskowa, l'empereur l'envoya dans son pays natal, où il fit une admirable défense. Sa statue a été inaugurée à Thonon, sa ville natale, le 6 septembre 1910, en présence de M. Fallières, président de la République, à l'occasion des fêtes du cinquantenaire de la réunion de la Savoie à la France.

3. Il ne fut remplacé officiellement dans le commandement de la 7^e division que le 17 février.

généraux Dessaix et Marchand ont tout ranimé dans le pays. J'entretiens le bon esprit par des proclamations. Le département de la Drôme va à merveille. »

40. *Grenoble, 26 janvier. Saint-Vallier au même.*

« On a envoyé au passage des Échelles¹ 400 hommes de troupes de ligne, 150 douaniers et quelques gardes nationales, sous le commandement du baron de Barral, ex-préfet. Nos moyens sont bien faibles : 25 à 30 000 francs dans toutes les caisses ; pas de fusils pour armer les conscrits et les gardes nationales qui arrivent de tous côtés. »

41. *Grenoble, 27 janvier. Saint-Vallier à Montalivet.*

Saint-Vallier demande un second auditeur, car M. Berthon Crillon qu'on lui avait annoncé n'est pas venu et M. de Beyle est malade. « Ce qui nous fait le plus de mal, surtout du côté des Echelles, c'est l'esprit détestable des Savoyards qui aident de tous leurs moyens les ennemis et jettent la terreur et le découragement dans le cœur de nos bons Dauphinois des frontières. »

42. *Grenoble, 30 janvier. Saint-Vallier à Montalivet.*

« Son Exc. le ministre de la Guerre nous a enfin délivrés de M. le général Delaroché. Il nous a fait bien du mal. Il me paraît que sa conduite devrait être examinée. Depuis que M. le général Marchand commande la 7^e division et nos troupes, la confiance est revenue et tout ici a pris un autre aspect. Autant son prédécesseur entravait tout par la haine qu'il inspirait, autant le général Marchand nous rend tout facile par l'estime générale dont il jouit. Les dispositions pour défendre le Dauphiné sont bonnes et je crois cette province en sûreté. Avec un peu plus de troupes il reprendrait l'offensive et nous aurions bientôt repris Chambéry et la Savoie. J'envoie aujourd'hui un officier à S. Altesse le prince Borghèse² pour le prier de faire venir dans

1. Les Échelles, bourgade du département du Mont-Blanc, dans l'arrondissement de Chambéry, chef-lieu de canton sur le Guiers vif, à 16 kilomètres S.-O. de Chambéry et 22 kilomètres au N. de Grenoble. Population : 920 habitants.

2. Camille Borghèse, qui avait épousé en 1803 Pauline Bonaparte, duc de Guastalla en 1805, était depuis 1810 gouverneur général des provinces transalpines, et tenait une véritable cour à Turin. Il avait alors 39 ans.

nos vallées 2 à 3 000 hommes et nous aider à repousser les ennemis qui sont à Montmélian jusqu'à Genève. Ce mouvement par le Mont-Cenis qui pourrait n'être que momentané forcerait les Autrichiens à une retraite qui ferait grand bien à Lyon et à nous, et commencerait probablement la marche rétrograde de l'ennemi. Je regarde cette opération par le Mont-Cenis comme de la plus haute importance. Je fais garder toutes les entrées du Dauphiné depuis les Échelles jusqu'au Rhône pour couvrir Lyon et Grenoble de ce côté-là. M. le baron de Barral, ex-préfet¹, chargé de ce commandement se conduit bien. Nos Dauphinois marquent du zèle ; les Savoyards se conduisent mal. Nous sommes d'ailleurs dans une assez bonne position et tout va bien ici. »

43. *Grenoble, 30 janvier. Saint-Vallier à Montalivet.*

Saint-Vallier renouvelle sa demande d'un second auditeur. « Je suis content de M. de Beyle. Il travaille beaucoup, mais sa santé n'y peut suffire. Il a fait la campagne de Moscou et celle de Silésie. Il est revenu de ce pays avec une fièvre nerveuse, dont il est atteint de nouveau. Malgré sa bonne volonté il ne peut suffire aux affaires de toute nature pour lesquelles on a recours à moi². Je suis très content de M. Jaubert de Beaujeu, conseiller de préfecture de Gap faisant fonctions de préfet. J'ai demandé la croix pour M. de Beyle et pour lui..... Je viens d'annoncer le départ du Pape, que V. Exc. a bien voulu me faire connaître. Il est essentiel qu'une classe qui n'est pas pour nous, ne puisse pas se donner l'attitude intéressante de gens persécutés. »

44. *Grenoble, 31 janvier. Saint-Vallier à Montalivet.*

Saint-Vallier se plaint d'une réquisition énorme frappée par l'ordonnateur de

1. Le vicomte André-François de Barral naquit à Grenoble en 1743. Il appartenait à une ancienne famille du Parlement de cette ville. Il fit les quatre dernières campagnes de la guerre de Sept Ans. En 1774 il était colonel des dragons de Noailles. Promu en 1791 maréchal de camp, il émigra. Rentré en France sous le Consulat, il devint préfet du Cher le 13 mars 1805. Le 12 mars 1813 il avait été remplacé par Didelot (voir 21^e division militaire). Malgré ses 71 ans il avait formé le corps des volontaires de l'Isère. Il mourut en 1819.

2. En marge, note de Montalivet : « M. Delamarre que S. M. avait choisi pour l'accompagner et qui n'avait pu partir par raison de santé a reçu l'ordre de se rendre sur-le-champ à Grenoble. »

l'armée de Lyon sur les trois départements des Hautes-Alpes, de l'Isère et de la Drôme¹.

45. *Grenoble, 1^{er} février. Saint-Vallier au même.*

« Notre position qui avait été assez calme pendant 10 jours (depuis le 21) est devenue mauvaise par la prise du poste des Échelles et autres passages qui laissent à découvert Grenoble et Lyon. Les ennemis conduits par des habitants du Mont-Blanc ont passé par des chemins impraticables et ont tourné nos postes. Nos troupes se sont repliées sur Voreppe², où le général Marchand et le préfet vont se rendre..... Vous me mandez, Monseigneur, par votre lettre du 27 janvier que vous ne pouvez croire que l'approche de 5 à 6 000 hommes nous cause autant d'alarmes, qu'avec les 25 000 hommes dont je vous ai parlé nous devons faire une vigoureuse résistance. Mais nous n'avons que 2 à 3 000 hommes de troupes qui aient des armes; nous aurions sans doute 25 000 bons citoyens prêts à se défendre et même plus, mais vous oubliez, Monseigneur, que nous n'avons pas un fusil à leur donner et pas un sol dans nos caisses. Que faire sans argent et sans armes? Le ministre du trésor³ me mande à cet égard que les contributions doivent rentrer; rien ne rentre et l'approche de l'ennemi paralyse tout. Nous avons aujourd'hui 1^{er} février plus de 200 000 francs à payer aux troupes et 63 000 francs dans toutes nos caisses. Je ne sais en vérité que devenir. Je ne me plains pas de la bonne volonté des Dauphinois; elle est digne d'éloges, mais nous sommes dépourvus de tout. Je n'épargne ni peine, ni soins. Je suis bien secondé par le préfet, mais notre position est affreuse. »

46. *Grenoble, 2 février. Saint-Vallier à Montalivet.*

« Si les 15 000 fusils que m'annonce le ministre de la Guerre étaient ici, notre position serait bientôt changée. Ma correspondance avec les ministres de S. M. est désespérante. On me donne des ordres inexécutables, faute de se rappeler ce que j'ai souvent mandé de notre

1. Montalivet met en note : « Rayer le département des Hautes-Alpes trop pauvre. »

2. Voreppe, ville du département de l'Isère, dans l'arrondissement de Grenoble, à 13 kilomètres N. de Grenoble. Population : 2 531 habitants.

3. Le ministère du trésor public avait été créé le 27 septembre 1801. Il avait pour titulaire depuis le 27 janvier 1806, le comte Mollien. Ce ministère fut supprimé en 1814.

position financière et militaire : à 150 lieues et dans les circonstances où nous nous trouvons, il est difficile de s'entendre. Je prends sur moi le moins possible, mais étant sans direction, il faut cependant le faire quelquefois. Ma position est fâcheuse. Les inquiétudes que j'ai et un travail forcé le jour et la nuit détruisent ma santé. Mon pauvre auditeur, M. de Beyle est malade. Il va toujours et toujours très bien. Nous irons tous deux jusqu'au bout. »

47. *Grenoble, 4 février. Saint-Vallier au même.*

« L'ennemi ayant occupé tout entier l'arrondissement de Chambéry, M. Sirot, auditeur au conseil d'État et sous-préfet se trouvant sans occupation s'est offert à me servir. Il connaît fort bien le pays et peut m'être très utile. »

48. *Grenoble, 6 février. Saint-Vallier au même.*

« L'occupation des Échelles par l'ennemi nous inquiète un peu. Il n'avance cependant pas beaucoup et se contente jusqu'à cette heure de faire de fortes réquisitions au Pont-de-Beauvoisin¹ et communes environnantes. Comme nous n'avons pas de forces assez importantes pour le repousser, il a poussé de petits partis dans les montagnes de la Grande-Chartreuse qui ont inquiété Grenoble. On a pris des précautions en armant le petit fort dit de la Bastille, et relevé les murs délabrés de cette enceinte extérieure. Il nous arrive des fusils du Piémont, mais c'est l'argent qui nous fait le plus la guerre. Nous en manquons et avons de la peine à soutenir le payement de la solde des troupes. Je presse par tous les moyens possibles la rentrée des impositions, mais la circonstance n'est pas favorable. Je viens de faire prendre par le préfet de l'Isère un arrêté pour demander par avances aux contribuables le 20^e de leurs contributions de 1814, dont les rôles ne sont pas encore faits. J'espère un peu de cette mesure. L'esprit public s'est un peu altéré par la foule des sacrifices exigés, mais la masse est toujours bonne. Il n'y a que des bavards et des bavardages. »

1. Bourgade du département du Mont-Blanc, arrondissement de Chambéry, chef-lieu de canton sur le Guiers qui le divise en deux, une partie dans l'Isère, une autre dans le Mont-Blanc, à 18 kilomètres O. de Chambéry. Population : 1 062 habitants.

49. *Grenoble, 7 février. Saint-Vallier à Montalivet.*

Saint-Vallier a passé la revue des gardes nationales de la ville de Grenoble. Il a été accueilli par des cris enthousiastes de Vive l'Empereur. Un excellent esprit règne dans la population.

50. *Grenoble, 8 février. Saint-Vallier au même.*

Les ennemis au nombre de 1 500 hommes avec 2 pièces de canon ont attaqué le 6 février les troupes françaises postées en avant de Barraux¹, à Chapareillan². Nous avons opposé une belle résistance, qui a contraint les Autrichiens à la retraite. Saint-Vallier demande le grade de colonel pour le major Bois qui a dirigé les troupes.

51. *Grenoble, 13 janvier. Saint-Vallier à Montalivet.*

« Monseigneur, M. le préfet de l'Isère³ et M. Colland écrivant souvent à V. Exc. je rends mes lettres moins fréquentes, m'en rapportant à ce qu'ils ont l'honneur de lui mander.

« Ces Messieurs vous ont rendu compte de notre position qui s'améliore journellement sous le rapport militaire, mais qui devient alarmante sous le rapport de l'argent. J'use de la plus stricte économie ; je fais même journellement de grandes injustices pour pouvoir subvenir aux dépenses de l'armée active et j'ai de la peine à y parvenir. d'autant que nos troupes, nos conscrits et nos gardes nationales s'augmentent beaucoup. Je ne sais en vérité comment je pourrai aller dans quelque temps. Je presse les contributions, j'y emploie tous les moyens mis à ma disposition, mais les rentrées sont d'une lenteur alar-

1. Barraux, place forte du département de l'Isère dans l'arrondissement de Grenoble, sur l'Isère, à 33 kilomètres N.-E. de Grenoble. Population : 1 312 habitants. C'était un poste de guerre de 4^e classe de la 7^e division militaire.

2. Chapareillan, bourgade du département de l'Isère, arrondissement de Grenoble. Population, y compris celle de Bellecombe : 1 541 habitants.

3. Fourier (Jean-Baptiste) naquit à Auxerre en 1768, et se signala dès son jeune âge par son aptitude à la géométrie. En 1795, il était adjoint à Monge et à Prony, pour l'enseignement des mathématiques à l'École polytechnique. Il accompagna Bonaparte en Égypte, revint en 1801, et fut nommé préfet de Grenoble en 1802. Il devait y rester, même après la Restauration de 1814. Napoléon le nomma préfet du Rhône le 12 mars 1815, mais il se retira bientôt. En 1817 il fut élu membre de l'Académie des sciences, et en 1826 membre de l'Académie française. Il mourut le 16 mai 1830.

mante. Il me faut, Monseigneur, bien du courage pour soutenir le terrible fardeau dont je suis chargé d'autant que je ne suis pas secondé. M. de Belle (*sic*), mon premier auditeur est dans son lit et je ne le vois plus. M. Sirot, sous-préfet de Chambéry que j'avais requis pour m'aider est aussi malade, à ce qu'il prétend et reste dans son lit. Je suis donc seul et ne puis suffire à tout. J'ai été aussi malade et je n'ai pas interrompu mon travail. Ces jeunes gens sont par trop délicats ou peu zélés. Je prie donc V. Exc. de m'envoyer l'auditeur qu'elle m'a promis et qui n'arrive pas. »

Montalivet met en note de cette lettre : « Il connaît nos victoires ; elles seront un mobile de plus pour nos braves Dauphinois. »

52. *Grenoble, 14 février. Saint-Vallier à Montalivet.*

« Rien de nouveau dans notre position : tout marche bien et l'on est tranquille. J'espère qu'avant peu le général Marchand pourra délivrer la partie de l'arrondissement de La Tour-du-Pin occupée par l'ennemi et rendre à l'action administrative son influence sur une partie aussi importante de ce département d'où on ne peut retirer ni impositions, ni réquisitions, ni conscription, ce qui nous paralyse beaucoup. C'est toujours le manque d'argent qui nous désole. Les impositions ne se payent pas malgré tous mes efforts. Mes auditeurs sont toujours malades et ne font rien. »

53. *Grenoble, 15 février. Saint-Vallier à Montalivet.*

« Je ne saurais, Monseigneur, vous exprimer toute ma satisfaction du département de la Drôme et de son préfet, M. Descorches¹. On fait des miracles dans ce pays-là et c'est sans contredit celui de mes trois départements qui va le mieux, quoique les deux autres aillent bien aussi. Je vous prie instamment de témoigner au département et au préfet toute votre satisfaction et celle de l'empereur. En conscience cela mériterait un article dans le *Moniteur* pour dédommager ce département de l'article de ce journal où il est taxé de tiédeur.

« Dans la nuit du 12 au 13 nos compagnies franches placées dans

1. Descorches, marquis de Sainte-Croix, était né en Normandie en 1742. Il fut représentant de la France auprès du prince-évêque de Liège, puis en Pologne et à Venise. En 1800, il fut nommé préfet de la Drôme. Il montra beaucoup d'activité en 1814, malgré ses 72 ans. Louis XVIII le destitua.

les montagnes de la Chartreuse ont surpris un poste autrichien d'environ 25 hommes à Saint-Pierre-d'Entremont ¹, village situé au pied desdites montagnes de la Chartreuse dont il est l'entrée. Nos soldats ont fait 13 prisonniers. Les Autrichiens qui se sont échappés ne l'ont dû qu'à l'avertissement que leur a donné le curé du lieu, Savoyard de naissance, qui s'est échappé avec les fuyards. »

54. Grenoble, 16 février. Saint-Vallier à Montalivet.

« Nos troupes ont repris la nuit dernière le passage important de La Grotte ². Nos soldats se sont bien conduits et leurs chefs en font l'éloge. Les habitants (les Dauphinois s'entend) ont donné à nos troupes tous les secours et toute l'assistance qui ont dépendu d'eux. Du côté de Barraux et de Montmélian, le général Dessaix a fait hier un mouvement. Il doit, je crois, attaquer aujourd'hui Montmélian, et au train que nous allons je ne serais pas étonné que nous fussions dans peu à Chambéry. Tout va bien dans ce pays. Il y a une grande union dans les chefs, un bon esprit dans les habitants, à quelques exceptions près, parmi lesquelles se trouvent malheureusement des fonctionnaires publics, comblés par le gouvernement.

55. Grenoble, 18 février. Saint-Vallier au même.

« Nos troupes ont occupé les Échelles et Montmélian. Elles sont arrivées dans les faubourgs de Chambéry. M. le maréchal Augereau nous mande qu'aujourd'hui 18 il va commencer son mouvement sur Mâcon et Bourg. Il prescrit au général Marchand le mouvement qu'il avait déjà exécuté sur Chambéry. »

56. Grenoble, 20 février. Saint-Vallier au même.

« Les généraux Dessaix et Marchand ont occupé Chambéry le 19 février. Nous employons tous nos faibles moyens pour mériter le suffrage de l'empereur et coopérer aux succès brillants que S. M.

1. Village du département du Mont-Blanc, arrondissement de Chambéry, canton des Échelles, à 13 kilomètres de Chambéry. Population : 635 habitants.

2. La Grotte ou les Grottes, village du département du Mont-Blanc, arrondissement de Chambéry, à 9 kilomètres de Pont-de-Beauvoisin. Population : 432 habitants.

obtient aux environs de Paris. Je compte me rendre dans quelques jours à Chambéry et de là aux environs de Genève, espérant faire occuper bientôt cette dernière ville. »

57. *Grenoble, 21 février. Saint-Vallier à Montalivet.*

Il transmet copie d'un rapport du général Marchand qui rend compte d'un combat livré le 19 février, vers Aix. Le vrai héros de la journée est le général Dessaix, secondé par le major Bois.

58. *Grenoble, 22 février. Saint-Vallier au même.*

Il annonce l'arrivée de son second auditeur, M. Delamarre, et donne un avis favorable pour la mise en congé de M. de Beyle, malade.

59. *Grenoble, 23 février. Saint-Vallier au même.*

« Les Autrichiens sont en retraite sur Annecy. Nos généraux les poursuivent vivement, et il est probable que l'ennemi sera bientôt à Genève où nous entrerons, s'il est possible, aussitôt que lui. »

60. *Grenoble, 24 février. Saint-Vallier au même.*

Il relate la belle conduite de M. Armand Dubois, inspecteur des douanes du département du Léman, commandant d'un détachement de cavalerie. Il a culbuté au delà d'Aix-les-Bains un fort parti de cavalerie ennemie.

61. *Grenoble, 25 février. Saint-Vallier au même.*

Il annonce que l'ennemi a été repoussé vers Rumilly¹ et fait l'éloge des préfets qui sont pour lui de dévoués collaborateurs.

62. *Grenoble, 27 février. Saint-Vallier au même.*

« La conduite de nos troupes devient de plus en plus satisfaisante.

1. Bourgade du département du Mont-Blanc, arrondissement d'Annecy, chef-lieu de canton à 10 kilomètres O. d'Annecy. Population : 2 634 habitants.

Tous nos officiers rendent à nos jeunes soldats la justice qu'ils méritent. Au sang-froid et à l'intrépidité qu'ils montrent dans l'action, on les croirait anciens au métier des armes. Notre armée va opérer sa jonction avec celle de M. le maréchal Augereau ¹. Nous formerons ainsi l'aile droite et les différents corps combinant ensemble leurs mouvements, la marche de nos troupes sur Genève, sera, je pense, très rapide. »

63. *Chambéry, 1^{er} mars. Saint-Vallier à Montalivet.*

« Tout ce que j'ai pu apercevoir d'une manière assez positive c'est que je ne suis plus en France, mais en Savoie, et qu'en général on n'était pas fâché dans ce pays-ci d'y voir les étrangers... Le fait est qu'on a fait beaucoup plus à Chambéry pour l'ennemi qu'on a jamais fait pour les Français. Les casernes ont été réparées. chacun y a porté des lits, on y a construit des poêles et rien n'y a manqué. On a fourni des bottes, des manteaux, et tout ce que l'on a pu demander. Je ne puis donc me dissimuler que les habitants de Chambéry et de la Savoie ont cru et même espéré ne plus redevenir français et se sont préparé à rendre leur pays en bon état à leur ancien souverain. Quelques cocardes bleues et même quelques croix de Saint-Maurice se sont montrées..... Ma conduite va devenir embarrassante. Je crois cependant de mon devoir d'user de beaucoup d'indulgence et de ne point accueillir de dénonciations. Il y en a beaucoup sans des preuves évidentes. Nous sommes à une époque où il faut passer l'éponge sur beaucoup de choses. A la paix chacun sera mis à sa place, et jugé selon sa conduite. »

64. *Chambéry, 4 mars. Saint-Vallier au duc de Feltre, ministre de la Guerre* ².

« J'attendais avec impatience des nouvelles de notre petite armée qui s'était portée fort en avant sans avoir beaucoup de munitions. Je m'empresse de transmettre à V. Exc. les détails satisfaisants que je reçois du général Marchand et de ses mouvements. Ils m'ont été

1. Voir lettres 269 et 270.

2. Arch. nat., AFIV 1670.

transmis par M. le préfet du département du Mont-Blanc¹ qui s'est porté aux avant-postes où sa présence était nécessaire.

« Nos troupes ont engagé le 1^{er} de ce mois un combat près de Saint-Julien et quoique l'ennemi se fût emparé de superbes positions il n'a pu résister à l'ardeur de nos jeunes Français dont la plupart faisaient pour la première fois l'épreuve de leurs armes. Nous avons eu 30 morts dans cette affaire et 150 blessés. Nous avons poursuivi l'ennemi qui s'est retiré en toute hâte sur Genève. Le général Marchand qui se trouve à Carouge² a fait sommer le comte Bubna³ de rendre la place de Genève. Elle se trouve en partie cernée et ne peut penser à se défendre. J'espère que nos troupes y entreront bientôt. J'y arriverai peu après.

« Les troupes de cette division, sans aucun secours étranger et malgré 3 départements envahis ont repoussé l'ennemi jusqu'à Genève et sont à une demi-lieue de cette ville depuis 48 heures. Peut-être peu de divisions auront été assez heureuses pour donner à S. M. d'égales preuves de dévouement. Il est impossible de se conduire mieux que les généraux Marchand et Dessaix que V. Exc. aura connus à l'armée. Des conscrits qui n'ont pas leurs fusils depuis un mois ont fait, lors du combat du 1^{er} mars et sous la mitraille de 15 à 20 pièces de 12, des prisonniers à l'ennemi. Un conscrit en a fait 8 à lui seul. Enfin il est impossible de faire à S. M. un rapport trop favorable de ses fidèles Dauphinois. Je le répète à V. Exc. : sans secours étrangers ils ont reconquis le Mont-Blanc et une grande partie du Léman. Il serait bien utile que V. Exc. les fit récompenser par un article dans le *Moniteur*. »

65. *Chambéry, 6 mars. Saint-Vallier à Montalivet.*

« Nos troupes sont toujours à Carouge ; nos canons sont en batterie depuis hier et prêts à foudroyer Genève. Les « magnifiques seigneurs » ont donné leur démission, le 3 mars, entre les mains du comte Bubna, et remis l'autorité au maire. Il paraît que Genève

1. Le baron Bernard Finot, né en 1787, fils d'Antoine Finot, conseiller référendaire à la Cour des comptes. Il devait envoyer bientôt son adhésion au gouvernement des Bourbons.

2. Carouge, chef-lieu de canton du département du Léman, à 2 kilomètres de Genève. Population : 3 200 habitants.

3. Le comte Bubna, né en Bohême, en 1772, servit contre la France sur le Rhin et en Italie. L'archiduc Charles l'attacha à son état-major. Colonel en 1800 il était général en 1809, il passait pour l'un des meilleurs généraux de l'Autriche. En 1821, il réprima un soulèvement contre la Sainte-Alliance en Italie, et mourut en 1825.

sera occupée aussitôt l'arrivée à Nyon¹ de la division Musnier². L'armée de Bubna est en désordre. »

66. *Chambéry, 8 mars. Saint-Vallier au même.*

Il annonce que le maréchal Augereau a rappelé les troupes qu'il destinait à joindre Genève. Fâcheux effet de cette mesure. Avant tout il aurait fallu prendre Genève.

67. *Chambéry, 11 mars. Saint-Vallier à Montalivet.*

Il annonce que ses deux auditeurs ont été envoyés à Carouge. Ils viennent de faire leurs rapports. Notre division unique de l'Isère, forte de 5 500 hommes se trouve devant Genève qui a une garnison de 6 000 hommes. Nos généraux ne peuvent donc rien entreprendre jusqu'à l'arrivée de nouveaux renforts. Saint-Vallier va retourner de Chambéry à Grenoble pour y encourager les conscrits nouvellement réunis.

68. *Chambéry, 12 mars. Saint-Vallier à Montalivet.*

« Si j'avais voulu examiner de près la conduite de bien des gens, j'aurais eu des reproches très graves à faire à plusieurs. Mais je crois que le moment d'agir à cet égard n'est pas encore arrivé. Le clergé de cette ville et surtout les deux grands vicaires, MM. Bigex et de Thiolaz ont un très mauvais esprit. Ces ecclésiastiques sont exagérés, fanatiques, et peu amis du gouvernement. J'en puis dire autant de l'abbé Rey, secrétaire de l'évêque. En général le clergé exerce ici une très grande influence. L'évêque est un brave homme, mais il se laisse conduire par les grands vicaires³. Je crois donc qu'il serait très important de déplacer les trois ecclésiastiques que je viens de nommer, et de les éloigner de Chambéry. D'ailleurs M. de Thiolaz a déjà pris la fuite. Je pars après-demain pour Grenoble.

1. Nyon, ville suisse du canton de Vaud, à 23 kilomètres de Genève, sur la rive du lac Léman. Population : 3 000 habitants.

2. Musnier de la Converserie, né en 1766, à Longueville (Picardie) d'une famille noble, entra à l'École militaire de Paris en 1780, fut capitaine au régiment du Piémont, général de brigade en 1798, divisionnaire en 1805, il combattit en Espagne, et en 1813 fut chargé de mettre en défense le Jura. Il fut mis à la retraite après les Cent Jours (voir 19^e division, lettres 258 et 269).

3. De Solle (Irénée-Yves), né à Auch, le 19 mai 1744 ; évêque de Digne le 29 avril 1802, évêque de Chambéry le 30 mai 1805.

« La division du général Marchand est toujours aux portes de Genève, mais elle n'est pas assez nombreuse pour entrer dans cette place de vive force. J'espère que M. le duc de Castiglione nous enverra quelques secours pour terminer une expédition si importante. »

69. *Grenoble, 18 mars. Saint-Vallier à Montalivet.*

« Tout était fort tranquille à Chambéry, et l'administration y ayant déjà repris son cours ordinaire, j'ai cru devoir quitter cette ville pour me rendre de nouveau à Grenoble, chef-lieu de ma division. j'y trouve toujours le même zèle et le même dévouement. J'ai remplacé M. de Beyle par M. Sirot, sous-préfet de Chambéry, »

70. *Grenoble, 19 mars. Saint-Vallier au même.*

« Nos généraux se soutiennent bien dans leurs positions devant Genève, mais nous avons de grandes inquiétudes sur Lyon. »

71. *Grenoble, 22 mars. Saint-Vallier au même.*

« Monseigneur, les Autrichiens sont entrés à Lyon¹. Le maréchal duc de Castiglione a été obligé de se replier sur Vienne avec son armée. Toutes les autorités de Lyon étaient hier avec lui dans cette ville. Voilà donc le Dauphiné qui va devenir le théâtre de la guerre et après trois mois de peines et de soins pour l'en préserver ! Ce malheur nous arrive du côté où nous devions le moins l'attendre ! »

72. *Valence, 10 avril. Saint-Vallier au même.*

Dernière lettre de Saint-Vallier qui s'est retiré à Valence auprès du maréchal Augereau.

Bibliographie.

Roux (Xavier), *L'invasion de la Savoie et du Dauphiné par les Autrichiens en 1813 et 1814*. 2 volumes. Grenoble, 1892. Bibl. nat. Lb²/3980.
Vihier-Guerre (lieutenant), *1814, opérations en Savoie et en Dauphiné*. Paris, 1910.
Duché, *Fourier, sa vie ; ses travaux*. *Bulletin de la Société des sciences de l'Yonne*, 1871.

1. Voir lettre 278.

8^e DIVISION MILITAIRE¹. TOULON.

Commandant de la division : le baron Dumay, général de division.

Elle comprenait 5 départements : Basses-Alpes, Alpes-Maritimes, Var, Bouches-du-Rhône, Vaucluse.

Commissaire extraordinaire : vice-amiral comte Ganteaume, conseiller d'État.

Il eut pour auditeurs : Jordan Duplessis, auditeur de 1^{re} classe en service extraordinaire, secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône ; Maury, auditeur de 2^e classe, en service extraordinaire.

Honoré Ganteaume était âgé de 59 ans ; il naquit à La Ciotat le 13 avril 1735, où son père était capitaine de navire marchand. Nommé officier auxiliaire, il débuta dans la guerre d'Amérique, devint sous-lieutenant de vaisseau en 1786, capitaine de vaisseau en 1795. Il accompagna Bonaparte en Égypte et faillit périr à Aboukir par l'explosion du vaisseau amiral l'*Orient*. Il fut nommé contre-amiral, prépara le retour de Bonaparte en France et revint avec lui. Conseiller d'État en 1800, préfet maritime à Toulon en 1802, vice-amiral en 1804, il n'avait pas à se plaindre de l'ingratitude du premier Consul. Il abandonna pourtant l'empereur en 1814, et devint pair de France par nomination du 17 août 1815. Il devait mourir peu après à La Pauline, près d'Aubagne, le 28 septembre 1818.

Les préfets en fonctions dans la 8^e division militaire étaient : Duval, pour les Basses-Alpes ; Dubouchage, pour les Alpes-Maritimes ; de Vendevre, pour les Bouches-du-Rhône ; Leroy, pour le Var ; Rouen des Malets pour la Vaucluse².

Ganteaume arriva le 2 janvier 1814 à Avignon. Il y passa une journée, puis se rendit à Toulon.

73. Avignon, 2 janvier. Ganteaume à Montalivet.

Il se propose de passer un jour dans cette ville, deux à Marseille, et ensuite il se rendra à Toulon.

74. Toulon, 11 janvier. Ganteaume au même.

Il adresse à Montalivet une copie de la proclamation qu'il vient de rédiger pour encourager les Provençaux à la résistance (le texte figure au dossier).

75. Toulon, 13 janvier 1814. Ganteaume à Montalivet.

« Le département de Vaucluse qui dans les premiers orages de

1. Arch. nat., F⁷ 7022.

2. Il avait été nommé le 15 décembre 1813. *Bulletin des Lois*, IV. 543.

notre révolution avait été fortement agité m'a paru aujourd'hui très tranquille. La désertion n'avait fait aucun progrès lors des premières levées, mais depuis que l'on a annoncé la marche des ennemis sur Genève et sur Lyon, il paraît qu'elle s'est multipliée. A mon arrivée à Avignon on comptait plus de 250 déserteurs faisant partie des dernières levées et malheureusement on ajoutait que ces déserteurs s'étaient réfugiés dans les montagnes et qu'ils avaient annoncé le dessein de s'y défendre..... Je dois dire à V. Exc. que je n'ai point été satisfait de la composition des cohortes urbaines de la ville de Toulon. La facilité qu'on a accordée à ceux qui devraient les composer, de se faire remplacer est cause que les hommes chargés de ce service sont des malheureux qui n'offrent aucune garantie et auxquels il serait peut-être dangereux dans des temps difficiles, de confier des armes. »

76. Toulon, 7 février. Ganteaume au même.

Les rassemblements de déserteurs dans les montagnes ont pris depuis un mois un caractère extrêmement grave.

77. Toulon, 17 février. Ganteaume au duc de Rovigo,
ministre de la police¹.

Les rassemblements de rebelles étaient devenus très dangereux, Ganteaume y appelle toute l'attention du ministre.

« Il est instant de prendre de fortes et promptes mesures pour dissoudre les rassemblements dont il s'agit, qui nous menaceraient d'une guerre civile si on les négligeait. Malheureusement nous avons peu de forces dans la division. Les nouvelles gardes nationales se lèvent avec peine et les vêtements et les fusils nous manquent pour les équiper et les armer. Au fur et à mesure que nous parvenons à organiser quelques compagnies de conscrits dans les dépôts, les ordres pressants du ministre de la Guerre nous les enlèvent de suite. Les compagnies de gendarmerie ne sont pas complètes, leur service devient chaque jour plus pénible et leur force par conséquent insuffisante pour maintenir la sûreté des routes. Il a été sans doute

1. Le général Savary, ministre de la police depuis le 3 juin 1810, en remplacement de Fouché.

rendu compte à V. Exc. que des arrestations ont eu lieu presque aux portes de Marseille, que les gendarmes sont menacés de toutes parts et qu'un brigadier a été assassiné sur le grand chemin dans le département du Var..... Menacés par un ennemi intérieur, nous le sommes encore par une expédition anglaise qu'on annonce se préparer à Mahon. Les nouvelles d'Italie portent que le roi de Naples marche sur le Piémont, ce qui fait fermenter toutes les têtes dans le département des Alpes-Maritimes. Cependant le ministre de la Guerre nous laisse ici sans moyens de défense. »

9^e DIVISION MILITAIRE¹. MONTPELLIER.

Commandant de la division : le baron Chabot, général de division².

Elle comprenait 6 départements : Ardèche, Aveyron, Gard, Hérault, Lozère, Tarn.

Commissaire extraordinaire : le comte Pelet de la Lozère, conseiller d'État.

Il eut pour auditeurs : de Fourment, auditeur de 1^{re} classe en service extraordinaire, et Le Blanc de Castillon.

Jean Pelet de la Lozère avait 55 ans, étant né le 23 février 1759 à Saint-Jean du Gard, d'une famille protestante. Il devint avocat au Parlement d'Aix. En 1791, il était président du Directoire du département de la Lozère. En 1792, il fut élu à la Convention, mais était absent au moment du procès du roi, et n'eut pas de vote à émettre. Député aux Cinq-Cents, il fut nommé préfet de la Vaucluse, en 1800, conseiller d'État en 1802, et préposé à la direction du 2^e arrondissement de la police générale qui comprenait les départements du midi. Il abandonna Napoléon, et resta conseiller au service du roi (4 juillet 1814). L'empereur le maintint au Conseil d'État ; Louis XVIII le nomma pair de France par l'ordonnance du 5 mars 1819. Il devait mourir à Paris en 1842, âgé de 83 ans. Le *Dictionnaire des girouettes* le railla en ces termes : « Nous avons cherché à savoir pourquoi M. Pelet était toujours conseiller d'État, en dépit des vents contraires qui depuis 15 mois ont soufflé aux Tuileries ; mais nous avons découvert qu'il avait été nommé dès le commencement, conseiller d'État à vie, et M. Pelet qui a pris ce titre au pied de la lettre, compte encore être conseiller d'État, quelque événement qu'il advienne. »

Les préfets des divers départements de la 9^e division militaire étaient : pour le Tarn, Baude ; pour l'Ardèche, Chaillou ; pour l'Aveyron, de Bremont ; pour le Gard, Rolland ; pour l'Hérault, Nogaret, remplacé bientôt par l'auditeur Aubernon³ ; pour la Lozère, Gamot.

1. Arch. nat., F⁷ 7023.

2. Chabot (Louis-Jean), né à Niort en 1757, était capitaine en 1792, servit en Vendée, général de brigade en 1793, divisionnaire en 1794, combattit en Italie au siège de Mantoue, commanda à l'armée de l'Ouest, puis en 1808 en Catalogne. Admis à la retraite en 1815, il mourut en 1837.

3. Nommé le 13 janvier. *Bulletin des Lois*. IV. 554.

78. *Montpellier, 13 janvier. Pelet à Montalivet.*

« L'abattement de l'esprit public dans les départements qui composent la 9^e division militaire m'a déterminé à faire une proclamation. »

79. *Montpellier, 15 janvier. Pelet au même.*

Il a reçu les instructions sur les mesures à prendre en cas d'occupation de sa division par l'ennemi. Le ministre peut compter qu'elles seront bien exécutées : destruction des fours, des moulins, des bateaux, rupture des ponts, interception des chemins principaux.

80. *Montpellier, 17 janvier. Pelet au même.*

On a pris les mesures nécessaires pour mettre Cette, le fort Brescou, et Pont-Saint-Esprit¹ sur le Rhône, en état de défense.

81. *Montpellier, 22 janvier. Pelet à Montalivet.*

« Les départements de l'Ardèche, du Gard et de l'Hérault sont un peu dans l'agitation par suite des nouvelles souvent alarmantes, mais toujours vagues et contradictoires, qui arrivent de Lyon. J'ai prescrit au préfet de la Lozère² de mettre en activité les gardes nationales de Villefort³ et de Langogne⁴. Ces deux points, frontière de l'Ardèche, sont ceux où l'étranger pourrait avoir conçu l'espoir d'exciter quelques troubles parmi ce qui reste de l'ancien parti de Jalais et du Vivarais. Les contributions se payent exactement. L'esprit public se remonte peu à peu. Il en avait grand besoin. Les clabaudes gardent le silence depuis mon arrivée à Montpellier.

1. Pont-Saint-Esprit, ville du département du Gard, arrondissement d'Uzès, chef-lieu de canton sur la rive droite du Rhône à 24 kilomètres de Viviers. Poste de guerre de 4^e classe. Population : 5 766 habitants.

2. Gamot, beau-frère du maréchal Ney ; devint sous la première Restauration préfet de l'Yonne ; fut destitué naturellement après Waterloo et mourut en 1820.

3. Chef-lieu de canton du département de la Lozère, à 36 kilomètres de Mende. Population : 1 257 habitants.

4. Langogne, chef-lieu de canton du département de la Lozère, près des sources de l'Allier, à 37 kilomètres de Mende. Population : 2 295 habitants.

82. *Montpellier, 25 mars. Pelet à Montalivet.*

« La prise de Lyon¹ par l'ennemi me fait juger ma présence utile dans le département de l'Ardèche. Je vais m'y rendre. L'occupation de Lyon a porté une forte atteinte à ce qui restait de l'esprit public. Déjà la résistance à l'autorité se manifeste. Des conscrits réfractaires ont été enlevés de vive force à la gendarmerie de Nîmes et de Saint-Gilles. Il y a des réunions de déserteurs dans la Camargue, dans le Lubéron, dans les montagnes de l'Aveyron. »

83. *Montpellier, 5 avril. Pelet à Montalivet.*

« J'ai l'honneur d'informer V. Exc. que j'ai mis le département du Tarn en état de siège d'après la demande de M. le maréchal, duc de Dalmatie, parce qu'il est probable que son armée y fera une partie de ses opérations.

« L'Aveyron jouit d'un calme apparent, mais au fond je crois qu'il y existe des éléments dangereux de trouble et d'intrigue. Les montagnes y sont remplies de déserteurs. Il faudrait quelques troupes de ligne pour les faire rentrer dans leur devoir, mais nous n'en avons pas de disponibles.

« Il n'y a point de machination politique dans la Lozère. La tranquillité publique n'y sera pas troublée, mais dans la partie du nord il y a beaucoup de déserteurs. Le général Mignotte doit s'y rendre avec de la gendarmerie.

« Le Gard, Nîmes surtout, a été à la veille de voir sa tranquillité compromise. Il avait été demandé un contingent à la garde nationale pour être envoyé à Perpignan. A Nîmes on refusa de procéder au tirage. Le maire fut menacé et effrayé par des clameurs. Cette affaire n'a pas eu de suite parce que le maréchal, duc d'Albuféra sursit dans l'intervalle au départ des 1500 gardes nationaux qu'il avait demandés.

« Le département de l'Ardèche d'où j'arrive était plongé dans un profond abattement produit par la prise de Lyon et la présence de l'ennemi sur la rive gauche du Rhône d'où il fait très facilement des débarquements sur la rive droite puisqu'il a à sa disposition tous

1. Voir les lettres nos 277 et 278.

les bateaux qu'il a trouvés à Lyon. J'ai prescrit au préfet de l'Ardèche¹ la levée en masse et la mise en activité de ses forces cantonales. Cette première mesure ne peut avoir de bons résultats qu'autant qu'un officier supérieur bien choisi serait envoyé pour commander dans le département.

« Le département de l'Hérault ne va point mal. Je me persuade qu'on trouverait chez les habitants de Montpellier et de quelques autres villes suffisamment de résolution pour essayer de défendre leurs foyers, mais point assez pour se porter au loin.

« Les départements de la 9^e division militaire ont reçu et continuent à recevoir tous les condamnés, tous les prisonniers de guerre, tous les réfugiés espagnols que les départements menacés d'une invasion y font refluer. Cette division reçoit les malades, les blessés et les dépôts des armées de Lyon, de Catalogne et de Toulouse. Les départements de la 9^e division fournissent par réquisition aux besoins de ces trois armées non seulement pour les hommes et les chevaux, mais aussi du plomb et des cartouches...

« La rentrée des contributions s'est extrêmement ralentie ; les impôts indirects, tels que les droits réunis, les douanes produisent aujourd'hui infiniment moins qu'aux mêmes époques de l'an dernier. »

84. *Montpellier, 13 avril. Pelet à Montalivet.*

« La situation de la 9^e division militaire devient chaque jour plus critique. Une multitude de prisonniers de guerre y arrivent de toutes parts. Les moyens de garder ces prisonniers sont insuffisants. Les habitants sont très alarmés de voir le pays se remplir d'étrangers. Les contributions se payent fort mal, de sorte que les caisses sont vides. »

10^e *division militaire. Toulouse*².

Commandant de la division, le général de division Travot³.

1. Chaillou, originaire du Nivernais. Il avait une grosse fortune et épousa en 1806 une fille de Champagne, duc de Cadore. Il fut nommé, par le crédit de son beau-père, auditeur au Conseil d'État, puis le 7 août 1810 il était devenu préfet de l'Ardèche. Louis XVIII le destitua.

2. Arch. nat., F⁷ 7023.

3. Né à Poligny en 1767, Travot contribua sous les ordres de Hoche à la pacification de la Vendée. Il devait se distinguer à la bataille de Toulouse en avril 1814. Après Waterloo, il fut interné au château de Ham. Il mourut en 1836.

Elle comprenait 7 départements : Ariège, Aude, Haute-Garonne, Gers, Hautes-Pyrénées, Pyrénées-Orientales, Tarn-et-Garonne.

Commissaire extraordinaire : le comte Caffarelli, conseiller d'État.

Il eut pour auditeurs : Chapt de Rastignac, auditeur de 1^{re} classe en service extraordinaire ; et de Pannas.

La famille de Caffarelli était d'origine italienne, et se trouvait établie depuis deux siècles dans le Haut Languedoc au village du Falga¹. Joseph Caffarelli avait 54 ans (né en 1760) : il était capitaine de vaisseau dans les premières années de la Révolution². Après le 18 brumaire il fut appelé au Conseil d'État, section de la marine, d'où il passa préfet maritime à Brest le 20 juillet 1800. Sous la Restauration il ne fut plus que conseiller d'État honoraire. Il mourut en 1845.

Les préfets en service dans la division étaient : pour l'Ariège, Chassepot de Chaplaine ; pour l'Aude, Trouvé ; pour la Haute-Garonne, Destouches ; pour le Gers, Bessières ; pour les Hautes-Pyrénées, d'Arboud de Jonques ; pour les Pyrénées-Orientales, Delamalle ; pour le Tarn-et-Garonne, Bouvier Dumolard.

85. *Paris, 27 décembre 1813. Caffarelli à Montalivet.*

« Monseigneur, je prends la liberté d'exposer à Votre Excellence l'extrême besoin où je suis d'argent pour exécuter les ordres qu'elle m'a donnés. Une nombreuse famille, la privation de mes revenus en Languedoc et d'autres causes ont épuisé les ressources qu'une économie habituelle... (*sic, phrase inachevée*). Je prie V. Exc. d'avoir la bonté de me faire donner ici 10 000 francs. Un long voyage, l'achat d'une voiture, des frais divers et un secrétaire me paraissent nécessiter cette somme dont je demande la disposition. »

86. *Toulouse, 4 janvier. Caffarelli à Montalivet.*

« Monseigneur, depuis hier je suis dans cette ville. J'ai vu M. le préfet³ dont le zèle est connu, dont la justice et la franche conduite

1. Le Falga, village de la Haute-Garonne, à 13 kilomètres de Villefranche-en-Lauragais. Population : 199 habitants en 1804.

2. Il avait pour frères Caffarelli (Louis-Maxime) général de division du génie, né en 1756, mort le 27 avril 1799 au siège de Saint-Jean-d'Acre. — Caffarelli (Auguste) lieutenant-général, né en 1766, qui revint d'Espagne avec Soult et fut nommé pair de France durant les Cent-Jours, puis réintégré par Louis-Philippe le 19 novembre 1831. Il mourut en 1849. — Caffarelli (Charles-Antoine), préfet de l'Aube en 1810, destitué par Napoléon en 1814. Ses administrés le redemandèrent à Louis XVIII, mais la Restauration refusa de l'employer. Il se retira au Falga, entra au Conseil général de la Haute-Garonne dont il fut secrétaire jusqu'à sa mort en 1826.

3. Hersent-Destouches (Alexandre), né à Paris en 1773 ; secrétaire particulier de Mollien en 1802 ; en 1804, sous-préfet de La Rochelle, le 3 mars 1809 préfet du Jura, et le 12 mars

font honorer le caractère, dont l'esprit est au-dessus des circonstances. J'ai vu déjà beaucoup de monde. Il me faut étudier les sentiments divers pour diriger ma conduite de manière à obtenir des succès. Toulouse doit donner l'impulsion à presque tous les départements de la division. J'adresse aux habitants une proclamation. »

87. *Toulouse, 6 janvier. Caffarelli à Montalivet.*

« L'esprit public est aigri par les réquisitions extraordinaires et mal réglées qui ont été faites et par les levées des gardes nationales qui sont à l'armée et sur les frontières. Les habitants craignent la même destination pour la présente levée. J'ai parlé à leur cœur, à leurs intérêts. Le gouvernement anglais a tellement insinué dans les esprits par des écrits en forme de proclamations que son intention était de respecter les propriétés, d'alléger le fardeau de la guerre que beaucoup se sont laissé persuader qu'ils seraient plus heureux sous leur domination (*sic*). La saine partie du public ne le croit pas. Ces versions diverses m'ont déterminé à parler de la conduite de l'Angleterre envers les Français. »

Il cite un passage de sa proclamation du 5 janvier :

« Vos compatriotes prisonniers en Angleterre y périssent peu à peu dans l'obscurité des prisons, dans les privations des choses les plus nécessaires. Écoutez leurs plaintes : ils vous diront : repoussez ces oppresseurs perfides, leur vertu n'est que mensonge, leur générosité n'est qu'orgueil ; la coupe qu'ils vous présentent est empoisonnée. »

« ... Je ne dois pas dissimuler à V. Exc. que la levée en masse paraît épouvanter les habitants, que l'abandon du sol par les propriétaires dans le cas d'une invasion ne les effraye pas moins, que l'étendue du pouvoir donné par S. M. à ses commissaires extraordinaires a fait craindre le retour des mesures qui en 1793 désolèrent la France. J'ai évité d'entrer dans des développements sur ces mesures, mais ce qui a rassuré efficacement les esprits, c'est le choix des commissaires extraordinaires que l'on ne croit pas disposés à mésuser de leurs pouvoirs. L'amélioration de l'opinion publique, les circonstances donneront une énergie que l'on ne se soupçonne pas encore. »

1813 préfet de la Haute-Garonne. Il se rallia aux Bourbons, fut préfet d'Indre-et-Loire en octobre 1814. Destitué au retour de Bonaparte, Louis XVIII le nomma à son retour préfet de Seine-et-Oise. Il mourut en 1826.

88. *Toulouse, 8 janvier. Caffarelli à Montalivet.*

« J'ai reçu la lettre que V. Exc. m'a fait l'honneur de m'écrire le 2 relativement à l'ajournement du Corps Législatif. On était ici peu éclairé sur les circonstances qui ont déterminé S. M. à prendre cette mesure et je dois même dire que l'on ne prévoyait pas qu'il pût se manifester dans ce moment de danger un esprit d'opposition au besoin si bien senti par tous les Français de s'unir plus intimement pour la défense commune. J'écris à Messieurs les préfets pour qu'ils aient à me faire connaître l'effet qu'a produit sur l'esprit public l'ajournement du Corps Législatif, ainsi que celui que produirait le retour des membres et les insinuations qu'ils répandraient. Je les prie de me signaler ceux qui se livrant à des déclamations ou des doléances inconsidérées, exerceraient sur les habitants une influence funeste au bien général, enfin ceux des citoyens qui y prendraient une part trop efficace.

« Quoique l'esprit public soit médiocre en général, il n'est cependant pas récalcitrant et l'exécution des mesures de service se ressent plutôt de l'apathie et du découragement que d'aucune résistance.

« La recherche des réfractaires en fait rentrer un petit nombre. Il est dans ce département deux cantons très difficiles à gouverner, celui de Saint-Gaudens¹ et celui de Cadours². Dans ce dernier un conscrit réfractaire venu à résipiscence a été assassiné par six de ses camarades. Je me propose d'y faire faire une battue par la gendarmerie et quelques troupes. »

89. *Toulouse, 13 janvier. Caffarelli à Montalivet.*

« Les difficultés s'aplanissent : je reçois des départements des lettres qui me donnent la confiance d'espérer des succès dans la mission que je remplis.

« *Esprit public.* Dans la Haute-Garonne, l'Ariège, les Hautes-Pyrénées, beaucoup de magistrats, de fonctionnaires se sont empressés de m'écrire non seulement sur leur dévouement et leur

1. Saint-Gaudens, chef-lieu d'arrondissement de la Haute-Garonne, sur les bords du fleuve, à 72 kilomètres de Toulouse, ancienne capitale du Nébouzan. Population : 4 000 habitants.

2. Cadours, chef-lieu de canton de la Haute-Garonne, à l'ouest de Grenade et à 36 kilomètres de Toulouse. Population : 732 habitants.

zèle, mais sur celui de leurs administrés. Ils ne me signalent que quelques clameurs, quelques murmures, mais point de désobéissance. On me paraît bien pénétré du besoin de se rallier, de former un faisceau dans le but de repousser les ennemis, et de maintenir l'unité du gouvernement. Quelques individus apathiques ou méchants en avaient attaqué le principe, entraînés qu'ils sont par les insinuations perfides des ennemis ou par des vœux stériles et absurdes pour l'ancienne dynastie. Il s'en trouve même dans cette ville. Des lettres anonymes ne m'en laissent pas douter. De petites épingles en forme de fleurs de lys données en étrennes au 1^{er} de l'an confirment cette assertion. Il est fait justice des premières en les brûlant. Le commissaire spécial de police a réprimé les écarts des personnes que j'ai caractérisées plus haut. Dans les Pyrénées-Orientales l'esprit public n'est pas mauvais, mais il n'est pas non plus bien bon : on obéira.

« M. le préfet du Tarn-et-Garonne¹ me confirme qu'il fera exécuter les ordres de l'empereur et que s'il a un voisinage dangereux en raison du refuge que les localités y offrent aux réfractaires, ou des cantons plus insoumis, il emploiera des mesures propres à en arrêter le mauvais effet.

« Je n'ai pas encore le tableau résumé de ce qui concerne l'Aude, ni le Gers. Je suis très fâché que le préfet de ce dernier département ne soit pas encore arrivé. Les affaires languissent dans l'absence du chef. Je m'y rendrai aussitôt après son arrivée, pour développer les principes qui doivent guider les Français. Les habitants de ce département me sont signalés comme opposant une inertie calculée à toutes les mesures même conservatrices de la sûreté intérieure. Peut-être est-ce le fruit de l'aigreur et du ressentiment, ainsi que des réquisitions dont ils ont été chargés. »

90. *Toulouse, 17 janvier. Caffarelli à Montalivet.*

Il a reçu le décret du 8 janvier sur la levée en masse de la population des Pyrénées-Orientales, de la Haute-Garonne et des Hautes-Pyrénées. L'effet en est mauvais pour les habitants de ces départements qui ne sont pas convaincus de l'imminence du danger.

91. *Auch, 21 janvier. Caffarelli à Montalivet.*

« Après avoir mis en train les différentes opérations prescrites

1. Bouvier-Dumolard.

pour Toulouse et le département de la Haute-Garonne, je me suis rendu dans le Gers où je pensais que je trouverais plus de difficultés. Il est ici des individus chez qui les proclamations de Wellington ont réveillé une superstition bourbonnienne, mais ils sont en petit nombre et n'ont aucune influence. Il est peut-être aussi quelques restes de la faction de 93, mais sans consistance. J'ai adressé une proclamation aux habitants. Il s'est fait d'exorbitantes réquisitions. Les opérations n'ont pas été dirigées avec intelligence. »

92. Saint-Gaudens, 26 janvier. Caffarelli à Montalivet.

« J'ai continué ma tournée d'Auch vers Tarbes et suis arrivé ici hier. Le département des Hautes-Pyrénées m'a présenté un tableau qui a excité en moi la plus vive satisfaction : union dans les esprits, zèle courageux, soumission entière et fidélité constante à l'empereur. »

93. Toulouse, 1^{er} février. Caffarelli à Montalivet.

« J'ai vu dans la continuation de ma tournée Saint-Gaudens. Cet arrondissement est trop grand et il a 130 000 habitants. Son voisinage des Pyrénées, la réunion de la vallée d'Arran, les vieilles habitudes de commerce permis ou non avec l'Espagne, son éloignement du chef-lieu du département, toutes ces causes concourent à donner un mauvais esprit aux habitants, J'y ai été mécontent de ce que j'ai vu : il y a indifférence générale dans les esprits, désir de se soustraire aux levées, amour excessif de la contrebande, peu d'accord par conséquent entre les chefs de l'administration et les intéressés. J'ai cependant organisé des compagnies de gardes nationales..... Revenu à Toulouse depuis deux jours, j'y ai retrouvé les esprits les mêmes : agités par tous les événements quelconques comme les eaux de la mer par tous les vents et aussi mobiles qu'elles. »

94. Toulouse, 15 février. Caffarelli à Montalivet.

« J'ai dit à V. Exc. que les gardes nationales s'organisent avec succès ; elles le sont dans les Pyrénées-Orientales, l'Ariège, l'Aude, le Tarn et Garonne, les Hautes-Pyrénées ; dans le Gers elles se for-

ment lentement, dans la Haute-Garonne aussi. Dans la ville de Toulouse notamment, il n'a existé qu'un contrôle. L'esprit est si fort agité dans cette ville que je désespère d'y faire réussir le projet si simple et si utile de mettre les armes aux mains des gens aisés pour se défendre des excès de la multitude. L'on craint d'être obligé de sortir de la ville et d'aller aux armées ; pour tout dire on désire fortement un autre gouvernement. On a les yeux fixés sur le duc d'Angoulême et cependant on ne se prononce pas ouvertement. Les magistrats m'assurent même que l'ordre ne sera pas troublé si les événements devenaient plus défavorables. Je veux bien le croire : je sens que je suis sur un foyer qui deviendrait un incendie. Je tempore, je ne prends aucune mesure de rigueur afin de ne pas faire éclater la désobéissance.

« Il est un autre système. Ce serait de mettre en avant le parti de la multitude, mais il est douteux qu'il réussit, soit parce qu'elle se compose de prolétaires, soit parce que dans l'insurrection de l'an VII elle fut victime et qu'elle est dégoûtée d'agir pour un parti qui promet beaucoup et ne put rien tenir, soit enfin par le danger qu'il y aurait à l'abandonner ainsi aux excès. »

95. *Toulouse, 19 février. Caffarelli à Montalivet.*

« Si l'armée ne peut s'opposer aux progrès des ennemis que l'on dit être renforcés, tandis qu'elle a été affaiblie de près de 25 000 hommes, cette division ne présenterait pas de résistance suffisante et l'envahissement pourrait être prompt. La prise de Jaca facilitera à l'ennemi l'entrée dans la vallée du gave d'Oloron, dès que les neiges le permettront. Il est vrai que M. le duc de Dalmatie compte défendre le terrain pied à pied. Les gardes nationales sont sans chaleur ; je ne sais à quel point elles seront utiles même dans les dangers que pourront courir les villes. »

96. *Toulouse, 26 février. Caffarelli à Montalivet.*

« La lettre que j'eus l'honneur d'écrire le 19 à V. Exc. n'était pas satisfaisante. Mais depuis il s'est fait des amendements dans les opérations relatives à la levée des corps qui remplacent la levée en masse. Je les attribue aux succès de l'empereur et à l'imminence du danger qui fait taire le mauvais esprit. »

97. *Toulouse, 3 mars. Caffarelli au même.*

« La retraite du maréchal duc de Dalmatie sur Aire¹ a jeté la consternation dans ces contrées. On croit déjà voir l'ennemi aux portes. Les précautions prises par S. Exc. de faire évacuer les hôpitaux, les magasins d'Auch², avaient déjà frappé les habitants de stupeur.

« M. le maréchal m'a demandé de faire dresser l'état de tous les bateaux sur la Garonne, afin que son armée pût en profiter au cas de besoin et aussi de faire tenir les autres sur la rive droite ; de plus de faire examiner par un ingénieur s'il est possible de défendre Toulouse par une tête de pont. Ces recherches, dès qu'elles seront connues, donneront une telle preuve d'un danger prochain que je ne doute pas de la terreur qui s'étendra sur l'universalité des habitants. J'y opposerai constance et courage. »

98. *Toulouse, 8 mars. Caffarelli au même.*

Il lui annonce l'évacuation de Auch. « Dire à V. Exc. quelle confusion est l'effet de ces évacuations, me paraît superflu. La crainte des ennemis avait troublé les esprits ; les rapports étaient tellement exagérés et ridicules que nulle mesure ne pouvait être bien exécutée, nulle voix bien entendue. M. le Préfet³ m'a dépeint les embarras de toute espèce et les difficultés auxquelles il opposait inutilement ses soins, sa prévoyance et sa fermeté. Ce qui a aggravé sa position, c'est que dans le même temps Auch était le lieu de passage de toutes les administrations secondaires de l'armée, de tous les blessés et des fuyards. Les premières traînent à leur suite de nombreux équipages, des non-valeurs, pour lesquels les communes ont à peine le moyen de fournir les fourrages et la nourriture. Les maires ont eu des soins

1. Aire, chef-lieu de canton du département des Landes, sur l'Adour, dans un pays fertile, à 29 kilomètres S.-E. de Mont-de-Marsan. Population : 3 470 habitants.

2. Auch, chef-lieu du département du Gers, à 64 kilomètres de Toulouse. Population : 8 500 habitants.

3. Bessières (Julien), né à Gramat en 1777, avait pris part à l'expédition d'Égypte. En 1809 il fut intendant général de la Navarre. Le 15 juillet 1814 il devint préfet de l'Aveyron, fut destitué au second retour du roi, il siégea à la Chambre des députés de 1828 ; en 1829 devint conseiller-maître à la Cour des comptes, et fut appelé le 3 octobre 1837 à la Chambre des Pairs. Il mourut en 1840.

pour les blessés, et ils sont recueillis ici. Quant aux fuyards ils sont en grand nombre, et ont commis beaucoup de vols, exercé beaucoup de violences. Ils menaceraient même la surêté publique si je n'avais dès avant-hier prescrit au général Travot qui partait pour Auch avec un corps de 800 hommes d'arrêter ceux qu'il rencontrerait et de les renvoyer à l'armée. Ainsi les premiers désordres, suite inévitable de la retraite d'une armée seront prévenus et leur effet ne sera que momentané. Mais il en est un plus durable, c'est le découragement que les fuyards donnent aux habitants et l'éloignement que ceux-ci en prennent pour toute formation en corps de troupes.

« L'évacuation des caisses et des archives de la préfecture des Hautes-Pyrénées a eu lieu, ainsi que j'ai eu l'honneur de le mander à V. Exc., et d'après les ordres de M. le maréchal. Ainsi, Monseigneur, voilà deux départements où les moyens d'administrer n'existent plus. Cependant ils ne sont pas occupés par l'ennemi, mais ils sont ouverts à ses forces, à ses partisans. L'armée n'occupera que la partie du Sud-Est des Hautes-Pyrénées. Je n'en ai pas moins ordonné à M. le préfet du Gers de continuer à tenir les rênes de l'administration, à se faire rendre compte des mouvements de l'ennemi pour en informer M. le maréchal et moi, de satisfaire aux besoins des troupes de passage, de faire faire les réquisitions, de recouvrer ce qui serait possible de contributions, de maintenir les fonctionnaires civils à leur poste, et de ne les faire retirer, de ne se retirer lui-même d'ici que lorsqu'il ne pourrait plus faire autrement.

« Je ne me dissimule pas ce que ces mesures ont de délicat et même d'impossible, car je connais l'esprit des habitants. »

Caffarelli donne des exemples de l'agitation des esprits. Le 2 mars à Lectoure une convocation des habitants avait été faite pour la formation des nouvelles légions. Un gendarme ayant tiré son sabre, blessa par mégarde un habitant. Il fut violemment frappé, sa maison fut pillée ; le tumulte ne s'apaisa qu'à grand peine, mais les habitants ont annoncé qu'ils ne répondraient plus à aucune convocation. A Condom, les habitants ont refusé d'y répondre ; donc dans le département du Gers les levées sont totalement manquées.

« Comme V. Exc. peut aisément le concevoir, l'esprit public se détruit presque totalement. On croit trouver une amélioration sous le joug des ennemis ; « on n'y éprouvera pas les mêmes sollicitudes ; « ils traitent bien ceux qui se soumettent ; ils donnent de l'argent en « paiement de ce qu'ils prennent. Enfin le duc d'Angoulême est à la « tête d'une petite armée et prend possession du pays. » Ces bruits ridicules trouvent des partisans et font beaucoup de prosélytes. Nos mesures de sûreté sont discréditées et nos levées ne se font pas.

« A Toulouse la garde nationale a commencé depuis deux jours à faire le service. Elle paraît pénétrée du besoin de veiller à la sûreté intérieure. Mais l'agitation a gagné les habitants depuis les mouvements rétrogrades de M. le maréchal. Les propriétaires, les marchands, emballent ou cachent leurs effets ; beaucoup de personnes sont sorties de la ville, beaucoup d'autres se proposent de le faire. Tout est en mouvement pour cet objet. Je suis consulté par les administrations diverses pour savoir ce que je décide sur les évacuations. Je réponds que lorsque l'ennemi est à 30 lieues, il est hors de saison de s'occuper de cet objet, que chacun doit rester à ses fonctions..... Si V. Exc. considère la masse d'établissements et d'institutions qu'il y a dans cette ville, elle jugera combien une évacuation présentera de difficultés. Le général Lafitte a voulu réunir ici tous les militaires retirés, les gardes champêtres et forestiers pour en faire l'organisation d'un corps. Les officiers qu'il avait désignés pour cela en ont vu un grand nombre, mais soit éloignement, soit lassitude, il manquait beaucoup de ces militaires ou gardes, et le travail n'a encore servi à rien. Cependant j'espère qu'on en tirera parti pour organiser une légion et je l'ai indiqué au général Saint-Hilaire qui commande à Saint-Gaudens. »

99. *Toulouse, 14 mars. Caffarelli à Montalivet.*

« Dans les Hautes-Pyrénées la défection des gardes nationales a été considérable. Dans le Gers les tentatives du préfet et du général Travot pour organiser des partisans sont infructueuses. Les nombreuses réquisitions de l'ennemi affament déjà le pays où il est entré vers Nogaro¹ ; à Toulouse, la frayeur qui s'était ralentie pendant quelques jours a repris. Le courrier de Bordeaux n'est pas arrivé. Il est attendu avec impatience depuis douze heures. On craint qu'un parti ennemi ne se soit porté à Langon², et même qu'il n'ait été à Bordeaux, où il n'y avait aucune résistance d'organisée. »

100. *Carcassonne, 13 avril. Caffarelli à Montalivet*
(la lettre est adressée à Blois).

« Le 10 avril, les ennemis ont attaqué à 3 heures et demie du ma-

1. Nogaro, chef-lieu de canton du département du Gers, arrondissement de Condom, à 21 kilomètres E. d'Aire. Population : 1 340 habitants.

2. Langon, chef-lieu de canton de la Gironde, arrondissement de Bazas, sur la rive gauche de la Garonne, à 41 kilomètres S.-E. de Bordeaux. Population : 3 267 habitants.

tin, à Saint-Cyprien¹, sur la ligne du canal au Nord de la ville, et aux trois redoutes faites sur les hauteurs qui la dominent au Sud-Est et au Sud. Nos troupes ont soutenu ces attaques avec la plus grande vigueur pendant treize heures, au bout desquelles la supériorité du nombre a forcé à évacuer les positions des hauteurs. L'armée ennemie a perdu 10 000 hommes, à ce qu'on estime ; la nôtre environ 3 000. Celle-ci a bivouaqué près la ville.

« Le 11 on a fait des dispositions pour défendre les remparts et couvrir les portes par quelques ouvrages, mais à 9 heures du soir la retraite s'est faite. Elle a été peu inquiétée, quoique l'ennemi ait suivi. L'armée a pris position hier au soir (le 12) à Castelnaudary.

« Sorti de la ville (de Toulouse) le 10 sur un avis qui me fut donné par un aide de camp de M. le maréchal, je restai à petite distance, d'où je pus voir les événements. Mais le soir des partis de cavalerie s'étant répandus sur la route de Montgiscard² qui mène à Basiège³, je me rendis à Villefranche⁴. Un officier envoyé par M. le maréchal ayant demandé des renseignements sur les mouvements de la cavalerie ennemie, j'expédiai à minuit des gendarmes pour reconnaître les routes et recueillir les renseignements. On devait les transmettre directement à M. le maréchal.

« Effectivement des partis s'étaient avancés jusqu'à Basiège, d'autres vers Caraman⁵ : ceux-ci y surprirent un détachement de 25 gendarmes et se portèrent ensuite vers Revel⁶. Je partis de Villefranche et me rendis le soir à Castelnaudary⁷. Hier à midi (le 12) j'arrivai dans cette ville.

« Sur la route j'ai fait disposer les choses pour que l'armée trouvât des vivres et des fourrages. On y travaille ici péniblement, les moyens ordinaires étant fort bornés.

« M. le baron Destouches, M. de Chazelles, de Charrier de Malaret⁸

1. Saint-Cyprien, faubourg de la ville de Toulouse, sur la rive gauche de la Garonne.

2. Montgiscard, chef-lieu de canton de la Haute-Garonne, à 19 kilomètres de Toulouse au S.-E. Population : 875 habitants.

3. Basiège, bourg de la Haute-Garonne, arrondissement de Villefranche, à 11 kilomètres de cette ville. Population : 1 440 habitants.

4. Villefranche, chef-lieu d'arrondissement de la Haute-Garonne, dans le Lauragais, à 32 kilomètres S.-E. de Toulouse. Population : 1 665 habitants.

5. Caraman, chef-lieu de canton de la Haute-Garonne, arrondissement de Villefranche, à 27 kilomètres de Toulouse et 14 kilomètres de Villefranche. Population : 2 296 habitants.

6. Revel, chef-lieu de canton de la Haute-Garonne, arrondissement de Villefranche. Population : 3 743 habitants.

7. Castelnaudary, chef-lieu d'arrondissement de l'Aude, à 48 kilomètres S.-E. de Toulouse. Population : 8 100 habitants.

8. De Chazelles était sous-préfet de Muret. Il devint, en 1817, sous-préfet de Lorient,

m'avaient suivi à Villefranche et à Castelnau-dary. M. Destouches voulant rester dans son département autant que possible, se dirigea sur Revel, ville extrême; il n'y put rester que trois quarts d'heure à cause de la proximité des partis ennemis, et il se rendit près de moi. Je l'ai autorisé à se rendre par l'Albigeois et le Rouergue vers Cahors que je lui avais précédemment assigné pour rendez-vous. Le sous-préfet de Villefranche qui est resté jusqu'après le départ de l'armée a dû se retirer vers Revel qui fait partie de son arrondissement, mais il ne l'aura pu. Je n'ai pas de ses nouvelles. J'ai renvoyé à Montpellier les autres sous-préfets, et M. le maire de Toulouse.

« En quittant la ville j'avais laissé, pour être affichée à l'évacuation, une proclamation pour engager les habitants à rester toujours français et à se méfier des belles paroles des ennemis, lesquelles cachent des chaînes de fer ou des germes de discorde.

« L'Ariège est exposé à l'envahissement par bien des points. La retraite de l'armée lorsqu'elle quittera Castelnau-dary ouvre encore une issue bien facile. Les Pyrénées-Orientales forment un cul-de-sac où les armées pressées de tous côtés ne sauraient subsister. Je ne sais quelles résolutions prendront MM. les maréchaux. Les embarras sont de tous les côtés, même pour les subsistances et les fourrages. On n'en obtient que par des réquisitions faites avec vigueur. Les contributions ne rentrent plus, malgré les garnisaires. L'esprit des habitants est, en général, la lassitude mais il y a bien des vœux pour un changement quelconque : c'est triste à dire. »

11^e DIVISION MILITAIRE. BORDEAUX ¹.

Commandant de la division : le baron Lhuillier, général de division.

Elle comprenait 3 départements : Gironde, Landes, Basses-Pyrénées.

Commissaire extraordinaire : le sénateur comte Cornudet.

Il eut pour auditeurs : Portal, maître des requêtes à la section de l'intérieur, et Cornudet fils ².

Le sénateur Joseph Cornudet avait 59 ans; né à Crocq ³, dans le département de la Creuse en 1755, il était chirurgien avant la Révolution; il devint en 1790 procureur syndic du district de Felletin ⁴ et député de la Creuse à la Législative

et en 1818 préfet du Morbihan. Charrier était sous-préfet de Saint-Gaudens, auditeur au Conseil d'État, et Malaret, maire de Toulouse, chevalier de l'ordre de la Réunion.

1. Arch. nat., F⁷ 7023.

2. Cornudet (Étienne-Émile), né à Felletin en 1795. Devint pair de France en 1846.

3. Crocq, chef-lieu de canton du département de la Creuse, près de la Tarde, à 15 kilomètres de Felletin. Population : 534 habitants.

4. Felletin, chef-lieu de canton du même département, sur la Creuse, à 8 kilomètres S. d'Aubusson. Population : 2 419 habitants.

en 1791. En 1797 il siégeait au Conseil des Anciens et fut un des principaux coopérateurs au 18 brumaire ; membre de la Commission législative intermédiaire, il entra au Sénat et obtint la sénatorerie de Rennes. Il s'abstint lors du vote sur la déchéance, et fut nommé pair de France par Louis XVIII le 4 juin 1814. Napoléon le maintint durant les Cent Jours : il fut rayé par ordre du roi le 24 juillet 1815 et obtint la réintégration par nomination nouvelle du 5 mars 1819. Il mourut à Nancy en 1846, à 91 ans. Son fils obtint la pairie la même année. Le *Dictionnaire des Girouettes* apprécia ainsi son rôle en 1814. « Le Sénat étant supprimé en France, le comte Cornudet s'abonne à la pairie, et se ménage du roi et de l'empereur le titre de pair — 4 juin 1814 — 4 juin 1815. »

Les préfets en fonctions dans la 11^e division militaire étaient : pour la Gironde, Bruslé de Valsuzenay ; pour les Landes, d'Angosse ; pour les Basses-Pyrénées, de Vanssay, auditeur au Conseil d'État.

Le 26 décembre 1813, Napoléon avait désigné pour commissaire extraordinaire dans la 11^e division, le sénateur comte Garnier. Celui-ci refusa à cause « de l'infirmité extrême de sa vue ». Cornudet fut nommé le 28 décembre.

101. *Paris, 31 décembre 1813. Cornudet à Montalivet.*

Accusé de réception de la lettre close de S. M. « qui a daigné m'écrire elle-même relativement à la mission qu'elle a voulu me confier ».

102. *Bordeaux, 11 janvier 1814. Cornudet à Montalivet.*

Il est arrivé à Bordeaux le 8 janvier au soir, et envoie deux exemplaires de sa proclamation.

« Aux habitants des départements de la Gironde, des Landes et des Basses-Pyrénées.

« Habitants de la 11^e division *militaire*.

« L'ennemi souille votre territoire. Les Constitutions de l'empire qui composent la garde nationale de tous les citoyens en âge de porter les armes, la voix de votre empereur vous appellent pour le repousser loin des frontières, à seconder les valeureux efforts de cette armée que commande un chef illustre par sa science militaire, et par ses anciens et nombreux trophées.

« Il n'est plus question, a dit votre empereur dans sa réponse à « son fidèle Sénat, qui lui exprimait au pied de son trône, le dévoue-

« ment du peuple français, il est plus question de recouvrer des conquêtes. »

« La déloyale défection de ces rois que S. M. impériale avait élevés et dont elle avait agrandi les possessions, l'a déliée envers le monde des hauts desseins que sa grande âme avait conçus.

« Il s'agit de défendre vos femmes, vos enfants, de garantir vos propriétés, vos habitations, de l'occupation étrangère, qui ne connaît que la dévastation et l'état de servitude et ses horribles excès.

« Habitants de la 11^e division militaire, vous avez besoin de la paix. Elle est aussi le vœu de votre empereur, exprimé solennellement sur son trône, au Sénat, au Conseil d'État, au Corps Législatif réunis.

« Vous avez besoin de la paix. Quels départements de l'empire en ont un besoin plus pressant? Mais l'on n'obtient la paix que par la fierté du courage, en présentant des bras armés de fer, et non en courbant des fronts humiliés.

« Vous avez besoin de la paix. Votre empereur offre de la signer sur les bases que nos ennemis ont eux-mêmes proposées. Pourquoi cette ligue, dont la puissance, notre éternelle rivale, tient le nord, continue-t-elle de porter son agression sur chaque coin de notre empire?

« Non! nos ennemis ne la veulent pas! Il faut donc la conquérir, cette paix, votre besoin, celui de la France, cette paix que presse le vœu du monde, en replantant nos drapeaux victorieux sur nos frontières.

« Habitants de la 11^e division militaire, vous avez fait de nombreux sacrifices et dans la personne de vos enfants et dans vos facultés. Votre empereur qui se confond avec la Patrie, parce que sa gloire réelle ne peut être que l'intérêt de la Patrie, en en appréciant la gravité, vous en demande de nouveaux : ils seront les derniers.

« Il attend de vous, de tous les Français, ce patriotisme, cette énergie qui honorèrent la nation au commencement du siècle dernier, à la fin de ce règne que l'histoire marque de son burin, et qui n'est en rien comparable à celui de Napoléon.

« Les cœurs si sensibles des Français n'oublieront pas qu'il délivra la nation de l'anarchie qui la dévorait.

« Habitants de la 11^e division, il faut l'union des Français autour du trône impérial et une constante énergie. La victoire couvrira bientôt notre territoire de son impénétrable bouclier et proclamera la paix. La fortune ne reste pas longtemps infidèle aux nations courageuses.

103. *Bordeaux, 11 janvier. Cornudet à Montalivet.*

Il a reçu les instructions relatives à la conduite des préfets dans le cas d'invasion.

104. *Bordeaux, 15 janvier. Cornudet au même.*

« Monseigneur, l'ajournement du Corps Législatif n'a pas fait en cette grande ville une sensation remarquable. Le sentiment du caractère fort de S. M. préparait à cet événement.

« Des cinq membres dont la députation du département de la Gironde était composée, deux sont restés à Paris, Aubert¹ et le baron Duranteau². Les trois autres, Dufort, Legrix la Salle et Lainé sont de retour.

« M. Dufort est un ami particulier de M. le comte Jaubert, gouverneur de la banque. M. Legrix la Salle est gendre de M. le sénateur comte Journu-Aubert³. Ces titres présentent au gouvernement l'assurance qu'ils font partie de ces onze douzièmes à qui S. M. a déclaré elle-même qu'elle ne doutait pas de leur dévouement à sa personne sacrée.

« M. Lainé⁴, rapporteur de la Commission (au Corps Législatif)

1. Aubert, né à Paris, en 1765, fit partie, au début de la Révolution, de la Commission populaire de Bordeaux, favorable aux Girondins. Après le 2 juin 1793, il dut se cacher jusqu'au 9 thermidor. Il devint alors président du district de Blaye, puis juge de paix, sous-préfet de Blaye en 1800, député en 1808. En 1813 il était secrétaire du Corps législatif où il s'occupait surtout des questions de finances. Élu sans concurrent à la Chambre des Cent Jours, il s'éloigna de la vie politique après Waterloo et ne reparut à la Chambre des députés qu'après 1830, toujours pour le même arrondissement de Blaye. Il passa à la Chambre des pairs le 7 novembre 1839 et mourut à Paris en 1845.

2. Duranteau, né en 1747, à Bordeaux, entra au service comme sous-lieutenant au régiment du Médoc (70^e d'infanterie), fit la campagne de Corse (1768); était chef de bataillon en 1796, général de brigade en 1801. Choisi député par le Sénat en 1803, il fut mis à la retraite comme général en 1813 et figura encore à la Chambre des Cent Jours. Il mourut en 1823.

3. Legrix de La Salle, né à Bordeaux en 1766, fut élu député de la Gironde en l'an XI, et adhéra à la déchéance de Napoléon. Il mourut en 1840.

4. Lainé, né à Bordeaux en 1767, reçu avocat à Paris en 1789, devint administrateur du district de La Réole en 1793 et y rendit de grands services. Il sauva les papiers de Montesquieu. De 1796 à 1808 il occupa une place des plus distinguées au barreau de Bordeaux et fut choisi député par le Sénat en 1808. Il réclama pour le Corps législatif le droit de discuter les votes en comité secret : sa motion réunit 80 voix. L'empereur ne parut pas lui tenir rigueur de cette opposition, il lui donna la croix de la Légion d'honneur en 1809. Membre, en 1813, de la Commission chargée d'exposer à Napoléon les besoins et les desirs

s'est retiré à sa campagne à trois lieues de Bordeaux. Mais j'ai vu à Paris, avant mon départ, chez M. le comte Montheadon, son âme abattue. Il a promis à S. Exc. le ministre de la police générale de se surveiller ici lui-même, et j'ai la confiance qu'il bornera ses vœux à son cabinet qui est très suivi. Il figure en cette ville à la tête des conseils. »

105. Bordeaux, 22 janvier. Cornudet au même.

Il a présidé un conseil tenu par le préfet, le général en chef, le maire, le procureur général, le commissaire général de police, pour l'organisation des gardes nationales.

106. Mont-de-Marsan, 28 janvier. Cornudet au même.

« Je me suis entretenu avec M. le comte d'Angosse¹, préfet du département des Landes, de l'ajournement du Corps Législatif. Les deux députés appartenant à ce département sont MM. Poyféré de Cère² et Pémolié de Saint-Martin³. Ils ne sont pas encore de retour de Paris. Les principes reconnus de tous deux sont sages. M. le préfet ne craint pas d'assurer qu'ils n'étaient point de ces discoureurs qui ont poussé le Corps Législatif à l'inconsidération que la nation reconnaît et dont le bon sens seul devait préserver. »

de la nation, il en fut rapporteur. Son rapport déplut beaucoup à l'empereur et motiva le renvoi du Corps législatif. Rentré à Bordeaux, Lainé y travailla au retour des Bourbons. Le duc d'Angoulême le nomma préfet provisoire de la Gironde. Louis XVIII l'appela à la présidence de la Chambre des députés et au ministère de l'Intérieur le 7 mai 1816. Il fit voter la nouvelle loi électorale et devint pair de France le 23 décembre 1823. Il consentit à prêter serment à Louis-Philippe mais ne parut presque plus au Luxembourg. Il mourut à Paris en 1835.

1. D'Angosse (le marquis), né à Arthez, en 1774, d'une ancienne famille noble du Béarn, était sous-lieutenant en 1790. Il émigra. Rentré après le 18 brumaire il devint maire de sa commune en 1806, chambellan de Napoléon et, le 30 novembre 1810, préfet des Landes. Disgracié à la Restauration, il fut, durant les Cent Jours, préfet du Haut-Rhin. De nouveau destitué il devint pair de France le 5 mars 1819, vota toujours avec le parti constitutionnel et mourut à Paris en 1835.

2. Poyféré de Cère, né à Mont-de-Marsan en 1768, était de famille noble. Il se livra à l'acclimatation des mérinos dans ses domaines. Maire de Mont-de-Marsan, président du Conseil général des Landes, il devint député en 1810. En 1817 il fut préfet des Deux-Sèvres, puis maître des requêtes au Conseil d'État. Il mourut à Cère (Landes) à 90 ans, en 1858.

3. Pémolié de Saint-Martin, né à Dax en 1758, de famille noble ; devint député en 1820 et fit partie de la Chambre introuvable de 1815. Il mourut en 1836.

107. Pau, 15 février. Cornudet à Montalivet.

« Le département des Basses-Pyrénées a trois députés au Corps Législatif, MM. Faget de Baure, Pémartin, et Casenave. Aucun d'eux ne s'est rendu en ce département depuis l'ajournement du Corps Législatif.

« M. Faget de Baure est un des présidents de la Cour Impériale de Paris¹. Ses fonctions lui font un devoir de sa résidence continue en la capitale. Les relations d'affections et d'affaires de M. de Baure en ce département ne seront jamais mêlées que de réflexions judicieuses sur la fidélité due à son souverain et le dévouement à la patrie.

« M. Pémartin² a été membre de l'Assemblée Constituante, membre de la Convention et depuis constamment membre des assemblées politiques, sans cependant qu'il ait figuré en aucune comme orateur ou comme rapporteur. C'est un parfait honnête homme qui y a été soumis à la violence des partis qui dominaient, mais ce joug lui a facilité les services individuels qu'il a rendus dans son pays, sans distinction de couleur.

« M. Casenave³ a été membre de la Convention nationale. Il a des propriétés foncières considérables dans le département. Son caractère un peu morose a pu donner quelque chaleur à ses opinions, mais, Monseigneur, le parti même exagéré dans lequel on peut d'ailleurs sans injustice ranger M. Casenave, comme tous les partis dissidents dans ces temps de la démocratie royale de la République, est devenu par son intérêt un appui sûr du trône impérial qui a recueilli l'héritage de la Révolution. C'est ce parti qui dans le département des Landes a réchauffé les courages et fourni tous les renseignements utiles de police. »

1. Faget de Baure, né à Orthez en 1755, appartenait à une vieille famille de robe. La Révolution interrompit sa carrière de magistrat, Il vécut dans la retraite jusqu'en 1809, fut élu député en 1810. En 1811 il devint président à la Cour impériale de Paris. Il adhéra à la déchéance de Napoléon. Élu à la Chambre introuvable, il en devint vice-président et mourut à Paris en 1837.

2. Pémartin, né à Oloron en 1842, fut député aux États-généraux pour le Béarn. Envoyé à la Convention, il siégea parmi les modérés, et vota le bannissement dans le procès de Louis XVI. Plus tard, député aux Cinq-Cents, il adhéra au 18 brumaire, et dès le 4 nivôse an VIII (25 décembre 1799) devint député des Basses-Pyrénées. Il mourut en 1842.

3. Casenave (Antoine), né à Lambèze en 1763, fut député à la Convention, puis au Conseil des Cinq-Cents et en l'an VIII figure au nombre des premiers membres du Corps législatif. Il mourut en 1818.

108. *Bordeaux, 18 février. Cornudet au même.*

« M. le maréchal, duc de Dalmatie, a demandé au ministre de la Guerre d'étendre au département de la Gironde le décret de S. M. qui ordonnait la levée en masse des départements des Landes et des Basses-Pyrénées. »

109. *Bordeaux, 26 février. Cornudet au même.*

Le préfet des Landes a rendu compte que le général Darrican, commandant la levée en masse de ce département lui a demandé de mettre en marche pour le camp retranché de Dax les 3 cohortes urbaines de Mont-de-Marsan, de Saint-Espirit, de Saint-Sever. Cornudet proteste contre cette demande qui aurait de fâcheuses conséquences. Les cohortes urbaines ne doivent servir qu'à l'intérieur des villes.

110. *Bordeaux, 1^{er} mars. Cornudet à Montalivet.*

« V. Exc. a été informée que l'ennemi a pris depuis le 14 février l'offensive. Il a constamment fait des progrès. Le 27, M. le maréchal duc de Dalmatie a livré bataille sur les hauteurs en arrière d'Orthez. Son armée a cédé au nombre non sans que l'ennemi ait éprouvé une perte qui doit lui être sensible. M. le maréchal va prendre position à Saint-Sever. Ainsi le département des Basses-Pyrénées va être totalement envahi. Il ne faut pas se le dissimuler : le département des Basses-Pyrénées, où chaque habitant a le caractère français, en est la preuve ; la levée en masse est impuissante contre des corps réguliers. Les premiers bataillons de gardes nationales qui, lors de la retraite de l'armée d'Espagne ont été levés en ce département, ont rendu des services signalés. Ils ont combattu vaillamment, mais ils combattaient dans des défilés qu'ils connaissaient avec avantage : et c'étaient des bataillons d'élite, ainsi qu'ils en avaient la dénomination. Ils étaient composés en grande partie des dépôts des classes de conscription. Les nouveaux bataillons formés de la levée générale, d'ailleurs mal armés, n'ont tenu nulle part.

« Les bataillons du département des Landes où l'armée prend position montreront-ils plus de fermeté ? Peut-on l'attendre ?

« Je rends cependant un témoignage vrai du bon esprit des habitants de ces deux départements. Ils sont tous Français, tous attachés

au gouvernement de S. M. Le cœur de tous repousse une nouvelle commotion politique, ou la domination étrangère.

« Un esprit aussi pur règne-t-il dans le département de la Gironde? Je ne dois pas taire, Monseigneur, à V. Exc. qu'à mon retour des départements des Landes et des Basses-Pyrénées, je n'ai plus trouvé le même empressement autour de moi, et pour dire à V. Exc. tout l'effet qu'avait produit dans cette ville le rapport que les lettres particulières faisaient de l'état de consternation et d'abattement de Paris [et qui était appuyé de la fuite de ces dix mille voitures sorties de cette capitale depuis le 7 et transportant les objets les plus chers,]¹ je ne lui rapporterai que le fait suivant : les impôts directs et indirects ont cessé d'être acquittés à Bordeaux pendant deux jours. Les nouvelles des premières victoires de S. M. qui y ont précédé mon retour y avaient rétabli le cours du mouvement social, mais l'opinion n'en était pas moins affaissée et s'est peu relevée.

« Voici aujourd'hui la véritable situation des esprits. Le haut commerce a le cœur français. Il sent que pour exercer ses spéculations avec considération sans avanie, il faut appartenir à une nation dont le gouvernement soit puissant et ait de l'éclat. Il est attaché à la dynastie de S. M. parce que son intérêt doit lui faire craindre toute chance de subversion. Les propriétaires dont le revenu consiste en vins et eaux-de-vie qui n'ont de débit que par le commerce des mers, nonobstant la continuité des bulletins de victoire de S. M. ne sont pas moins inquiets sur le repos que toutes les puissances veulent donner au monde. Les gens de loi qui ont ici de l'influence regrettent la tribune du Corps Législatif qu'ils croient fermée. Quelques fonctionnaires de l'ordre judiciaire semblent pouvoir apercevoir que dans le changement que la puissance qui combat ici en nom pourrait déterminer, la cour qui existe remplacerait les anciens parlements.

« Il existe un reste de ce parti dit exagéré qui dix ans a épouventé ou excité des alarmes. Son dévouement au gouvernement de S. M. est indubitable.

« L'histoire lui atteste qu'il ne trouverait pas de salut dans les amnisties de la dynastie de ce roi qu'ils ont jugé,

« Le surplus des habitants de ce département est fatigué de porter les armes jusqu'à l'âge de soixante ans et le dit assez hautement.

« De cet état des esprits il faut conclure que l'armée trouvera une faible coopération dans la garde nationale de ce département.

1. Le ministre de l'Intérieur note en marge de la lettre : « Copier pour S. M. à l'exception de la phrase ainsi enfermée entre crochets. »

« Les cohortes urbaines de la ville de Bordeaux rempliront leur destination, j'en suis persuadé, celle de maintenir la tranquillité publique, mais l'on ne peut espérer qu'elles sortent de leurs murs pour se joindre aux bataillons de guerre, et 1 100 hommes accroîtraient-ils après tout d'une manière sensible l'armée ? »

« Cependant, Monseigneur, le gouvernement laissera-t-il la ville de Bordeaux exposée à la chance de l'occupation de l'ennemi ? Quel est cet ennemi ? et la présence d'un Bourbon dans son camp n'est-elle que celle d'un soldat stipendié ? Cet ennemi n'est pas ce Tartare qui dans le nord fait la guerre comme ces tribus sauvages de l'Amérique septentrionale. Il affecte la courtoisie envers nos officiers, l'humanité envers nos blessés, le respect pour les propriétés privées dans le pays qu'il envahit.

« Bordeaux tient dans cette frontière des Pyrénées entre nos cités le rang de celle de Lyon sur les frontières des Alpes : son occupation peut donner lieu à la proclamation de ce prince qui n'est pas arrivé peut-être dans le camp de l'ennemi sans la préparation de quelque intrigue intérieure.

« Il y a quelques mois lorsque S. M. était à Dresde, on a distribué à Bordeaux des cartes d'enrôlement pour une *armée royale bordelaise*. Ce fait est connu de la police. Il est certain que tous les commis marchands voyageurs sur la côte depuis Nantes étaient porteurs de cartes semblables. »

111. Libourne, 5 mars. Cornudet à Montalivet.

« Dans la soirée du 2 des patrouilles anglaises avaient poussé jusqu'à Roquefort, ¹ y avaient séjourné trois heures et étaient ensuite retournées à Mont-de-Marsan. J'invitai au conseil M. le général de division à donner l'état des forces que l'on pourrait réunir pour défendre Bordeaux. En voici le détail exact :

« 350 conscrits habillés et armés.

« 192 gendarmes.

« 180 douaniers.

« 100 hommes du dépôt du 21^e régiment de chasseurs à cheval à Libourne.

« 100 hommes de la garde municipale.

1. Roquefort, chef-lieu de canton du département des Landes, sur la Douze, à 24 kilomètres N.-E. de Mont-de-Marsan. Population : 1 370 habitants.

« 200 hommes de la garde départementale.

« 1 125 hommes des cohortes urbaines.

« Au total 2 207. La ville est ouverte de toutes parts. D'après l'avis de M. le maréchal, duc de Dalmatie j'ai donné de suite les ordres d'évacuation. Le lieu de la retraite des fonctionnaires civils et financiers a été reconnu au conseil devoir être Libourne¹ ».

112. *Cavignac*², près *Saint-André-de-Cubzac*, 18 mars.
Cornudet à Montalivet.

« Le maréchal de Beresford³ a quitté Bordeaux le 17, avec 2 000 hommes, en longeant la Garonne vers Agen. Le duc d'Angoulême a écrit une lettre au sieur Lynch pour lui faire reprendre la décoration de la Légion d'honneur et en autoriser le port par tous ceux qui en sont décorés. »

113. *Cavignac*, 21 mars. *Cornudet au même.*

« J'étais hier à Saint-André-de-Cubzac, au quartier général. Les quatre compagnies de la garde nationale soldée de la Gironde ont été dissoutes, par suite de la défection de leurs chefs, de Canolle, Mallet de Roquefort, de Fumel, de Mauléon, qui ont arboré la cocarde blanche. »

114. *Cavignac*, 22 mars. *Cornudet au même.*

Cornudet répond aux reproches du ministre à la suite de sa lettre du 5 mars (n° 111).

1. En marge de cette lettre le ministre marque l'annotation suivante : « Marquer de l'étonnement d'une détermination si prompte ! L'évacuation du matériel était convenable, mais que tous les fonctionnaires partent sans essayer d'organiser la résistance, c'est ce que je ne conçois pas. Citer l'exemple de Lyon qui est arrivé à empêcher l'occupation. Il fallait tenter une levée en masse, stimuler toute la population, faire quelques retranchements, occuper avec la force existante quelques postes. Le faire encore si Bordeaux n'est pas occupé. Il est honteux de penser qu'une avant-garde de 3 à 4 000 hommes peut entrer sans coup férir dans une ville de 100 000 habitants. J'ordonne au préfet d'y retourner et de donner une attitude plus ferme à cette ville. »

2. Cavignac, village de l'arrondissement de Blaye, à 32 kilomètres de Bordeaux. Population : 479 habitants.

3. Le vicomte de Beresford, né en 1770, organisa l'armée anglaise du Portugal et participa aux batailles de Vittoria et d'Orthez. Il fut ensuite gouverneur de Jersey.

« La levée en masse des habitants était-elle possible à exciter ? La résolution à la résistance ne peut pénétrer dans l'esprit que la colère n'échauffe pas, que quand on a la confiance que la résistance sera utile. Or cette confiance pouvait-elle être inspirée ? La force régulière sur laquelle cette levée en masse aurait été appuyée ne consistant environ qu'en 600 hommes de troupes réglées, sans aucune artillerie, le premier moyen des batailles. Et puis, monseigneur, pour se mettre en ligne de combat, il faut des armes, et des armes, je ne le cesse de le répéter, il n'y en a pas, non, monseigneur, il n'y en a pas ! 1 200 conscrits sont sans armes à la Réole, 6 à 800 à Blaye, et l'on dit que jusqu'à Toulouse il y a dans les dépôts 10 000 conscrits qui ne peuvent non plus être armés. Que V. Exc. daigne ensuite considérer la disposition des esprits dont ma lettre du 1^{er} mars lui rend compte, et que les événements ont prouvé n'être pas une erreur de mon esprit prévenu ! Cette levée si elle se fût opérée, n'eût tourné qu'en agression contre le gouvernement et à l'infidélité du sieur Lynch¹ et de ses complices se serait jointe la révolte des habitants de la ville. J'ai été instruit depuis que j'ai quitté Bordeaux que le maire excitait le peuple contre M. Portal et moi comme voulant exposer la ville à être pillée en tentant une défense impossible. Non, monseigneur, je n'ai manqué ni d'activité, ni de résolution, et j'ai la conscience que nul n'eût fait plus que je n'ai fait ! »

115. *Cavignac, 26 mars. Cornudet à Montalivet.*

« Je dois informer V. Exc. qu'une lettre écrite le 23 à M. le receveur général par un employé fidèle, lui faisait part que tous les maires des parties envahies du département avaient été mandés pour prêter serment entre les mains du duc d'Angoulême et que presque tous s'étaient rendus à cette convocation. »

Bibliographie.

Vidal de la Blache (capitaine), *L'évacuation de l'Espagne et l'invasion dans le Midi*, juin 1813-avril 1814. Paris, 1912.

1. Lynch (Jean-Baptiste), né à Bordeaux en 1749, appartenait à une très ancienne famille catholique d'Irlande réfugiée à Bordeaux. Thomas Lynch, son père, obtint de Louis XV des lettres de naturalisation. Reçu conseiller au Parlement de Bordeaux en 1771, il fut ensuite président à la Chambre des enquêtes. Emprisonné sous la Terreur, il adhéra au 18 brumaire, devint maire de Bordeaux en 1808 et y prépara l'entrée du duc d'Angoulême. A la seconde Restauration, il fut pair de France le 17 septembre 1815. Il mourut à 86 ans en 1835.

De Lapparent, *Le Sud-Ouest de la France en 1814. Rapport au duc de Rovigo*. Archives historiques, 1889-90, tome I, p. 512 à 515.

Jullian (Camille), *Histoire de Bordeaux depuis les origines jusqu'en 1895*. Bordeaux, 1895.

Batcave (Louis), *La bataille d'Orthez* (27 février 1814). *Revue des Études napoléoniennes*, 1914.

12^e DIVISION MILITAIRE. LA ROCHELLE¹.

Commandant de la division : le baron Rivaud de la Raffinière, général de division.

Elle comprenait 5 départements : Charente-Inférieure, Deux-Sèvres, Vendée, Vienne, Loire-Inférieure.

Commissaire extraordinaire : le sénateur comte Boissy d'Anglas.

Il eut pour auditeurs : Saur, conseiller d'État en service extraordinaire, et Boissy d'Anglas, fils, inspecteur aux revues².

François-Antoine Boissy d'Anglas était âgé de 58 ans. Il naquit à Saint-Jean-de-Chambre³, le 8 décembre 1756. Il appartenait à la religion protestante et son éducation fut très soignée. Avant la Révolution il s'occupait de littérature dans sa province, et était en relations avec Delille, Florian, Malesherbes. En 1789, il fut député aux États généraux par le Tiers-État de la sénéchaussée d'Annonay. Après la session de la Constituante, il devint en 1791 procureur général syndic du département de l'Ardèche et fut envoyé à la Convention. Après la chute de Robespierre il fut l'un des chefs du parti thermidorien : son attitude comme président de la Convention dans la célèbre journée du 1^{er} prairial an III le rendit célèbre. Nommé au Conseil des Cinq-Cents, il fut proscrit au 18 fructidor et ne rentra qu'après le 18 brumaire. Membre du tribunal, puis sénateur le 18 février 1804, il devait approuver bientôt la déchéance de Napoléon, et figurer parmi les pairs de Louis XVIII. Aux Cent Jours il accepta de Napoléon la mission d'organiser les départements du Midi. Aussi ne fut-il réintégré dans la Chambre des pairs qu'à la fin de 1815. Il mourut à Paris en 1826.

Les préfets en service dans la division étaient : pour la Charente-Inférieure, Richard ; pour la Loire-Inférieure, de Barante ; pour les Deux-Sèvres, Busche ; pour la Vendée, Basset ; pour la Vienne, Mallarmé.

116. Poitiers, 4 janvier 1814. Boissy d'Anglas à Montalivet.

Il est arrivé à Poitiers, et remercie le ministre d'avoir adjoint Boissy d'Anglas, son fils, à la mission. Il demande s'il peut adresser ses proclamations aux évêques de la division, avec prière de les transmettre aux curés de leurs diocèses respectifs. Ceux-ci les liront au prône [Montalivet fit sur ce point une réponse affirmative].

1. Arch. nat., F⁷ 7023.

2. Jean-Gabriel de Boissy d'Anglas, né à Nîmes en 1783, servait dans l'intendance militaire. Il devint sous-intendant en 1818, et plus tard député de l'Ardèche sous le règne de Louis-Philippe. Il mourut en 1864.

3. Bourgade du département de l'Ardèche, à 28 kilomètres de Tournon. Population : 1 006 habitants.

117. *Poitiers, 5 janvier. Boissy d'Anglas au même.*

Il a séjourné un jour dans la ville de Poitiers et en repart demain pour continuer sa route. Il fait l'éloge du préfet¹.

« L'esprit public est bon dans ce département. Il n'y a plus ou presque plus de Jacobins. Il y a bien quelques anciens nobles, dont l'opinion est un peu opposée au gouvernement, mais ils se bornent à se réunir en société pour débiter de fausses nouvelles. Les prêtres ont un caractère plus marqué d'opposition : les uns ne pardonnent pas au pape d'avoir couronné l'empereur, les autres ne pardonnent pas à l'empereur de n'être pas d'accord avec le pape. L'évêque était autrefois un homme d'esprit. Il est fort vieilli et est maintenant sans convoitise, et ne paraît pas mal intentionné. On m'a dit du bien et du mal de ses grands vicaires².

« L'ajournement du Corps Législatif ne m'a pas paru suivi de sensation.

« On désire généralement la paix, mais on sent la nécessité de se réunir au chef du gouvernement pour repousser l'ennemi. Les blés, les vins et les eaux-de-vie sont à vil prix, ce qui rend tout le monde pauvre et paralyse tous les moyens d'industrie. Malgré cela les impôts se paient avec exactitude. L'impôt le plus pénible à lever c'est la réquisition des chevaux.

« Les fonctionnaires publics m'ont paru animés d'un bon esprit. »

118. *Poitiers, 5 janvier. Boissy d'Anglas au même.*

Il accuse réception de la lettre relative à l'ajournement du Corps Législatif et en suivra les instructions.

119. *Poitiers, 5 janvier. Boissy d'Anglas au même.*

Le dépôt du 22^e régiment de chasseurs à cheval se trouve à Poitiers ; 125 hommes montés sont partis, mais seulement à demi-équipés. Il en reste près de 500 qui sont dépourvus de tout.

1. Mallarmé (Claude-Joseph), né à Nancy, en 1758, fut membre du Conseil des Cinq Cents, puis tribun. Il était préfet de la Vienne depuis le 3 novembre 1807. Il mourut en 1835.

2. Bragouse de Saint-Sauveur était évêque de Poitiers depuis le 31 mars 1809. Il avait 66 ans. Ses grands vicaires étaient les abbés Moussac et Soyer.

120. *Niort, 8 janvier. Boissy d'Anglas au même.*

« La situation des deux arrondissements de Bressuire et de Parthenay et des portions du département de la Vendée qui les avoisinent n'est pas rassurante. Il faut éviter d'y envoyer la colonne mobile annoncée par le ministre de la Guerre. Cette mesure ne doit être employée ici qu'à la dernière extrémité. Il faut éviter d'allumer par des mesures imprudentes un incendie difficile à éteindre. »

121. *La Rochelle, 12 janvier. Boissy d'Anglas au même.*

« Monsieur le Comte, j'écris à S. Exc. M. le ministre de la police générale, pour l'informer que l'on m'a assuré que lord Wellington jetait avec profusion, dans les contrées qui avoisinent son armée, des manifestes au nom de Louis XVIII, et un autre manifeste en son nom où il invite les Français à reconnaître celui qu'il désigne sous ce titre et dont il annonce la prochaine venue à son armée. »

122. *La Rochelle, 15 janvier. Boissy d'Anglas au même.*

Il enverra bientôt au ministre un rapport détaillé sur la situation des arrondissements de Bressuire et de Parthenay. Il fait remarquer que les fauteurs de troubles ne volent pas, qu'ils s'attachent à menacer et attaquer les maires, qu'ils cherchent à se procurer des fusils, en désarmant ceux qui en possèdent.

123. *La Rochelle, 15 janvier. Boissy d'Anglas au même.*

La levée des chevaux s'effectue convenablement. Le préfet de la Vendée a montré un zèle des plus louables. Il a fourni : 1° 6 000 francs au major du 26^e régiment de ligne dont le dépôt est à Napoléonville ; ce dernier en avait besoin pour équiper son détachement. La majeure partie de cette somme a été prise par le préfet sur ses propres deniers. 2° 12 000 francs que Boissy d'Anglas lui avait demandés pour le dépôt du 12^e hussards à Fontenay.

124. *La Rochelle, 16 janvier. Boissy d'Anglas à Montalivet.*

« Les départements de la Vendée et des Deux-Sèvres manquent

de curés presque partout. Un des grands moyens de calmer ces deux départements serait d'y en envoyer de bons et de sages. Ils seraient d'abord repoussés par les habitants, mais avec de la persévérance, du zèle et de la vertu, ils finiraient par se faire écouter, et par exercer, s'ils étaient bien choisis, une influence extrêmement salulaire. J'écris à cet égard à S. Exc. le ministre des Cultes. »

125. La Rochelle, 18 janvier ; au même.

Les mouvements qui se produisent dans les arrondissements de Bressuire et de Parthenay deviennent tous les jours plus sérieux. Il y a des attroupements de soixante hommes, des conscrits, mais aussi des chefs qui ne le sont pas, et qui paraissent étrangers au département. On a entendu des cris de « Vive le Roi ! ». Boissy d'Anglas demande un petit secours de vieilles troupes.

126. La Rochelle, 22 janvier ; au même.

Boissy y donne l'état des sommes fournies par les préfets pour l'entretien des dépôts et l'armement des soldats.

127. La Rochelle, 22 janvier. Au même.

« J'ai promis à V. Exc. un rapport exact des événements qui se sont passés depuis le mois de novembre jusqu'à ce jour dans les départements des Deux-Sèvres, de la Vendée, de la Loire-Inférieure, ainsi que de la situation actuelle de ces départements. Je viens m'acquitter de ce devoir. V. Exc. sentira d'après l'exposé que je vais lui faire, de quelle haute importance il est de ne plus laisser l'esprit de brigandage et de révolte se propager dans ces départements jadis le théâtre de tant de malheurs et de tant de crimes, et d'employer pour cela des forces actives suffisantes. Chaque jour le mal devient plus grand et plus difficile à guérir et la nécessité de le réprimer plus instante...

« C'est moins à la vérité dans ce moment une insurrection générale qu'il faut combattre qu'une sorte de brigandage organisé. Les brigands ont un caractère qui leur est propre et une marche uniforme et calculée qui ne peut être que le résultat d'une combinaison réfléchie. Ils ne pillent point, ils ne tuent pas, si ce n'est quand ils se défendent. Ils se bornent à chercher des armes et à enlever toutes celles qu'ils trouvent. Ils menacent presque uniquement les maires

et les autres fonctionnaires. Ils ne déguisent point leur haine pour le gouvernement actuel et le désir qu'ils ont de concourir à son renversement prochain. On sait qu'ils cherchent à se recruter de tous les conscrits réfractaires, de tous les déserteurs qu'ils peuvent joindre.

« Les premiers mouvements ont éclaté dans les arrondissements de Bressuire et de Parthenay qui sont au nord du département des Deux-Sèvres, et où commencèrent autrefois les premiers troubles de la Vendée. Ces arrondissements ne ressemblent en rien aux deux autres du même département où règne la plus grande tranquillité et où l'esprit est très bon. Ceux-ci sont constamment agités. Leurs habitants ne dissimulent pas leur haine pour le gouvernement impérial et pour la révolution qui l'a amené. Ils sont dirigés par des prêtres envoyés par l'ancien évêque de La Rochelle, lesquels ne reconnaissent point le Concordat, et qui vêtus en paysans se cachent et vivent parmi eux. Ils n'obéissent qu'avec peine aux lois et aux autres actes de l'autorité¹.

« La levée des gardes nationales ordonnée le 6 janvier a paru redoubler le mécontentement dans plusieurs lieux. L'annonce de la conscription de 1815 a encore accru ce mécontentement. Il est impossible de prévoir de quelle manière elle pourra s'opérer. »

128. *La Rochelle, 23 janvier ; au même.*

Boissy adresse au ministre une copie de la lettre qu'il a envoyée à M. Noireau, colonel de la 5^e légion de gendarmerie qui va commander les forces envoyées contre les perturbateurs.

129. *La Rochelle, 23 janvier ; au même.*

Boissy demande au ministre de proposer pour la croix de la Légion d'honneur, le sous-préfet de l'arrondissement de Bressuire, M. Tribert.

130. *La Rochelle, 24 janvier ; au même.*

Boissy s'est préoccupé de faire garder l'île d'Aix menacée par les Anglais.

131. *La Rochelle, 26 janvier. Au même.*

L'accroissement des bandes a eu lieu avec une rapidité effrayante.

1. Il s'agit ici de l'évêque anticoncordataire Coucy réfugié en Angleterre. Cf. Latreille : *Après le Concordat*. 1910, page 35.

« Les brigands se sont portés dans le département de la Vendée au nombre de plus de quinze cents. Ils menacent Napoléonville. Ils se sont recrutés parmi les gardes nationales levées en exécution du décret du 6 janvier dernier, et parmi les hommes qui craignent de faire partie de la conscription de 1815 qui vient d'être appliquée aux départements troublés. Dans beaucoup de communes de la Loire-Inférieure, de la Vendée, des Deux-Sèvres, beaucoup d'hommes annoncent leur intention de ne point partir, et tiennent le langage le plus séditieux. Ils vont en grand nombre chez les percepteurs et détruisent les rôles des contributions. Enfin dans beaucoup d'endroits l'ébranlement est prêt à se faire d'une manière générale et l'insurrection, que je ne croyais pas devoir arriver, est à la veille d'éclater. Monsieur le Comte, je vous dois la vérité tout entière. Il faut achever la levée des gardes nationales, puisqu'elle est commencée, quoiqu'elle devienne tous les jours plus difficile ; mais si l'on ne dispense pas la Loire-Inférieure, la Vendée, les Deux-Sèvres de la conscription de 1815, jusqu'à ce que le calme soit rétabli, je suis convaincu : 1^o qu'il n'en partira pas le quart ; 2^o qu'il y aura dix mille rebelles sur pied, d'ici un mois, dans les trois départements dont il s'agit. Daignez remarquer que nous n'avons presque pas de forces disponibles, et que le désordre est au comble. »

132. *La Rochelle, 27 janvier ; au même.*

Boissy d'Anglas a fait un excellent voyage à Rochefort, et y a constaté un très bon esprit public et un entier dévouement à l'empereur. Il y a passé 36 heures.

133. *La Rochelle, 29 janvier ; au même.*

La situation devient de jour en jour plus alarmante. Boissy d'Anglas adresse au ministre les rapports du capitaine de gendarmerie de la Vendée et de divers brigadiers. Il y a de l'exagération dans ces rapports ; ils sont rédigés par des hommes plus ou moins épouvantés ; cependant même en les réduisant de moitié, ils demeurent toujours alarmants. Boissy a envoyé un petit détachement de 50 hommes pour préserver les Sables-d'Olonne contre une incursion des brigands qui se proposaient, disait-on, de désarmer les douaniers. C'était le seul détachement dont il pouvait disposer.

134. *La Rochelle, 29 janvier ; au même.*

Il demande qu'on l'autorise à dire aux préfets de ne pas presser les opérations

relatives à la conscription de 1815..... « Monsieur le Comte, je ne vous demande pas l'impossible. Je sais que vous ne pouvez pas m'envoyer de forces, mais je vous demande d'empêcher que le mal ne croisse par les mesures du gouvernement. »

135. *La Rochelle, 29 janvier ; au même.*

Il a invité le général commandant la 12^e division militaire à retenir momentanément dans la Vendée et à diriger contre les brigands, avec les autres forces qui s'y trouvent, les détachements qui traverseraient le pays insurgé pour se rendre à Versailles.

136. *La Rochelle, 29 janvier ; au même.*

On vient d'afficher deux placards séditieux : l'un à La Rochelle où l'on parle des Bourbons comme des sauveurs de la France, l'autre à Nantes où l'on parle en fort bons termes des troupes ennemies.

137. *La Rochelle, 2 février ; au même.*

Boissy adresse au ministre plusieurs exemplaires de la proclamation qu'il vient d'adresser aux trois départements des Deux-Sèvres, de la Vendée et de la Loire-Inférieure, où il y a des troubles ; ainsi qu'une chanson où l'on vante les troupes alliées et la résistance à la conscription.

138. *La Rochelle, 4 février ; au même.*

Envoi d'autres placards séditieux affichés dans diverses communes de la Vendée.

139. *La Rochelle, 7 février ; au même.*

Boissy déclare que sa présence est absolument nécessaire dans les départements troublés ; il part pour Napoléon, puis de là se rendra à Nantes, ville la plus rapprochée du principal foyer de la révolte.

140. *Napoléon, 9 février ; au même.*

Une corvette et deux péniches anglaises ont essayé dans la nuit du 1^{er} au 2 février de débarquer quelques hommes sur les côtes du département de la

Vendée; mais les canonniers gardes-côtes et les douaniers les ont forcés de se retirer.

141. *Nantes, 11 février; au même.*

Boissy signale un peu d'amélioration dans la Vendée, grâce au zèle du colonel Noireau.

142. *Nantes, 12 février. Boissy à Montalivet.*

Il est informé de La Rochelle que le 11 février une péniche anglaise a tenté vers quatre heures du matin un débarquement près de cette ville; elle a été reçue à coups de canon.

143. *Nantes, 13 février; au même.*

Il signale l'arrestation de 20 insurgés de la commune Le Loroux¹ dans la Loire-Inférieure. On a fait désarmer tous les habitants de cette commune.

144. *Nantes, 14 février; au même.*

Boissy d'Anglas vient de recevoir une lettre du général Rivaud, commandant la 12^e division militaire, d'après laquelle les Anglais auraient l'intention de tenter un débarquement sur un point des côtes de la division, en amenant avec eux le duc de Berry.

La garde nationale urbaine de Nantes s'organise fort mal. Elle n'a pas d'équipement et ne s'habille pas.

145. *Nantes, 15 février; au même.*

Il annonce qu'il vient d'apprendre les brillantes victoires de l'empereur en Champagne. Il a fait tirer le canon. Les Anglais menacent toujours les côtes de la 12^e division, et la Vendée est toujours prête à se soulever.

146. *Nantes, 16 février; au même.*

Les côtes demeurent menacées, et des vaisseaux anglais se montrent souvent à proximité. Boissy remercie le ministre pour la récompense adressée au sous-préfet de Bressuire.

1. Le Loroux, chef-lieu de canton de la Loire-Inférieure, arrondissement de Nantes, à 15 kilomètres de Nantes. Population : 5 500 habitants.

147. *Nantes, 17 février ; au même.*

Il y a toujours des rassemblements dans les départements troublés de la division. Les rebelles sont moins inquiétants depuis que l'on dispose de certaines forces à leur opposer. Si les Anglais n'arrivent pas, on parviendra sans doute à réduire les factieux.

148. *Nantes, 20 février ; au même.*

Il y a toujours des rebelles. La population, absolument passive, se borne à les laisser faire. A Argenton¹, dans les Deux-Sèvres, une troupe de 80 rebelles a voulu désarmer les habitants ; ils ont été repoussés. A Châteaubriant², dans la Loire-Inférieure, où par une fatalité inconcevable il n'y a pas de garde nationale organisée, les rebelles n'ont rencontré aucune résistance ; ils ont enlevé les armes de la gendarmerie, ouvert la prison, emmenant le père de l'un deux qui s'y trouvait détenu. Il est incroyable que cet événement ait pu se passer dans une ville de 3 000 habitants, chef-lieu d'un arrondissement, sans que le sous-préfet, ni le maire n'aient fait une opposition sérieuse.

149. *Nantes, 22 février ; au même.*

Boissy d'Anglas a pris un arrêté destiné à fournir les approvisionnements pour les places de guerre de sa division.

150. *Nantes, 23 février ; au même.*

Il envoie la copie d'un rapport de Tribert, sous-préfet de Bressuire, sur les événements d'Argenton, le 14 février (lettre 148).

151. *Nantes, 24 février ; au même.*

Il adresse au ministre la copie d'un rapport du colonel Noireau. Un placard assez répandu invite les gendarmes à abandonner le service de Napoléon pour celui de Louis XVIII. Toute l'ancienne Vendée est appelée aux armes, et doit se soulever en masse pour se réunir aux ennemis.

1. Argenton, chef-lieu de canton des Deux-Sèvres, arrondissement de Thouars, à 18 kilomètres O. de Thouars et 16 kilomètres de Bressuire. Population : 875 habitants.

2. Châteaubriant, chef-lieu d'arrondissement de la Loire-Inférieure à 52 kilomètres N. de Nantes. Population : 3 324 habitants.

152. *Nantes, 28 février ; au même.*

Boissy d'Anglas critique beaucoup la conduite du sous-préfet de Châteaubriant, qui s'est montré inférieur à ses fonctions, malgré les circonstances atténuantes en sa faveur plaidées par le préfet dans une lettre jointe au dossier.

153. *Nantes, 28 février ; au même.*

Boissy insiste sur la nécessité de prendre des sanctions rigoureuses : le maire de Montaigu¹ a dû donner sa démission ; celui de la commune Le Loroux a été destitué.

154. *Nantes, 7 mars. Boissy à Montalivet.*

« Monsieur le Comte,

« L'ennemi paraît se porter sur Bordeaux ; s'il prend cette ville difficile à défendre, il se dirigera ensuite sur les départements de ma division et particulièrement sur Rochefort et La Rochelle. Je vais me transporter dans cette dernière ville d'où je me rendrai partout où ma présence sera nécessaire. Je passerai par Napoléon où j'aurais voulu pouvoir me fixer pour diriger nos moyens de répression contre les rebelles et visiter même la côte de la Vendée. Mais les événements de la guerre ne me le permettent pas. Cependant je me concerterai avec le préfet² et le général qui commande le département sur ce qu'il conviendrait de faire. J'y emmène avec moi M. l'auditeur au Conseil d'État, Paulze d'Ivoy, chargé par S. Exc. le ministre de la police générale d'une mission dans ces contrées. Il s'établira à Napoléon et y exercera une surveillance utile.

« J'ai reçu une lettre du colonel Noireau qui établit d'une manière claire et précise les malheureux événements qui se sont passés ces jours derniers dans la Vendée. J'ai l'honneur d'en adresser une copie à V. Exc. Voici d'autre part un écrit séditieux qui a été adressé de Montpellier par la poste à un particulier de Nantes que je ne

1. Montaigu, chef-lieu d'arrondissement de la Vendée, à 33 kilomètres S.-E. de Nantes. Population : 1 180 habitants.

2. Basset, ancien auditeur au Conseil d'État, était préfet de la Vendée depuis le 12 mars 1813. Pendant les Cent Jours il fut préfet de l'Oise.

connais point, mais qui me l'a apporté, ne voulant pas, m'a-t-il dit, conserver un écrit aussi insensé¹. »

Copie de la lettre du colonel Noireau, commandant la 5^e légion de gendarmerie et la 5^e colonne mobile, adressée de Cholet à Boissy d'Anglas, le 5 mars.

« Monsieur le Comte, j'ai l'honneur de vous rendre compte que le 3 de ce mois, à 8 heures du soir, le détachement de Palluau², arrondissement de Napoléon, commandé par le lieutenant de gendarmerie Bernard, cerna une maison où étaient des bandits. Cet officier ne consultant que son courage, voulut y pénétrer avec son détachement. Il a été tué, ainsi que le brigadier de gendarmerie Barreau, et un soldat du 82^e. Trois brigands ont été tués. Tels sont les résultats de cette affaire qui s'est passée à une demi-lieue de Palluau.

« Le même jour, à 10 heures du soir, le lieutenant de gendarmerie Detroye, informé que des bandits s'étaient portés au village de La Grangeoire, près du bourg de Martinet³, arrondissement des Sables, mit sa troupe en mouvement sur 3 colonnes ; elles arrivèrent ensemble de trois points différents au lieu indiqué, mais les bandits n'y étaient plus. Le commandant de ces colonnes, désespérant de pouvoir les rencontrer, répartit encore sa troupe en 3 colonnes pour faire des recherches sur plusieurs points à la fois. Le maréchal des logis Ravis, ayant entendu du bruit dans une métairie nommée La Florendière s'y porta avec son détachement qui n'était que de 18 gendarmes. Il trouva les bandits renfermés dans la grange : ils étaient au nombre de 60 à 80. Il les attaqua vivement et voulut y pénétrer à la baïonnette. Les bandits se mirent en défense, sortirent en masse en faisant feu de toutes leurs armes. Le résultat de cette affaire nous coûta malheureusement deux braves gendarmes ; 2 ont été blessés très grièvement, six brigands ont été tués et plusieurs blessés. Les deux autres colonnes sont arrivées, mais trop tard.

1. L'écrit est adressé à M. Laporte, courtier de navires français à Nantes. C'est un petit imprimé de 4 pages. très violent, où se trouvent rigoureusement condamnées la philosophie du XVIII^e siècle, la Révolution et l'ambition napoléonienne. La Restauration royaliste est naturellement présentée comme seul remède à tous les maux dont la France fut atteinte.

2. Palluau, chef-lieu de canton de la Vendée, à 40 kilomètres S. de Nantes. Population 350 habitants.

3. Martinet, bourgade de la Vendée, canton de la Motte-Achard. à 22 kilomètres des Sables d'Olonne. Population : 553 habitants.

Toutes ensemble se sont mises à la poursuite de ces misérables. On regarde comme très coupables les métayers de La Grangeoire qui, aux différentes questions qui leur ont été faites, ont répondu qu'ils ne savaient pas quelle route ils avaient prise. Cependant ces bandits ont été rencontrés à un quart de lieue de distance de leur métairie.

« Le lieutenant qui me fait ce rapport me dit que la conscription qui s'opère en ce moment dans ces cantons, donne aux bandits beaucoup de monde et beaucoup d'audace. Il est temps, me dit-il, d'employer des forces et d'autres moyens pour parvenir à la dissolution de ces bandits.

« Le capitaine de gendarmerie du département de la Vendée qui m'adresse ces mêmes rapports, me dit : « Comment cela finira-t-il ? je l'ignore ; mal et très mal, je pense ! » Il me rapporte que le 4 de ce mois, à 7 heures du soir, un gendarme en ordonnance rentrant à Napoléon, a été attaqué près de Saint-André, sur la grande route, à un petit quart de lieue de cette ville, qu'on lui a tiré plusieurs coups de fusil, auxquels il a riposté par un coup de carabine. Son chapeau a été percé de plusieurs balles.

« A l'instant je reçois un rapport du lieutenant de gendarmerie de la résidence de Parthenay (Deux-Sèvres). Il m'annonce que le 2 de ce mois, un détachement de la garde nationale de cette ville et les gendarmes de cette résidence escortant les caisses de Bressuire et de Parthenay, des bandits embusqués au nombre de 40 à 50, à l'entrée du bois de La Meilleraie, distant d'une lieue et demie de cette dernière ville, avaient fait feu sur l'avant-garde de l'escorte, composée de 7 hommes ; cinq ont été blessés : un est mort peu de temps après, un second donne peu d'espoir ; les trois autres ont été blessés légèrement. Les gendarmes ne voulant pas compromettre les fonds de la caisse ont fait rétrograder la voiture sur Parthenay.

« De tous côtés on me demande du monde ; nulle part je n'en ai assez ; vous jugerez sans doute, M. le comte, qu'il est urgent de prévenir les malheurs dont sont menacés ces départements, soit en envoyant des forces assez nombreuses pour comprimer les efforts de la malveillance, soit en empêchant par d'autres moyens, les bandes de se multiplier. Le temps presse : il est à craindre que le mal ne fasse de rapides progrès¹ »

Signé : NOIREAU.

1. En marge de la lettre on trouve cette simple note de Montalivet : « Approuver le départ de Boissy pour La Rochelle et l'engager à se concerter avec M. de Lapparent et M. Cornudet pour les mesures de défense et de préservation. »

155. Poitiers, 21 mars. Boissy à Montalivet.

« J'ai informé Votre Exc. que l'avis que j'avais reçu de Nantes de la marche de l'ennemi sur Bordeaux, m'avait engagé à me rendre sans délai à La Rochelle, pour être plus à portée de surveiller ses projets, et de me concerter avec le général de la division sur les moyens à employer pour le repousser. J'avais déjà depuis longtemps assuré l'approvisionnement des places fortes, tant en vivres qu'en munitions de guerre, fait arriver à La Rochelle diverses pièces d'artillerie et des fusils des dépôts de Nantes, tant de la troupe que de la marine, et fait disposer sur nos côtes des batteries et des détachements pour s'opposer, autant qu'il serait possible, à une descente destinée à préserver, soit l'arrivée par terre de l'ennemi, soit les mouvements insurrectionnels de la Vendée.

« Il me semblait que l'ennemi devait avoir pour but ultérieur, s'il prenait Bordeaux, de s'emparer de Rochefort et par suite de notre escadre, de brûler nos chantiers et nos arsenaux, de prendre ou de tourner La Rochelle, d'aller dans la Vendée, d'attaquer Nantes et de se rendre ensuite dans la Bretagne. Sans doute de pareils projets avaient besoin de plus de force que l'ennemi n'en avait encore, mais l'exécution d'une seule de leurs parties aurait été un grand malheur, et il fallait se précautionner contre elles. J'autorisai donc le général à prendre toutes les mesures qui pouvaient dépendre de moi pour les combattre avec succès et je me concertai avec les chefs de la marine pour faire tourner leurs moyens au but commun de la défense de nos établissements et du territoire de S. M. Je n'eus qu'à me louer de leur zèle et de leur empressement à cet égard. On s'occupe depuis plusieurs semaines à fortifier La Rochelle et Rochefort, à y disposer convenablement tous nos moyens de défense, à approvisionner pour plusieurs mois, non seulement les garnisons de ces places et des îles, mais encore à forcer les habitants à suivre les mêmes dispositions, lorsque Bordeaux sera occupé. Depuis quelques jours déjà, le ministre de la Marine et ensuite celui de la Guerre, apercevant les mêmes dangers que moi, avaient ordonné la formation d'un conseil de défense qui pût populariser nos moyens et en ajouter d'autres. Le ministre de la Marine avait désiré que ce conseil fût *autour de moi*. Il en avait désigné quelques membres et avait paru me laisser le choix des autres et la direction de cette mesure. Je déférai à ses intentions. Je crus devoir d'abord convoquer à Rochefort ce conseil,

comme étant là plus près de voir les lieux qu'il fallait défendre, mais l'amiral de l'escadre qui devait en faire partie, d'après les ordres du ministre de la Marine, m'ayant exposé qu'il ne pourrait sans imprudence s'éloigner pour un temps trop long de ses vaisseaux, et ayant proposé d'autres lieux de réunion qui pouvaient ne pas convenir à tout le monde, je fis cesser toutes difficultés en convoquant le conseil à bord même du vaisseau amiral, y trouvant aussi l'avantage de me rapprocher de l'île d'Aix dont je voulais connaître par moi-même les fortifications, les approvisionnements et les moyens de défense. La première réunion se tint donc à bord du vaisseau *L'Océan*, la seconde à Rochefort où je m'établis quelques jours.

« Je n'exposerai point à V. Exc. ce qui a été résolu dans ce conseil. Le détail en serait trop long. D'ailleurs, elle connaît peu sans doute les localités et il faudrait dans ce cas un trop grand nombre d'explications. Je me bornerai à lui dire que le procès-verbal des séances du Conseil a été envoyé par moi, comme l'ayant présidé, à leurs Excellences, les deux ministres de la Guerre et de la Marine, et qu'un très grand nombre de mesures défensives y a été adopté. Je n'ai point la prétention d'avoir éclairé le moins du monde les importants résultats que cette réunion a obtenus, presque tout étant au-dessus de ma portée. Mais je puis dire à V. Exc. que je mettrai le plus grand zèle et la plus grande activité à en assurer l'exécution dans tout ce qui peut me concerner et que j'ai annoncé à tous ceux qui en sont chargés que j'emploierai toute mon activité à les seconder à cet égard. Je dois lui dire encore qu'au moment actuel les deux places de Rochefort et de La Rochelle prennent un aspect redoutable, que les îles sont dans un bon état de défense, et qu'à Rochefort principalement la nombreuse artillerie de la marine est ou va être disposée de manière à en imposer à l'ennemi ; qu'à la vérité nous avons peu de troupes, mais qu'en employant tout ce qu'on a pu trouver dans les dépôts de la marine et de la troupe en hommes disponibles, on ne sera pas entièrement dépourvu de canonniers et de soldats, et que la mesure que vient d'ordonner le ministre de la Marine de faire désarmer et entrer l'escadre dans la rivière de Rochefort nous permet de disposer d'un assez grand nombre d'hommes pour le service de nos batteries.

« Maintenant pour ce qui me concerne plus particulièrement, je n'ai point encore ordonné de levée en masse ; j'ai craint qu'elle ne produisît trop peu et j'ai été effrayé du tumulte qui résulterait d'une pareille mesure. D'ailleurs, V. Exc. ne perdra pas de vue qu'il est impossible de rien demander de ce genre aux départements

de la Vendée, des Deux-Sèvres, de la Loire-Inférieure. Je me suis borné à imposer tout de suite 6 compagnies, portées deux jours après à 10, de 125 hommes chacune, au département de la Vienne, autant à celui de la Charente-Inférieure, 4, portées ensuite à 7 à celui des Deux-Sèvres, ce qui devra fournir au moins 3000 hommes, lesquels seront dirigés sur Saintes.

« J'ai de plus imaginé de lever des compagnies franches. Je l'ai fait avec d'autant plus d'empressement que j'ai espéré que cette mesure imposée dans la Vendée, pourrait peut-être nous faire obtenir les réfractaires qui y sont assemblés, et en fortifiant nos troupes, diminuer ces bandes rebelles que nous avons à y combattre.

« Voici, Monsieur le comte, la proclamation que j'ai faite à ce sujet.

« Informé que l'on avait dirigé sur Blaye, lors de l'évacuation de Bordeaux, une assez grande quantité de fusils qui pouvaient être pris par l'ennemi, ou du moins y rester oisifs, j'ai pris sur moi de les demander au commandement de cette place, et de les faire apporter à Rochefort ou à La Rochelle. Plusieurs ont besoin de réparations, mais on les réparera dans les ateliers de la marine et de la terre, et à mesure qu'ils pourront servir, on en armera nos troupes.

« Enfin j'ai proposé à Son Exc. le ministre de la Guerre d'être autorisé à réarmer des bataillons espagnols retenus ici comme prisonniers, et dont on pourrait, avec un peu de soin et de surveillance, tirer un heureux parti.

« Je me suis rendu à Niort et ici pour activer la levée des hommes que j'ai demandés aux préfets, et prendre d'autres mesures pour activer les besoins de l'administration de la guerre. J'y ai reçu une lettre de Son Exc. le ministre de la Guerre qui m'autorise à éloigner les prisonniers de guerre de ma division, lorsque cela me paraîtra nécessaire ou prudent. J'avais constamment sollicité cette autorisation. Je n'en userai cependant pas sans nécessité, et je vais m'occuper à recueillir toutes les lumières nécessaires pour prendre une détermination raisonnable. Il est clair que les prisonniers ne peuvent rester sans de grands dangers, dans des points si rapprochés de l'ennemi. Outre ce que V. Exc. a daigné m'apprendre des projets de l'armée anglaise sur les prisonniers qui sont à Angoulême et que le préfet avait soupçonnés, il est clair que dans ces contrées ces hommes sont portés à se soulever ; leurs propos sont menaçants, les mécontents se rapprochent d'eux et les accueillent, et on a trouvé sur plusieurs d'entre eux des poignards et autres armes de ce genre. Enfin le préfet de la Haute-Vienne a écrit à celui de ce département-ci

pour lui annoncer qu'il avait déjoué un projet de soulèvement excité parmi les prisonniers de Limoges, et il a dû en rendre compte à V. Exc.

« Tel cet, Monsieur le Comte, le rapport que j'ai cru devoir vous faire. Je n'y ajouterai rien sur la situation de Bordeaux. Elle doit vous être connue, et le sénateur qui y était naguère ne manque sûrement pas de vous avertir de ce qu'il en sait. Cependant je crois devoir dire à V. Exc. que les Anglais ne veulent point y reconnaître exclusivement l'autorité de Louis XVIII. Ils regardent cette ville comme occupée militairement par eux. Il paraît que de ceux qui avaient arboré d'abord la cocarde blanche, la plupart ne la portent plus. Ils conçoivent même des inquiétudes sur ce qui peut arriver dans la suite. On ajoute que l'ennemi est fort peu nombreux et qu'il ne paraît pas qu'il puisse tenter une marche sur ma division. Je sais que la 20^e qui me borde et dont Angoulême fait partie a fort peu de mesures de défense. J'y fait passer des poudres surabondantes dans celle-ci. mais c'est tout ce que nous pouvons faire pour elle.

« Je ne finirai pas cette longue lettre sans rendre hommage au zèle et au dévouement des officiers de terre et de mer, dont j'ai eu l'occasion de seconder les mesures, et sans m'honorer de partager leurs sentiments de fidélité envers l'Empereur ; tous pensent, ainsi que moi, que plus les circonstances sont difficiles, plus nous devons redoubler de zèle et d'activité pour son service.

« Je retourne demain à La Rochelle, d'où je me transporterai à Rochefort, sitôt que je le croirai nécessaire. »

156. *La Rochelle, 25 mars 1814. Boissy à Montalivet.*

« Monsieur le Comte, les circonstances deviennent difficiles et il est extrêmement nécessaire d'exciter le zèle et l'émulation des fonctionnaires publics, en récompensant ceux qui le méritent. Je dois le dire à V. Exc., s'ils se relâchent dans ces contrées, s'ils ne redoublent pas de dévouement et d'activité, s'ils ont l'air d'abandonner aux hasards de l'avenir, le dépôt sacré de leur autorité, nous n'y devons espérer que bien peu de succès. Il est fort important, à cause d'eux et à cause des individus sur lesquels ils agissent, que l'empereur leur donne des marques publiques de sa confiance et de sa satisfaction pour leurs services, qui, je dois le dire, sont dans la situation où nous sommes, de véritables services personnels. C'est moins le degré de mérite peut-être qu'il faut s'attacher à récompenser dans le mo-

ment, que l'inaltérable fidélité. Le maire de Bordeaux, à ce qu'on dit, était un bon administrateur ; il aurait été bien désirable qu'il fût moins habile et plus fidèle.

« J'ai eu l'honneur, il y a quelque temps, de faire connaître à V. Exc. mon opinion sur M. Busche¹, préfet des Deux-Sèvres, et je dois lui dire aujourd'hui qu'il me paraît gagner tous les jours en connaissances et en talent ; sa marche est plus sûre et plus éclairée, et je ne crois pas que son administration puisse mériter aucun reproche ; son zèle et son dévouement à l'empereur me paraissent dignes d'estime. Il se porte avec empressement à toutes les demandes que je lui fais, et il va même au-devant d'elles dans les actes que réclame la position difficile de la moitié de son département.

« Il n'est point membre de la Légion d'honneur tandis que tous ses collègues de ma division le sont. Il le sera sans doute un jour, mais il vaudrait mieux que ce fût aujourd'hui. Plus tard ce ne sera qu'un acte de justice, aujourd'hui c'en est un de politique. Une telle récompense remplirait l'espoir public de ses administrés et ferait voir aux autres fonctionnaires ce qu'ils doivent espérer d'une conduite immuable et fidèle.

« Je vous supplie donc, Monsieur le Comte, de demander à S. M. d'accorder la décoration de la Légion d'honneur à M. Busche, préfet des Deux-Sèvres. »

157. La Rochelle, 26 mars. Au même.

« J'ai reçu avec la lettre dont vous m'avez honoré le 19 de ce mois, les cinq lettres que vous avez écrites le 17, aux cinq préfets de ma division.

« J'ai remis moi-même aux préfets de la Charente-Inférieure, des Deux-Sèvres et de la Vienne, celles de ces lettres qui leur étaient destinées, les ayant reçues pendant la tournée que je viens de faire dans ces départements. Cette dernière excitera des réclamations de la part du préfet de la Vienne, je les transmettrai à V. Exc. si c'est à moi qu'il les adresse.

« Il est impossible de demander au préfet de la Vendée la disposition d'un seul homme, et l'exécution de quelque mesure que ce soit qui ait la population de son département pour objet. Il vient de lever

1. Busche était auditeur au Conseil d'État en 1809, puis membre du Comité de liquidation de la dette de la Hollande en 1810 ; préfet des Deux-Sèvres depuis le 12 mars 1813.

dans ce moment la conscription de 1815. J'aurais suspendu cette levée dans tout son département, quoique les conscrits de Fontenay soient partis en assez grand nombre, mais je n'ai reçu l'autorisation de M. le Directeur général que lorsque j'ai cru qu'il était trop tard. Les opérations étaient commencées et il y aurait eu de graves inconvénients d'une autre espèce à rétrograder ainsi. J'ai mieux aimé laisser marcher la chose en recommandant au préfet d'user d'une grande douceur dans les mesures d'exécution.

« Quant au préfet de la Loire-Inférieure, je ne pense pas non plus, Monsieur le comte, qu'il soit dans une position beaucoup plus favorable, mais les circonstances sont tellement pressantes, et j'ai si fort à cœur d'assurer l'exécution de vos ordres, que je vais lui envoyer confidentiellement votre lettre, en lui demandant de m'informer s'il aperçoit quelque possibilité d'exécuter ce qu'elle prescrit.

« Je viens d'ordonner dans les 3 départements où cela m'a paru possible des levées extraordinaires, en les modifiant d'après leurs moyens respectifs et j'ai annoncé que j'en demanderais d'autres.

« Ces levées s'exécutent en ce moment d'après mes ordres, et ce fut pour les activer que je me suis transporté à Poitiers et à Niort. Elles sont ainsi déterminées :

Vienne, 10 compagnies.	1 250 hommes.
Deux-Sèvres, 7 —	875 —
Charente-Inférieure, 12 — (de 140 hommes).	1 680 —
TOTAL.	3 805 soldats.

« Le département des Deux-Sèvres a deux arrondissements où il est impossible de lever aucun homme.

« J'ai de plus essayé de former des compagnies franches, mais il n'est encore venu personne.

« Il est impossible, Monsieur le comte, d'ordonner une levée en masse. Vous voyez qu'elle ne pourrait porter que sur la moitié de ma division, et là même elle ne s'exécuterait pas ou produirait un effet funeste. Le mécontentement est général. Il se prononce faiblement dans les 3 départements soumis, parce que les habitants y sont doux et paisibles, et j'oserais dire même faibles ; mais on ne sait ce qui arriverait, si on achevait de les exaspérer. L'effet le plus certain de mes ordres à cet égard serait de n'en produire aucun. On se bornerait probablement à ne pas y obéir, à moins que l'exemple de la Vendée ne fût contagieux, ce que je ne pense pas. D'ailleurs l'ennemi n'est point sur notre territoire, et la manière dont tout le monde sait ici qu'il fait la guerre, ne fait point naître cette indignation qui produi-

l'élan et l'enthousiasme. Il ne pille point, comme dans le Nord, il ne se permet aucune violence, et chacun sait ici que Bordeaux est dans un grand état de tranquillité.

« J'ai donc mieux aimé faire des levées régulières et successives et avoir des bataillons bien organisés, qu'une troupe désordonnée et en tumulte. Le moyen d'ailleurs de n'avoir personne, c'est de demander tout le monde. Il ne reste personne alors qui puisse forcer les autres de marcher. Enfin on ne s'arme jamais en masse que pour défendre son propre canton et l'ennemi est encore loin. Je tâcherai pourtant d'organiser, si je le peux, une sorte de garde nationale locale, comme je l'ai déjà fait en plusieurs endroits, qui puisse aider à repousser l'ennemi, s'il se présentait jamais.

« Je prie, en finissant cette lettre, V. Exc. de considérer, pour sentir de quelle réserve je dois user dans mes dispositions, que le seul pays où je pense faire des levées est entre la Vendée, où l'on se révolte pour les Bourbons, et Bordeaux qui leur a ouvert ses portes ! »

158. *La Rochelle, 27 mars. Boissy à Montalivet.*

« Je transmets à V. Exc. la copie d'une lettre que je reçois du sous-préfet de Bressuire relativement aux mouvements qui ont lieu dans son arrondissement. La bonne conduite des habitants de Bressuire sera remarquée par V. Exc.

« J'ai l'honneur de lui envoyer aussi, en original, la lettre que m'adresse de Napoléon l'auditeur au Conseil d'État, Paulze d'Ivoi, que le ministre de la police a chargé d'une mission dans ces contrées et que j'ai engagé à s'établir à Napoléon.

« Enfin, Monsieur le comte, voici l'avis que l'on me donne de l'apparition à l'embouchure de la Gironde, d'une escadre anglaise de 4 voiles, laquelle menace d'entrer et de descendre dans cette rivière. Je rends compte de cet événement à Son Exc. le ministre de la Guerre, ainsi que des mesures que je viens de concerter avec le général commandant la division et de celles que j'ai prescrites à Rochefort à M. le Préfet maritime. »

« A. Copie. Niort, 26 mars 1814. Le préfet des Deux-Sèvres
« au sénateur Boissy d'Anglas.

« Monsieur le comte, je viens d'être informé que le 22 de ce mois
« une de nos colonnes mobiles partie de Châtillon a eu un engage-

« ment avec une bande de 60 insurgés au village de Puygonazard
 « commune de Combrand¹. Un des brigands a été tué, plusieurs
 « ont été blessés, deux autres sont tombés entre les mains de la
 « force armée ; ils sont du département de la Vendée et ont été con-
 « duits dans les prisons de Cholet. Aucun des hommes de la colonne
 « n'a été atteint par le feu des brigands.

« Le même jour, une autre bande forte de 80 individus fut pour-
 « suivie par une colonne partie de Bressuire, mais parvint à traver-
 « ser la Sèvre.

« Le lendemain, vers les dix heures du matin, on annonce à
 « Bressuire que les brigands paraissaient en grand nombre et se por-
 « taient sur la ville. On battit la générale : en un moment tout le
 « monde fut sur pied, chacun bien armé et disposé à se défendre. Des
 « postes qui furent portés en avant firent connaître qu'on avait été in-
 « duit en erreur, mais cette fausse alarme a donné lieu de se convain-
 « cre du bon esprit de la garde nationale.

« Les brigands paraissent en plus grand nombre depuis quelques
 « jours. On peut sans exagération porter ce nombre à 600 pour l'ar-
 « rondissement de Bressuire seulement, et à la moitié dans les arron-
 « dissements de Parthenay et de Niort. Ils se divisent en différents
 « pelotons et ne cherchent même plus à se cacher. Chaque jour ils
 « font quelques recrues. Ces recrues, il est vrai, ne tiennent point.
 « Les bandits manquent de munitions ; c'est par là que nous les pren-
 « drons.

« L'essentiel, Monsieur le comte, est de ne point chercher pour
 « le moment à opérer de levées dans les communes du Bocage, sous
 « quelque dénomination que ce puisse être. Un homme appelé serait
 « un homme de plus placé dans les bandes.

« Signé : BUSCHE,

« PRÉFET DES DEUX-SÈVRES. »

« B. *Original. Napoléon, 23 mars 1814. L'auditeur*
 « *Paulze d'Ivoi à Boissy d'Anglas.*

« Monsieur le comte, j'ai l'honneur de vous informer que, le 21
 « de ce mois, à 2 heures après-midi, 2 à 300 brigands ont arrêté la
 « diligence de Nantes à Bordeaux, à 3 lieues de Napoléon, et n'y ayant
 « point trouvé de fonds du gouvernement, se sont emparés de 2 sacs

1. Combrand, village à 14 kilomètres de Bressuire. Population : 605 habitants.

« d'argent contenant ensemble 3 600 francs appartenant à divers par-
« ticuliers. Ils ont laissé au conducteur un autre sac contenant 2 000
« francs qu'ils ont pris pour un sac de sols, en lui disant que c'était
« pour continuer sa route. Ils n'ont pas maltraité, ni dépouillé les
« voyageurs.

« La gendarmerie s'est mise à la poursuite de ces brigands, mais
« elle n'a pas encore pu les atteindre. On croit que cette bande se
« compose de celle de Grande-Lande et de celle de Légé¹ réunies.
« Elles ont passé toute la journée du 20 et du 21 à se recruter dans les
« communes de Beaufou, de Saint-Étienne-du-Bois, des Lucs et de
« Saligny², et on croit qu'elles se sont portées du côté de Légé. On
« a vu parmi ces brigands plusieurs gens âgés de 40 à 45 ans,
« notamment un M. Proud, ancien chef de Chouans.

« M. de Châteaubourg continue sa conscription. Les conscrits de
« la plaine se présentent presque tous, mais il n'en vient presque pas
« du Bocage. Les maires n'ont même pas fait de listes. Depuis quel-
« ques jours les bandes ont pris beaucoup d'accroissement. Il y en a
« de presque tous les côtés, et de fort nombreuses. La colonne mobile
« me paraît absolument nécessaire dans ce département. »

« C. *Original. La Rochelle, 17 mars. Hude, capitaine de vaisseau,*
« *commandant la canonnière n° 177 à Boissy d'Anglas.*

« Mon sénateur, j'ai l'honneur de vous prévenir qu'à 9 heures du
« matin, la pointe de la Coubre a signalé une division anglaise, com-
« posée d'un vaisseau, de quatre frégates, 8 corvettes, à l'O. 1/4 N.,
« à la distance d'une demi-lieue. »

159. *La Rochelle, 27 mars. Boissy à Montalivet.*

Boissy transmet au ministre les arrêtés qu'il a pris le 26 mars pour réguli-
ser les levées d'hommes dans trois départements de la division.

Pour la Charente-Inférieure, 2 nouveaux bataillons de gardes nationales formés
à Saintes se réuniront au régiment déjà constitué à La Rochelle et prendront

1. Grande-Lande, bourgade à 18 kilomètres de Challans. Population : 1 000 habitants.
Légé, bourgade de la Loire-Inférieure, à 38 kilomètres de Nantes. Population : 1 141 habi-
tants.

2. Beaufou, village de la Vendée, à 18 kilomètres de Napoléon. Population : 1 000 habi-
tants. Saint-Etienne-du-Bois, à 21 kilomètres des Sables-d'Olonne. Population : 1 500 habi-
tants. Saligny, à 14 kilomètres de Napoléon. Population : 447 habitants. Les Lucs (grand
et petit), à 19 kilomètres de Napoléon. Population : 200 habitants.

les numéros 3 et 4, sous les ordres de M. le Sénateur comte de La Martellière, général de division. Chaque bataillon sera de 6 compagnies à 140 hommes.

Pour le département de la Vienne, 2 nouveaux bataillons seront organisés à Rochefort, et réunis au régiment déjà formé avec les numéros 3 et 4. Chaque bataillon sera de 5 compagnies à 125 hommes.

Pour les Deux-Sèvres, 1 bataillon sera organisé à Saintes, et se rendra à Rochefort pour se tenir à la disposition du général de division, La Martellière. Il sera de 6 compagnies, chacune de 140 hommes.

160. La Rochelle, 2 avril. Boissy à Montalivet.

Il lui envoie un journal de Bordeaux qui a été calqué sur un autre exemplaire. C'est « *Le Mémorial Bordelais politique et littéraire* » organe des Bourbons. L'épreuve est difficile à lire¹.

161. La Rochelle, 7 avril. Boissy d'Anglas au duc de Feltre, ministre de la Guerre.

« Monsieur le Duc, je venais d'écrire à V. Exc. pour me plaindre de ne plus recevoir aucune lettre des ministres avec qui j'ai l'honneur de correspondre, lorsque j'ai reçu ce soir celle dont m'a honoré S. Exc. le ministre de l'Intérieur, pour m'apprendre qu'il était à Blois. Elle était datée du 2 avril et je l'ai reçue le 7. Pendant ce temps je n'ai pu calmer les esprits en leur apprenant quelque chose de positif sur la translation du gouvernement. Il serait bien bon qu'un *Moniteur* se fit à Blois afin de balancer le mauvais effet de toutes les nouvelles qu'on répand avec profusion.

« Le général Decaen vient de m'écrire de Périgueux. Il attend toujours d'un jour à l'autre les 6 000 hommes qu'on lui a promis. Mais ce renfort n'arrive pas et les Anglais s'avancent toujours. Il faut qu'ils sachent où il est et que ce soit encore bien loin d'ici, puisqu'ils ne craignent pas d'être coupés par cette force.

« Les Anglais avaient évacué Libourne le 1^{er} de ce mois, et paraissaient avoir envie de s'en retourner de l'autre côté, mais ils sont restés vers Saint-André-de-Cubzac et ils ont marché contre le général Lhuillier et ensuite vers Blaye, où ils ont jeté quelques bombes. Ils sont revenus vers Mirambeau² chassant devant eux le général Lhuillier dont les forces sont bien faibles, et qui, à ce qu'il paraît, a eu

1. Elle est absolument effacée aujourd'hui dans le dossier.

2. Mirambeau, chef-lieu de canton de la Charente-Inférieure, arrondissement de Jonzac, à 22 kilomètres S. de Pons, sur la grande route de Bordeaux à Nantes.

un échec vers Etauliers¹. Ils étaient hier, 6 avril, à Pons², d'où ils pourraient ou se retirer sur Blaye, ou se diriger sur Saintes, d'où ils pourraient ensuite marcher sur Rochefort ou sur La Rochelle, en évitant Rochefort, ou enfin sur Niort. Il paraît qu'ils ont 3 000 hommes, dont la moitié de bonne cavalerie, tandis que le général Lhuillier qui vient de se replier sur Saintes n'a guère plus de 600 hommes, 700 au plus de mauvaises troupes. Il se sera joint au général Nagle; mais celui-ci n'a pas 1 000 hommes sur ce point, ayant laissé le reste à Royan (4 à 500 hommes au plus), ou dans les environs. Je viens d'écrire au préfet maritime de Rochefort d'envoyer 800 hommes de ses ouvriers et vétérans bien armés vers Saintes, d'où ils se replieront sur Rochefort et y resteront si l'ennemi s'y porte. Enfin le général Rivaud fait venir de la Vendée et retire des îles plus de 800 hommes qui iront renforcer les généraux Lhuillier et Nagle, lesquels pourront peut-être s'opposer à la marche de l'ennemi et le forcer de s'arrêter jusqu'à l'arrivée des 6 000 hommes du général Decaen, lesquels termineraient l'affaire.

« J'ai été si content du Conseil de défense de Rochefort, que j'en ai formé un à La Rochelle. Il a déjà tenu une séance. Je l'ai formé du général Rivaud, du commandant de la place, du préfet, de l'ordonnateur, des deux directeurs de l'artillerie et du génie et de moi. J'aurai l'honneur de vous annoncer bientôt le procès-verbal de la 1^{re} séance.

« J'ai fait partir pour Rennes tous les prisonniers qui étaient encore à Poitiers et dans le département de la Vienne. On les dirigera de là où l'on voudra, mais ils allaient se soulever et l'annonce de l'ennemi rendait leur garde fort difficile. Je viens de faire partir également les pionniers espagnols que je vous avais demandé de pouvoir armer. L'ennemi les aurait délivrés sans doute et je n'ai pas dû en courir le risque. Je ne puis les diriger que sur Rennes, et je prie V. Exc. d'en disposer ensuite. Tous ces prisonniers marchent par colonnes d'environ 7 à 800, placées à 2 journées l'une de l'autre. »

162. *La Rochelle, 7 avril. Boissy à Montalivet.*

« Monsieur le Comte, je venais d'écrire à V. Exc. pour lui témoi-

1. Etauliers, village de la Gironde, à 42 kilomètres N. de Bordeaux. Population : 434 habitants.

2. Pons, chef-lieu de canton de l'arrondissement de Saintes, à 20 kilomètres S.-E. de cette ville. Population : 3 800 habitants.

guer l'inquiétude où me laissait son silence, lorsque j'ai reçu la lettre dont elle m'a honoré le 2 du mois, datée de Blois. Elle a mis cinq jours en route et pendant ce long temps j'ai été privé de toutes nouvelles sur la situation des choses, et conséquemment de tous moyens de contribuer à calmer les esprits très violemment agités dans ces contrées.

« J'ai reçu aussi le décret qui porte que ma division fournira encore 3 bataillons de gardes nationales. Je viens d'en ordonner 5 qui s'organisent en ce moment, mais il n'est pas possible de demander un homme de plus. Probablement on ne l'aurait pas, mais si on l'avait, il déserterait le lendemain, en emmenant beaucoup d'autres et on perdrait plus qu'on ne recevrait. J'ai eu beaucoup de peine à avoir ces 5 bataillons et il est indispensable d'en rester là. Il n'est pas possible de tenter une levée en masse : personne ne bougerait et toute démarche serait inutile. Il y a d'ailleurs dans ma division trois départements à qui on ne peut rien demander, et il faut prendre garde aux autres. »

163. La Rochelle, 9 avril. Boissy à Montalivet.

« Monsieur le Comte, j'ai reçu avec un grand plaisir la proclamation de S. M. l'impératrice que vous avez bien voulu m'envoyer. Elle fera sans doute un très bon effet. Ce qu'il y a de très fâcheux, c'est le silence du gouvernement. La crédulité publique se repaît ici de mensonges, adopte les bruits les plus funestes, et le peuple se laisse guider par des opinions sans raison. Veuillez écrire ou faire écrire souvent, et faire connaître l'état des choses. Je voudrais bien que des journalistes s'établissent auprès de vous et que leurs écrits inventassent. Il n'y a rien de pis que de laisser l'opinion sans guide, et la crédulité sans aliment.

« Je n'ai point de lettre depuis quelque temps de S. Exc. le ministre de la Guerre, auquel j'aime à rendre compte exactement de ce qui se passe. Comme j'ignore s'il est dans le même lieu que vous, j'ai l'honneur de vous envoyer une copie de la lettre que je lui adresse aujourd'hui. »

164. La Rochelle, 9 avril. Au même.

« Monsieur le Comte, j'ai reçu le décret de S. M. donné à Ram-

bouillet, le 29 du mois dernier. J'avais pressenti, comme elle, la nécessité de faire une levée d'hommes dans les parties de ma division où cela pouvait être possible. J'ai la satisfaction d'avoir été au delà de vos demandes.

« Les miennes ont produit :

Charente-Inférieure, 2 bataillons.	1 680 hommes.
Vienne, 2 —	1 250 —
Deux-Sèvres, 1 —	848 —
TOTAL.	3 770 hommes.

« Le décret n'en demande que 1 800. Mais il est impossible de demander et d'obtenir encore un seul homme. C'est bien assez de faire que ceux-ci ne désertent point. Toute autre prétention produirait une émeute. Dans le département de la Vienne où l'on a été jusqu'ici si doux et si véritablement soumis, il y a eu dans plusieurs communes une opposition qu'il a été impossible de vaincre et qui allait se changer en révolte.

« Monsieur le Comte, les circonstances sont bien difficiles, et les événements qui se succèdent exigent une grande circonspection dans la conduite que l'on doit tenir. Je m'applaudis d'avoir pu mêler à quelque fermeté une assez grande modération, mais il est indispensable que vous ne me prescriviez rien qui me force à exiger plus de soumission.

« L'esprit public est bien mauvais, ou plutôt il n'y a plus d'esprit public. On est fatigué des agitations et des incertitudes, et l'on semble attendre avec une sorte d'indifférence le résultat des événements pour savoir à quoi s'en tenir. Si une paix *quelconque* était acceptée, on regarderait l'empereur comme une divinité sur la terre ; mais si la guerre se continue, partout on ouvrira les portes au premier qui se présentera. Les Anglais le savent si bien qu'il y a quelques jours, ils ont envoyé de Bordeaux dans un canot un seul homme devant Blaye¹ pour sommer cette ville de se rendre ; elle se serait rendue si l'amiral qui se trouvait là, n'eût fait tirer sur le parlementaire. »

165. *La Rochelle, 9 avril. Boissy à Montalivet.*

« Monsieur le Comte, voici l'état actuel des choses. L'ennemi

1. Blaye, chef-lieu d'arrondissement de la Gironde, à 33 kilomètres N. de Bordeaux, sur la Gironde qui y mesure 8 kilomètres de large. Population : 4 715 habitants.

quoiqu'ayant évacué Libourne, n'a point repassé la Dordogne : il s'est avancé dans l'intérieur, s'est porté sur Étauliers où il a battu le général Lhuillier, lequel s'est retiré sur Saintes avec 7 ou 800 hommes qui lui restent. Il y a rencontré le général Nagle. Les deux généraux avaient écrit qu'ils allaient se retirer à Rochefort, ne pouvant tenir avec leurs mauvaises troupes. J'avais écrit de mon côté au préfet maritime de Rochefort, d'après l'avis du général Rivaud, pour qu'il envoyât 800 hommes des troupes de la marine à Saintes afin de soutenir les deux généraux qui s'y trouvaient. Mais le général La Martellière et le préfet maritime ayant eu le faux avis qu'une autre colonne de 3 000 Anglais était à Saujon¹ et se portait sur Rochefort, et m'ayant représenté qu'il était contraire à toute prudence de dégarnir cette place importante, au moment où elle allait être attaquée, j'ai retracté ma réquisition.

« Aujourd'hui l'ennemi ne marche plus sur Saintes. Il menace Blaye, il occupe Royan et toute la rive droite de la Gironde. Son escadre est sur le fleuve où nous n'avons plus rien, le *Régulus* s'étant fait sauter et ayant envoyé son équipage de 7 à 800 hommes à Rochefort et la flottille ayant été brûlée ou prise.

« Le général Rivaud a fait avancer sur Saintes tout ce qu'il a pu retirer de la Vendée et des garnisons des îles, sans y compromettre le service. Je vais renouveler ma réquisition au préfet Maritime, d'y joindre les 800 hommes que je lui avais demandés, le danger n'étant plus le même, puisque Rochefort n'est menacé, ni par Saintes, ni par Saujon, et que l'équipage du *Régulus* remplacera ce détachement. »

« Mon motif est qu'il est important d'éclairer la marche de l'ennemi, de l'empêcher de s'avancer sur Saintes, de se porter en avant de lui, soit à Saujon, soit à Pons, et de soutenir avec un peu de bonnes troupes les conscrits et les gardes nationales qui forment les corps des généraux Lhuillier et Nagle, lesquels, à ce qu'ils disent, ne peuvent tenir devant un coup de fusil en rase campagne. D'ailleurs les 800 hommes nécessaires à Rochefort y rentreront en se retirant, si l'ennemi les poursuit.

« Si l'ennemi était libre dans sa marche sur Saintes il se porterait, à son choix, sur Rochefort, sur La Rochelle, ou sur Niort. Ce dernier parti serait le meilleur pour lui, car il n'y éprouverait pas de résistance. Il serait libre de communiquer avec la Vendée.

1. Saujon, chef-lieu de canton de la Charente-Inférieure, arrondissement de Saintes, sur la Seudre, à 24 kilomètres O. de Saintes. Population : 1 524 habitants.

« S'il se portait sur La Rochelle et s'il l'assiégeait, le général Rivaud paraît décidé à s'y enfermer de sa personne. Je pense au contraire que cet excellent officier serait plus utile dans le reste de sa division, où il pourrait rallier encore quelques forces et venir attaquer l'ennemi. Le général La Martellière et le général Coutard sont chargés de défendre Rochefort, et ils y mettront autant de zèle que de talent et de courage.

« Les généraux s'accordent à penser qu'il est impossible d'attendre rien des habitants du pays menacé par l'ennemi, et je pense de même. Ils iront au-devant de lui. C'est bien assez qu'ils ne s'arment pas en sa faveur.

13^e DIVISION MILITAIRE. RENNES¹.

Commandant de la division ; le comte Frère, général de division.

Elle comprenait 4 départements : Ille-et-Vilaine, Côtes-du-Nord, Finistère, Morbihan.

Commissaire extraordinaire : le général comte Canclaux, sénateur.

Il eut pour auditeurs : de Lacuée, maître des requêtes en service extraordinaire, ancien intendant général en Aragon ; et Janzé (Hippolyte), auditeur de 1^{re} classe, section de la guerre.

Jean-Baptiste Canclaux, âgé de 74 ans, se trouvait ainsi le doyen d'âge de tous les commissaires extraordinaires désignés par Napoléon. Né à Paris en 1740, engagé volontaire au début de la guerre de Sept Ans en 1756, il fit les campagnes d'Allemagne, et devint major d'un régiment de cavalerie modèle, le Conti-Dragons. Colonel en 1772, maréchal de camp en 1791, lieutenant général en 1792, il était désigné en avril 1793 pour commander l'armée de l'Ouest. Assailli dans Nantes par 50 000 Vendéens, il leur tint tête avec la garde nationale et 4 000 hommes de troupes actives. Remplacé le 6 octobre par Léchelle, il dut attendre la révolution de thermidor pour reprendre son commandement et prépara l'œuvre de Hoche, en commençant la pacification de la Vendée. Fatigué et malade, il fut envoyé dans le Midi pour organiser l'armée qui devait bientôt passer en Italie. Le Directoire l'appela ensuite à faire partie du Bureau Militaire qu'on venait de créer, avec Moreau, d'Arçon, Muller et Kellermann. Après le 18 brumaire il commanda la 14^e division militaire à Caen, puis remplit les fonctions d'inspecteur général de la cavalerie, et entra au Sénat en 1804. Il était encore à Rennes au moment de la déchéance de l'empereur. Il y donna son adhésion en même temps que le préfet Bonnaire et les sous-préfets du département d'Ille-et-Vilaine². Nommé pair par Louis XVIII, Napoléon le maintint à son retour, mais Canclaux ne siégea pas à la Chambre des Cent Jours. Réintégré par Louis XVIII, il mourut à Paris le 27 décembre 1817, à l'âge de 77 ans.

1. Arch. nat., F⁷ 7024.

2. Arch. nat., F¹C III. Ille-et-Vilaine 9.

166. *Paris, 27 décembre 1813. Canclaux à Montalivet.*

Il demande au ministre de lui faire payer avant son départ une somme de 4 000 francs, et de l'autoriser à toucher un crédit de 6 000 francs sur le payeur de la 13^e division militaire.

167. *Paris, 31 décembre 1813. Au même.*

« Monseigneur, j'ai été retenu depuis le commencement de la semaine par les séances du Sénat, et par le désir et le besoin d'entendre de la propre bouche de S. M. des paroles que je pourrais rapporter dans le pays où je vais, et en faire la base des proclamations et discours que je dois émettre. Je pars sans aucun délai demain, à la pointe du jour, sans me laisser arrêter par l'inquiétude que me donne la maladie de mon petit-fils, ni les souffrances de sa tendre mère. »

Les préfets en fonctions dans la 13^e division étaient : pour l'Ille-et-Vilaine, Bonnaire ; pour les Côtes-du-Nord, Boullé ; pour le Finistère, Abrial ; pour le Morbihan, Jullien, conseiller d'État.

168. *Rennes, 5 janvier 1814. Canclaux à Montalivet.*

Il est arrivé à Rennes le 4 janvier dans l'après-midi, reçu par le général Frère¹, commandant la 13^e division, et le préfet Bonnaire². Les auditeurs sont arrivés en même temps que lui. Il augure bien de sa mission.

1. Le général Frère était né en 1764 à Montréal (Languedoc). Il se distingua aux armées des Pyrénées et d'Italie. En 1796, il était colonel après une grave blessure au combat de Bassano ; en 1802 général de brigade, en 1808 divisionnaire. Il commanda en Espagne puis prit part à la campagne d'Autriche, en 1809, avec le corps de Lannes. Il fut appelé ensuite au commandement de la 13^e division que la Restauration lui enleva. Il mourut en 1826.

2. Bonnaire (Félix), né en 1767, à Vitry-le-François, fut élève des Oratoriens et professa les humanités dans leurs collèges de La Flèche et de Bourges. Membre du Conseil général du Cher, député suppléant à la Convention, il avait siégé au Conseil des Cinq Cents où il fit constamment partie de la Commission de l'instruction publique. En 1800 il fut nommé préfet des Hautes-Alpes, en 1802 préfet de la Charente et depuis 1805 il administrait le département d'Ille-et-Vilaine. A la seconde Restauration il se retira dans ses terres du Berry et y mourut en 1844 (Cf. *Notice sur le baron Bonnaire*, par Esquiros, exemplaire à la Bibliothèque de Rennes).

169. Rennes, 7 janvier. Au même.

« Monseigneur, j'ai reçu la lettre tellement importante que V. Exc. m'a fait l'honneur de m'écrire en date du 2 de ce mois relativement à l'ajournement du Corps Législatif. J'ai cru devoir la communiquer à M. le général Frère et à M. le baron Bonnaire, préfet du département; ainsi qu'en jeter quelques traits dans le public, toutefois avec réserve et discrétion. Elle fixe si bien l'opinion sur les démarches répréhensibles de quelques membres de ce Corps, et en même temps sur la vigueur et la force que S. M. sait et saura retrouver pour écraser ses ennemis du dedans comme du dehors. Tout bon Français sera toujours l'instrument dévoué et courageux des succès de S. M., et de sa gloire! »

170. Rennes, 12 janvier. Canclaux au même.

« J'ai l'honneur de présenter à V. Exc. copies des proclamations que j'ai adressées aux habitants des divers départements qui composent la 13^e division militaire. Différentes circonstances et la connaissance que j'ai de ce qui s'est passé dans ce pays, devaient modifier mes idées et mes expressions. Les proclamations ont été communes pour les départements d'Ille-et-Vilaine et des Côtes-du-Nord, distinctes pour les départements du Morbihan et du Finistère. Je les ai adressées aux préfets pour qu'ils les fissent imprimer sur les lieux. Celle propre à ce département-ci y a été fort bien accueillie. Il me paraît animé du meilleur esprit. J'aurai incessamment l'honneur d'en rendre un compte détaillé à V. Exc. Tout de suite après, je me rendrai dans le Morbihan, un peu plus suspect, mais qui, d'après ce qui m'est revenu, paraît se rapprocher des bons principes. »

« *Proclamation de Canclaux aux habitants du département
d'Ille-et-Vilaine.*

« Rennes, 9 janvier.

« Braves Bretons, le cri de la patrie, le cri de l'honneur, n'ont
« jamais inutilement retenti parmi vous : l'histoire en fait foi et
« dans des temps plus récents, n'a-t-on pas vu, n'ai-je pas vu moi-
« même, cette impulsion patriotique, cette énergie, cette ardeur

« qui vous caractérisent, vous porter au secours de vos frères de
 « Nantes et contribuer si efficacement à préserver cette malheureuse
 « ville des attaques que lui préparait une force égarée, mais redou-
 « table !

« Le même vertige a poussé les Autrichiens, les Prussiens, les
 « Russes, sur le territoire français. Ces hordes, que la trahison a
 « rendues non victorieuses mais formidables, voudraient s'établir
 « dans l'empire français, sur les ruines fumantes de nos villes,
 « sur les corps sanglants de nos femmes et de nos enfants ! Les
 « insensés ! Pourraient-ils croire que l'Alsacien, le Franc-Comtois,
 « se livreraient sans défense à leurs coups ? Et derrière ces vaillan-
 « tes nations, n'y en a-t-il pas d'autres aussi difficiles à vaincre ?
 « N'êtes-vous plus là, brave nation bretonne ?.... Tous ces calculs
 « de la rage seront déjoués. Il ne faut qu'un mot de notre auguste
 « monarque. Son âme énergique et plus qu'humaine est l'égide qui
 « vous couvrira contre tant de dangers, si vous vous réunissez de
 « cœur et d'affection à vos autorités constituées qui ont donné tant de
 « preuves de leur sollicitude à votre égard, si, écoutant encore la
 « voix de votre ancien général, vous ne vous refusez à aucun des
 « sacrifices momentanés que l'on vous demande, parce que la
 « rigueur de la fortune les a rendus nécessaires.

« C'est ainsi, fiers Bretons, que vous conquerrerez une paix bien-
 « faisante que désire notre Empereur, pour laquelle il n'a pas hésité
 « de consentir au sacrifice de la gloire des conquêtes.

« La présente proclamation sera publiée et affichée dans toutes
 « les communes du département¹.

171. Rennes, 12 janvier ; au même.

Canclaux accuse réception de la lettre du 7 envoyée par le ministre pour accé-
 lérer le départ des bataillons de gardes nationales. Il envoie des estafettes aux
 préfets des Côtes-du-Nord, du Morbihan et du Finistère. Dans l'Ille-et-Vilaine
 tout est fort bien mené par le préfet Bonnaire. La totalité du 1^{er} bataillon sera
 partie le 22 janvier, et le 2^e sera mis en route le 24.

172. Rennes, 18 janvier ; au même.

« Au moment où je quitte le département d'Ille-et-Vilaine pour

1. Arch. dép., 26 M 18. Elle ne figure pas aux Archives nationales dans le dossier F⁷ 7024.

parcourir les autres départements de la 13^e division militaire, je dois à Votre Exc. un rapport succinct de l'état dans lequel je laisse ce département. Des éloges sont dus à l'esprit public et surtout à l'administration, car presque toujours ce sont les administrateurs qui le forment par leur prudence, par leur sagesse, par leur zèle, par leur dévouement, et de ce côté on ne peut rien ajouter aux mérites de M. le préfet, de M. le général commandant la division, de l'évêque, dont le bon et vertueux exemple contient et entraîne ceux de son clergé qui regrettent encore un autre ordre de choses¹. M. l'évêque va faire publier au prône des paroisses de son diocèse la proclamation que j'ai faite. Cette proclamation a été parfaitement accueillie. La levée des gardes nationales ne laisse en arrière presque personne. La levée des chevaux n'a pas le même succès. Ce pays-ci n'offre pas de ressources. Les chevaux y sont généralement petits et minces, peu propres même à la cavalerie légère. Cependant M. le préfet ayant pris le parti de rendre les principaux propriétaires responsables de cette fourniture, elle s'accomplira. Déjà le 11^e régiment de dragons a reçu une partie des chevaux qui lui reviennent.

« Les effets d'habillement, d'équipement s'exécutent avec activité, conformément aux intentions de S. M. M. le préfet a mis vis-à-vis des fournisseurs son influence et son crédit en avant, notamment dans un marché dont j'ai informé S. Exc. le ministre de l'administration de la guerre et pour lequel j'ai donné autorisation au conseil d'administration de passer ledit marché pour les draps nécessaires à son habillement.

« Mais je n'ai pas, Monseigneur, un compte aussi satisfaisant à vous rendre sur ce qui regarde les armes et l'approvisionnement de l'arsenal. Il vient d'être dépouillé presque entièrement de canons, d'affûts et boulets sans pouvoir en recouvrer ailleurs, puisque les autres places ont également fourni aux besoins les plus pressants. Les fusils se réparent d'une manière accélérée et prompte que S. Exc. le ministre de la Guerre a autorisée. Malgré cela par le défaut d'ouvriers, il ne s'en répare guère que 5 ou 6 par jour et le nombre de ceux à réparer au 11 janvier excédait 3000 tant en fusils nationaux qu'en fusils étrangers. La garde nationale n'en a aucun. Les places de la division dont j'ai reçu le rapport, étaient suffisamment approvisionnées, quant à l'armement, avant l'enlèvement qu'on leur a fait. Cet objet est à prendre en considération et à réparer surtout quant à Brest. J'en ai déjà écrit à S. Exc. le ministre de la Guerre.

1. Enoch, évêque de Rennes depuis le 30 mai 1805. Il avait 72 ans.

« Quant aux vivres les places sont bien approvisionnées. Cependant celle de Brest devrait avoir un service journalier plus étendu et plus assuré, comme aussi la place de Belle-Isle, qu'on ne peut toujours approvisionner à volonté.

« Les côtes de la Bretagne sont tellement garnies de places, hérissées de batteries, qu'il n'est pas possible de songer à en mettre davantage. Mais elles ont besoin de défenseurs : ce qui m'a fait prendre le parti de mettre en activité la totalité des compagnies de canonniers gardes-côtes. Toutefois ce secours eût été insuffisant s'il n'eût été laissé pour la défense de Brest et autres postes, cinq des six bataillons de gardes nationales nouvellement levés, mais je regrette que le 2^e bataillon, qui appartient au département d'Ille-et-Vilaine ne soit pas compris dans cette disposition, d'autant que cela ne faisait que 840 hommes de plus et d'ailleurs un très bon effet pour le pays.

« La cohorte urbaine qui doit exister dans Rennes va s'organiser. Les officiers sont déjà nommés et du meilleur choix. Mais elle est sans fusils et ne pourra s'en procurer. V. Exc. voudra bien s'occuper de cet objet. J'ai autorisé qu'il en fût organisé une à Saint-Malo et à Saint-Servan, d'après le zèle bien manifeste des citoyens de cette ville. Ils pourront s'armer avec des fusils de l'arsenal appartenant à la marine. »

173. Quimper, 4 février 1814. Canclaux à Montalivet.

« Comme V. Exc. veut bien approuver la manière dont j'ai rendu compte de la situation du département d'Ille-et-Vilaine. je continuerai sur le même plan pour les autres départements et premièrement pour celui du Morbihan que je viens de quitter, après l'avoir traversé dans tous les sens, et m'être présenté dans tous les chefs-lieux d'arrondissement et de canton, tenant en main la lettre dont je joins ici un exemplaire, et dont les maires des communes, qui sont tous gens distingués et bien choisis, m'ont promis un heureux succès. Il fallait sans doute prendre une telle mesure pour tâcher de ramener les conscrits réfractaires ou retardataires dont le nombre s'élevait à près de 8 ou 900, en comptant les déserteurs qui ne peuvent toutefois être compris dans l'autorisation que j'ai donnée de recevoir, sans leur faire éprouver de peine ni de conduite par la gendarmerie, aux corps où ils étaient destinés et d'incorporer dans le bataillon qui s'organise pour se rendre à Brest, tous les jeunes gens qui se

présenteraient à résipiscence. J'ai informé M. le directeur de la conscription militaire de cette mesure que j'ai combinée avec M. le comte Jullien et les autorités constituées qui sont animées du meilleur esprit, de sorte qu'on ne peut attribuer l'éloignement de tant de conscrits qu'à un reste de levain d'insurrection qui existe encore dans quelques têtes que l'on surveille et parmi quelques habitants des campagnes qu'il faut persuader et rassurer. Le clergé peut y contribuer puissamment, et je suis persuadé qu'il le fera en suivant l'exemple et les préceptes de son digne évêque¹.

« L'ordre judiciaire n'est pas moins animé de bons sentiments. M. le procureur impérial m'a remis une note relative à la procédure à suivre contre les recéleurs des conscrits réfractaires ou autres. Je l'ai adoptée sous le rapport de la justice et de la bienfaisance, et je me trouve ainsi et par avance d'accord avec le décret du 4 janvier dernier et l'instruction du 24, sur le mode de juger les déserteurs, qui viennent de me parvenir. L'administration est bien montée : le zèle, le dévouement, les bons principes et le talent de M. le comte Jullien² vous sont connus : également aimé et estimé par toutes les classes de citoyens, il tiendrait le département qu'il administre au pair de tous les autres, si les localités, si les circonstances le servaient mieux, et s'il pouvait être débarrassé de ce nombre de déserteurs qui vont être, passé le 10 de ce mois, terme que j'ai donné à la résipiscence, poursuivis rigoureusement et sans relâche par les colonnes mobiles de gendarmes nouvellement envoyés à cet effet, pour être organisées et mises en action par le général Reynaud.

« Un autre objet qui tourmente également M. le préfet, c'est l'impossibilité dans laquelle se trouve son département de fournir en chevaux de taille et d'âge les 145 chevaux qui lui sont demandés. Il ne pourrait y parvenir que par des marchés qui sont expressément défendus. Je pense que vu la circonstance impérieuse et absolue, il pourrait être fait une exception motivée et limitée pour ce département. J'en ai écrit à S. Exc. le ministre directeur de l'administration de la guerre.

« La levée des hommes va bien, surtout depuis que la destination pour Brest du bataillon qui s'organise est connue, et le tirage de la conscription qui va commencer incessamment pour 1815, se fera bien et facilement. Les cohortes urbaines, ou les compagnies que

1. L'évêque de Vannes était depuis le 16 novembre 1807, de Bausset Roquefort, âgé alors de 57 ans.

2. Le général Jullien était préfet du Morbihan depuis le 27 juillet 1801. Il avait 50 ans. En 1790 il était aide de camp de La Fayette.

j'ai autorisées à former dans quelques communes, seront incessamment sur pied, et en activité de service. Un petit nombre de ceux qui les composent seront habillés, faute de moyens pécuniaires, et presque aucun ne sera armé, vu l'enlèvement qui se fait des armes susceptibles de réparations, pour être mises à la disposition de S. Exc. le ministre de la Guerre.

« M. le préfet est convenu avec le conseil d'administration du 47^e régiment d'infanterie, le seul qui soit dans ce département, des moyens d'aide et de secours qu'il pourrait lui fournir pour l'habillement et autres effets qu'il doit se procurer. Tout est en règle dans cette partie ainsi qu'à Lorient et au Port-Louis que j'ai visités. Quant à l'armement de ces deux places, on doit regretter qu'il leur ait été enlevé autant de moyens de grande défense, canons, boulets, etc. Il est vrai qu'on trouvera toujours une grande ressource dans l'arsenal de la marine, abondamment approvisionné en tout genre, et où le service le plus exact, le plus entendu, se fait sur tous les points, par les soins, la vigilance, les connaissances de M. le préfet maritime Daugier qui est très bien secondé. J'ai visité tous les établissements et tous m'ont paru, malgré le peu de fonds que l'on donne, menés dans une extrême perfection. Il y a en rade un vaisseau de 80 canons, nouvellement construit, superbe, ayant un très bon équipage, et prêt à partir et à combattre. Il est commandé par un capitaine qui a fait ses preuves, même aux dépens d'un bras, M. Le Fer. Mais il manque des soldats dans le port et dans la ville même de Lorient. Il n'y a pour garnison que des vétérans du 8^e bataillon, dont 300 ont été retirés et envoyés du côté de Vannes pour surveiller les campagnes. Je vais voir à Brest, où je compte me rendre incessamment, si mon collègue, M. le Comte de Beaumont, ne pourrait pas donner un bataillon qui ferait le service du port et celui de Lorient, cette ville en ayant besoin, surtout en ce moment où elle est encore tout ouverte ; les fonds n'étaient pas prêts pour les ouvrages que le comité des fortifications a arrêtés, et que M. Mutel, officier du génie distingué m'a fait connaître, en me disant que S. M. les a ordonnés.

« J'ai déjà écrit à S. Exc. le ministre directeur de l'administration de la guerre, relativement à l'approvisionnement de Belle-Isle qui devrait être plus assuré. Celui de Port-Louis et de Lorient ne l'est pas non plus, vu l'énorme dette du gouvernement envers M. Humbert, garde magasin, qui, pour frais de manutention depuis 1807, ne réclame pas moins de 72 000 francs.

« Le recouvrement des contributions s'avance. Il reste au plus à payer 1/6 pour la contribution ordinaire de 1813, à peu près 1/2

pour la contribution extraordinaire. Celle pour la garde d'honneur est presque entièrement acquittée. Il y a un grand ordre dans la caisse du receveur général, M. Danet fils.

« En passant à Pontivy, j'ai visité le lycée dont la tenue et les bons principes m'ont satisfait en tous points, hors celui de la salubrité, chose bien essentielle et qui ne doit pas être négligée dans un pareil établissement. L'infirmerie se trouve au milieu de la maison, et dans un couloir extrêmement fréquenté, sans pouvoir être mise ailleurs. Il ne conviendrait à ce lycée important qui réunit beaucoup d'élèves et de bons professeurs, ayant à leur tête un homme de grand mérite. M. Grandmoulin, il ne conviendrait qu'une maison détachée qui faisait autrefois partie de l'établissement quand il était en d'autres mains. M. Grandmoulin a eu l'honneur d'en écrire à V. Exc. au mois de novembre dernier, ainsi qu'à M. le Grand Maître. N'ayant point eu de réponse, il m'a renouvelé sa demande contenue dans la lettre que j'ai l'honneur de soumettre à V. Exc.¹. »

174. Rennes, 15 février. Canclaux à Montalivet.

Canclaux accuse réception de la circulaire adressée à tous les préfets pour qu'ils aient à se concerter avec les dépôts des régiments stationnés dans leurs départements et à les aider dans leurs besoins.

175. Saint-Brieuc, 21 février. Au même.

« Monseigneur, je m'empresse en finissant ma tournée dans le département du Finistère, d'en présenter la rapport à V. Exc., et de lui faire connaître ce département sous tous les points de vue avantageux qui lui appartiennent, tant pour l'esprit public, que pour la tranquillité, l'ordre, la soumission aux lois, et la bonne administration qui produit ces heureux effets. Ce que je dois ajouter, pour être juste, c'est que ce département, quoique voisin des foyers de l'insurrection, a toujours su se préserver de ce venin, et qu'il est toujours resté tranquille et soumis, comme il l'est encore. C'est une justice qui lui est généralement rendue et particulièrement par les fonctionnaires publics qui y dirigent les obéissances et les consciences ; ainsi les membres de l'ordre judiciaire, ceux de l'administration, ceux du

1. La lettre est jointe au dossier. L'achat de la maison proposée coûterait 12 000 francs.

clergé, concourent à opérer le bien. Aussi voit-on les levées, les réquisitions de tout genre, s'opérer sans résistance, sans plainte, sans déficit, puisqu'il n'y a que 5 conscrits qui aient manqué à leur devoir, et qu'ils peuvent y rentrer d'un moment à l'autre.

« Je ne puis malheureusement en dire autant de la levée des chevaux ; sur 200, nombre auquel s'élève le contingent que ce département doit fournir, il n'en a encore livré que 75, et à grand'peine, parce que le pays n'en présente plus de taille et d'âge requis, et que, jusqu'à ce moment où j'ai cru qu'il fallait pour ne pas manquer le but, pouvoir étendre la faculté de s'en pourvoir, M. le préfet attaché à la loi, aux règlements, ne s'était permis ni la voie de l'achat, ni celle de taxations extraordinaires. Fort de ces deux ressources, il pourra sans doute et sans trop tarder, compléter le contingent ordonné.

« Les impositions ordinaires et extraordinaires se sont levées jusqu'à cette heure avec une extrême facilité, puisque de la première il ne reste pas $1/20$ à recouvrer, et de la seconde pas plus de $1/4$, à l'époque du 1^{er} de ce mois. Mais suivant le dire de chacun et la réflexion naturelle, on ne peut se flatter de voir continuer cette exactitude de paiement, quand les blés restent dans les greniers, ne se vendent pas, ou seulement pour la consommation intérieure, à très bas prix. Il est vrai que l'on peut et doit s'attendre à la demande de secours pour les provinces qui auront été épuisées et ravagées par l'ennemi, et ces secours tirés de ces départements-ci seront bien abondants, si le gouvernement les prend en paiement de contributions. C'est peut-être encore trop à l'avance, mais j'ai cru ne devoir pas tarder à faire connaître à V. Exc. cet état de choses et le vœu général.

« Malgré cette abondance de grains, j'ai trouvé le service des vivres presque anéanti tant à Brest pour les troupes de terre que dans les autres lieux où il y a des prisonniers de guerre en grand nombre qu'il faut nourrir. J'ai été obligé de prendre sur les caisses municipales ou des receveurs généraux et particuliers. Sans ce parti il aurait pu y avoir quelques insurrections, soit parmi les troupes, qui privées de leur solde commençaient à murmurer, suivant ce que me mande de Brest M. le comte de Beaumont, soit parmi les prisonniers trop nombreux pour être contenus, s'ils voulaient cesser de l'être. Cette position est vraie et réellement dangereuse : ce qui doit faire regretter d'avoir vu enlever tous les objets d'artillerie et de défense, comme aussi le meilleur tiers des compagnies de gardes-côtes. C'est encore, Monseigneur, une observation que j'ai dû pré-

senter à V. Exc., car si allant au plus pressé, on a pu dégarnir ces côtés-ci pendant l'hiver, il faudra bien au mois d'avril leur rendre les moyens de défense nécessaires. Il vous appartient de suivre ces deux idées, et de les faire sentir aux ministres, vos collègues. Quant aux sommes que j'ai fait tirer des diverses caisses, j'ai l'honneur de prier V. Exc. de leur en parler également, afin qu'elles soient promptement réintégrées, ainsi que je l'ai promis.

« J'ai vu avec bien de la satisfaction que la marine se sent peu de cette détresse, quoiqu'elle n'ait pas toutefois ses magasins remplis, comme ils l'ont été, comme ils doivent l'être. Elle a encore assez de ressources en hommes, en fusils, en munitions de toute espèce, en vivres. De plus dans la rade 5 vaisseaux de haut bord, bien armés, bien exercés, par M. l'amiral Hamelin. Il y a un vaisseau en construction ainsi qu'une frégate, et plusieurs en réparation.

« Sur l'un des vaisseaux en rade, est l'École de marine, composée de jeunes gens bien tenus, bien disciplinés, bien instruits. Ils peuvent faire un jour la gloire de la France.

« Après avoir parcouru les chefs-lieux d'arrondissement et de canton qui se trouvent entre Brest et Morlaix, et avoir reconnu sur cette côte le même bon esprit qui règne sur l'autre, je me suis arrêté à Morlaix où j'ai visité la manufacture impériale de tabacs, très bien tenue, également productive. Il n'en est pas de même de l'hôpital parfaitement administré et fait pour intéresser toute âme sensible, mais bien embarrassé. Je n'ai donc pu me refuser à me charger de présenter à V. Exc. la pétition ci-jointe, et de vous prier d'y faire droit, au moins en partie.

« Dans toutes les villes de ce département on s'occupe de la formation des cohortes urbaines. Elles seront bien composées et feront la sûreté intérieure.

« Voilà, Monseigneur, tout ce que j'ai observé dans ma longue et pénible tournée, vu la détérioration des chemins, même des grandes routes, presque partout, et l'on me menace d'en trouver de plus mauvaises encore pour aller à Saint-Malo et pour en revenir à Rennes. Ce dernier article de ma lettre est encore bien important et fait pour être connu de V. Exc. Qu'elle me permette cependant d'ajouter ici la portion d'éloges dus à M. le baron Abrial¹, qui est

1. Abrial (André-Étienne) était fils de Joseph Abrial, ancien ministre du Premier Consul et sénateur. Il avait 30 ans. D'abord auditeur au Conseil d'État puis Commissaire général de police à Lyon, il était préfet du Finistère depuis le 12 mars 1813. Révoqué par Louis XVIII, il fut préfet du Gers pendant les Cent Jours et de nouveau destitué. En 1818

sur tous les points d'une vigilance, d'une exactitude achevée, jointes à l'intelligence et au zèle le plus pur, que secondent bien les sous-préfets et particulièrement M. Baudier à Châteaulin, M. de Choiseul à Morlaix où il est arrivé depuis peu de temps, et où il est déjà bien utile, conjointement avec M. de Beaumont, maire de la ville, homme actif, plein de bonne volonté, et de ressources pour faire le bien. »

176. Rennes, 7 mars 1814. Canelaux à Montalivet.

« Monseigneur, au retour de la longue, pénible et utile tournée que je viens de faire, j'ai trouvé ici tant de besogne accumulée que je n'ai pu avoir, aussitôt que je le désirais, le moment de rédiger sur le département des Côtes-du-Nord, le rapport à présenter à V. Exc., tel que je l'ai fait pour les trois autres départements de la 13^e division militaire.

« Ce département est fort important par sa population, par sa fertilité et sa richesse. Il l'est aussi par sa position maritime et la facilité que lui donnent ses criques, ses anses multipliées, de correspondre au dehors, et l'on ne peut dissimuler que cet abus aurait lieu plus souvent, sans une surveillance active, toutefois bornée en ce moment au service des douaniers qui le remplissent avec une exactitude exemplaire et digne d'éloges. Malgré cela, malgré le bon esprit qui règne généralement dans ce département, dans l'administration, dans l'ordre judiciaire, dans le clergé, je me suis convaincu de la nécessité que M. le baron Boullé¹, préfet aussi éclairé que judicieux, m'a fait sentir, du placement d'un détachement de gendarmerie à Portrieux, port assez suspect et signalé par l'apparition fréquente d'étrangers qui peuvent facilement venir de Jersey. Cette gendarmerie y sera rendue ces jours-ci. M. le Préfet compte aussi y organiser avec choix une portion de compagnie de garde urbaine, pouvant concourir au bon ordre et le maintenir, ce à quoi, je l'ai fortement autorisé, ainsi que pour d'autres petites villes de ce département qui ont des dépôts de prisonniers, et ont par conséquent besoin d'une force disponible. Mais presque tous sont sans armes, au moins de calibre, ce qui est un grand malheur. Il se fait sentir à

il devint maître des requêtes, pair de France à la mort de son père en 1829. Il mourut en 1840.

1. Boullé (Jean-Pierre), né à Pontivy en 1753, député du tiers de la sénéchaussée de Ploërmel aux États-Généraux. En 1797, membre des Cinq Cents, puis préfet des Côtes-du-Nord depuis le 3 mars 1800. Il mourut en 1816.

Saint-Brieuc même, où la cohorte urbaine est suffisamment bien organisée, mais peu habillée uniformément. On ne peut trop presser sur ce point, ceux qui ont fait, et qui font journellement, sans se plaindre, sans murmurer, des sacrifices à la patrie. Cependant, j'ai excité leur zèle par des raisons prises dans la chose même, et j'espère qu'elles produiront un bon effet. Les gardes-côtes faisaient un service bien essentiel et qui le serait devenu bien davantage après l'équinoxe où nous allons entrer. On en a enlevé les meilleurs, à raison d'un tiers par compagnie. Ils ne sont ou ne seront remplacés que par des recrues, ou des hommes trop petits ou trop faibles, tels que ceux levés en ce moment par la conscription qui, dans ce pays-ci, devrait être retardée de deux ans. Monseigneur voudra bien en passant saisir cette observation qui tient au peu de nourriture substantielle que prennent les Bretons, ce qui retarde le développement de leur taille et de leur force. La déclaration d'une exemption de 2 ans de conscription fondée sur la raison que je viens de présenter, mais qu'on donnerait pour bienfait, ferait un effet merveilleux sur le physique, comme sur le moral des Bretons. Mais il faut la paix ! et je reviens aux côtes dont les dépôts de prisonniers sont bien près, sans qu'on puisse les mettre ailleurs, puisque cette division en a déjà 20 000, et qu'on lui en annonce encore. Il faut absolument des troupes renvoyées ici après l'expulsion de nos ennemis hors du territoire de la France, ce qui ne peut tarder maintenant. Il faut aussi des armes, des munitions. Tout a été tiré de cette province ; c'était bon, c'était nécessaire : il l'est que ces ressources lui soient rendues au moment où l'ennemi pourrait tenter de soulever et d'armer cette foule de prisonniers. Je ne cesse de le répéter, ainsi que MM. les généraux, MM. le préfets. Ce département a bien 2 bataillons à Brest, mais indépendamment qu'ils sont nécessaires à cette ville si importante et dénuée de troupes, ce sont des soldats nouvellement levés, et qui n'ont pas tous des armes. Ils sont bien habillés et fournis de tout. Il n'y a eu dans cette levée, ni déserteurs, ni réfractaires, ni retardataires, ce qui arrivera toujours quand le Breton croira être engagé pour rester dans son pays. Une fois devenu soldat, il suivra partout la voix de ses chefs et de l'honneur.

« La levée des chevaux s'est faite avec peine, vu le nombre de 215 demandés. Cependant le contingent est fourni avantageusement. Ce choix a été fait par M. le baron Fabre, commandant le département, officier dont la valeur n'a pu être égalée que par son dévouement à l'empereur et ses talents à la guerre.

« Mais dans ce département, comme dans les autres, la partie la

plus difficile à traiter, si ce n'est celle des chemins qui sont à peu près impraticables, c'est la finance, et ce n'est pas par défaut de recouvrement des impositions ; elles marchent assez et sont acquittées à moins de 1/6 près, malgré le peu de vente des grains, mais par les besoins de l'État sans cesse renaissants et qui forcent à verser dans la caisse de service par les mains des receveurs généraux des départements, toutes les espèces qui manquent ici, telle qu'une somme de 50 696 francs, que M. le préfet devait avoir pour solder la dépense de l'habillement du 1^{er} régiment de Brest, provenant du produit des remplaçants, et en cas d'insuffisance par les moyens administratifs que V. Exc. a autorisés, en donnant ordre de payer, ce que n'a pas fait M. le baron Boullé, mais il a versé les fonds qu'il avait entre les mains du receveur général et celui-ci dans la caisse de service. Or pour l'extraction de ladite somme, le département réclame les bontés et l'autorité de V. Exc. Il aurait, en tout, besoin pour faire face à ses dépenses, au traitement d'activité de la garde nationale, d'une somme de 160 000 francs, à ce que m'a exposé M. le préfet.

« J'ai déjà fait connaître à V. Exc. l'arrêté que j'ai pris pour mettre à la disposition du maire, et pour être employée par lui aux réparations nécessaires dans l'emplacement où les prisonniers sont détenus, et pour leur donner des couvertures, une somme de 7 000 francs que la municipalité avait en caisse. J'aurais bien désiré pouvoir en donner autant à l'hospice civil et militaire, dont je joins ici la pétition. Vous y verrez à quelle extrémité cet hospice, utile et bien administré, est réduit. Il ne s'agit que de lui rendre, en tout, ou au moins en partie, ce qui lui était attribué par le budget¹.

« Ce rapport étant le dernier que j'ai à présenter à V. Exc. sur la Bretagne, je m'y suis permis quelques observations générales que vous pèseriez dans votre sagesse. »

177. Saint-Malo, 28 février. Canclaux à Montalivet.

Il a trouvé à son passage à Saint-Brieuc, les prisonniers espagnols, au nombre de 1 000, dans un absolu état de dénuement. L'édifice qui les contient étant en déplorable état, Canclaux a fait affecter aux réparations indispensables, une somme de 7 000 francs qui se trouvait dans la caisse de la commune de Saint-Brieuc.

1. La pétition est jointe au dossier. L'hospice doit 4 400 francs pour la viande; 3 900 francs pour le vin et le cidre, bois; 4 700 francs pour le beurre et autres provisions. Les fournisseurs ne veulent plus rien donner. Le budget allouait à l'hospice 6 000 francs sur l'octroi : depuis 5 ans cette allocation est réduite à 3 000 francs.

178. Rennes, 8 mars ; au même.

« Je n'ai pu présenter plus tôt à V. Exc. le rapport sur l'arrondissement de Saint-Malo, parce que je n'ai pu le visiter qu'en finissant ma tournée. J'y ai trouvé le meilleur esprit dans les autorités constituées et dans la masse qui reçoit l'exemple et l'impulsion de son maire, M. Thomas, riche négociant, plein des meilleurs principes, de dévouement à S. M., d'attachement à la patrie. Les Malouins tiennent beaucoup à leur ville qui se défendait bien contre les Anglais¹. Son enceinte est bonne et bien armée. La cité de Saint-Servan l'est de même, et les approches, indépendamment des forts qui les défendent, le sont naturellement par des rochers multipliés qu'on ne peut franchir sans péril. En cet instant il y a peu de corsaires en mer et cependant Saint-Malo a toujours fait beaucoup de mal au commerce anglais. Si la ville n'est pas attaquable par mer, elle le serait par terre, si l'ennemi ayant fait une descente vers Cancale, traversait le Clos Poulet² et se présentait vers ce point dont la fortification est négligée, comme celle de Châteauneuf³ qui couvre la route de Bretagne et de Rennes. D'ailleurs le besoin d'armes s'y fait sentir comme ailleurs et celui de troupes réglées, malgré le zèle sur lequel on peut compter de la cohorte urbaine levée tant dans Saint-Malo que dans Saint-Servan par les soins actifs et utiles du sous-préfet M. Dupetit-Thouars⁴, homme d'esprit, de caractère et d'exécution. »

14^e DIVISION MILITAIRE. CAEN⁵.

Commandant de la division : le baron de Marcognet, général de division.

Elle comprenait les 3 départements du Calvados, de l'Orne et de la Manche.

Commissaire extraordinaire : le sénateur comte de la Tour-Maubourg.

1. Pour la ville de Saint-Malo durant le Consulat et l'Empire, consulter : Benaerts. *Annales de Bretagne*, t. XIV, 1898-1899 et *Le Régime consulaire en Bretagne*. Paris, 1914,

2. Terme local pour désigner les environs de Saint-Malo, dérivé sans doute de Pagus Aletis (Cf. *Mémoires de la Société archéologique de Saint-Malo*, article de M. Saint-Mleux, 1903).

3. Chef-lieu de canton de l'arrondissement de Saint-Malo, à 4 kilomètres S.-E. de Saint-Malo et 13 kilomètres de Dol. Population : 578 habitants.

4. Il avait remplacé en 1813 le sous-préfet Boulet, en fonctions depuis 1800. Cf. Benaerts, *ouv. cité*, p. 118.

5. Arch. nat., F⁷ 7024.

Il eut pour auditeurs : de Barante, auditeur de 2^e classe en service extraordinaire ; et Dumont de la Charnaye.

Charles-César de Fay, comte de la Tour-Maubourg, était né à Grenoble le 22 mai 1758. Il avait donc 56 ans. Sous l'ancien régime il fut colonel du régiment du Soissonnais, puis envoyé aux États généraux par la sénéchaussée du Puy où il l'emporta sur le duc de Polignac. Maréchal de camp dans l'armée de Lafayette, son ami, il l'accompagna dans sa fuite le 19 août 1792¹, avec 20 autres officiers parmi lesquels le colonel Victor de la Tour-Maubourg², son frère aîné.

Il partagea durant 5 ans la captivité de Lafayette. En 1801 il devint membre du Corps législatif, en 1806 sénateur ; Napoléon l'avait déjà envoyé avec les fonctions de commissaire spécial en Normandie durant les années 1807 et 1810 pour surveiller la levée des gardes nationales. Ce fut évidemment la raison de sa nouvelle désignation en 1814. Il ne prit point part au vote du 3 avril pour la déchéance de Napoléon. Louis XVIII le nomma pair de France ; Napoléon le maintint durant les Cent Jours. Il se trouva donc rayé comme plusieurs autres par l'ordonnance du 24 juillet 1815, et fut réintégré par nomination du 5 mars 1819, avec Colchen et Cornudet. Il mourut à Paris le 28 mai 1831.

Les préfets en fonctions dans la 14^e division étaient : pour le Calvados, Méchin ; pour la Manche, Bossi ; pour l'Orne, le baron de la Magdelaine.

179. Cherbourg, 31 décembre 1813. La Tour-Maubourg à Montalivet.

Il lui accuse réception de sa nomination de commissaire extraordinaire et annonce son départ pour Caen.

180. Caen, 4 janvier 1814. La Tour Maubourg à Montalivet.

« Monsieur le comte, dans une conversation avec M. le baron Méchin³ au moment de mon arrivée, nous avons désiré et prévu l'ajournement du Corps législatif que V. Exc. m'annonce aujourd'hui. Tous les motifs qui sont déduits dans la lettre de V. Exc. nous

1. Charavay, *Le général Lafayette*. Paris, 1898, p. 329.

2. Le marquis Marie-Victor de Fay de La Tour-Maubourg, était le frère aîné de Charles-César, né en 1756. Sous-lieutenant des gardes du corps en 1789, puis colonel du 3^e régiment de chasseurs à cheval en 1792. Plus tard il reprit du service ; général de brigade après Austerlitz, divisionnaire en 1807, il fut gravement blessé à Leipzig, et amputé de la jambe droite. Pair de France en juin 1814, ministre de la guerre en 1820, gouverneur des Invalides, il mourut en 1850.

3. Méchin (Alexandre), fils d'un commissaire des guerres, était né à Versailles en 1762. En 1798 il fut nommé gouverneur civil de l'île de Malte ; il partit par la route de terre, mais le soulèvement contre les Français en Italie ne lui permit pas de rejoindre son poste. A Viterbe il ne dut la vie qu'à l'intervention de l'évêque. Il fut successivement préfet des Landes, de la Roër, de l'Aisne ; depuis 1810 il administrait le Calvados. Pendant les Cent Jours il fut préfet d'Ille-et-Vilaine et plus tard, en 1819, député de l'Aisne.

avaient frappés, mais cet événement devenu nécessaire n'a pas été généralement applaudi. L'esprit de cette ville n'est pas bon. La multitude est inquiète, remuante, audacieuse. Je ne la crois (pour me servir des expressions des temps qu'on aurait voulu faire revivre) animée d'aucun sentiment républicain, ni d'aucun amour pour l'ancienne dynastie, mais il me paraît difficile qu'il n'y ait pas dans cette grande ville des amis de l'Angleterre qui, soudoyés par cette puissance, agitent la populace dans toutes les circonstances. Je ferai en sorte de découvrir d'où partent ces sourdes menées et tout le pouvoir dont m'a investi S. M. sera employé pour les déjouer ou pour les punir.

« Je rendrai compte avec soin à V. Exc. de l'effet que produira le retour des députés au Corps législatif et de la conduite qu'ils tiendront.

« Je me félicite d'autant plus de l'ajournement du Corps législatif que la paix que négocie l'empereur lui sera due tout entière et ne sera due qu'à lui. C'est le plus grand bienfait qu'il puisse accorder à ses peuples, et je ne doute pas, Monsieur le comte, que tous les commissaires de S. M. ne vous tiennent le même langage: *elle est un besoin général.* »

181. Caen, 10 janvier 1814. La Tour Maubourg à Montalivet.

« Monsieur le comte, j'ai l'honneur de rendre compte à V. Exc. que depuis la dépêche que je lui ai adressée à mon arrivée à Caen, l'esprit public s'est amélioré. La conscription se poursuit avec succès. La levée de chevaux s'exécute. Les contributions se payent avec empressement.

« Le jour même de mon arrivée, un appel de M. le Préfet au patriotisme des habitants, quoique fait dans un très bon esprit, avait jeté l'alarme, et j'ai cru dans cette circonstance ne devoir pas faire de proclamation et agir sur les esprits par d'autres moyens. Les préfets de l'Orne et de la Manche, que j'ai appelés à Caen, pour concerter diverses mesures m'ont dit que leurs départements étaient d'une grande tranquillité. La garde nationale s'organise et sera bientôt en état de partir. Enfin j'espère n'avoir à écrire à V. Exc. que des rapports satisfaisants, mais je ne dois cesser de vous le répéter, l'espoir de la paix est le seul lien qui réunisse les esprits, et si cet espoir ne se réalisait pas promptement, il serait à craindre que les bonnes dispositions de la population entière ne fissent place au découragement. »

182. *Caen, 23 janvier ; au même.*

« J'ai reçu cette nuit à 3 heures et demie la dépêche de V. Exc. qui contenait le décret impérial du 21 janvier et la circulaire aux préfets pour l'exécution de ce décret. J'ai lieu de craindre que dans cette division il ne procure pas beaucoup de volontaires, parce qu'il y a peu de manufactures, encore moins d'enthousiasme et que la population est épuisée. La garde nationale du Calvados s'est bien rendue aux appels, mais beaucoup sont retournés chez eux. Dans la Manche un assez grand nombre sont aussi restés en arrière : le défaut de troupes dans la division rend impossibles les moyens coercitifs pour les faire rejoindre. J'espère cependant venir à bout de compléter les cadres du régiment parti pour Meaux.

« L'esprit public de la division est fort mauvais à Caen. Les premières classes de la société ne manifestent aucun sentiment fâcheux, mais on leur en suppose, à raison de leurs pertes, de leurs préjugés, de leurs anciens attachements. La classe intermédiaire ne donne aucune prise sur elle, mais le peuple est fort mauvais et le préfet se voit forcé de ne pas achever l'œuvre de l'organisation de la garde nationale à Caen à cause des mauvais conseils qu'on donne aux habitants des campagnes, dont l'esprit n'est pas non plus fort bon. On parle hautement des Bourbons et jusqu'ici la police n'a pas pu découvrir, malgré toute l'activité du commissaire spécial, d'où partait ce foyer d'intrigues qui agit principalement sur Caen et qui se répandrait bientôt dans tout le reste de la division. Les fonctionnaires principaux sont affectionnés et dévoués. Le préfet, le général qui commande le département, les principaux magistrats sont des gens sûrs, mais on dit qu'il y a de la malveillance dans les juges inférieurs et dans les avocats et les avoués. Le maire est au-dessous de sa place dans des circonstances difficiles. Il est abhorré de toutes les classes. Il est timide et dur, souvent inconsideré, mais il ne faut pas penser à le changer en ce moment ¹.

« Le département de la Manche est tranquille, celui de l'Orne a donné quelques inquiétudes ². Le préfet ³ fait surveiller avec soin

1. Le maire de Caen était Lentaine Logivière.

2. Ces rassemblements royalistes avaient lieu surtout aux environs du village de Saint-Evrout-de-Montfort, à 23 kilomètres de Laigle. Ce village avait une population de 902 habitants. Il est situé à gauche d'un étang qui fait l'une des sources de la Charentonne.

3. Préfet de l'Orne, baron de la Magdelaine. Voir lettre 181. Il était né aux environs de

d'anciens chefs de chouans qui sont accusés de vouloir rassembler des armes et rallier au parti des Bourbons.

« Je crains, Monsieur le comte, que la suspension des traitements des juges et des ecclésiastiques n'augmente beaucoup la malveillance. Cette mesure dangereuse dans les circonstances présentes était sans doute indispensable. »

183. *Caen, 28 janvier; au même.*

« J'ai reçu avec reconnaissance l'information que vous avez la bonté de me donner sur le départ de l'empereur. Je l'ai sur-le-champ fait afficher, ainsi que celui du pape pour l'Italie, et cette double nouvelle a produit un très bon effet dans ce pays-ci. Oserais-je espérer que vous daignerez m'informer des événements importants de la guerre, et même par estafettes, s'il y avait un grand succès ? Dans un pays où il existe un foyer de malveillance, il importe de prendre l'initiative des événements heureux. Quand ils ne sont connus que par les gazettes, ils sont souvent dénaturés, démentis même, dans les sociétés particulières, avant d'être publiés, en sorte que le bon effet qu'ils devraient produire, est détruit. »

15^e DIVISION MILITAIRE. ROUEN¹.

Commandant de la division : le général de division Magallon-Lamorlière².

Elle comprenait 3 départements : Eure, Seine-Inférieure et Somme.

Commissaire extraordinaire : le sénateur comte de Montesquiou, grand chambellan.

Il eut pour auditeurs : Desprez-Crassier, auditeur de 2^e classe en service extraordinaire ; et de Brévannes.

Le comte Pierre de Montesquiou-Fézensac, fils du marquis de Montesquiou³, avait 50 ans. Il était né à Paris en 1764, et entra fort jeune en 1781, comme sous-lieutenant au régiment de Dauphin-Dragons. Il vécut dans la retraite pendant la plus grande partie de la Révolution. Il se rendit à Paris en 1804 comme

Toulouse en 1760, et préfet de l'Orne depuis le 3 mars 1800. Il administra jusqu'à la seconde Restauration.

1. Arch. nat., F⁷ 7024.

2. Magallon, comte de la Morlière, fils d'un général, commandant la 15^e division depuis 1806. La Restauration le mit à la retraite. Il mourut en 1825.

3. Le marquis de Montesquiou, né à Paris en 1739, fut reçu à l'Académie française en 1784 ; député de la noblesse de Paris aux États-Généraux ; lieutenant-général en 1791, il servit d'abord à l'armée du centre sous Lafayette, puis le 15 avril 1792, reçut le commandement de l'armée du Midi. Il conquit la Savoie. Décrété d'accusation le 9 novembre 1792, il se réfugia en Suisse. Rayé de la liste des émigrés, il revint mourir à Paris en 1798.

président d'une assemblée cantonale. Appelé au Corps Législatif, il devint grand chambellan en remplacement de Talleyrand. Élu président du Corps Législatif en 1811, il devint sénateur le 5 avril 1813. Bien que ne figurant pas parmi ceux qui votèrent la déchéance de Napoléon, il fut nommé pair par Louis XVIII, maintenu par Napoléon durant les Cent Jours, rayé par l'ordonnance du 24 juillet 1815, réintégré par nomination du 5 mars 1819. Il mourut en 1834, au château de Courtanvaux (Sarthe). Son fils fut nommé pair sous Louis-Philippe le 20 juillet 1841¹.

Les préfets en fonctions dans la 15^e division étaient : pour l'Eure, de Miramon ; pour la Seine-Inférieure, de Girardin ; pour la Somme, le marquis de La Tour du Pin.

184. Paris, 27 décembre 1813. Montesquiou à Montalivet.

Il le prie de lui faire remettre une somme de 6 000 francs et un crédit de 4 000 francs pour le receveur général du département de la Seine-Inférieure pour subvenir aux frais de sa mission.

185. Rouen, 8 janvier 1814 ; au même.

Il est arrivé le 8 janvier, au matin à Rouen ; y a été très bien reçu. Après une conférence avec les autorités, il a fait afficher une proclamation.

186. Rouen, 13 janvier ; au même.

« Monsieur le comte, je vais rendre compte à V. Exc. du point où en sont dans le département de l'Eure, les différentes mesures qui ont été ordonnées.

« Le 1^{er} contingent et le 1^{er} supplément de la levée de 120 000 hommes, montant à 1 600 est fourni. Sur le 2^e supplément de 400, il n'en a été fourni que 105, et l'on ne pourra pas fournir davantage. Le département devait fournir 3 500 hommes sur la levée des 300 000 hommes. On ne pourra fournir que 1 100 hommes, quelque sévérité que l'on ait mise à leur recherche.

« Le nombre des chevaux demandés était de 280 ; 175 sont dans les écuries des casernes. Les 105 autres seront fournis au 20 de ce mois.

« La garde urbaine s'organise et sera bientôt établie dans les 5 arrondissements. Les officiers s'y portent avec zèle, mais les diverses

1. Le comte Ambroise-Augustin de Montesquiou Fézensac (1788-1878).

levées qui viennent de s'opérer, ont tellement frappé sur la population des villes, qu'il sera difficile d'y compléter les cohortes de 300 hommes. On y fera du moins le possible.

« Au total, V. Exc. verra que toutes ces importantes opérations marchent avec la célérité et l'exactitude désirables. Je vais me rendre dans ce département pour les activer encore, et travailler surtout à influencer sur l'opinion, qui paraît avoir besoin d'être remontée. »

187. Rouen, 13 janvier 1814. Montesquiou à Montalivet.

« Les fonctionnaires publics sont pleins de zèle. Celui de M. le comte de Girardin se fait surtout remarquer¹. Le peuple est calme, obéissant et soumis. Il serait à désirer qu'il eût plus d'élan et je ne néglige aucun moyen pour lui en inspirer. On ne peut se dissimuler que cela est difficile, parce qu'il est fatigué. Ce n'est qu'en lui parlant du danger dans lequel les circonstances actuelles placent les propriétaires et de la honte à laquelle ils s'exposeraient en ne secondant pas les mesures de salut qui sont proposées, que l'on peut s'en faire entendre avec avantage. C'est dans cette vue que j'ai successivement réuni tous les maires de cet arrondissement et que je me suis entretenu assez longtemps avec eux des grands intérêts qui doivent être maintenant l'unique occupation de tous les Français. J'espère que cette mesure produira d'heureux résultats. Je compte en adopter une semblable dans tous les chefs-lieux d'arrondissement de la 15^e division. C'est dans cette intention que je me rendrai le 14 à Louviers, chef-lieu du plus intéressant arrondissement du département de l'Eure.

Le département de la Somme se trouve placé dans des circonstances plus difficiles et plus délicates que celui de la Seine-Inférieure. Elles résultent de son voisinage du département du Pas-de-Calais. Il est essentiel d'arrêter la contagion du mauvais exemple que donne ce département. J'emploie tous les moyens de persuasion possibles

1. Girardin (Stanislas-Xavier de), né à Lunéville, en 1768, était fils du maréchal de camp de Girardin. Il adopta avec ardeur les principes de 1789, et fut nommé député de l'Oise à la Législative. Détenu pendant la Terreur, il fut libéré au 9 thermidor, et redevint administrateur de l'Oise. Destitué comme suspect de royalisme, il ne reparut qu'en 1799 et fut nommé tribun, puis législateur. Premier écuyer de Joseph Bonaparte il le suivit à Naples, puis à Madrid. Le 20 mars 1812, il devint préfet de la Seine-Inférieure. Durant les Cent Jours Napoléon lui donna la préfecture de Seine-et-Oise. Il fut destitué au retour du roi. En février 1819 Decazes le fit nommer préfet de la Côte-d'Or. Il siégea ensuite à la Chambre des députés dans l'opposition libérale jusqu'à sa mort en 1827.

auprès des maires pour qu'ils ne tolèrent ni réfractaires, ni retardaires. Il en existe infiniment peu dans le département de la Seine-Inférieure, et j'espère que chaque jour le nombre en diminuera, sans employer aucune voie de rigueur. »

188. *Évreux, 16 janvier. Montesquiou à Montalivet.*

« Le départ des gardes nationales mises en activité de service s'accélère par tous les moyens possibles, et le succès répond aux efforts des fonctionnaires publics et aux miens. Une 1^{re} compagnie est partie d'Évreux hier. Il en partira deux autres demain et les départs se suivront sans interruption jusqu'au complément des deux bataillons. En général cette levée est superbe. Elle sera presque en totalité composée d'hommes non mariés, dans la force de l'âge, qui paraissent animés d'un fort bon esprit, et qui ne proposent presque pas de remplaçants. »

189. *Rouen, 19 janvier ; au même.*

« Je suis revenu depuis le 17 du département de l'Eure et j'ai laissé ce département dans les meilleures dispositions. J'ai passé moi-même la revue de départ de plusieurs compagnies de gardes nationales. Je leur ai parlé : ils m'ont tenu les meilleurs propos, et se sont mis en route aux cris répétés de « Vive l'Empereur ». Ces bonnes dispositions sont l'heureux résultat du zèle infatigable et de la sévère justice de M. le comte de Miramon¹. On ne peut être plus dévoué qu'il ne l'est à l'empereur et à ses devoirs pour tout ce qui tient à l'organisation et à la levée des gardes nationales. Il est parfaitement secondé par M. de Clermont-Tonnerre, qui est chef de la légion en activité. Son nom, sa fortune, ses anciens services, lui donnent dans le département une grande considération et il l'emploie avec un zèle parfait à soutenir l'esprit public tant par ses discours que par son exemple.

« Tout continue à bien marcher dans le département de la Seine-Inférieure. Chaque jour il part de nouvelles compagnies de gardes

1. Le comte Jean Beaufort de Miramon, d'une ancienne famille d'Auvergne, était préfet de l'Eure depuis le 12 mars 1813 et chambellan de l'empereur. Il fut destitué par Louis XVIII.

nationales. Ce département s'encombre de prisonniers espagnols et d'autres nations, de matelots hollandais qui, dirigés sur Brest, ont reçu l'ordre de s'arrêter ici. Le grand nombre de ces hôtes dangereux inquiète les autorités qui manquent de moyens de police et de force publique.

« Je reçois à l'instant la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire sous la date du 18, et en exécution des ordres de l'empereur, je serai le 21 à Amiens, et j'espère être à Paris le 24 ou le 25 au plus tard. »

Bibliographie.

La Tour du Pin (marquise de), *Journal d'une femme de cinquante ans (1778-1815)* publié par son petit-fils le colonel comte Aymar de Liedekerke-Beaufort, Paris, 1913.

16^e DIVISION MILITAIRE. LILLE¹.

Commandant de la division : le baron Brenier Montmorand, général de division.

Elle comprenait trois départements : Lys, Nord, Pas-de-Calais.

Commissaire extraordinaire : le sénateur comte de Villemanzuy.

Il eut pour auditeurs : Perrier (Joseph), auditeur de 2^e classe en service extraordinaire ; et Joli de Fleuri, auditeur de 1^{re} classe pour la section de l'intérieur.

Le comte Jacques Pierre Orillard de Villemanzuy avait 63 ans ; il était né à Amboise en 1751, et très jeune fut employé dans l'administration militaire ; il servit sous les ordres de Rochambeau dans l'Amérique du Nord. Il était commissaire ordonnateur en 1793 et fut pris en Alsace par les Autrichiens. Il rentra en 1796. Après brumaire il devint inspecteur général aux revues ; en 1805, directeur général des contributions levées en Allemagne ; sénateur le 14 décembre 1809. Il s'abstint lors du vote de la déchéance, fut nommé pair par Louis XVIII, le 4 juin 1814 ; Napoléon ne le maintint pas. Au retour du roi il fut réintégré et choisi pour présider la commission chargée de la surveillance de la caisse d'amortissement. Il mourut à Versailles, le 3 septembre 1830.

Les préfets en fonctions dans la 16^e division militaire étaient : pour la Lys, Soult ; pour le Nord, le comte Beugnot ; pour le Pas-de-Calais, le général La Chaise.

190. Paris, 27 décembre 1813. Villemanzuy à Montalivet.

Il demande à toucher à Paris 3 000 francs et un crédit de 7 000 francs sur le receveur général de Lille.

1. Arch. nat., F⁷ 7024.

191. *Lille, 2 janvier 1814 ; au même.*

Villemanzy annonce son arrivée le 1^{er} janvier, au soir, à Lille, après s'être arrêté quelques heures à Arras.

192. *Lille, 4 janvier ; au même.*

Villemanzy adresse au ministre plusieurs exemplaires de sa proclamation, datée du 3 janvier. « Quels sont les motifs qui s'opposent à la conclusion de la paix ! Ils ne peuvent être attribués à la France. Il ne s'agit plus de recouvrer nos conquêtes. L'Empereur vient de vous le déclarer ! »

193. *Lille, 5 janvier ; au même.*

Villemanzy annonce qu'il a reçu la nouvelle de l'ajournement du Corps Législatif, et il qualifie cette mesure d'excellente. Il s'entendra avec les préfets pour que la conduite des députés au Corps Législatif, à leur rentrée dans leurs foyers, soit surveillée d'une manière particulière.

194. *Lille, 6 janvier ; au même.*

« Monseigneur, je réponds à la lettre que V. Exc. m'a fait l'honneur de m'écrire le 4 de ce mois, relativement à l'insoumission des conscrits qui ont formé des attroupements dans quelques cantons du département du Pas-de-Calais.

« Je remercie V. Exc. de la bonté qu'elle a de m'informer qu'une colonne mobile va fournir au préfet de ce département les moyens de sévir contre les insoumis. Elle peut compter sur tout le dévouement de ce magistrat pour que cette mesure soit couronnée d'un plein succès¹. Cependant, je crois devoir observer à V. Exc. que le défaut d'un nombre suffisant de vieilles troupes dont la présence me

1. Le préfet du Nord était depuis 1813 Beugnot; né à Bar-sur-Aube en 1761, il fut député à l'Assemblée législative. Conseiller intime de Lucien Bonaparte, ministre de l'intérieur, il participa à l'élaboration de la 1^{re} liste de préfets, et devint préfet de la Seine-Inférieure de 1800 à 1806 (voir sur cette partie de sa carrière l'ouvrage de M. Dejean, *Un préfet du Consulat*, 1907). Entré au Conseil d'État il fut chargé de l'organisation du nouveau royaume de Westphalie, et administra les finances du roi Jérôme, puis le grand duché de Berg, avant de revenir à Lille. Il devint pair de France en 1830 et mourut en 1835.

semble indispensable pour donner de l'action et de la fermeté à la colonne mobile et pour en imposer aux insoumis, pourrait bien y apporter quelques obstacles et quelques retards.

« Je vais me concerter avec MM. les préfets du Nord et de la Lys, sur l'établissement d'une semblable colonne mobile, dans le cas où elle deviendrait nécessaire pour faire rejoindre les conscrits et éteindre également les foyers d'insurrection qui se sont manifestés dans ces deux départements.

« J'ai adressé à V. Exc. la proclamation que j'ai faite dès mon arrivée dans cette ville. On me fait espérer qu'elle influera d'une manière favorable sur le rétablissement de l'ordre et de la tranquillité qui paraissent régner en ce moment dans les départements du Nord et de la Lys, mais le grand point maintenant c'est que les conscrits appelés partent enfin pour rejoindre les dépôts qui leur sont destinés. V. Exc. peut être persuadée que j'y donnerai tous mes soins. Je suis même à cet effet dans l'intention de me porter dans chaque chef-lieu d'arrondissement et d'y convoquer tous les maires. Toutefois avant de prendre ce parti je désire être instruit de l'effet qu'aura produit ma proclamation, et surtout recevoir une réponse de M. le duc de Feltre sur la proposition que je lui ai faite de prier S. M. d'apporter quelque modification au décret sur la levée des 300 000 hommes. Cette modification consisterait à former sur cette conscription une réserve qui serait composée de ceux des conscrits appelés, les plus indispensablement nécessaires à leur famille, tels que des fils de veuves ou de parents infirmes, et qui auraient déjà d'autres enfants aux armées. Une semblable modification ne me semblerait pas devoir être trop publique, mais seulement laissée à la disposition des préfets, en leur recommandant de ne pas lui donner beaucoup d'extension. »

195. *Lille, 9 janvier. Villemazy à Montalivet.*

« Monseigneur, la tranquillité paraît entièrement rétablie dans le département du Nord. Je pense qu'il en est de même dans le département de la Lys, ou du moins il ne m'est parvenu aucun rapport qui me fasse craindre le contraire¹.

1. *Extrait d'une lettre du préfet de la Lys à Montalivet* : « L'opinion des habitants de ce département ne nous est rien moins que favorable. Je ne puis pas me dissimuler que leurs vœux appelleraient plutôt l'ennemi qu'ils ne les porteraient à le repousser (12 janvier 1814). »

« Quant au département du Pas-de-Calais, il y a toujours, ainsi que le mande M. le préfet, quelques bandes de séditeux, et notamment dans les cantons de Béthune et de Saint-Pol. Le général Boyer vient de s'y rendre avec de la troupe, et tout fait espérer que sa présence et les mesures qu'il va prendre, les feront rentrer dans le devoir.

« Je crois de mon devoir d'informer V. Exc. que le décret du 6 décembre dernier, concernant l'organisation de la garde nationale, a laissé une vive émotion, et sera très difficile à exécuter dans ces départements. Du moins c'est dans ce sens que m'ont écrit MM. les préfets. Aussi désireraient-ils beaucoup que le départ de leur contingent fût suspendu. »

196. *Lille, 11 janvier ; au même.*

« La tranquillité continue à régner dans le département du Nord. La présence de M. le général Boyer dans celui du Pas-de-Calais produit d'heureux effets. Depuis son arrivée à Béthune¹, où il a établi son quartier général, les bruits de rassemblement se dissipent. Quelques brigands de l'arrondissement de Furnes (département de la Lys²) ont pillé un convoi d'environ 3 000 francs. La commission militaire vient de rendre un jugement contre les 17 séditeux qui ont été arrêtés dans la commune de Poperinghe³ ; 4 ont été condamnés à mort, et 13 aux travaux forcés. Ainsi il y aura un exemple de fait. »

197. *Lille, 12 janvier ; au même.*

« Deux des séditeux condamnés ont été exécutés. Il a été sursis à l'exécution des deux autres. Par suite d'une conférence que j'ai eue avec le comte Beugnot, je prie V. Exc. de vouloir bien solliciter auprès de l'empereur, non seulement la grâce des deux individus non exécutés, mais encore celle des 13 condamnés aux travaux forcés, espérant que cet acte de clémence de la part de S. M. aura une

1. Béthune, chef-lieu d'arrondissement du Pas-de-Calais, à 29 kilomètres N.-O. d'Arras ; place de guerre de 4^e classe de la 16^e division. Population : 6 932 habitants.

2. Furnes, chef-lieu d'arrondissement du département de la Lys, sur le canal de Dunkerque à Nieuport, à 22 kilomètres de Dunkerque. Population : 3 006 habitants.

3. Poperinghe, chef-lieu de canton du département de la Lys, à 9 kilomètres d'Ypres. Population : 7 900 habitants.

grande influence pour compléter la levée des conscrits qui n'ont pas encore rejoint. »

198. *Lille, 13 janvier ; au même.*

« J'ai l'honneur de vous adresser copie de la lettre que je viens de recevoir de mon collègue, le comte de Pontécoulant, commissaire extraordinaire de S. M. à Bruxelles¹.

« *Bruxelles, 12 janvier 1814. Le comte de Pontécoulant,*
« *sénateur, à Villemanty.*

« Monsieur et cher collègue, nous sommes au moment d'évacuer
« la Belgique. L'ennemi nous presse de tous côtés et d'une manière
« sérieuse. Il a attaqué hier le général Maison en avant d'Anvers,
« avec des forces tellement supérieures, que celui-ci a été obligé de
« céder beaucoup de terrain ; il désespère même de pouvoir tenir
« longtemps dans sa nouvelle position. Il me prévient que son projet
« est de faire sa retraite sur Lille après avoir laissé garnison à Anvers
« et qu'il donne ordre au général Chambarlhac de se retirer sur Condé
« et Valenciennes. Le général Maison me prie de vous écrire pour
« vous prévenir de cette disposition dont l'exécution ne peut être
« longtemps différée, pour vous prier d'employer tous les moyens
« qui peuvent être à votre disposition pour faire armer et approvi-
« sionner les places de notre ancienne frontière qui vont se trouver
« en première ligne. Nous vous envoyons des canons d'Anvers. Je
« crains bien que nous ne soyons bientôt forcés d'interrompre ces
« envois.

« L'ennemi s'avance aussi en force du côté de Liège. Il nous
« menace de sa cavalerie vers Louvain. C'est un plan d'invasion
« contre lequel il n'y a aucun remède avec le peu de forces que nous
« avons ici. Encore s'il y en avait assez pour mettre les chantiers et
« les vaisseaux d'Anvers à couvert, mais !....

« J'ai pris des mesures pour faire porter de suite à six mois les
« approvisionnements de siège et d'hôpitaux. Nous avons près de
« 30 000 prisonniers dans cette division. Je prie instamment M. le
« duc de Feltre de prendre les ordres de S. M. pour leur éloigne-
« ment et pour permettre que le contingent de gardes nationales

1. Voir plus loin 24^e division ; lettres 334 à 353.

« actives que doivent fournir les départements du Nord et du Pas-de-Calais n'en soit pas retiré. La grâce que je vous ai demandée pour les condamnés du département de la Lys serait d'un effet bien salulaire dans ces circonstances. »

« Le ministre répond le 17 qu'il ne faut rien changer à la destination des gardes nationales. La défense de la frontière du Nord sera assurée par l'armée à laquelle S. M. a confié ce soin. »

199. *Lille, 15 janvier. Villemanzu à Montalivet.*

« Monseigneur, depuis le compte que j'ai eu l'honneur de rendre à V. Exc., avant-hier, 13 de ce mois, sur les événements qui se passaient près d'Anvers, nous avons été informés que l'ennemi avait reculé et que le feu avait cessé. Nous nous attendions à recevoir hier, à cet égard, de nouvelles informations, mais il ne nous en est point parvenu.

« M. le préfet du département du Nord va être en mesure de faire partir un premier détachement sur le contingent de gardes nationales pour l'armée active que doit fournir ce département. Demain, je le passerai en revue, et il se mettra de suite en route, ou le 17, au plus tard. M. le préfet du Pas-de-Calais s'occupe très activement de la formation du contingent de gardes nationales que son département doit aussi fournir. »

200. *Lille, 19 janvier. Au même.*

« Monseigneur, il n'a été apporté aucun retard dans le départ des gardes nationales du département du Nord : déjà 4 compagnies du contingent que ce département doit fournir, sont parties de Lille le 17 et le 18 pour se rendre à leur destination. Il en partira encore demain 2 autres, et d'ici au 25 le contingent entier du département sera en route.

« Il n'en est pas de même du département du Pas-de-Calais et malgré le zèle infatigable, le dévouement et l'activité du préfet¹, non seulement cette opération se trouve retardée, mais aussi celle de la levée de 300 000 hommes.

1. Lachaise (Jacques-François), né en 1743, parvint au grade de maréchal de camp. Mis à la retraite en 1800, il était depuis l'an XI préfet du Pas-de-Calais. Il avait 71 ans. Il adhéra très vite à la Restauration, fut maintenu préfet par Louis XVIII, mais renvoyé au retour de l'empereur. Il mourut à Beauvais en 1823 (Voir sur son administration l'ouvrage de Saint-Yves et Chavanon, *Le Pas-de-Calais de 1800 à 1810*. Paris, 1907).

« Je crois avoir eu l'honneur de vous rendre compte que pour faire cesser l'insoumission des conscrits, M. le général de division Boyer s'était porté sur Béthune avec une colonne mobile. La présence de cet officier général a produit le meilleur des effets dans cet arrondissement quant à la tranquillité publique, et en même temps a fait rejoindre une grande partie des conscrits en retard. Mais ayant reconnu que s'il eût fallu que ce général fît compléter ce qui restait à fournir pour cet arrondissement par l'envoi successif de garnisaires dans les communes insoumises, cette mesure, vu le peu de forces aux ordres de M. le général Boyer, eût entraîné trop de lenteurs, je me suis déterminé à me rendre moi-même, le 17 à Béthune. J'avais donné l'ordre que tous les maires fussent réunis dans ladite ville, le 18 au matin, avec tous les conscrits qui n'avaient pas rejoint, et j'ai la satisfaction d'annoncer à V. Exc. que pas un maire, pas un conscrit insoumis, n'a manqué à cet appel, et qu'enfin d'ici au 21, tous les conscrits en retard seront rendus à Arras.

« Je regrette beaucoup que les circonstances ne m'aient pas permis de continuer cette tournée et de me porter successivement à Saint-Pol, Montreuil, Saint-Omer. J'espère au surplus que l'impulsion qui vient d'être donnée dans l'arrondissement de Béthune aura une influence heureuse sur les arrondissements voisins, et qu'enfin M. le général Boyer qui va porter son quartier général à Saint-Pol, va parvenir à faire rentrer dans le devoir tous les conscrits insoumis. S'il en était autrement, je saisisrais le moment de m'y transporter.

« Je ne dois pas laisser ignorer à V. Exc. qu'il existe dans les arrondissements dont je viens de parler, des bandes de séditeux, composées en grande partie de contrebandiers. Ces misérables doivent être considérés comme les principaux auteurs de l'insoumission des conscrits. Ils ne s'occupent que de corrompre l'esprit public, de piller les caisses et les propriétaires. Ils se portent successivement dans tels ou tels cantons par bandes de 40 à 50 hommes. M. le général Boyer va se mettre à leur poursuite, mais il aurait besoin d'une force armée plus considérable que celle qu'il a. Je vais m'occuper aujourd'hui avec M. le général commandant la division, des moyens de lui en faire passer, comme aussi d'organiser des compagnies franches qui pourront être employées utilement à cet objet. »

201. *Lille, 22 janvier. Villemanzy à Montalivet.*

« J'avais l'espoir de voir bientôt les conscrits insoumis du départ-

tement du Pas-de-Calais quitter leurs foyers, pour rejoindre leurs dépôts ; déjà l'arrondissement de Béthune laissait peu à désirer à cet égard ; mais le départ pour Soissons du corps de troupes, aux ordres de M. le général Boyer, qui avait ordre de se porter sur Saint-Pol, nous prive des moyens d'y réussir. Non seulement la position d'un corps de troupes régulières à Saint-Pol eût fait rejoindre les conscrits insoumis, mais elle eût encore servi à disperser plusieurs bandes de brigands armés qui existent dans ce département, où ils ne cessent de chercher à corrompre l'esprit public, et à favoriser l'insoumission des conscrits. De pareilles bandes exercent les mêmes excès dans l'arrondissement d'Hazebrouck, et s'y opposent à ce que les propriétaires versent dans les places les denrées qui ont été requises.

« Le département de la Lys est beaucoup plus tranquille qu'il ne l'avait été. »

202. *Lille, 24 janvier ; au même.*

Villemanzy déclare que la ville de Lille se trouve dans le plus grand besoin d'une somme de 300 000 francs pour assurer l'approvisionnement de siège de la place. Il est partisan d'un emprunt ; c'est aussi l'avis du comte Beugnot, en mission dans le département du Nord¹.

203. *Dunkerque, 26 janvier. Au même.*

« Monseigneur, je suis arrivé hier en cette ville ; j'y ai vu toutes les autorités, et je ne puis que vous rendre un compte satisfaisant de leur zèle et de leur dévouement, ainsi que de l'union et de l'accord qui existent entre elles.

« Cet arrondissement a fourni le contingent de gardes nationales en activité qu'il devait envoyer à l'armée.

« Les cohortes urbaines sont formées ; je les ai passées en revue. Le choix des officiers m'a paru excellent : ils sont bien habillés et en bonne tenue.

« Je me suis rendu à midi à l'Hôtel de Ville, où j'avais convoqué tous les maires de cet arrondissement. Je leur ai fait sentir toutes les obligations qu'ils avaient à remplir envers leurs administrés, et dont le but était de faire rejoindre les conscrits, de veiller à la

1. Le décret autorisant cet emprunt pour la ville de Lille est daté du 28 janvier, et signé par la régente Marie-Louise.

rentrée des contributions. Ils m'ont tous promis de rivaliser de zèle pour concourir à l'exécution de toutes ces dispositions. Il n'en est aucun d'eux avec lequel je ne me sois entretenu, et tous m'ont paru animés d'un excellent esprit. M. le sous-préfet qui m'accompagnait m'a confirmé dans cette opinion. Il m'a ajouté que la commune de Gravelines était une de celles qui n'avaient jamais été arriérées. Elle a pour maire M. de Carpentry. Quelques communes qui avoisinent le département de la Lys et l'arrondissement de Cassel, séduites par le mauvais exemple, sont les seules en retard, quant à la conscription, les impôts directs et le versement des denrées de siège. J'ai pris des mesures pour que ces communes se rendent enfin à leurs devoirs, en y envoyant des garnisaires. Malheureusement l'on n'est pas à même d'employer une force armée assez considérable pour faire rentrer spontanément et avec certitude dans leur devoir, les habitants qui s'en sont écartés.

« Demain je me rendrai à Cassel où j'ai convoqué tous les maires. J'aurai soin de rendre compte à V. Exc. du résultat de ce que j'aurai pu faire dans cet arrondissement qui est un des plus insurgés du département du Nord. »

204. *Cassel, 27 janvier. Villemanz y à Montalivet.*

« Je ne puis mieux vous rendre compte du voyage que je viens de faire dans l'arrondissement d'Hazebrouck, qu'en adressant ci-joint à V. Exc. copie de mon rapport à S. Exc. le ministre de Guerre. »

« *Cassel, 27 janvier. Copie du rapport du sénateur Villemanz y
au ministre de la Guerre, duc de Feltre.*

« Monseigneur, n'ayant plus de troupes réglées à ma disposition
« pour amener les conscrits insoumis de l'arrondissement d'Haze-
« brouck à se présenter au conseil de recrutement, et à rejoindre
« leurs dépôts à l'égal de ceux qui y avaient déjà paru, j'ai pensé
« qu'en me rendant moi-même dans cet arrondissement, je pourrais
« atteindre ce but par la voie de la persuasion. A cet effet j'avais
« fait convoquer tous les maires pour qu'ils se trouvent ici aujour-
« d'hui, accompagnés de leurs conscrits. Les premiers seulement se
« sont rendus à cette convocation. Je les ai fait rassembler à l'Hôtel
« de Ville, et là je n'ai rien négligé pour leur faire sentir combien

« j'avais lieu d'être étonné qu'ils n'eussent point obéi à l'ordre
 « que je leur avais donné de se faire accompagner par les conscrits
 « de leurs communes qui, contrairement aux lois, étaient restés
 « dans leurs foyers, dans un moment où la patrie ne pouvait avoir
 « trop de braves pour la défendre, repousser l'ennemi hors du terri-
 « toire français et empêcher que leurs propriétés ne fussent dévas-
 « tées.

« Je n'ai reçu des maires aucune réponse satisfaisante. Tous m'ont
 « assuré qu'ayant employé tous leurs moyens pour faire rejoindre
 « les conscrits insoumis, il ne restait plus qu'à demander avec ins-
 « tance qu'on fit usage de la force armée pour mettre fin à ces
 « insoumissions, et qu'ils en formaient la réclamation avec d'autant
 « plus d'instance que l'existence de plusieurs d'entre eux était
 « menacée, et que quelques-uns même étaient en fuite. Je suis
 « désolé, Monseigneur, d'avoir à mettre sous vos yeux cet ordre de
 « choses qui est d'autant plus fâcheux qu'il est favorisé par plusieurs
 « bandes de séditieux qui s'opposent à main armée à la levée des
 « contributions, aux versements des denrées que chaque commune
 « doit fournir pour former les approvisionnements de siège, et que
 « l'exemple de l'arrondissement d'Hazebrouck n'est malheureuse-
 « ment que trop suivi par ceux qui l'avoisinent, tels que ceux de
 « Merville¹, de Saint-Pol (Pas-de-Calais) et de Steenvoorde².

« Je serai de retour demain 28 à Lille, où dès mon arrivée je me
 « concerterai avec M. le général commandant la division, et M. le
 « comte Beugnot à l'effet de prendre toutes les mesures qui pour-
 « raient dépendre de nous pour rétablir l'ordre et la tranquillité
 « dans ces arrondissements, y faire exécuter les lois du gouverne-
 « ment et faire des exemples de sévérité envers les coupables dont
 « on pourra se saisir. »

205. *Lille, 28 janvier. Villemanzuy à Montalivet.*

Il a reçu la nouvelle du départ de S.-M. l'empereur et roi, pour se mettre à la tête de ses armées. Cette nouvelle « va produire les meilleurs effets dans une division où l'esprit public a besoin d'être stimulé. »

1. Merville, chef-lieu de canton de l'arrondissement d'Hazebrouck, sur la Lys, à 20 kilomètres S. de Cassel. Il y avait une manufacture de velours de coton. Population : 5 035 habitants.

2. Steenvoorde, chef-lieu de canton de l'arrondissement d'Hazebrouck, à 6 kilomètres E. de Cassel. Il y avait de nombreuses fabriques de fils et de laines apprêtées et filées. Population : 3 182 habitants.

206. *Lille, 31 janvier ; au même.*

Il adresse au ministre un exemplaire de l'arrêté qu'il a pris pour la création d'une légion de police dans la 16^e division militaire.

207. *Lille, 1^{er} février ; au même.*

Il a reçu l'ampliation du décret impérial qui vient d'être rendu pour autoriser la ville de Lille à ouvrir un emprunt de 300 000 francs remboursable en 6 ans, avec intérêt à 5 pour 100.

208. *Lille, 4 février. Au même.*

« V. Exc. est sans doute déjà informée que la retraite de M. le général Maison à laquelle la supériorité des forces de l'ennemi a donné lieu, a obligé MM. les préfets de la Dyle et de l'Escaut, à s'éloigner momentanément de leurs départements, et que M. le préfet de la Lys s'est vu par suite forcé de quitter sa résidence de Bruges, pour se porter à Ypres.

« D'après le compte que viennent de me rendre MM. les préfets de l'Escaut et de la Lys, leur départ, loin d'avoir été le sujet de quelque tumulte, a excité au contraire beaucoup de regrets de la part des principaux habitants, qui les ont accompagnés à une lieue de leur résidence, en leur témoignant le désir de les revoir bientôt.

« Je ne puis rien vous mander sur la position qu'occupe dans ce moment M. le général Maison, n'en ayant pas connaissance. Nous avons un petit corps de troupes à Tournai, où tout était tranquille aujourd'hui, à 10 heures du matin. L'esprit des maires de cet arrondissement est excellent, au point que nous en avons encore obtenu ce matin des chevaux de réquisition qui viennent d'arriver à Lille.

« D'après les rapports qui me sont faits, il semble que l'esprit public commence à s'améliorer dans les arrondissements de Saint-Pol (Pas de-Calais) et de Cassel (Nord).

« Le versement des fournitures pour compléter les approvisionnements de siège est en pleine activité. »

209. *Lille, 6 février ; au même.*

Villemanzy annonce qu'il a passé en revue le jour même les cohortes de gre-

nadiers et de canonniers de la garde nationale de Lille. Elles sont animées d'un excellent esprit.

210. *Lille, 12 février. Au même.*

« Nous venons de recevoir par le télégraphe l'agréable nouvelle que l'empereur dans les journées des 10 et 11 février a pris 90 pièces de canon à l'ennemi, un état-major, et qu'il lui a fait 16 000 prisonniers¹. Je m'empresse de la transmettre dans tous les chefs-lieux de la 16^e division militaire. ».

211. *Lille, 13 février; au même.*

La lecture du bulletin télégraphique a été faite à l'ouverture du spectacle où se trouvaient réunies toutes les autorités civiles, militaires, administratives. Il y a eu un vif enthousiasme et des cris répétés de « Vive l'Empereur ! » Un des acteurs a chanté des couplets improvisés dans l'intervalle des deux pièces que l'on représentait.

212. *Lille, 16 février. Villemanzuy à Montalivet.*

Il annonce au ministre l'impossibilité de se procurer les fonds nécessaires pour l'équipement de compagnies franches dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais. Il propose de former deux compagnies avec les employés des droits réunis².

213. *Lille, 17 février; au même.*

Il lui adresse une expédition de l'arrêté qu'il vient de prendre par lequel il a décidé que par suite de l'occupation de la ville d'Avesnes par l'ennemi et de la cessation des fonctions des autorités publiques qui s'y trouvent enfermées, l'arrondissement d'Avesnes sera provisoirement partagé en 2 subdivisions, dont les chefs-lieux seront les villes de Maubeuge et de Landrecies.

214. *Lille, 18 février. Au même.*

« V. Exc. est sans doute informée que M. le général en chef,

1. Ce sont les glorieux combats de Champaubert (10 février) et de Montmirail (11 février) où l'armée de Silésie est complètement battue. L'état-major prisonnier est celui du général Olsufjew (Cf. Houssaye, 1814, I, 2).

2. Montalivet indique en marge : approuvé.

comte Maison a été forcé de quitter Tournai et de se retirer à Lille. Cette place étant sur le point d'être investie, je partirai aujourd'hui pour Douai. J'y arriverai le 19 et le 20 je me rendrai à Arras, où je vous prie de m'adresser vos dépêches, étant dans l'intention d'y séjourner aussi longtemps que les circonstances pourront me le permettre. »

215. Arras, 20 février. Au même.

« Ainsi que j'ai eu l'honneur d'informer V. Exc. j'ai quitté Lille le 18, mais au lieu de me diriger sur Douai, je suis venu à Arras par la route de Lens, et bien que l'on m'eût fait craindre que cette route ne fût interceptée, non seulement je n'y ai pas rencontré d'ennemis, mais encore n'en avait-on pas entendu parler.

« D'après les rapports qui me sont parvenus, 800 hommes environ montés se sont portés par Bailleul sur Cassel et Hazebrouk, d'où ils auraient pénétré après avoir passé par Thiennes¹ entre Saint-Venant et Aire jusqu'à Merville et Pernes², ayant à leur tête le nommé Fruchard; j'aurai soin d'informer V. Exc. de la marche ultérieure de cette troupe. Ce dont je puis vous assurer dans ce moment, c'est que le préfet et le commandant du département du Pas-de-Calais ont pris toutes les dispositions en leur pouvoir pour maintenir la tranquillité dans ce département et pour que l'ennemi soit chassé des points sur lesquels il pourrait se porter. »

216. Arras, 25 février. Au même.

« J'attends à chaque instant le rapport qui aurait déjà dû me parvenir sur les mouvements de l'ennemi à Doullens³, et le retard que j'éprouve à le recevoir, me donne lieu de croire qu'il a évacué cette ville. Au surplus, son apparition dans ces parages n'a été le motif d'aucune invasion, et c'est avec plaisir que je vous annonce la tranquillité parfaite dont jouit le département du Pas-de-Calais. Je saisis cette occasion pour vous prier de mettre sous les yeux de

1. Thiennes, bourg du département du Nord, à 8 kilomètres d'Hazebrouck. Population : 256 habitants.

2. Pernes, village du Pas-de-Calais, à 13 kilomètres de Saint-Pol. Population : 630 habitants.

3. Doullens, chef-lieu d'arrondissement du département de la Somme, sur l'Authie, à 34 kilomètres d'Arras. Place de guerre de la 15^e division, Population : 3 000 habitants.

l'empereur la bonne conduite que M. le baron La Chaise, préfet, a tenue dans cette circonstance. On ne peut pas donner plus qu'il ne l'a fait des preuves de zèle et de dévouement pour le service de S. M. »

217. Arras, 25 février. *Au même.*

« Il m'a été fait plusieurs rapports sur les événements arrivés à Doullens. Dans ce nombre un seul m'a paru de nature à être mis sous les yeux de V. Exc. Je lui en fais l'envoi. »

« *Rapport (non signé).* L'ennemi est entré dans la ville de Doullens, le 20 février, après midi. Il y a eu quelques maisons de pillées, ainsi que les bagages de 2 bataillons du train d'artillerie. Les hommes d'escorte ont été dépouillés. Les voituriers qui avaient transporté ces bagages ont été détenus jusqu'au 23 de ce mois.

« Ils sont entrés dans la citadelle le lundi 21. Le total de ces troupes est d'environ 700 hommes, tous de cavalerie. Il y a 3 compagnies saxonnes, dont 2 de lanciers et 1 de hussards. Le surplus est formé de partisans, de cosaques. Il ne paraît pas qu'il y ait des conscrits qui se soient joints à eux.

« Les troupes saxonnes sont très tranquilles. Les soldats n'exigent que des vivres et ne pillent pas. Mais rien n'est respecté par les cosaques.

« Ils répandent des proclamations, où ils annoncent que le général Maison a été battu, que Lille et Douai sont cernés, qu'Arras ne tardera pas à l'être, que M. le sénateur Villemanzy est retourné à Paris. Ils sont très bien servis par leurs espions qui sont tous Français, et à chaque instant ils reçoivent des renseignements par eux. »

217^{bis}. Doullens, 26 février. *Le préfet du Pas-de-Calais à Montalivet.*

« Je m'empresse de mettre sous les yeux de V. Exc. copie du rapport que M. le comte de Villemanzy adresse à S. Exc. le ministre de la Guerre. »

« *Rapport.* Monsieur le duc, jusqu'à hier 25, j'ai tenu V. Exc. au courant des événements de Doullens. Ce même jour M. le général de brigade Henrion est arrivé à Arras, commandant une colonne de la garde impériale. Je lui ai fait connaître dans un conseil qui s'est tenu chez moi et auquel se trouvaient M. le général baron de la

« Chaise, préfet du département du Pas-de-Calais, et le colonel baron
 « de La Cour commandant le département, que le corps de partisans
 « commandé par le colonel Geismar était parti la veille à 4 heures du
 « soir de Doullens prenant la route d'Albert et de Bray¹, que
 « ce colonel avait laissé dans la citadelle une assez forte garnison, et
 « que ce serait rendre un service important que de se porter sur cette
 « forteresse, afin de la rendre à l'empereur. Le général Henrion
 « a pris de suite toutes les dispositions nécessaires pour remplir cette
 « intéressante mission. Pour augmenter ses forces, je lui ai fait
 « donner de l'artillerie, un détachement du 46^e de ligne, du 11^e
 « régiment de hussards, de la compagnie de gendarmerie du Pas-de-
 « Calais, et de la compagnie franche de ce département. Ce matin,
 « à 6 heures, le général s'est mis en route. J'ai eu l'honneur de
 « l'accompagner, ainsi que le préfet. A 5 heures du soir la citadelle
 « a été cernée, et sur le refus qu'a fait le commandant de se rendre,
 « le général Henrion a fait attaquer la forteresse par le brave 9^e
 « régiment des voltigeurs de la garde impériale, qui a été parfaitement
 « secondé par les autres détachements. A 6 heures du soir, après
 « plusieurs volées de canon, et une vive fusillade, la place a demandé
 « à capituler. La garnison s'est rendue à discrétion, et le général
 « Henrion a pris possession de la forteresse. Nous avons trouvé dans
 « la place une immense quantité de subsistances de tout genre,
 « produit des réquisitions excessives que l'ennemi avait frappées
 « sur les départements de la Somme et du Pas-de-Calais. Nous y
 « avons également trouvé une centaine de nos prisonniers qui ont
 « été délivrés aux cris de « Vive l'empereur ! »

« Le général Henrion qui se rend à Paris aura l'honneur de faire
 « à V. Exc. un rapport détaillé de cette importante expédition puis-
 « qu'elle rétablit avec la capitale nos communications qui étaient
 « entièrement interceptées. M. le général laisse une garnison dans
 « la citadelle et en a confié le commandement provisoire à un capi-
 « taine du 46^e de ligne. »

218. Arras, 27 février. Villemanzo à Montalivet.

« Monsieur le comte, j'ai l'honneur de transmettre à V. Exc.
 copie d'un paragraphe de ma lettre de ce jour au ministre de la

1. Albert, chef-lieu de canton du département de la Somme, à 22 kilomètres N.-O. de Péronne. Population : 2 000 habitants. — Bray, chef-lieu de canton du même département, à 8 kilomètres d'Albert. Population : 964 habitants.

Guerre, relative à la reprise de la citadelle de Doullens et à l'esprit des habitants de cette ville.

« *Rapport.* Je n'ai pas été satisfait de l'esprit public des habitants de Doullens. Nous avons été on ne peut plus surpris à notre arrivée de trouver encore affichées les infâmes proclamations que le colonel russe Geismar avait faites, proclamations que les habitants de Doullens n'auraient jamais dû souffrir et que cependant ils n'ont point osé arracher après le départ de cet officier.

« Nous les avons délivrés de la présence de l'ennemi et nul n'a manifesté la joie qu'il devait en éprouver. Il n'y a eu d'autres cris de « Vive l'Empereur » que ceux prononcés par les braves troupes du général Henrion, chargé de l'expédition.

« Je pense qu'on ne saurait trop tôt faire établir une enquête sur tout ce qui s'est passé à Doullens depuis le 19 de ce mois jusqu'à ce jour. S'il en faut croire quelques rapports, depuis longtemps on y attendait l'ennemi.

« V. Exc. sait que la ville de Doullens ne fait pas partie de mon arrondissement. Je n'eusse pas moins nommé une commission qui aurait procédé à faire établir cette enquête, si j'avais eu près de moi les éléments nécessaires. J'ai donc préféré que les ordres et instructions à cet effet fussent donnés par Leurs Exc. les ministres de l'empereur. »

« J'ai cru, Monsieur le comte, devoir vous transmettre ce paragraphe pour que vous puissiez prendre les mesures que nécessite la conduite des habitants de Doullens¹. »

219. Arras, 27 février. Villemanzo à Montalivet.

« M. le préfet du Pas-de-Calais a eu l'honneur de rendre compte hier à V. Exc. des résultats de l'expédition sur Doullens : mais ce qu'il ne vous aura pas mandé, c'est que ce brave magistrat s'est mêlé dans les rangs des conscrits de son département dont se compose la majeure partie du 9^e régiment de voltigeurs de la garde impériale et qu'il ne les a quittés qu'après que la citadelle a été rendue. Je vous prie instamment d'appuyer de votre suffrage la demande que je fais pour lui de la croix d'officier de la Légion d'honneur. »

1. Montalivet note en marge : « Écrire au ministre de la guerre pour savoir s'il se charge de faire faire l'enquête, ou s'il veut que je m'en charge. Écrire au préfet de la Somme ; lui demander un rapport très circonstancié et marquer mon mécontentement ».

220. Arras, 27 février. *Au même.*

« Monsieur le préfet du Pas-de-Calais vous a rendu compte qu'un corps de partisans, fort d'environ 600 chevaux, était arrivé le 19 à Saint-Pol, vers 10 heures du soir ; qu'il y était resté jusqu'au lendemain vers midi et que pendant le temps le commandant de ces partisans avait fait enlever tout ce qu'ils trouvaient dans les caisses appartenant au gouvernement c'est-à-dire 7 à 8000 francs ; d'un autre côté la sous-préfecture a été pillée et dévastée.

« M. le préfet vous aura aussi informé que ce pays n'étant pas à l'abri d'une nouvelle incursion, il deviendra indispensable d'en éloigner les administrateurs ainsi que les caisses, qu'il m'a en conséquence proposé d'établir provisoirement à Hesdin. J'ai pris un arrêté en ce sens. »

221. Arras, 27 février ; *au même.*

Villemanzy a dépensé tous les fonds octroyés par le ministère. Il en demande de nouveaux.

222. Arras, 28 février ; *au même.*

« Aussi longtemps que l'ennemi a paru sur le territoire du Pas-de-Calais, que la ville d'Arras a été menacée, que la citadelle de Doullens a été occupée par des partisans et que nos communications avec la capitale ont été interceptées, je n'ai pas voulu quitter Arras afin d'être plus à même de me porter partout où le salut du département l'exigerait. Aujourd'hui que toutes ces causes n'existent plus, j'ai l'honneur d'informer V. Exc. que je me rends à Douai, où je me propose de rester 2 ou 3 jours. Après quoi je reviendrai à Arras. Les événements qui vont se passer d'ici à mon retour en cette ville décideront de ma marche ultérieure.

« Je regrette beaucoup que nous n'ayons pu nous emparer du brigand Fruchard ; le colonel russe l'a emmené avec lui. Mais nous avons été assez heureux pour faire prisonnier son lieutenant, autrement dit Louis XVIII. Je viens de créer une commission militaire où il va être traduit. Je me flatte que nous obtiendrons de ce bandit quelques révélations importantes. Il sera fusillé dans la soirée.

« Au surplus voici le pays purgé de deux sérieux rebelles et nous

devons espérer qu'il en résultera des effets satisfaisants. J'ai à me louer de M. le comte Beugnot et de M. le baron de La Chaise. Leur vigilance et leur activité contribueront beaucoup à ramener dans le devoir les insoumis, qui n'ont plus de points d'appui. Toutefois existe-t-il encore quelques malveillants ; mais ils vont être poursuivis à mesure qu'on en aura la moindre connaissance. Rien n'est plus pressé que l'enquête à faire à Doullens. Je crois qu'elle donnera lieu de connaître de grandes perfidies¹. »

223. *Douai, 2 mars ; au même.*

« Je n'ai que des comptes satisfaisants à rendre à V. Exc. sur l'excellent esprit que j'ai reconnu exister parmi toutes les autorités de la ville de Douai. Je les ai reçues hier ; je me suis longtemps entretenu avec chacune d'elles, et, tous les sentiments qu'elles m'ont exprimés sont remplis d'amour, de fidélité, de dévouement inviolable pour notre auguste souverain.

« J'ai trouvé la garde nationale parfaitement organisée. M. le général baron Lahure, commandant supérieur à Douai, est content de la manière dont cette troupe fait le service.

« D'après les rapports qui sont parvenus, les ennemis commettent les plus grandes dilapidations dans les départements de Jemmapes et de la Lys, et l'on y soupire ardemment après le retour des Français. Je repars ce soir pour Arras. »

224. *Arras, 6 mars ; au même.*

Villemanzy envoie une copie du rapport de l'officier, adjudant à l'état-major de la place, relatif à l'exécution de Louis Frossot (dit Louis XVIII), qui a été fusillé le 5 mars, à onze heures, sur l'Esplanade, près du Manège.

225. *Arras, 8 mars ; au même.*

Envoi de la copie d'un arrêté que Villemanzy vient de prendre sur la proposition du procureur impérial de la cour de Douai. Le siège de la justice de paix du canton nord d'Avesnes est et demeure transféré à Maubeuge, celui du canton sud, à Landrecies.

1. Montalivet note en marge de la lettre que l'auditeur Pastoret est envoyé pour l'enquête nécessaire.

226. Arras, 15 mars ; au même.

Villemanzy adresse au ministre la proclamation du comte de Puckler Muskan, aide de camp du duc régnant de Saxe-Weimar, ainsi que celle du général Maran, commandant supérieur d'Ostende, en réponse à la précédente. Il a ordonné une enquête sur la conduite du sieur Revel, maire d'Hazebrouck, de Brauwère, notaire et adjoint à la mairie de Nieuport, et Collet, juge de paix à Nieuport.

227. Arras, 17 mars ; au même.

« Je m'empresse d'adresser à V. Exc. une copie, sous la date du 15, du rapport que m'a fait le général Maran, commandant supérieur d'Ostende, contenant les détails de l'heureuse expédition qu'il vient d'exécuter à Bruges.

« Un rapport de Lille m'annonce que la garnison de Maubeuge a délivré, à la suite d'une sortie, un convoi de 450 de nos prisonniers qu'elle a ramenés dans ladite ville, après avoir tué ou pris une partie de l'escorte ennemie, chargée de conduire nos prisonniers à Mons.

« Rapport du général Maran¹.

« Monsieur le comte, j'ai l'honneur de vous rendre compte
« qu'ayant reçu par l'intermédiaire du général Borrel, commandant
« le département de la Lys, l'ordre de M. le général commandant la
« 16^e division militaire, de faire une expédition sur Bruges, à l'effet
« d'en chasser la cavalerie ennemie qui y était et d'y frapper une
« contribution, je m'y suis rendu le 12 mars, avec 300 marins, 200
« hommes du 13^e léger, un bataillon de 500 hommes du 55^e de
« ligne, et une compagnie de douaniers. Le bataillon du 55^e et les
« douaniers m'avaient été envoyés tout exprès de Dunkerque et Nieuport. J'avais en outre une pièce de 4, et 2 obusiers de la batterie
« mobile d'Ostende.

« Les troupes de Dunkerque arrivèrent ici le 11. Elles étaient très
« fatiguées. Je ne crus cependant pas devoir remettre mon expédition au 13, attendu que le dégel qui s'annonçait rendrait infailliblement la route que je voulais prendre impraticable, et que je

1. Maran (1770-1842), volontaire au 3^e bataillon de la Dordogne en 1792. Colonel en 1813, gravement blessé à Lutzen, général de brigade à Ostende.

« craignais que l'ennemi apprenant nos intentions, ne se mît en mesure de s'y opposer.

« Je partis donc le 12, à 3 heures du matin, par la porte de Bruges, sur la rive droite du canal de ce nom.

« J'arrivai à 9 heures au pont tournant du village de Scheena-daël qui se trouve à une petite portée de canon de Bruges. Je n'avais jusque-là été reconnu que par 2 vedettes ennemies qui tirèrent deux coups de carabine et s'enfuirent. Je laissai un poste au pont mentionné, et ordonnai au capitaine Rivet, mon aide de camp, qui commandait l'avant-garde composée de marins, d'avancer.

« Une trentaine de cavaliers, commandés par le comte de Puckler-Muskan, aide de camp du duc de Weimar, voulurent faire mine de charger. Les marins qui étaient en tirailleurs se précipitèrent à leur rencontre et les mirent en fuite, après avoir blessé, disent les habitants, l'aide de camp Puckler, tué son cheval, et un cosaque.

« L'avant-garde entra dans la ville au pas de charge et aux cris de « Vive l'Empereur » répétés par tous ceux qui se trouvaient dans les rues. Je la fis immédiatement suivre par la pièce de 4, la compagnie de douaniers et 200 hommes du 55^e. Ce renfort était dirigé par le lieutenant Lafaye, officier de mérite, mon second aide de camp. Je restai avec ma réserve en dehors et envoyai une vingtaine d'obus sur la trace de l'ennemi qui se retirait au nombre de 110 hommes sur Courtrai. Quelques obus tombèrent dans la ville, endommagèrent 3 maisons. Il y eut 4 ou 5 personnes tuées ou blessées.

« Sitôt après l'arrivée de nos troupes sur la place, où il y avait une immense quantité de peuple, les ordres et proclamations de l'ennemi furent lacérés, et les nôtres affichés.

« Le maire et plusieurs des principaux particuliers vinrent me trouver. La troupe reçut des rafraîchissements ; 25 000 francs me furent comptés ; une certaine quantité de drap me fut livrée. J'ai gratifié les officiers de ce dernier objet. J'ai enlevé une soixantaine de fusils de tous calibres.

« L'ennemi avait été prévenu la veille : ses magasins étaient évacués ; les habitants n'ont connu notre arrivée que lorsque nous étions à leurs portes.

« Le maire, M. Van Zuylen, et un conseiller de préfecture, M. Van Severen nommé intendant par l'ennemi, m'avaient été désignés comme l'ayant favorisé. Je les ai pris. Ils me promettent de me compléter la somme de 40 000 francs. Je verserai le tout à la caisse militaire.

« Je garderai ces Messieurs jusqu'à ce qu'il plaise à V. Exc. d'en
« disposer. Je connais le maire, plutôt faible que mal intentionné ;
« l'autre est plus coupable.

« Si j'avais eu plus de temps, j'aurais enlevé une quantité consi-
« dérable de blé. C'était jour de marché. Toute la population des
« campagnes se trouvait à Bruges.

« Il était 4 heures lorsque nous sommes retirés. La populace
« a montré de l'humeur, mais n'a rien entrepris. Il y a à Bruges
« beaucoup de paisibles bourgeois qui ne participent en rien aux
« sottises de la canaille, qui est excitée sous main par quelques nota-
« bles. Nous n'avons pas perdu un seul homme.

« Le surlendemain 14, j'ai fait faire par le bataillon du 55^e une
« expédition sur Blankenberghe¹. On y a enlevé des armes. Une
« douzaine seulement de cavaliers se sont fait voir. Si j'avais un
« renfort de 600 hommes j'entreprendrais dans le département la
« terreur occasionnée par ces deux expéditions, et j'empêcherais
« l'ennemi de frapper des contributions exorbitantes.

« J'ai été très content de tout mon monde. Je recommande parti-
« culièrement aux bontés de V. Exc. le capitaine Rivet, mon aide
« de camp, officier rempli de zèle et d'intelligence. Il conduisait
« l'avant-garde et s'est jeté le premier dans la ville. M. de Rosily,
« auditeur au Conseil d'État, commissaire spécial de police qui a
« voulu m'accompagner, m'a fourni d'excellents renseignements sur
« Bruges et ses environs. Ce fonctionnaire très estimable a donné
« des preuves non équivoques de son courage.

« Signé : MARAN. »

228. Arras, 25 mars. *Villemanzuy à Montalivet.*

Il communique le résultat des enquêtes sur le maire et le conseiller de préfec-
ture de Bruges. On n'a pu présenter aucune preuve, ni recueillir aucun témoi-
gnage à l'appui de la dénonciation faite contre ces deux fonctionnaires, et en
conséquence ils ont été relâchés.

Bibliographie.

Béghin (E.), *Une page d'histoire. Béthune en 1813, 1814, 1815.* Arras, 1878.

1. Blankenberghe, bourg du département de la Lys, à 15 kilomètres N.-O. de Bruges.
C'était un village de pêcheurs et de cordiers. Population : 1 000 habitants.

17^e DIVISION MILITAIRE¹. AMSTERDAM:

Elle comprenait trois départements : Zuyderzée, Bouches de la Meuse, Yssel Supérieur.

18^e DIVISION MILITAIRE. DIJON².

Le commandant en chef de la division était Liger-Belair ; deux généraux de brigade l'assistaient à Dijon : le baron de Vaux et le baron d'Offenstein.

Elle comprenait cinq départements : Saône-et-Loire, Haute-Marne, Côte-d'Or, Aube et Yonne.

Commissaire extraordinaire : le sénateur comte de Ségur.

Il eut pour auditeurs : Le Chapelier, auditeur de 1^{re} classe pour la section de l'intérieur ; et A. de Pastoret, auditeur de 1^{re} classe en service extraordinaire, sous-préfet de Corbeil.

Le comte Louis-Philippe de Ségur comptait parmi les personnalités marquantes de l'ancien régime ralliées au régime napoléonien. Il avait 61 ans ; né à Paris le 10 décembre 1753, il était le fils aîné du maréchal marquis de Ségur. Entré au service à 16 ans, il devint à 23 ans colonel du Soissonnais Infanterie qui était en Amérique, et il servit sous les ordres de Ruchambeau. A son retour il commanda un régiment de dragons qui porta son nom. Bientôt de Vergennes le fit nommer ministre plénipotentiaire en Russie. Son ambassade fut importante ; il travailla à rétablir l'harmonie entre les cours de Versailles et de Saint-Pétersbourg. Catherine II consentit à la signature d'un traité de commerce en 1787, et il fut même question d'une quadruple alliance, France, Russie, Autriche, Espagne. Revenu en France en 1789, Louis XVI le chargea encore d'une mission à Berlin. Ségur et son père le maréchal refusèrent d'émigrer. Arrêtés sur l'ordre du Comité de Sûreté générale en 1793, ils échappèrent à l'échafaud. En 1801, Ségur devenait député au Corps Législatif ; en 1803, Bonaparte l'appela au Conseil d'État ; et bientôt il devenait grand maître des cérémonies. Sénateur depuis 1813, il allait approuver, comme tant d'autres la déchéance, et faire partie de la nouvelle Chambre des Pairs. Pendant les Cent Jours il se rallia de nouveau à Napoléon qui le maintint à la pairie. Rayé au retour des Bourbons, il fut réintégré en 1819, et mourut à Paris le 27 août 1830, après avoir accueilli favorablement la révolution de Juillet. Il appartenait à l'Académie française depuis 1816.

Son fils, Philippe-Paul, né en 1780 était général et aide de camp de l'empereur. Il est l'auteur de Mémoires célèbres sur le premier Empire et la campagne de Russie. Louis-Philippe le créa pair de France en 1831, et il mourut en 1873, à 93 ans.

Les préfets en service dans la 18^e division étaient : pour la Saône-et-Loire, le baron Roujoux ; pour la Haute-Marne, Jerphanion ; pour la Côte-d'Or, le

1. Aucun document ne figure au dossier. La division était occupée par l'ennemi.

2. Arch. nat., F⁷ 7025.

comte de Cossé Brissac ; pour l'Aube, le baron Caffarelli ; pour l'Yonne, le baron Defermon.

229. *Paris, 27 décembre 1813. Ségur à Montalivet.*

Il demande une avance de 8 000 francs payable à Paris, pour les frais de sa mission.

230. *Troyes, 2 janvier 1814 ; au même.*

« Je suis arrivé à Troyes le 31 décembre, j'ai vu tous les corps, toutes les autorités, les principaux habitants de la ville. J'ai pris par le préfet, par la gendarmerie, par les employés de l'administration, tous les renseignements qui me paraissent nécessaires pour bien connaître la situation du département, et je vais rendre compte à V. Exc. de tout ce que j'ai pu recueillir de plus positif.

« L'esprit est généralement bon dans le département et tous les ordres du gouvernement y sont suivis sans obstacle et sans retard. La nouvelle de l'entrée des ennemis en France avait un peu inquiété et abattu les habitants. La stagnation du commerce, le peu de moyens de travail pour les pauvres, répandaient la tristesse, mais l'espérance de la paix a tout ranimé. Les paroles de l'empereur au sénat produisent un grand effet et font tomber toute insinuation perfide, tout bruit mensonger. J'ai parlé à tous les notables du pays le langage de l'honneur et j'ai trouvé des oreilles françaises et des cœurs français. Je n'ai pas eu de peine à les émouvoir, à les échauffer, à leur prouver qu'un grand peuple, uni à son souverain, est invincible ; que l'ennemi ne pénétrerait point follement au milieu d'une nation armée, qu'il ne se montrera qu'où il trouvera des lâches et des dupes, et que la promptitude de la paix que veut l'empereur dépend uniquement de l'attitude que prendront les Français. Je leur ai parlé avec cordialité. Ils m'ont écouté avec confiance. Les esprits étaient bien disposés par le préfet¹ qui est instruit, ferme, paternel, et que toutes les autorités secondent parfaitement. Aussi la proclamation que j'ai faite et que j'envoie à V. Exc. ne tend qu'à encourager puisqu'on n'a besoin ici que d'un peu d'encouragement².

1. Le préfet Caffarelli était le frère du commissaire extraordinaire délégué à Toulouse. Voir la 10^e division militaire.

2. Dans sa proclamation, Ségur insiste sur la paix et déclare que l'empereur la désire. Il rappelle ses paroles au Sénat : « Il sent comme monarque et comme père, tout ce que la paix ajoute à la sécurité des trônes et à celle des familles. A l'aspect de tout ce peuple en

« Je crois que dans le département de la Haute-Marne où je vais me rendre, je serai obligé de prendre un ton plus chaud et plus entraînant. La levée des 120 000 hommes a été promptement faite ici : le département devait 1 200 hommes ; il en a fourni 1 245. On lui a demandé un supplément de 800 hommes. On s'en occupe concurremment avec la levée du contingent de 300 000 hommes. Ce dernier contingent est de 2 000 pour le département de l'Aube. Sur ce nombre il n'a été désigné jusqu'à présent que 545 individus. Actuellement on va vérifier les absents et les manquants à l'appel. Il y a peu d'espoir de trouver dans cette vérification une ressource considérable. Le nombre de mariages est prodigieux : celui des hommes dont la réforme est indispensable est très grand. Je doute que le total des hommes fournis pour ce dernier contingent puisse dépasser 700.

« Le nombre des déserteurs et des réfractaires n'est que de 44. La plupart sont des enfants trouvés qu'il est difficile d'atteindre. On a demandé au département 300 chevaux de trait pour fournir à Metz. Il y a déjà 202 chevaux livrés aux équipages d'artillerie de la garde. On continue les recherches dans le département. La réquisition se fait avec attention ; mais il n'y a que peu d'espoir de compléter. Les chevaux de ce pays sont faibles et de mauvaise qualité.

« On a demandé aussi 150 chevaux de cavalerie. La levée commence.

« La ville de Troyes doit organiser une cohorte de grenadiers. Tous les propriétaires se prêtent à cette mesure et en sentent la nécessité, puisqu'il y a 15 000 ouvriers sans travail

« On désire ici l'arrivée de quelques troupes. Elles seraient encore plus nécessaires à Chaumont et à Langres. La présence des plus faibles corps rassurerait tous les esprits, entraînerait tout le monde à prendre les armes, et persuaderait l'ennemi de la prompte arrivée de l'armée, arrivée que j'annonce toujours comme prochaine.

« Il y a trop de prisonniers de guerre ici : on en compte 1 500, espagnols et autrichiens. On en annonce 1 600. Il en est arrivé 600 qui sont entassés dans des hangars et des écuries. Les habitants sont écrasés de sacrifices pour les nourrir. Ils arrivent à l'improviste, sans que les autorités soient averties. Il serait bien nécessaire de porter promptement ces hommes vers le centre de la France et loin des endroits menacés. Dans le reste du département il y a encore

armes, l'étranger fuira ou signera la paix sur les bases qu'il a lui-même proposées. Il n'est plus question de recouvrer les conquêtes que nous avons faites ».

950 prisonniers ; de sorte qu'on ne peut pas évacuer de Troyes sur les autres villes.

« Je viens de voir à l'instant le courrier de Belfort qui vient de Vesoul d'où il est parti avant-hier au soir. Belfort tenait toujours. Les patrouilles ennemies paraissaient rarement à Lure. Vesoul était animé d'un très bon esprit, mais s'affligeait de n'avoir point de troupes.

« Je pars demain pour Chaumont. »

231. Chaumont, 4 janvier 1814. Ségur à Montalivet.

« Je suis arrivé hier au soir à Chaumont. J'ai trouvé les autorités inquiètes et le peuple demandant la paix à grands cris. On obéit aux ordres, on se dispose à organiser la levée en masse, mais cette masse ne voyant ni bataillons avec elle, ni canons, ne paraît pas disposée à se défendre. La garde nationale a ici environ 100 fusils dont je cherche à leur persuader de faire un bon usage. J'ai fait une proclamation que je vous enverrai. Elle rassure et anime les fonctionnaires publics. J'espère qu'elle fera aussi bonne impression sur la masse.

« Les contributions se payent bien dans la ville, mais elles se payent mal dans les campagnes où l'on a peur d'en payer, encore à l'ennemi. Vesoul a été cerné hier par un fort détachement. Le préfet¹ surpris a été sommé de se rendre chez le prince de Schwartzemberg qui est à Lure. Il n'a voulu obtempérer à aucun ordre et est resté prisonnier sur sa parole à Vesoul.

« Je pars demain matin pour Dijon. Je passe par Langres. J'y trouverai les esprits encore plus effrayés du très proche voisinage de l'ennemi. Je crois cependant que les troupes alliées ne se dirigeront ni sur Langres, ni sur Chaumont, qu'elles iront plutôt à Gray et à Besançon et s'approcheront peut-être par Bourg de Lyon pour y mettre des impositions, s'ils n'y trouvent pas de forces et pour nous couper toute communication avec la Savoie et l'Italie. Le général baron d'Offenstein qui commande dans ce département-ci serait mieux à une avant-garde qu'au poste où il se trouve. Il ne demande qu'à sabrer et au lieu de rassurer les autorités constituées, il les tracasse, les inquiète, les maltraite, et s'inquiète lui-même car dès que l'ennemi a paru à Belfort il le disait près et voulait qu'on emportât

1. De Flavigny (voir 6^e division militaire).

d'ici toutes les caisses et les archives, ce qui a beaucoup alarmé le pays.

« Je verrai si l'on peut faire avancer quelque monde du côté de Vesoul pour éclairer la marche de l'ennemi, mais je doute de l'utilité et du succès de ces ordres, parce qu'ils ont peur (*sic*) et n'ont point de dragons ni de canons pour les appuyer. Le général d'Offenstein n'avait à Vesoul que 56 hommes des 3^e, 9^e, 25^e régiments de chasseurs à cheval et du 6^e hussards. Le colonel du 3^e régiment de chasseurs demande même qu'on fasse rentrer le détachement de son corps, qu'il doit réunir à d'autres pour mettre à exécution les ordres qu'il a reçus d'envoyer à Versailles un escadron que lui demande le ministre de la Guerre. Ces ordres de porter sur Paris et Versailles le peu d'hommes armés qu'il y a dans ces contrées achèvent de décourager le pays.

« La maladie fait ici des progrès à l'hôpital. On a perdu les deux médecins. Il est urgent que le ministre de la Guerre envoie des officiers de santé. »

232. Chaumont, 4 janvier. Ségur à Montalivet.

« Je m'empresse de vous faire parvenir un court exposé sur la situation générale du département de la Haute-Marne.

« *Conscription.* — Dans la levée des 120 000 hommes ordonnée par le décret du 13 décembre, le contingent du département fixé d'abord à 1 300 hommes, réduit à 1 000, a été fourni. Les hommes sont incorporés. Dans la levée des 300 000 hommes ordonnée par le sénatus-consulte du 15 novembre, le contingent du département a été fixé à 1 500 hommes. Au 3 janvier il n'est parti que 135 conscrits. Le préfet croit qu'en faisant les plus grands efforts, il ne pourra donner que 1 000 hommes. Il y a eu dans le département un grand nombre de mariages. Sur toutes les levées le département de la Haute-Marne compte à peine 20 réfractaires.

« *Levées de chevaux.* — Les décrets des 5 et 11 novembre ont ordonné une levée de 10 000 chevaux. Le contingent assigné au département a été de 400. Déjà 299 ont été reçus par le général commandant le département. Je vais hâter la fourniture des 101 chevaux restants. Une autre levée de 15 000 chevaux a été ordonnée. Le département a été compris pour 150. Le préfet espère pouvoir fournir son contingent à la date fixée du 15 janvier.

« Le département ne produit que des chevaux de la plus petite taille.

« *Garde nationale.* — Par décret du 21 décembre 1813 S. M. a ordonné la formation dans le département de la Haute-Marne d'une légion de garde nationale de 4800 hommes dont moitié doivent être mis de suite en activité. 2212 hommes sont partis pour Strasbourg. Il reste à fournir 188 hommes qui doivent arriver à Chaumont le 10 janvier. Le préfet a pris un arrêté pour la levée en masse. »

233. *Dijon, 6 janvier. Ségur à Montalivet.*

« On est un peu troublé ici des nouvelles et de l'approche de l'ennemi. Je vais tâcher de rassurer les esprits. Il n'y a que 300 hommes de troupe ici, dont 100 armés. Les désarmés allaient partir. J'ai fait donner 50 fusils de la garde nationale pour les faire rester. La garde nationale est tout entière décidée à ne point se battre pour éviter d'attirer le pillage. Nous avons 1500 hommes à Auxonne qui tiendront quoique la place soit demantelée. L'ennemi a pris Vesoul. Il y a placé 1000 hommes et on y attendait le quartier général. Ses éclaireurs étaient à 8 lieues de moi lorsque je me suis arrêté à Langres. »

234. *Dijon, 7 janvier. Ségur à Montalivet.*

« Dôle est pris après une courte fusillade. Le préfet du Jura¹ y a vu entrer les ennemis et est venu ici avec sa gendarmerie et sa garde départementale. Je ne sais si l'on va attaquer Auxonne. Le général Vaux y est avec 1100 hommes, de bons soldats. Il est possible que les ennemis tournent Auxonne et viennent à Dijon. Le général Belair n'a ici que 150 hommes armés. J'en fais armer à la hâte 300 autres et j'y joins les 80 hommes de la garde départementale du Jura et de la Côte-d'Or. La garde urbaine est décidée à ne point combattre de peur d'attirer le pillage. Si l'ennemi s'approche, comme la ville est ouverte et que personne ne veut s'y défendre, le général, le préfet et moi, conformément à vos instructions, nous nous en retirerons avec les soldats². Nous n'avons que 20 gendarmes

1. Bergognié. Voir lettre 26^e.

2. Ségur dut quitter Dijon. Cf. Gaffarel, *Dijon en 1814 et 1815*. Dijon, 1897. M^e de Chastenay écrit dans ses mémoires : « Quelques personnes animées d'un zèle assez intempestif avaient ameuté contre Ségur des gens du peuple. Sa voiture fut accompagnée jusqu'à la porte de la ville au refrain bruyant et trivial : « Bon voyage, M. Dumollet ! » Mémoires, II, 267, cité par Gaffarel, page 15.

pour nous éclairer : pas un dragon, pas un chasseur. J'ai donné l'ordre d'employer en éclaireurs les employés des droits réunis et les gardes forestiers. »

235. Dijon, 8 janvier. Ségur à Montalivet.

« M. Bonne, maire de Mâcon que j'ai vu ici, s'est chargé pour M. le baron Roujoux¹ d'une proclamation à ses administrés. Elle sera imprimée à Mâcon et placardée dans toutes les communes du département.

« Je vous adresserai demain un exemplaire de la proclamation placardée hier à Dijon et qui va être répandue dans toute la Côte-d'Or. Je joins copie d'un arrêté que j'ai pris pour régulariser le commandement de la levée en masse de la Haute-Marne, dont le commandant est le général Offenstein.

« J'ai reçu le décret que vous m'avez adressé et qui nomme le général Vaux pour la levée de la Côte-d'Or. »

236. Dijon, 8 janvier. Au même.

« Depuis deux jours les esprits se rassurent ici et l'abattement diminue. J'ai à me louer sur tous les points de M. le comte de Brissac². Il m'aide puissamment par son esprit et sa fermeté, et je serai fort aise que V. Exc. en informe l'empereur. S. M. n'a point de serviteur plus zélé, plus intelligent, et on ne peut pas montrer plus de courage dans une circonstance plus critique. S'il était inquiet à mon arrivée, c'était à cause de la stupeur et de la mollesse des habitants de Dijon qui avaient été consternés à la prise de Vesoul, et surtout de Dôle. Il n'y avait ici que 15 gendarmes et 150 hommes armés. On n'avait encore ni cartouches, ni balles. L'ennemi nous menaçait par Gray, Seurre, et l'on assurait que deux corps de 1 500 hommes marchaient sur Dijon. Les ennemis l'avaient dit eux-mêmes au maire de Dôle.

1. De Roujoux, né à Landerneau (1753), fut membre de la Législative et de la Convention. Il était préfet de Saône-et-Loire depuis le 13 avril 1802. Il se retira de la vie politique sous la Restauration et mourut à Brest en 1829. C'était un lettré de distinction.

2. Le duc Augustin de Cossé-Brissac, né à Paris en 1775, d'abord préfet du département de Marengo, était dans la Côte-d'Or depuis le 1^{er} mai 1812. Il devint pair de France à la Première Restauration et mourut en 1848.

« Le général Belair très bon général, comptait se retirer avec ses 150 hommes et allait renvoyer 300 hommes non armés qu'il avait ici. Ma présence, mes discours, et l'aide du préfet ont ranimé les courages. Nous avons gardé les 300 hommes et nous avons pris les fusils de la garde nationale et du lycée pour les leur donner.

« J'ai mis la garde départementale à la disposition du général. Une partie de la garde départementale du Jura est venue s'y réunir, avec 30 gendarmes et 24 dragons. Nous avons fait faire des cartouches et des balles. Ainsi nous avons actuellement à peu près 450 hommes armés et 60 hommes à cheval. Ce n'est pas assez dans une grande ville pour se défendre contre 3 000 hommes, mais c'est assez pour n'être pas surpris, comme nous pouvions l'être jusqu'à ce matin, n'ayant pas d'éclaireurs, et c'est assez du moins pour ne pas être insultés par 150 hommes, comme Dôle l'a été.

« Nous avons mis en réquisition les gardes forestiers, champêtres, et les employés des droits réunis. Mais ce renfort ne sera quelque chose que dans deux ou trois jours.

« La garde nationale est décidée à ne pas tirer un coup de fusil de peur d'attirer le pillage. C'est une lâcheté ! mais qu'y faire quand elle est unanime ?

« Nous appelons tous les anciens militaires aux armes. La commune de Pluvet¹ a donné un bon exemple. Elle a offert 1 800 hommes (*sic*) et demande des armes, de la poudre et du plomb. Nous voudrions bien avoir des armes à leur donner : ils sont dignes de les porter.

« Auxonne² dont les murs étaient fort délabrés, se répare. On y fait des ouvrages de terre. Il y a 20 pièces de canon et 1 200 hommes. Il y en aura bientôt davantage. Le général Vaux qui est dans cette place a beaucoup de caractère et d'activité. Je crois que les ennemis qui n'ont point de canons de siège et qui ont peu d'infanterie, mais beaucoup de cavalerie légère, n'oseront pas l'attaquer.

« Ils ont pris Dôle au nombre de 150 hommes, et s'y sont établis au nombre de 2 000.

« Le bruit d'une sortie présumée du général Vaux les a fait repasser le pont, et ils n'ont laissé à Dôle que quelques sentinelles.

« On a aperçu aujourd'hui, à peu de distance de Seurre³, quelques vedettes ennemies. Nous avons envoyé 20 gendarmes sur ce

1. Pluvet, village de la Côte-d'Or, arrondissement de Dijon, sur la Tille, à 22 kilomètres de Dijon. Population : 334 habitants.

2. Auxonne, voir lettre 25.

3. Seurre, chef-lieu de canton de la Côte-d'Or, sur la Saône, à 37 kilomètres S. de Dijon. Population : 2 766 habitants.

point pour nous assurer de leur marche et de leur force. Nous en avons envoyé 10 autres avec des employés des droits réunis du côté de Gray.

« La ville commence à être plus calme. Ma proclamation a, dit-on, produit un très bon effet¹. Si l'ennemi perd encore quelques jours, peut-être nos forces augmenteront.

« Le maire a bien peu de vigueur et de raison. C'est un trembleur qui paralyse tout.

« J'ai l'honneur de vous rendre compte, dans une lettre à part, du travail de la conscription et des réquisitions de chevaux. L'impôt direct se paie bien ; les droits réunis souffrent : j'ai fait partir tous les prisonniers.

« P. S. Les gardes forestiers arrivent, mais je n'en sais pas le nombre. »

237. *Dijon, 8 janvier ; au même.*

Lettre relative à la conscription.

Levée de 120 000 hommes. Le contingent du département de la Côte-d'Or a été fixé à 1 200 hommes. Dès le 1^{er} décembre tous étaient partis.

Levée de 300 000 hommes. Contingent fixé à 3 000 hommes ; 800 individus ont été trouvés capables de servir et ont été incorporés. Ce n'est que le 18 janvier que les opérations de la levée seront terminées. Le contingent à cause des mariages se trouvera réduit à 1 500 hommes.

Levée de chevaux. Réquisition de 300 chevaux d'artillerie. 248 chevaux ont été fournis. Il en reste encore à fournir 52. J'espère les avoir promptement. Réquisition de 300 chevaux de selle. Peu sont susceptibles d'être admis. Comme dans les précédentes levées il faudra traiter avec les fournisseurs.

Garde nationale. A Dijon, 4 compagnies d'élite remplacent la cohorte urbaine. A Beaune, la garde nationale s'organise. A Auxonne, 2 compagnies (chacune de 100 hommes) remplacent la cohorte que le manque de population ne pouvait permettre de compléter.

A Sémur, la garde nationale sera organisée dans 5 jours.

238. *Dijon, 12 janvier. Ségur à Montalivet.*

« Hier il nous arrivait de toutes parts la nouvelle fâcheuse que Gray était pris, que Langres était occupé par l'ennemi, qu'ils avaient vaincu la résistance des habitants de Chalon, que Tournus et Mâcon

1. Elle est jointe au dossier : « L'Empereur, écrit Ségur, veut la paix autant que vous la souhaitez. »

étaient attaqués, que les ennemis étaient rentrés à Dôle et menaçaient de marcher sur Dijon. Mais voici le véritable état de choses. Les ennemis sont en effet rentrés à Dôle, mais en petit nombre. Des reconnaissances faites par des gardes forestiers et des paysans armés n'estiment pas leurs forces à plus de 80 hommes, et 7 ou 800 à distance,

« Le général Valence¹ qui était à Gray avec une quarantaine de gendarmes et de dragons, 10 soldats et une centaine de gardes nationaux armés, a escarmouché toute la journée du 10 janvier. Les ennemis sont entrés à Gray, mais ils en ont été renvoyés, à coups de fusil, par quelques soldats retranchés. Malgré leur retraite, le général Valence voyant des postes d'infanterie ennemie dans un bois et n'ayant plus de cartouches, a fait partir les autorités constituées, et s'est replié avec sa troupe sur Mirebeau², qui est à 6 lieues d'ici. Je lui ai envoyé cette nuit 1 200 cartouches et 120 hommes de la 6^e division. Il doit marcher sur Gray aujourd'hui, et je crois que l'ennemi l'aura évacué.

« Un faible parti autrichien était entré dans les faubourgs de Langres le 9. Il avait été renvoyé à coups de fusil. Un autre parti, de la même avant-garde, est revenu aux portes de la ville pour la sommer de payer de fortes contributions. Le 9 au soir, 600 hommes de la garde impériale sont entrés à Langres, et 300 le lundi matin. Voilà ce que nous apprend un voyageur qui est parti de Langres, le lundi à minuit. L'occupation de cette ville a été faite à temps, car le général Valence me mande que deux fortes colonnes venant de Montbéliard et de Belfort étaient arrivées à Blondfontaine³ avec du canon, et comptaient le lendemain attaquer Langres, et il aurait été difficile de les déloger de cette forte position.

« M. l'auditeur Pastoret que j'avais envoyé à Chalon et à Mâcon en est revenu hier au soir. Il a trouvé les habitants de Chalon dans les meilleures dispositions et bien décidés à ne pas se rendre. Ils avaient palissadé leur pont et coupé ceux qui étaient en avant. M. Pastoret a été, à leur tête, au devant de l'ennemi, à une lieue. Ils ont bravement fusillé et chargé 200 hommes de troupe, qui voulaient les attaquer, leur ont tué du monde et les ont mis en fuite. Comme on

1. Valence, commissaire extraordinaire désigné pour la 6^e division. Voir sa biographie et sa correspondance, lettres 25 à 30.

2. Mirebeau, bourg de la Côte-d'Or, chef-lieu de canton de l'arrondissement de Dijon, à 22 kilomètres N.-E. de Dijon. Population : 1 213 habitants.

3. Blondfontaine, village de la Haute-Saône, arrondissement de Vesoul, à 6 kilomètres de Jussey. Population : 1 050 habitants.

annonçait une colonne ennemie de 3 000 hommes avec du canon, les habitants des montagnes du Charollais sont descendus pour venir au secours des Châlonnais, et ont traîné eux-mêmes 2 pièces de canon qu'ils avaient trouvé au Creusot. Un ancien officier dirige leur défense. Ils ont avec eux 80 hommes du 144^e. Ils manquaient de poudre, mais je leur en ai envoyé et ils l'ont reçue.

« M. Pastoret est allé ensuite à Tournus¹ que le préfet de la Haute-Saône croyait attaqué et qui n'était pas encore menacé. Les habitants se préparent à se bien montrer. A Mâcon, M. Pastoret a trouvé le même courage et les mesures les plus énergiques prises par le préfet. Les lâches partisans de l'ennemi avaient répandu l'alarme à Mâcon. On y croyait Langres, Dijon, Chalon occupés par les Autrichiens.

« En général, je n'ai qu'à me louer du zèle avec lequel on a exécuté les dispositions que j'ai prescrites dans la 18^e division, et je me félicite de voir que ces mesures, l'énergie des préfets, et le courage des habitants des campagnes ont jusqu'à présent préservé les rives de la Saône des insultes qu'ont reçues les pays où l'ennemi n'a point trouvé de résistance.

« M. Pastoret a appris à Mâcon que l'ennemi avait été repoussé à Bourg sur l'Ain. Cet auditeur a rempli sa mission avec beaucoup de courage, de zèle et d'intelligence. Il me paraît mériter que S. M. veuille bien lui accorder quelque marque de distinction et de bienveillance. »

239. *Dijon, 13 janvier. Ségur à Montalivet.*

« Les espérances que j'avais, d'après les bonnes dispositions du préfet de la Haute-Saône, ne se sont point réalisées ; 1 000 hommes de cavalerie ennemie, 500 hommes d'infanterie avec 2 obusiers, après avoir forcé la résistance de Bourg sur l'Ain, se sont présentés devant Mâcon qui s'est rendu à la première obuse (*sic*) de peur d'être brûlé. C'est ce que me mande le sous-préfet de Chalon. On ne sait encore si ce détachement doit rester à Mâcon, s'il se portera sur Lyon, ou s'il se dirigera vers Tournus et Chalon. Chalon résiste toujours aux ennemis qui le menacent.

« Hier, nous avons eu une vive alerte à Dijon. Le général Valence

1. Tournus, chef-lieu de canton de Saône-et-Loire, à 29 kilomètres N. de Mâcon. Population : 4 615 habitants.

était depuis quelques jours à Gray, avec 100 hommes à cheval. Avant-hier il y a été attaqué. L'ennemi est entré dans la ville, mais on avait barricadé le pont; les gardes nationaux ont fait feu et ont tué 3 dragons ennemis. M. de Valence cependant s'est retiré la nuit de Gray sur Mirebeau. Il n'avait plus de cartouches. Je lui ai envoyé, le même jour, de la poudre et 200 hommes, dont 60 d'infanterie. J'avais ordonné qu'on placât ces derniers dans les haies du village. Hier M. de Valence a voulu retourner à Gray. Il a été attaqué à une lieue de Mirebeau par 200 ou 300 hommes à cheval; un piquet de 24 dragons qu'il avait en avant de lui, a été surpris; 12 dragons ont été enlevés par l'ennemi. M. de Valence à qui j'avais envoyé M. Le Chapelier est revenu jusqu'à 3 lieues d'ici, poursuivi par l'ennemi, et comme on cherchait à le tourner, il a fait filer ses voitures devant lui vers Dijon, est monté à cheval et a fait bonne contenance avec sa petite troupe de cavalerie. Les ennemis ayant vu l'infanterie qu'on avait placée dans Mirebeau, se sont éloignés. M. de Valence est revenu à Dijon, mais le retour précipité de ses voitures a mis toute la ville en alarme. J'ai fait avec le général de division et le général commandant le département, les dispositions nécessaires pour soutenir une attaque, autant que je le pouvais, avec 300 hommes de troupe qui me restaient et 15 gendarmes. L'esprit de la ville était très lâche et très apathique. Le commandant de la garde nationale m'avait déclaré que la garde ne se battrait pas, de peur d'attirer le pillage. Cependant je ne partageais ni l'opinion, ni l'inquiétude de M. de Valence et des généraux. Je ne croyais pas aux 8000 hommes d'infanterie qu'on disait à Gray. Je ne me figurais pas qu'on pût venir avec un petit détachement à Dijon, et je pensais que cette échauffourée n'avait eu lieu que dans le double objet de faire évacuer Gray par M. de Valence et de l'enlever si on le pouvait. Gray est un point important sur la Saône et l'armée ennemie veut garder le cours de cette rivière pour couvrir Besançon qu'ils assiègent et pour empêcher l'armée de S. M. de s'y porter.

« Mes idées se sont vérifiées. M. de Valence est arrivé ce matin. J'ai fait partir 200 hommes à 2 lieues d'ici à l'embranchement des chemins, et nos éclaireurs m'ont rapporté que la cavalerie avait pris la route de Fontaine-Française et de Champlitte¹ pour observer la route de Langres et les mouvements de notre armée.

1. Fontaine-Française, chef-lieu de canton de la Côte-d'Or, à 33 kilomètres N.-E. de Dijon. Population : 988 habitants. — Champlitte, chef-lieu de canton de la Haute-Saône, à 20 kilomètres N. de Gray. Population : 2 628 habitants.

« Je crois que l'armée impériale préoccupe plus les ennemis que Dijon. La faiblesse seule de nos moyens et l'apathie des habitants peuvent lui donner l'envie d'y venir.

« Je fais lever des compagnies franches dans les communes et je suis très content de l'esprit des campagnes. Les gardes forestiers se sont portés de bonne volonté devant l'ennemi, mais ils se sont mollement conduits.

« Nous avons envoyé aujourd'hui 12 pièces de canon d'Auxonne à Langres. 1 500 hommes de troupes de S. M. sont venus au-devant de ces pièces à quelques lieues d'ici. J'espère que leur vue nous donnera quelques moments de tranquillité. Mais notre armée ne peut pas encore tenter de grands mouvements, n'étant pas toute arrivée et l'ennemi ayant des forces très considérables qu'il a fait venir à Pont-sur-Saône.

« Ce qui me contrarie infiniment, me trouvant en fausse position dans une grande ville dont l'esprit est mauvais et n'ayant avec moi que 600 hommes de troupes, ce qui me contrarie, dis-je, c'est que cet état d'alarme suspend la rentrée des contributions et rend presque impossible le travail des cohortes. Toute la ville est sens dessus dessous. Chacun y emballe ses meubles et cache son argent. La populace espère le désordre et beaucoup de gens aisés nous craignent plus que l'ennemi et désirent que nous soyons dans l'impossibilité de nous défendre. Voilà la vérité !

« J'ai infiniment à me louer de la fermeté du préfet et de l'active énergie des généraux Belair et Vaux. Les troupes jusqu'à présent montrent de bonnes dispositions.

« Ce matin 24 coureurs ennemis se sont montrés à Mirebeau pour voir si nous y avions encore quelqu'un. Trouvant le village vide ils se sont retirés en disant qu'ils y reviendraient. »

240. *Dijon, 15 janvier. Ségur à Montalivet.*

« Monsieur le comte, j'ai l'honneur d'adresser à V. Exc. un certificat du maire de Saint-Albain¹ qui déclare que la ville de Mâcon n'ayant fait aucune résistance à une avant-garde de parlementaires ennemis (qui, je le sais, n'était composée que de 14 à 16 hommes), s'est laissé occuper sans coup férir à 11 heures du matin par environ 300

1. Saint-Albain, commune de Saône-et-Loire, à 1 kilomètre de la rive droite de la Saône et à 14 kilomètres N. de Mâcon. Population : 524 habitants.

hommes. La conduite des habitants de cette ville m'engage à prier V. Exc. de demander à S. M. qu'elle ne soit plus la résidence des principales autorités et que Chalon qui se montre avec énergie et avec des sentiments vraiment français, devienne le chef-lieu de Saône-et-Loire. La population et le commerce de cette dernière ville la placent déjà au-dessus de Mâcon qui est encore plus au-dessous moralement, d'après ce qui vient de se passer.

« P.-S. L'ennemi est toujours à Mirebeau. Nous faisons la meilleure contenance que nous pouvons, mais nous ne sommes pas forts : nous ne comptons que 400 hommes. Un chef de bataillon venant de Langres pour se rendre à Brest, m'a donné hier au soir la nouvelle que la garde impériale avait eu deux engagements avec les ennemis. Le 1^{er} a eu lieu à la pointe de Longeau¹. Ils étaient 800 ; la garde en a tué 60 et fait 40 prisonniers. Hier matin un mouvement était combiné sur la route même de Gray pour envelopper un fort détachement ennemi ; mais les éclaireurs de ce détachement ont évité notre manœuvre, et la garde n'a pu tuer qu'une trentaine d'hommes et faire 120 prisonniers. Ces deux succès vont être pour l'esprit des habitants, comme deux batailles gagnées. Cela va rendre l'espoir et ranimer le courage. »

241. Dijon, 16 janvier. Ségur au même.

« Voici les renseignements que je me suis procurés sur la situation de l'Yonne, relativement à l'esprit public et à la levée de la conscription.

« *Esprit public.* — Les habitants de l'Yonne sont d'un caractère doux. En général ils ont quelque aisance. Ils aiment l'ordre, leur pays, sont soumis, mais point susceptibles d'enthousiasme. Les sous-préfets et presque tous les maires sont remplis de zèle. Ils ont l'influence de la fermeté, plusieurs, celle de la confiance.

« Il n'y a qu'un vœu, c'est la paix. Le jour où on la saura faite on oubliera les sacrifices exigés ; on en ferait même avec empressement.

« Si la guerre, la crainte de l'ennemi, l'idée de nouveaux sacrifices se prolongeaient, les habitants tomberaient dans la stupeur, d'autres se plaindraient. Mais il n'y a point à craindre dans ce département qu'il se forme aucun parti.

1. Longeau, chef-lieu de canton de la Haute-Marne, à 8 kilomètres de Langres. Population : 400 habitants.

« *Conscription.* 1^o *Levée de 120 000 hommes.* — Elle vient d'être opérée ; le 1^{er} contingent de 1 200 hommes a été fourni ; un second de 1 400 a été demandé et fourni. Il a fallu prendre tout le dépôt ; on s'est soumis. Total : 2 600 hommes.

« 2^o *Levée de 300 000 hommes.* — Le contingent demandé a été fixé à 3 000 hommes. Il a pu être désigné 1 066 hommes qui ont été mis en route, et 795 qui ont paru à l'examen et sont à diriger. Si aucun de ceux-ci n'est réformé et si aucun ne s'absente, il se trouvera de levés 1 461 hommes. 318 conscrits dans le cas d'être appelés à concourir sont absents et leur situation est inconnue. Il y aura donc un déficit d'environ 1 500 hommes, et la levée ne produira que la moitié de ce qu'elle devrait être. Donc 4 100 hommes pour les deux conscriptions de l'Yonne. Cependant le conseil de recrutement a été sévère, très sévère. Des vieillards, des veuves, ayant 3, 4, 5 enfants au service, ont dû faire le sacrifice du seul qui leur restait.

« *Remontes.* — Le 1^{er} contingent demandé pour les chevaux a été 170. Le ministre de la Guerre ayant ordonné de remonter le 24^e de chasseurs, les besoins de ce corps se sont élevés à 300. Soit 470 chevaux, au total. Pour le régiment de chasseurs il a été reçu déjà 200 : reste à lever, 270. On ne pourra fournir tout ce qui est demandé.

« *Contributions.* — Elles se payent avec dévouement. Elles sont au courant dans les diverses parties de l'Yonne.

« Je vais me rendre ces jours-ci dans l'Yonne. »

242. *Dijon, 16 janvier. Ségur à Montalivet.*

« Voici des détails sur les événements militaires du côté de Chalon et d'Auxonne.

« *Chalon.* — L'ennemi qui avait sommé 3 fois Chalon mercredi, s'est retiré hier, après avoir eu 6 hommes tués et 1 blessé. Il s'est dirigé vers Tournus, a trouvé le pont en état de défense et s'est retiré sur Mâcon en promettant de revenir. Des gardes nationales de communes voisines sont commandées à Tournus par un officier retiré, décoré de la Légion d'honneur, et brave, qui doit se mettre à la tête des compagnies franches. Chalon voulait tenter la délivrance de Mâcon. Le général Legrand avait l'idée de prendre 50 hommes de ligne (du 144^e d'infanterie) et 200 gardes nationaux, avec une pièce de canon ; mais la navigation de la Saône étant interrompue et les routes presque investies, on a dû renoncer à ce projet. Saint-

Marcel, faubourg de Chalon, va être en état de défense. Le préfet de Mâcon est à Charolles. M. Pastoret anime le courage des habitants de Chalon et le général Legrand les dirige avec énergie et dévouement. Le sous-préfet est digne de la grande circonstance où il se trouve.

« *Auxonne.* — La garnison d'Auxonne¹ a fait hier une sortie. Elle a balayé les troupes ennemies qui étaient sous le canon de la place, et un poste des nôtres s'est emparé de Pontaillié² où les ennemis voulaient faire rétablir le pont. Nous avons encore poussé sur Saint-Jean de Losne, où ils voudraient aussi qu'on rétablît le pont. Notre but, au général Belair et à moi, est de faire occuper Saint-Jean de Losne³ par un petit poste d'Auxonne, qui s'oppose au rétablissement du pont. »

242 bis. *Paris, 17 janvier. Montalivet à Ségur.*

« Je viens, Monsieur le comte, d'écrire à M. le préfet de la Côte-d'Or, que dans le cas où les événements militaires le forceraient d'évacuer Dijon, ce qui n'aurait lieu qu'à la dernière extrémité, il devra se renfermer dans la place d'Auxonne, où il y a 4 000 hommes et du canon, afin d'être toujours prêt à resaisir l'administration de son département, et afin de multiplier sur ce point les moyens de résistance à l'ennemi. Je m'empresse de vous donner connaissance de cet ordre, conforme aux intentions de S. M. »

242 ter. *Langres, 16 janvier 1814⁴.*

« *Lamezan, officier d'ordonnance. Rapport à l'empereur.*

« Sire, je suis arrivé à Langres, hier 15 janvier, et je n'ai trouvé aucun ouvrier sur les travaux de fortification. Le capitaine du génie, chargé de ce service était parti par ordre de S. Exc. le ministre de la Guerre.

1. Garnison d'Auxonne : 3^e bataillon du 16^e léger, 4^e bataillon du 23^e léger, 2^e bataillon du 144^e de ligne, 16^e compagnie d'ouvriers d'artillerie. Au total 61 officiers et 1 805 soldats. AFIV 882. Voir aussi lettre 250.

2. Pontaillié-sur-Saône, chef-lieu de canton de la Côte-d'Or, à 13 kilomètres N. d'Auxonne. Population : 1 169 habitants.

3. Saint-Jean-de-Losne, chef-lieu de canton de la Côte-d'Or, sur la Saône, à 14 kilomètres S.-O. d'Auxonne. Population : 1 717 habitants.

4. Arch. nat., AFIV 1669.

« Il n'y a point de garnison suffisante : la garde nationale comprend 350 hommes, il y a 50 soldats de la vieille garde malingres et éclopés, puis 30 soldats du 153^e de ligne.

« Monsieur le maréchal duc de Trévise a laissé dans la place 9 milliers de livres de poudre, mais ces pièces n'ont pas avec elles un seul boulet, et ne pourront tirer qu'à mitraille.

« D'après tout ce que j'ai vu, j'ai pu juger que l'esprit public était extrêmement abattu. Chez les uns c'est une apathie inconcevable, chez les autres, c'est un découragement complet, et chez plusieurs c'est pis encore. Il sera bien difficile de créer une force publique si la présence de troupes déjà organisées ne donne de la confiance et ne soutient l'exemple de quelques vrais français. »

242 *quater. Chaumont, 17 janvier. Lamezan à l'empereur.*

« Il est impossible d'exprimer à V. M. l'effet qu'a produit ici la nouvelle de l'évacuation de Langres et de Nancy. La consternation est générale. La mauvaise volonté du peuple est au comble. Les Français ne sont pas reconnaissables. Il y en a même qui poussent l'infamie et la folie jusqu'au point de désirer l'entrée des ennemis. Monsieur le préfet a fait battre ce matin la générale, et pas un individu n'a voulu l'entendre.

« Dès que M. le maréchal duc de Trévise a quitté Langres, le peuple s'est ameuté, a pillé 2 000 cartouches qui étaient pour l'approvisionnement de la place, a désarmé sans résistance la garde nationale. M. le maire de Langres et le commandant de la garde nationale ont tenu une conduite extrêmement molle. Le gouverneur et 50 hommes de la garde impériale ont seuls montré du caractère. Enfin le duc de Trévise a rétabli le calme en menaçant les chefs et la ville de la juste colère de V. M. Chacun est maintenant à son poste et fait mine de vouloir se défendre.

« Langres fut occupé par l'ennemi le 18 janvier. »

243. *Dijon, 17 janvier. Ségur à Montalivet.*

« L'avant-garde de l'armée impériale a déjà dans trois engagements tué plus de 600 hommes aux ennemis et leur a fait beaucoup de prisonniers. C'est ce que vient de me mander M. le duc de Trévise. Chalon n'est plus attaqué. Les braves habitants marchent au

secours de Tournus qui est faiblement menacé. Un parti de 400 hommes s'est présenté, il y a deux jours, devant Auxonne. On les a chassés. Quelques petits partis se sont présentés à Pontaillié et à Saint-Jean de Losne pour faire rétablir les ponts qu'on avait coupés. De petits détachements d'Auxonne ont fait brûler totalement ces ponts en leur présence.

« L'ennemi ne paraît s'occuper dans ce moment que de Langres. Il concentre ses forces à Dôle et à Gray, pour se porter de ce côté et renforcer l'armée de Vesoul.

« Je profite de la tranquillité momentanée que les circonstances doivent donner à Dijon pour aller visiter le département de l'Yonne et peut-être encore celui de l'Aube. Il devient bien urgent d'y presser les levées, les armements et le départ des renforts. »

244. Dijon, 17 janvier, 8 heures du soir. Ségur au même.

« Depuis ma lettre de ce matin, tout est bien changé. Je croyais laisser Dijon tranquille d'après les événements d'hier, mais toutes les nouvelles reçues et les rapports faits à M. le général de division prouvent que l'ennemi pousse les opérations et qu'il veut attaquer Dijon de plusieurs côtés, tandis que je croyais qu'il ne s'occuperait que de Langres et d'Auxonne. Le général vient d'inviter toutes les autorités administratives à évacuer la ville et je pars pour Auxerre avec un vif regret de voir qu'on n'a point de forces pour défendre Dijon contre celles qui vont l'attaquer. »

245. Auxerre, 20 janvier. Ségur à Montalivet.

« Le général de division baron de Belair a dû évacuer Dijon. Le préfet s'est transporté à Semur. Les ennemis ont dû entrer à Dijon le 19 au soir. J'avais espéré que les ennemis portant leur attention sur Langres différeraient leur entreprise sur Dijon jusqu'après leurs attaques contre le duc de Trévise (6 000 hommes de la garde). Mais nous étions sur leur chemin, nous servions de communication entre Auxonne et Langres. Ils se trouvaient en force considérable. Ils savaient que nous étions sans troupes, sans canons et sans secours et ils en ont profité. Ma seule consolation est de penser qu'il n'y avait pas autre chose à faire que ce qu'on a fait, et que sans moyens, avec 400 hommes mal armés, nous avons fait perdre 12 jours à l'ennemi,

en coupant les ponts, en le harcelant continuellement, et lui faisant croire qu'il nous arrivait des secours.

« La ville de Dijon a un esprit détestable. Une partie de ses habitants désirait l'ennemi, et quand même ils auraient eu de meilleures intentions, étant sans fusils, que pouvaient-ils faire ? »

« L'esprit des communes riveraines de la Saône était beaucoup meilleur, et nous a beaucoup servi à retarder l'ennemi. Mais elles ne faisaient que commencer leur organisation quand les forces de l'ennemi sont venues rompre leurs efforts généreux.

« En arrivant dans le département de l'Yonne, je trouve une tout autre volonté qu'à Dijon et de vrais Français. Ils voudraient tous courir aux armes. On y aurait 20 000 hommes facilement, si on avait des fusils. Mais il n'y a pas plus de 100 fusils de munition à Auxerre, et pas plus de 500 fusils de chasse dans tout le département. »

246. Auxerre, 21 janvier. Ségur à Montalivet.

« Je viens à l'instant de recevoir par estafette une lettre de M. de Brissac, datée de Semur. Les ennemis ont envoyé le 19 un parlementaire à Dijon. On a répondu qu'on n'ouvrirait les portes qu'à une colonne et peu d'heures après il est rentré dans la ville des troupes en nombre de 3 à 6 000 suivant des évaluations diverses. Leurs coureurs se sont répandus jusqu'à Vitteaux¹, et on dit aussi près de Châtillon. M. de Brissac me mande qu'il va être obligé par conséquent de se rendre à Auxerre.

« La bonne volonté existe ici ; mais tout le monde demande des armes et personne n'en a. »

247. Auxerre, 22 janvier. Ségur au même.

« Tous les rapports qui viennent et des particuliers et de la gendarmerie s'accordent pour nous apprendre que l'ennemi est entré au nombre de 6 000 hommes à Dijon, commandés par le prince de Lichtenstein et que leurs troupes avancement sur Avallon et sur Auxerre. Un corps de cavalerie légère ennemie était hier à Châtillon². Ce

1. Vitteaux, chef-lieu de canton de la Côte-d'Or, arrondissement de Semur, à 19 kilomètres S.-E. de Semur. Population : 2 019 habitants.

2. Châtillon-sur-Seine, chef-lieu d'arrondissement de la Côte-d'Or, à 64 kilomètres de Dijon.

matin les gendarmes se sont repliés laissant les éclaireurs ennemis à une lieue d'Ancy-le-Franc¹. Étant ici sans armes et sans aucun moyen de défense, on va probablement être obligé de donner très promptement l'ordre de l'évacuation. Les autorités se retireront à Sens. »

248. Sens, 26 janvier. Ségur à Montalivet.

« Je m'empresse de vous informer que Mâcon est repris, par les habitants de Chalon, commandés par le général Legrand, baron de Mercy. Chalon n'est pas pour cela dégarni. Les habitants du Charolais sont venus au secours de la ville. J'y avais fait diriger les gardes nationales d'Autun. Je leur avais envoyé de la poudre de Dijon et ils avaient eu des canons du Creusot. Le général Belair me mande qu'il a placé à Avallon 1 officier et 30 gendarmes de la Côte-d'Or, à Noyers² 1 brigadier et 15 gendarmes montés, et à Tonnerre un poste de 20 gendarmes du Jura. Six gendarmes de l'Yonne sont postés à Vermanton³. Le général ajoute que l'ennemi qui s'était approché de Tonnerre, s'est porté de Saignes sur Villedieu⁴ qu'il a brûlé; qu'il s'est porté ensuite sur Mussy en se rapprochant de Bar, où on a entendu une vive canonnade. »

249. Sens, 26 janvier. Ségur au même.

« Je dois toute la vérité aux ministres de S. M. Nulle part dans la 18^e division je n'ai rencontré de troupes. Tous les habitants se défendraient s'ils avaient quelques bataillons, mais sans bataillons l'effroi les prend dès que l'ennemi approche. L'absence de troupes les jette dans une apathie dont rien ne peut les tirer. Quelquefois ils montrent un peu d'ardeur lorsque l'ennemi est éloigné, mais dès qu'il approche, ceux qui s'étaient montrés les plus décidés, ne parlent plus que d'ouvrir leurs portes pour éviter le pillage; nous

1. Ancy-le-Franc, chef-lieu de canton du département de l'Yonne, sur l'Armançon, à 40 kilomètres E. d'Auxerre. Population : 1 158 habitants.

2. Noyers, chef-lieu de canton de l'Yonne, sur le Serein, à 18 kilomètres S. de Tonnerre. Population : 1 954 habitants.

3. Vermanton, chef-lieu de canton de l'Yonne, sur la Cure, à 20 kilomètres S.-E. d'Auxerre. Population : 2 316 habitants.

4. Saignes, chef-lieu de canton de la Côte-d'Or, arrondissement de Châtillon. Population : 1 520 habitants. — Villedieu, village de la Côte-d'Or, à 11 kilomètres de Châtillon-sur-Seine. Population : 367 habitants.

n'avons aucun moyen, n'ayant pas d'hommes à cheval, de nous procurer des nouvelles, et les gens du pays, troublés par la peur, n'en donnent que de fausses ou d'exagérées.

« Le préfet de l'Aube m'écrit aujourd'hui 26 la lettre suivante :

« M. le maréchal arrive aujourd'hui à Troyes avec son armée. Il
« est suivi par l'ennemi qui m'obligera sans doute bientôt à quitter
« cette résidence. Il y a eu le 24 une affaire assez chaude à Bar-sur-
« Aube. L'ennemi a perdu beaucoup de monde, mais il est si fort
« que M. le maréchal a cru devoir se retirer, quoiqu'il n'eût pas
« perdu un pouce de terrain.

« L'ennemi est à Bar-sur-Seine. Nous avons des postes de ce
« côté-là. La garde nationale n'est ni organisée, ni armée. Personne
« ne veut obéir. Cette garde nationale à former, la levée en masse
« et la conscription de 1815 à mettre en mouvement, sont trop à la
« fois. Aussi n'obtient-on rien du tout. La ville ne se défendra pas.
« Il y a une garnison qui se retirera sans doute avec M. le maréchal.
« Voilà le triste exposé de notre situation.

« *Signé* : CHARLES CAFFARELLI ¹. »

« Je crois qu'il serait urgent de faire couper tous les ponts sur la Seine en avant de Paris. »

250. Sens, 27 janvier. Ségur à Montalivet.

« J'ai vu avec surprise la lettre que V. Exc. m'a fait l'honneur de m'écrire le 17. Je vous ai mandé dans le temps qu'Auxonne n'avait que 1500 hommes et non pas 4000². Ensuite la première opération de l'ennemi lorsqu'il a menacé sérieusement Dijon a été de couper la communication de cette ville avec Auxonne. Ainsi le préfet de la Côte-d'Or n'a pu se rendre dans cette dernière place. Les détails que je vous ai donnés en vous annonçant la prise de Dijon ont dû vous prouver cette vérité³. »

1. Charles Caffarelli allait être bientôt révoqué. Il fut remplacé le 24 février par Haw, auditeur au Conseil d'État, qui prit possession provisoire du poste. Le nouveau préfet Röederer, nommé le 24 février, fut installé le 2 mars. Il avait été préfet du département de Trasimène (*Bulletin des Lois*, IV. 560).

2. Les troupes d'Auxonne comprenaient exactement 61 officiers et 1805 hommes, soit : le 3^e bataillon du 16^e léger, le 4^e bataillon du 23^e léger, le 2^e bataillon du 144^e de ligne et la 16^e compagnie d'ouvriers d'artillerie. *Situation militaire au 15 janvier*. AF^{IV} registres. 882. Voir aussi lettre 242.

3. Montalivet écrit en marge : « J'ai dû écrire ainsi d'après les ordres positifs que j'avais reçus. »

251. *Melun, 30 janvier. Ségur au même.*

« Je comptais arriver aujourd'hui à Nogent-sur-Seine et peut-être à Troyes. Je n'ai pas pu y aller directement de Sens, parce que les avant-postes ennemis rendaient cette route peu sûre. Les partis alliés parcourent le département de l'Yonne. Ils ont chassé nos gendarmes de Tonnerre, étaient en force hier à Saint-Florentin¹, se dirigeant sur Joigny et sur Sens, et ne rencontrant de troupes nulle part.

« D'après les instructions du ministre de la Guerre j'avais ordonné de barricader Pont-sur-Yonne², et j'avais invité le général Belair à quitter Auxerre qu'il ne croyait pas tenable et qui n'est qu'un cul-de-sac, pour se porter, avec les 300 hommes qui lui restent de la garnison de Dijon, à Joigny où il y a une fourche de chemins, à Sens où d'autres aboutissent, et à Pont-sur-Yonne pour ralentir la marche de l'ennemi.

« En arrivant à Pont-sur-Yonne j'ai trouvé le général Montbrun qui s'y était rendu de son côté avec 200 chevaux et qui y attendait 500 hommes d'infanterie. J'en ai été fort aise, car les 300 hommes du général Belair avec 50 gendarmes étaient trop peu de chose pour couvrir à la fois Joigny, Sens, Pont-sur-Yonne, et pour empêcher un parti ennemi un peu considérable de venir sur la route de Melun.

« M. le maréchal duc de Trévise m'a fait dire qu'il tenait à Troyes avec 18000 hommes. Je ne pourrai peut-être pas y loger, tant tout y est encombré.

« Ce qui nous garantit le plus de tous les partis qui peuvent venir de l'Yonne, c'est la victoire remportée par S. M. à Saint-Dizier. Cet heureux mouvement menace l'armée qui suivait le maréchal duc de Trévise d'être coupée, et la forcera peut-être à rappeler tous les partis qui désolent la Bourgogne entièrement dénuée de troupes.

« Comme je suis très fatigué et un peu souffrant, je m'arrêterai 24 heures ici et j'irai à Nogent-sur-Seine pour continuer le travail de ma commission à Troyes, si je le puis, et dans les autres villes de ma division que les mouvements de nos troupes laisseront libres.

« Si ce mouvement qui, j'espère, sera prochain, dégage la Bour-

1. Saint-Florentin, chef-lieu de canton de l'Yonne, à 27 kilomètres N.-E. d'Auxerre. Population 2 300 habitants.

2. Pont-sur-Yonne, chef-lieu de canton du département de l'Yonne, arrondissement de Sens, à 12 kilomètres de Sens. Population : 1 800 habitants.

gogne. j'y retournerai aussi pour y rétablir l'ordre et y rappeler les autorités.

« M. le duc de Trévise n'a point laissé venir directement M. Pastoret de Troyes à Sens, parce qu'il craignait qu'il ne fût pris. J'ai vu avec peine dans le *Moniteur* d'aujourd'hui que la sous-préfecture de Corbeil était donnée à un autre et ôtée à M. Pastoret. Ce jeune homme mérite éloge et récompense, et cette perte de sa place sans dédommagement l'afflige avec juste raison¹. »

252. Melun, 4 février. Ségur à Montalivet.

« J'allais partir pour Nogent-sur-Seine où j'avais envoyé d'avance un auditeur, mais le général Pajol m'a fait dire qu'il me conseillait d'attendre encore un peu pour faire ce voyage. Il paraît par ce qu'il m'apprend qu'il y a dans ce moment un grand mouvement qui m'empêcherait pour l'instant d'avoir des chevaux et d'arriver, et que tout est encombré de ce côté. On parle d'une grande bataille qui a eu lieu le 1^{er}. Les uns disent que notre quartier général était hier à Arcis-sur-Aube, d'autres que S. M. était hier à Troyes et allait livrer un nouveau combat.

« Des partis ennemis se montrent entre Troyes et Nogent. Le général Pajol a envoyé des troupes à leur rencontre. Le général Alix était parti de Sens pour aller sur Auxerre avec les 400 hommes de la garnison de Dijon et des renforts que le général Pajol lui avait envoyés, mais il a trouvé l'ennemi en force à Villeneuve-sur-Yonne, et il a été forcé de se replier sur Sens. On dit qu'une assez forte colonne ennemie se dirige contre cette ville. On parle toujours d'un parti ennemi menaçant Montargis, mais nous avons des troupes de ce côté. J'espère qu'une victoire éclatante de S. M. terminera sous peu de jours cette terrible crise et que je pourrai bientôt rentrer dans ma division que ses armes auront délivrée. »

Bibliographie.

Gaffarel, *Dijon en 1814-1815*, in-8. Dijon, 1897. Bibl. nat., Lk/30914.

Hennequin (lieutenant), *Les premières opérations de 1814 dans l'Aube*, 1912.

1. Montalivet écrit en marge : « Corbeil devenu très important par sa position ne pouvait rester sans sous-préfet. M. Pastoret, d'ailleurs, ne s'est jamais soucié de ce poste, non plus que sa famille qui regarda comme un malheur sa nomination. J'espère que S. M. récompensera son zèle en le nommant maître des requêtes. Je me propose de le demander à l'Empereur dès que la mission de M. Pastoret sera terminée. »

19^e DIVISION MILITAIRE. LYON¹.

Commandant de la division : le général de brigade Poncet, commandant provisoire.

Elle comprenait 5 départements : Cantal, Puy-de-Dôme, Haute-Loire, Loire, Rhône.

Commissaire extraordinaire : le sénateur comte Chaptal, comte de Chanteloup.

Il eut pour auditeurs : Des Portes de Pardhailan, auditeur de 2^e classe près la préfecture de la Seine ; et Billiotti, auditeur de 2^e classe, près l'administration des Ponts et Chaussées.

Jean-Antoine-Claude Chaptal, né à Nogaret², dans la Lozère en 1756 avait 58 ans. Il fit de bonnes études aux collèges de Mende et de Rodez, et vint à Montpellier chez un de ses oncles, médecin réputé. Son goût pour la médecine et les sciences naturelles l'encouragea pour se faire recevoir docteur. Il passa ensuite quelques années à Paris et s'y ménagea de sérieuses amitiés. La protection de l'archevêque de Narbonne fit créer pour lui une chaire de chimie à Montpellier. La Convention l'appela à Paris en 1793 pour la fabrication de la poudre à canon, si nécessaire au moment de la grande attaque des coalisés. Chaptal nommé directeur de l'établissement de Grenelle suffit à une tâche si difficile et approvisionna de poudre en temps utile tous les arsenaux. Après le 9 thermidor, il retourna à Montpellier et fut nommé administrateur du département de l'Hérault. Membre de l'Institut en 1798, il revint à Paris. Son adhésion au 18 brumaire lui valut un poste de Conseiller d'État ; et bientôt le ministère de l'Intérieur après la disgrâce de Lucien Bonaparte. Il y resta jusqu'en 1804, et en 1805 fut nommé sénateur, puis comte de Chanteloup. Il devait s'abstenir lors du vote relatif à la déchéance : aussi ne figure-t-il pas sur la liste des pairs du 4 juin 1814. A son retour, Napoléon l'appela à la pairie. Rayé par Louis XVIII, il fut réintégré en 1819 et mourut en 1832. En 1823 sa terre de Chanteloup, en Touraine avait été vendue à des spéculateurs qui démolirent presque toutes les constructions.

Les préfets en fonctions dans la 19^e division étaient : pour le Cantal, de Lachadenède ; pour le Puy-de-Dôme, de Contades ; pour la Haute-Loire, Cahouet ; pour la Loire, le comte de Rambuteau ; pour le Rhône, le comte de Bondy.

253. Paris, 27 décembre 1813. Chaptal à Montalivet.

Il le prie de vouloir bien lui faire ouvrir chez le receveur général du Rhône un crédit de 10 000 francs pour les dépenses de sa mission.

1. Arch. nat., F7, 7025.

2. Saint-Pierre-de-Nogaret, bourgade de la Lozère, à 15 kilomètres de Marvejols. Population : 786 habitants.

254. *Lyon, 4 janvier. Chaptal à Montalivet.*

« Monsieur le comte, je suis à mon poste depuis hier matin et je ne peux pas vous laisser ignorer l'état dans lequel j'ai trouvé cette malheureuse ville. Non seulement l'ennemi qui avance avec le désir bien prononcé de s'en emparer a jeté tous les faibles dans une inquiétude mortelle, mais la cessation des paiements de la part des grandes maisons et le retraitement qu'ont fait les capitalistes des fonds qu'ils avaient dans le commerce, ont fait fermer presque tous les ateliers et laissent dans la misère une énorme population d'artisans. On dirait dans cette grande cité si active et si industrielle, qu'il n'y a plus de germe de vie. Je les ranime de mon mieux en leur faisant entrevoir l'état actuel comme momentané, et en leur indiquant le seul moyen d'en abrégier la durée, qui est de repousser l'ennemi. J'ignore si je pourrai parvenir à leur donner un peu d'énergie, mais quel que soit le résultat, vous pouvez être sûr que M. le préfet¹, la municipalité et moi, emploierons tous nos moyens pour y réussir.

« Déjà une garde de 3 000 hommes est organisée et nous espérons la porter à 4 000 hommes. Le contingent de Lyon n'est que de 1 500 d'après le décret. Je suis forcé d'employer quelques modifications à l'organisation qui a été prescrite. Le mot de cohorte les avait effrayés. Nous obtiendrons le but désiré en changeant les mots ; mais cette garde nationale n'est point armée. M. le préfet n'a pu réunir par les recherches les plus rigoureuses chez l'habitant des campagnes et par ses instances réitérées auprès des habitants des villes que 300 fusils, ce qui est bien loin de suffire à notre garde ! Néanmoins elle fait déjà le service dans la ville. Elle contient le peuple et maintient la tranquillité. L'alarme est ici à un tel point que vous ne trouveriez pas dans les magasins une aune de drap de soie. Tout est déjà transporté sur les montagnes où les habitants se retirent en grand nombre de sorte qu'il ne nous restera bientôt que l'administration, la garde nationale et un peuple nombreux sans ouvrage.

1. Le comte Taillepié de Bondy, né à Paris en 1766, prit une part active au 13 vendémiaire en commandant le bataillon des gardes nationaux de la place Vendôme. Il fut condamné par contumace à la peine de mort ; il ne reparut qu'en 1809. La protection du prince Eugène le fit nommer chambellan de l'empereur, ambassadeur à Constantinople. A son retour il devint préfet du Rhône le 7 août 1810. Sous la Restauration il fut membre de la Chambre des députés ; préfet de la Seine en 1831, pair de France le 19 novembre, il mourut en 1847, et son fils lui succéda à la pairie.

« Il serait bien à désirer qu'on envoyât au plus vite un corps d'au moins 4 ou 5 000 hommes de troupes de ligne qui servirait d'exemple et de ralliement à nos Lyonnais. Sans cela tout ce qu'on fera pourra bien retarder un peu la marche de l'ennemi, mais ne l'empêchera pas d'arriver. Un autre inconvénient, c'est que les généraux qui commandent dans les autres départements et qui ne sont pas compris dans la division militaire de Lyon agissent isolément, ne mettent aucun ensemble dans leurs mesures, cherchent à garantir leur département et à rejeter l'ennemi dans les départements voisins. Il faudrait donc un bon général qui prît le commandement en chef de toutes ces forces. C'est ce que je demande au ministre de la Guerre. »

255. *Lyon, 6 janvier 1814. Chaptal à Montalivet.*

« Monsieur le comte, avant la réception de votre lettre du 2, avant de connaître le décret de S. M. qui ajourne le corps législatif, j'avais préparé l'opinion à ce sujet ; j'avais dit à toutes les autorités constituées réunies chez moi que le Corps législatif s'était transformé en un vrai club, que dans un moment où il ne devait y avoir qu'un vœu et un esprit, dans un moment où pour sauver la patrie on devait se grouper autour de notre auguste chef, les discussions élevées dans le Corps législatif pouvaient diviser la France en factions, perdre la patrie et ébranler le trône, notre seule égide. Je leur ai dit que les Français, à l'exemple des anciens Romains, devaient ajourner toute querelle et étouffer toutes prétentions, lorsque l'ennemi est à nos portes. Je surveillerai les députés à leur retour et si (ce que je ne crois pas) ils cherchaient à reporter dans le sein de leurs commettants le moindre germe de division, je les éloignerais, sans éclat, de leur domicile.

« Je suis déjà parvenu à relever un peu le courage abattu des Lyonnais, mais la plupart sont partis avec leur fortune pour les montagnes du Vivarais. J'échauffe ce qui reste et les fais entrer, selon leur âge et leurs moyens dans la garde nationale ou dans les corps francs. Je joins ici deux arrêtés¹ que j'ai pris pour réunir la jeunesse de Lyon en corps francs, et pour rappeler au service les militaires en retraite ou en congé définitif. Les corps francs auront pour chefs des militaires bien connus et expérimentés. J'augure assez bien de cette

1. Ils sont joints au dossier.

mesure. Je trouve beaucoup de jeunes gens qui se présentent librement, qui sont accoutumés à manier le fusil et qui ont autant de courage que de force. Cette mesure eût produit un grand résultat, si elle avait pu être exécutée quinze jours plus tôt. Les autorités civiles me secondent très bien, mais l'autorité militaire est nulle et il faut marcher sans elle.

« Six cents hommes que j'ai envoyés au-devant de l'ennemi, l'ont repoussé de Nantua. J'en ai envoyé hier 300 autres pour garder les gorges de Saint-Rambert¹ par où l'ennemi paraît vouloir faire déboucher une colonne. Mais ces braves gens n'ont point d'artillerie et ne peuvent pas faire une longue résistance. Je leur envoie tous les jours des cartouches à mesure qu'on les fabrique. On était ici dénué de tout. Il n'y avait pas une livre de plomb à l'arsenal.

« J'use d'un autre moyen pour arrêter la marche de l'ennemi ou l'intimider. Je fais écrire des lettres (que je compose) par des maisons de commerce dans lesquelles on dit que tout est sous les armes à Lyon et qu'on suspende les relations commerciales. Je fais adresser par d'autres maisons de commerce à leurs correspondants dans les villes occupées par l'ennemi ou qui sont prêtes à le devenir, des proclamations *supposées* que je tiens ici secrètes dans lesquelles on exagère nos forces. Ces proclamations sont mises dans des lettres d'affaires. Elles peuvent tromper l'ennemi sur nos moyens, ralentir sa marche et donner un peu d'élan aux habitants du pays qu'il menace ou qu'il occupe. Je vous envoie un exemplaire d'une de ces proclamations. Elle est censée signée du maire qui n'en a pas connaissance².

« La direction qu'a prise la colonne qui a débouché par Pontarlier annonce qu'elle vient se joindre à celle de Genève. Les renseignements que je reçois par des espions sûrs que nous avons envoyés sur les lieux, et par la gendarmerie, nous confirment dans l'idée que les deux colonnes réunies marchent sur Lyon. La marche de cette dernière colonne qu'on dit forte d'environ 15 000 hommes a augmenté l'alarme dans tout ce pays. Les éclaireurs étaient hier à Lons-le-Saulnier. Il paraît malheureusement qu'on ne se défend nulle part, ce qui ne sert pas peu à redoubler les craintes et à augmenter l'apathie dans nos environs.

« Quoique le département de l'Ain ne soit pas dans ma division,

1. Saint-Rambert-le-Joux, chef-lieu de canton de l'Ain, arrondissement de Belley. Population : 2 508 habitants

2. Elle figure au dossier. Nous l'avons reproduite à la fin de la présente lettre. Le maire de Lyon était d'Albon.

j'ai pris sur moi, puisqu'il touche aux portes de Lyon, d'écrire au préfet et de lui donner des ordres positifs pour qu'il arme ses paysans et qu'au moins il harcèle l'ennemi dans sa marche. Ce pays est rempli de défilés, d'escarpements, de gorges, qu'on ne peut passer qu'avec la permission des habitants. Il est humiliant pour un Français de savoir que 100 ou 150 hommes ont pénétré sans obstacle à Seyssel¹, à Châtillon, à Nantua, où 20 paysans bien décidés auraient pu les écraser. Le peu de résistance qu'a trouvé l'ennemi jusqu'ici l'enhardit beaucoup et est d'un bien mauvais exemple pour les autres pays.

« On me montre ici beaucoup de confiance et je profite de ces bonnes dispositions pour y faire tout le bien que les circonstances comportent.

« Si j'avais trouvé à mon arrivée un bon général, quelques canons et 4 000 hommes de bonnes troupes pour mettre à la tête des Lyonnais, nous aurions occupé les débouchés des montagnes dans le département de l'Ain et l'ennemi n'aurait jamais pu les franchir². »

« Proclamation supposée. »

« Mairie de la ville de Lyon.

« Bons et braves Lyonnais,

« Lyon donne l'exemple d'un dévouement absolu qui sera suivi
« du reste de la France.

« 6 000 jeunes gens se sont inscrits dans les 24 heures pour prendre les armes et se porter en corps de partisans au-devant de l'ennemi.

« Une cavalerie forte de 1 200 hommes s'est organisée de la même manière.

« Deux divisions de troupes de ligne arrivent à Lyon dans deux
« ou trois jours.

« La garde nationale de Lyon est organisée et armée. Elle est forte
« de 12 000 hommes tous propriétaires et animés du désir de défendre leur ville comme en 1793.

« Avec de tels moyens, un tel esprit et un tel dévouement, l'ennemi n'aura pas l'imprudence d'avancer, et il sera bientôt rejeté
« vers les montagnes qui l'ont vomé sur notre territoire.

1. Seyssel, chef-lieu de canton de l'Ain, à 27 kilomètres N.-E. de Belley, sur le Rhône. Population : 2 168 habitants.

2. Montalivet met en note : « Le maréchal Augereau doit être arrivé. Il se mettra à la tête des Lyonnais, réunira des troupes, et j'en espère tout. »

« Le maire remercie les braves Lyonnais de leur dévouement à la patrie et au souverain.

« Le 5 janvier 1814.

« Le maire,

« Signé : D'ALBON. »

Le 6 janvier une copie du décret du 5 est envoyée à Chaptal. Le duc de Castiglione est nommé général en chef de l'armée de Lyon.

256. Lyon, 9 janvier. Chaptal à Montalivet.

« Monsieur le comte. L'alarme est ici bien moins générale. L'esprit public y est ressuscité. Les habitants paraissent avoir une grande confiance dans leur administration civile et dans le commissaire extraordinaire de S. M. Nous organisons deux corps de jeunes Lyonnais qui montrent une grande ardeur. Ce sont les enfants des premières maisons de fabriques et les fabricants eux-mêmes qui forment la masse de ces corps. Ils se forment en cavalerie et infanterie et sous peu ils seront prêts à partir. J'ai arrêté et demandé une semblable organisation aux préfets des départements de la division.

« Les militaires retraités ou en congé définitif se présentent également en nombre et formeront des corps séparés.

« Le commerce est toujours dans une stagnation parfaite. Tous les ateliers sont fermés. La suspension des paiements est devenue générale. Dans cet état de crise nous avons 20 000 ouvriers sur le pavé, se groupant en grand nombre sur les places publiques et dans les rues où ils s'échauffent par des propos. Cependant je ne crois pas qu'ils se portent à des excès. La garde nationale composée de 3 000 propriétaires a un excellent esprit : les chefs en sont sûrs. »

257. Lyon, 12 janvier. Chaptal à Montalivet.

« Monsieur le comte, Lyon est toujours menacé. L'ennemi qui s'était replié sur la frontière de l'Ain, a réuni des colonnes considérables bien pourvues d'artillerie et d'une bonne cavalerie. Il avance en force et déjà presque tout le département de l'Ain est envahi. Un courrier qui m'est arrivé ce matin m'annonce que l'avant-garde ennemie forte de 1 500 hommes d'infanterie, de 1 000 chevaux, de

30 pièces de canon et de 3 pièces de siège, est entré à Bourg, après un combat de deux heures, qu'a soutenu le petit corps de troupes de ligne que nous avions dans le département. L'ennemi a annoncé qu'il ne ferait aucun quartier aux gardes nationales, surtout à celles qui n'étaient point habillées de l'uniforme militaire..... L'esprit des ouvriers de la fabrique de Lyon continue à être toujours mauvais et turbulent. On a été déjà forcé d'employer la force pour les contenir. Cette populace est bien dangereuse à l'approche de l'ennemi et peut commettre de grands excès. »

258. *Lyon, 13 janvier. Chaptal à Montalivet.*

« Monsieur le comte, l'ennemi occupe Mâcon depuis hier à 2 heures. La division militaire de Dijon n'y avait envoyé aucune force de sorte qu'il a passé le pont et s'est emparé de la ville sans éprouver de résistance¹.

« On assure qu'il s'est déjà dirigé sur Villefranche. On présume qu'un détachement ira couper la communication à la route du Bourbonnais vers Tarare² et que la colonne marchera sur Lyon.

« J'ai reçu cette nuit une lettre du général Musnier qui m'annonce que la position de Meximieux n'étant pas plus tenable que celle de Montluel, il va se porter sur Miribel qui n'est qu'à 2 lieues de Lyon où il tâchera d'opposer de la résistance³.

« J'ai fait partir de suite 500 hommes de la garde active de Lyon pour se porter au-devant de l'ennemi sur la route de Villefranche⁴ et prendre une forte position. Je lui ai donné un bon commandant nommé Pellion, ancien lieutenant-colonel. Ils ont pris avec eux les deux obusiers qui étaient destinés pour le général Musnier. Je lui en ai donné connaissance et j'établis une communication par le moyen de la gendarmerie entre lui et le général Pellion, qui est sous ses ordres.

1. Voir la lettre 239.

2. Tarare, chef-lieu de canton du Rhône, à 36 kilomètres N.-O. de Lyon. Population : 2 800 habitants.

3. Meximieux, chef-lieu de canton de l'Ain, arrondissement de Trévoux, à 32 kilomètres N.-E. de Lyon. Population : 1 561 habitants. — Montluel, chef-lieu de canton, à 28 kilomètres de Trévoux. Population : 1 000 habitants. — Miribel, bourgade de l'Ain, canton de Montluel, à 8 kilomètres de Lyon.

4. Villefranche-sur-Saône, sous-préfecture du Rhône, à 27 kilomètres N.-O. de Lyon. Population : 4 700 habitants.

« Il part également ce soir pour aller renforcer le corps du général Musnier 440 hommes de nouvelles levées, armés, mais non équipés.

« On affiche et on publie dans ce moment un arrêté et une proclamation que j'ai faits pour lever un corps de partisans en masse dans le département du Rhône. Cette levée est mise sous les ordres du général Musnier. Mais malgré tous ces moyens l'ennemi est tellement en force, sa cavalerie est si nombreuse, son artillerie si bien servie, nos soldats ont si peu d'expérience, que je crains bien que le général Musnier ne soit obligé de se retirer en deça de Lyon.

« Le duc de Castiglione n'est point encore arrivé.

259. *Lyon, 15 janvier. Chaptal au même.*

« L'ennemi menace Lyon par trois points. Ses colonnes, sans être nombreuses, sont fortes en artillerie et en bonne cavalerie. La colonne ennemie du centre était hier entre le chemin de Montluel et Miribel. Cette colonne est la plus nombreuse; elle a au moins 800 hommes de cavalerie. Le général Musnier a été obligé de sacrifier tout ce qu'il avait de troupes de ligne, formant au plus un total de 6 à 700 hommes pour l'arrêter dans sa marche: Mais il est à peu près sûr que ce petit corps sera forcé ou tourné, attendu qu'il n'a pas plus de 150 hommes de cavalerie et 2 mauvaises petites pièces de campagne, qui ne peuvent pas être servies faute d'artilleurs. Il craint que l'ennemi n'entre pêle-mêle avec cette petite troupe dans Lyon.

« Nous avons réuni tout ce que nous avons de gardes actives à Lyon pour aller occuper les deux autres avenues que menace l'ennemi; mais cette jeunesse n'a aucune expérience. Elle n'a point d'artillerie. Chaque corps n'a environ que 50 cavaliers qui ne sont pas exercés.

« Le général Musnier n'a aucune confiance dans ces troupes de nouvelles levées.

« D'un autre côté Lyon est presque désert. Tout le monde s'est enfui dans les montagnes. Toutes les fortunes sont parties.

« Les boutiques sont fermées; les écriteaux et enseignes enlevés; les caisses publiques complètement vides. Dans cet état de choses, le général Musnier avait retiré, il y a deux jours, les troupes qui occupaient le poste de Miribel. Il voulait évacuer Lyon dans la nuit, et se retirer dans les montagnes voisines pour tâcher d'arrêter les

progrès de l'ennemi. Je n'ai point été de cet avis. Quoique malade à la mort par excès de fatigue, j'ai voulu attendre le maréchal duc de Castiglione qui ne devait pas tarder d'arriver et tenir jusque-là.

« Le maréchal est arrivé effectivement hier à 11 heures du soir. Il a pris connaissance de notre position, et il pense, comme le général Musnier, que le poste de Lyon n'est plus tenable. On annonce deux compagnies d'artillerie qui ne doivent être ici que le 25. On annonce de l'artillerie qui est encore à Grenoble, et dont on est obligé de refaire ou de réparer les affûts. Les cohortes s'organisent dans les départements, mais malgré l'activité des préfets, aucune compagnie n'a pu être encore mise en mouvement, et d'ailleurs, ces compagnies ne sont ni armées, ni équipées. J'ai été obligé de fournir le peu de mousquetons que j'avais à Lyon pour armer une partie de la garde urbaine. J'ai employé le reste à armer les corps qui ont été au-devant de l'ennemi. Il ne reste plus ici aucune ressource.

« S. A. le Cardinal¹ est parti cette nuit. Les chefs des administrations sont partis avec leurs caisses et leurs pièces de comptabilité. Les magasins militaires ont reçu la destination de Valence. Lyon est vide à l'exception de 12 à 15 000 balles de coton qui sont à l'entrepôt, et qu'on n'a pu évacuer faute de moyens de transport, tous les bateaux du Rhône et de la Saône étant partis depuis 8 jours avec la population de Lyon et la fortune des particuliers. Enfin Lyon est un tombeau. Le maréchal part cette nuit pour Clermont. Je le suivrai, ayant fait ici tout ce que je pouvais faire de concert avec l'administration civile qui m'a secondé autant que possible. Mais tous nos efforts ont obtenu peu de résultats, parce qu'ils ont été opérés trop tard et que lorsque nous sommes arrivés, il n'y avait aucune ressource à tirer, ni des administrations militaires, ni de la population de Lyon, qui n'était plus occupée que de mettre à l'abri ses fortunes et ses personnes.

« Nous allons à Clermont comme point central, pour exciter les habitants du Cantal, de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme. Je fais diriger sur ce point les armes qu'on fabrique à Saint-Étienne, ne pouvant plus leur faire suivre la destination d'Auxonne que le ministre de la Guerre avait prescrite. Je pars quoique malade pour ne pas être pris par l'ennemi dans un pays où je ne puis plus rien. »

1. Le cardinal Joseph Fesch, né à Ajaccio en 1763, grand aumônier de l'Empire, archevêque de Lyon le 9 avril 1802. Oncle maternel de l'empereur, il s'opposa aux volontés de Napoléon relatives à Pie VII, et depuis 1810 il vivait en disgrâce dans son diocèse. Après la chute de l'empire il se retira à Rome.

260. *Lyon, 16 janvier. Chaptal à Montalivet.*

« Monsieur le comte, d'après une conférence que nous avons eue hier au soir avec M. le maréchal, duc de Castiglione, nous avons apporté quelques modifications au projet que nous avions arrêté. Il est convenu que le général Musnier tiendra le plus longtemps qu'il pourra avec le peu de troupes qu'il a à sa disposition pour retarder le plus possible l'entrée de l'ennemi à Lyon. Monsieur le maréchal se rend à Valence pour y organiser les dépôts qui y sont, et prendre les troupes qui doivent y arriver le 17 ou le 18. Il donnera des ordres pour faire avancer sur Lyon toutes les troupes disponibles qui peuvent être dans le Dauphiné. Je me rends de ma personne à Clermont pour y activer la levée des cohortes, de même que celles du Cantal et de la Haute-Loire, et je les lui expédierai à mesure qu'il y aura des compagnies de formées.

« Avant de partir j'ai organisé la levée en masse de la Loire. Cette levée, si elle s'effectue bien, peut être d'un grand secours, par rapport aux montagnes que l'ennemi serait obligé de passer pour aller à Montbrison ou à Saint-Étienne. J'ai laissé à M. le comte de Bondy des pouvoirs suffisants pour faire presque tout ce que j'étais autorisé à faire moi-même. Il ne quittera Lyon que lorsque l'ennemi y sera entré. J'ai organisé une correspondance active entre M. le maréchal, M. le préfet de Lyon, M. le commissaire général de police et moi¹. »

261. *Clermont, 21 janvier. Chaptal à Montalivet.*

« Monsieur le comte, j'ai été dangereusement malade à Lyon le 13. Cependant je n'ai pas discontinué de dicter mes dépêches, de donner des ordres, et de remuer l'esprit public. J'ai fait réoccuper le soir même la position importante de Miribel que le général Musnier avait abandonnée pour se replier sur Lyon. J'avais appris que l'ennemi n'était point en forces suffisantes du côté de la Saône pour couper la retraite au général. Le 14, au soir, M^e le maréchal

1. Montalivet met en note : « Écrire pour exprimer les regrets qu'on n'ait pas pu opposer à Lyon plus de résistance à un ennemi qui n'était pas en force. » Chaptal fut sans doute froissé de cette lettre ; il y répondit par la missive de Clermont datée du 21.

arriva. Il approuva les mesures prises, mais ne trouvant ni une cavalerie suffisante, ni un assez grand nombre de troupes de ligne, ni assez d'artillerie pour repousser l'ennemi, il jugea convenable de se porter sur Valence pour presser l'arrivée des 1 700 hommes que le ministre de la Guerre lui annonçait devoir y arriver le 17, et pour y réunir tout ce qu'il y trouverait de munitions de guerre.

« Je vis les autorités civiles et militaires de Lyon, les chefs de sa garde nationale. Je leur recommandai au nom de l'honneur lyonnais, et de l'employer, et de déployer la plus grande énergie et de contenir l'ennemi le plus longtemps possible. Je donnai mes instructions à M. de Bondy qui a et mérite la confiance de la saine partie des habitants de Lyon. La seule populace, composée de 25 à 30 000 ouvriers était le plus à craindre. Elle n'attendait qu'un léger prétexte pour piller. La garde nationale, uniquement composée de propriétaires, la contenait avec peine.

« Le 16, quoique sans forces physiques, je crus qu'il était de mon devoir de me porter dans les départements voisins pour y presser l'organisation et le départ des gardes nationales et échauffer un peu les administrations.

« Le 18 j'étais déjà rendu à Clermont.

« En général les autorités sont arrêtées dans ces départements par le plus petit obstacle. Elles ne sont peut-être pas assez convaincues que dans ce moment il ne faut ni délais, ni égards, ni demi-mesures. L'habitant de ces montagnes oppose souvent une mauvaise volonté. Je crois que le Puy-de-Dôme, et le Cantal marcheront. Nous éprouverons plus de résistance dans la Haute-Loire. Le préfet n'y a pas la confiance publique. La Loire va bien. Le précieux dépôt de Saint-Étienne sera garanti. J'emploie le ministère des curés pour prêcher ces montagnards qui sont encore dans leur dépendance. »

262. Clermont, 23 janvier. Chaptal au même.

« Je poursuis avec activité les mesures prescrites par S. M., mais la saison nous contrarie beaucoup. depuis qu'une immense quantité

1. Cahouet, né en 1783, ancien élève de l'École polytechnique, capitaine d'artillerie, se distingua à Friedland où il fut décoré de la Légion d'honneur par l'empereur lui-même. Il démissionna pour raison de santé, devint auditeur au Conseil d'État et préfet de la Haute-Loire en 1810. La Restauration le destitua. Aux Cent Jours il fut préfet des Vosges, bientôt révoqué. Il ne rentra dans l'administration qu'après 1830 et fut successivement préfet du Pas-de-Calais, de la Mayenne, d'Ille-et-Vilaine. Il mourut en 1836.

de neige a interrompu les communications entre les communes des montagnes. Nous ne pouvons compter que sur le contingent de la plaine.

« La Haute-Loire et le Cantal ont déjà mis en marche sur Lyon des compagnies de grenadiers et de chasseurs.

« Le Puy-de-Dôme organise un 1^{er} bataillon qui, sous très peu de jours, sera dirigé sur Lyon.

« Le contingent des chevaux est presque terminé. Les levées s'organisent dans ce département et tous les obstacles sont levés.

« Je retournerai demain à Lyon pour y suivre mes opérations et m'occuper de redonner la vie à la fabrique pour occuper les ouvriers. »

263. Lyon, 28 janvier. Chaptal au même.

« Après avoir visité une grande partie de ma division, je me suis rendu à Lyon pour faciliter l'organisation des régiments de gardes nationales qui doivent s'y rendre.

« Nous avons ici environ 2 600 hommes de ligne, dont 500 de cavalerie y compris 220 gendarmes que j'y ai réunis. Ce petit corps soutenu par 8 pièces d'artillerie suffirait pour prendre l'offensive, si la neige n'arrêtait pas les opérations militaires.

« Les paysans de l'Ain grossiraient bientôt cette armée, et ils sont exaspérés du séjour des Autrichiens, qui commettent toutes sortes d'horreurs.

« Nous ne pourrons pas armer notre armée. Il est impossible de réunir plus de 6 à 700 fusils ou mousquetons, surtout que S. Exc. le ministre de la Guerre a donné de nouveaux ordres pour diriger sur Paris toutes les armes de Saint-Étienne, et M. le maréchal, duc de Castiglione, aime mieux ne pas avoir de gardes nationales que de ne pas pouvoir les armer. J'ai pris les mesures les plus promptes et les plus énergiques, ainsi que vous avez pu le voir par mon arrêté, pour soutirer toutes les armes, soit de chasse, soit de calibre, qui peuvent se trouver dans le département, mais je ne crois pas, malgré cela, qu'on en réunisse un grand nombre.

« La ville de Lyon est plus tranquille. L'ennemi y a de nombreuses intelligences. Deux espions sont traduits devant une commission militaire. Les habitants allemands qui sont ouvriers de la fabrique sont le plus à craindre. On les surveille.

« On vient d'expédier pour Francfort environ 3 millions de soie-

ries. M. de Bubna a donné les passeports à ce sujet. On portera du numéraire en retour¹.

« La difficulté des communications par rapport aux neiges retarde beaucoup les opérations des préfets. Comme il est impossible d'habiller les gardes nationales dans les départements des montagnes, j'exige seulement qu'on leur fournisse des souliers et un schako, et j'ai établi à Lyon un atelier où l'on confectionne 500 capotes par jour. Je répartirai la dépense entre les départements en centimes additionnels aux contributions sur les plus imposés.

« L'ennemi réoccupe Mâcon avec 600 hommes. Il est toujours entre Meximieux et Montluel. »

264. *Lyon, 30 janvier. Chaptal au même.*

« Je vous dois la vérité sur les difficultés de tout genre qu'on éprouve dans cette division pour former, équiper, nourrir l'armée qui s'organise à Lyon.

« La levée des conscrits est très difficile pour les hommes qui ont plus de 20 ans. Elle s'opère très imparfaitement dans les montagnes de l'Auvergne et du Velay. L'esprit public est mauvais dans ces départements. Les moyens d'échapper aux appels y sont d'autant plus faciles qu'il n'y a plus de colonnes mobiles pour appuyer l'autorité. Les maires craignent les vengeances et secondent faiblement l'autorité supérieure. Il n'y a plus d'autre force que la persuasion, et cette force devient nulle contre la résistance ou la mauvaise volonté. Il y a eu des appels par désignations d'individus, sans qu'il se soit présenté un seul homme. Il y a eu des départs de 100 et 200 conscrits, sans qu'un seul soit arrivé à la 1^{re} étape. Jusqu'ici les 5 000 hommes qui composent l'armée de Lyon vivent sur des réquisitions qu'on exerce sur les magasins de commerce de Lyon en blé, vin, eau-de-vie, bois, fourrages, paille, avoine ; mais les ressources sont déjà épuisées, et comme nous ne payons pas ce qu'on prend, il est à craindre que bientôt les arrivages pour Lyon ne cessent par la peur qu'on a des réquisitions. Cette crainte me paraît d'autant plus fondée que les arrivages par eau sont à présent impossibles, et que les départements de l'Ain, de la Bourgogne, de la Franche-Comté qui fournissent à Lyon, sont occupés par l'ennemi.

1. Montalivet note : « Marquer mon étonnement pour cette opération de 3 millions ; par qui et comment a-t-elle été autorisée ? »

« M. le maréchal envoie à Paris un de ses aides de camp pour demander des armes et de l'argent. Si nous obtenons ces deux objets, nous aurons promptement une armée, des vivres et des habits. »

265. Lyon, 2 février. Chaptal au même.

« Monsieur le comte, le poste important des Échelles¹ est occupé par l'ennemi. Les habitants l'ont dirigé par la montagne et le lui ont fait tourner. Les gardes nationales ont fui ; les seuls douaniers se sont battus. Bourgoin², le seul grenier de Lyon dans ce moment, est menacé. La communication par le midi peut être coupée à Vienne. M. le maréchal qui n'a que des conscrits et qui voit l'ennemi autour de Lyon, ne peut pas détacher 1 200 hommes de son corps, sans compromettre le sort de la ville.

« Les gardes nationales commençaient à arriver ici, mais sans équipement. M. le maréchal les croit dans cet état plus nuisibles qu'utiles, vu le dénuement de ressources que présente Lyon, et il vient d'exiger qu'on leur fournisse le petit équipement, avant qu'on les dirige sur cette ville, ce qui va retarder leur départ, et grandement embarrasser les préfets du Cantal, de la Haute-Loire et de la Loire.

« Les subsistances de Lyon ne sont assurées que pour 15 jours. La ville ne présente plus aucune ressource, ni en argent, ni en subsistances, ni en objets de service. L'octroi qui a fourni 5 à 6 000 francs par jour, fait aujourd'hui des recettes de 3 à 400 francs. Il n'y a plus ni négociations, ni paiements dans le commerce. »

266. Lyon, 4 février. Chaptal au même,

« Monsieur le comte, vous me demandez par votre lettre du 31 par qui et comment a été faite l'opération de 3 à 4 millions de soieries. Elle a été faite par des commissionnaires de Francfort et de Leipzig, établis à Lyon. Avant cette crise ils faisaient travailler la fabrique et étaient au moment d'expédier leurs étoffes pour la foire de Francfort. Depuis l'occupation de cette ville par l'ennemi, ils se

1. Voir 7^e division, correspondance de Saint-Vallier, lettres 45 et 48.

2. Bourgoin, chef-lieu de canton du département de l'Isère, à 40 kilomètres S.-E. de Lyon. Population : 3 368 habitants.

sont réunis, ont chargé 8 guimbardes¹ de soieries, ont pris un sauf-conduit de M. le maréchal jusqu'à Meximieux, et là le général Bubna leur a donné des passeports pour n'être pas inquiétés jusqu'à Francfort.

« J'ai vu des lettres de leurs maisons d'Allemagne dans lesquelles on leur annonce l'envoi de ducats pour continuer les achats et ces lettres ont déjà fait mettre en activité quelques milieux depuis 2 ou 3 jours.

« Le maréchal a envoyé ce matin une forte reconnaissance sur l'ennemi. Il nous arrive le 7, le 8 et le 9, 4 à 4 500 hommes des réserves; le 13 le régiment de cuirassiers arrivera d'Espagne. Les gardes nationales des départements seraient prêtes à partir si on n'exigeait pas qu'on les habillât avant leur départ. Le préfet d'Aurillac m'a annoncé que son contingent était prêt; celui du Puy a 200 hommes à Lyon; les régiments du Puy-de-Dôme, de la Loire et du Rhône, s'organisent. Je viens d'envoyer dans ces départements les majors désignés par l'empereur pour en prendre le commandement, presser et faciliter les opérations.

« Lyon est tranquille: M. Saulnier, commissaire général de police a de l'activité, du talent et du caractère. Nous devons beaucoup ici à M. de Sainneville, 1^{er} adjoint. On ne peut pas réunir plus de bonnes qualités. »

Chaptal appelle en finissant l'attention du ministre sur la situation misérable des hospices de Lyon.

267. Lyon, 10 février. Chaptal à Montalivet.

« L'ennemi est toujours autour de Lyon. Tous ses mouvements tendent à cerner la ville pour intercepter les arrivages et couper les communications. Il occupe Trévoux, Montluel, Pont-de-Beauvoisin. Les 4 500 hommes qu'il a à Chalon font des mouvements pour porter des reconnaissances sur Roanne. Ces 4 500 hommes sont détachés du corps de Dijon. Ils coopèrent avec le corps de 12 000 hommes du général Bubna. Mais nos renforts arrivent. Il n'y a pas de doute qu'on ne reconquière les départements voisins.

« Nous éprouvons des difficultés insurmontables pour nourrir et équiper l'armée, pour payer la solde, pour servir l'artillerie en chevaux, harnais. Pas un écu dans les caisses, presque pas de résultat

1. Nom donné à des chariots à quatre roues longs et couverts.

sur les réquisitions. Les départements sont dans un état de détresse qu'on ne connaît pas à Paris. Les droits réunis ont tué l'esprit public, anéanti le commerce des vins, aliéné les cœurs. Il faut entendre les détails de l'arbitraire et des vexations des employés pour y croire. Aussi l'ennemi annonce-t-il partout la suppression de ces droits. »

268. *Lyon, 13 février. Chaptal au même.*

« Monsieur le comte, tout prend autour de nous une attitude militaire. Nous avons déjà dans nos murs 12 à 15 000 hommes de bonnes troupes avec une artillerie et une cavalerie convenables. L'ennemi qui en a connaissance se replie de toutes parts. Il fait filer ses immenses approvisionnements vers Genève ou sa grande armée.

« Le parti de 600 hommes qui par le Charollais s'était porté du côté de Roanne, a évacué. Mais en se retirant il a emmené tout ce qu'il a pu prendre de bœufs dans le Charollais, ce qui ajoute beaucoup à la difficulté de nos approvisionnements pour Lyon. Ce corps d'ennemi a dirigé à la hâte un piquet de 50 hommes de cavalerie sur Pradines¹ où S. A. le cardinal s'était retiré², mais ce dernier a eu le temps de s'échapper à cheval et de revenir à Lyon où il est arrivé avant-hier. On s'est borné à lui prendre 11 chevaux. On n'a touché ni à son portefeuille, ni à ses meubles.

« Les négociants qui avaient expédié pour Francfort, expédient 4 nouvelles guimbardes. Les fonds sont à Genève en beaux napoléons et nous allons les faire arriver ici. Il y a 2 à 3 millions. Ces commissionnaires remontent chaque jour de nouveaux métiers. Sans eux la fabrique n'aurait pas un métier battant. Ces gens-là font de gros bénéfices tant sur l'or que sur les marchandises dont l'Allemagne est affamée, et qu'ils ont ici à bas prix, mais ils font un bien infini à Lyon qui les regarde comme ses anges tutélaires.

« Nos hôpitaux sont aux abois. On demande des lits pour 1 200 militaires. Il n'y a pas moyen de les fournir. »

269. *Lyon, 20 février. Chaptal à Montalivet.*

« Le numéraire que j'avais annoncé à V. Exc. comme étant sur la

1. Pradines, village du département de la Loire, arrondissement de Roanne, à 8 kilomètres de Roanne. Population : 800 habitants.

2. Voir lettre 259.

route de Lyon est arrivé. Les commissionnaires ont déjà remis en activité au moins 5 à 6 000 métiers. On attend encore de nouveaux envois d'argent.

« Notre armée s'est mise en marche sur trois colonnes. L'une de 5 000 hommes, commandée par le général Pannetier, s'est emparée de Mâcon, après un combat où nous avons fait de 100 à 150 prisonniers. Nous avons perdu un chef d'escadron du beau régiment de cuirassiers et quelques soldats. La 2^e colonne commandée par le général Musnier est forte de 7 000 hommes. Elle a été dirigée sur Meximieux, où elle a trouvé de la résistance, mais elle s'en est emparée après un combat qui a duré 5 heures. Nous avons pris 3 ou 400 hommes et avons eu 30 hommes tués ou blessés. Cette colonne est aujourd'hui à Bourg. La 3^e colonne, forte de 5 000 hommes, a repris le poste des Echelles, et s'est portée sur Chambéry, qui, selon les apparences, sera occupé aujourd'hui.

« Nous sommes obligés de faire appuyer les réquisitions de tout genre par la force armée, sans cela les départements ne fourniraient absolument rien. Pour atteler l'artillerie on a été obligé de réquisitionner 60 chevaux employés au halage sur la Saône. Heureusement qu'ils ne sont pas nécessaires pour le moment.

« L'éloignement de l'armée ne fait qu'augmenter ma détresse parce que les pays qu'elle conquiert ont été épuisés par l'ennemi, et qu'il faut lui envoyer les vivres de Lyon.

« Nous avons ici 12 000 gardes nationaux que les préfets ont fait partir sans équipement. Cette surcharge d'hommes inutiles nous ruine. Nous ne pouvons pas les habiller. M. le maréchal en a renvoyé beaucoup et a signifié aux préfets de ne plus en faire partir dans cet état. »

270. Lyon, 3 mars. Chaptal au même.

« Depuis le départ des 20 000 hommes qui composent l'armée active de M. le maréchal notre situation s'est singulièrement améliorée à Lyon et nous pouvons fournir à tous les besoins en donnant des acomptes aux entrepreneurs. Les réquisitions en grains que j'ai frappées sur les départements du Puy-de-Dôme et de la Loire arrivent abondamment. Les préfets, qui sur ma demande ont envoyé des commissaires à Lyon pour faire confectionner l'habillement de leurs gardes nationales, y trouvent aujourd'hui des ressources, et sous peu de jours nous pourrons faire partir 5 à 6 000 hommes pour aller renforcer l'armée active.

« M. le maréchal est de sa personne à Lons-le-Saulnier. Il m'annonce par sa lettre d'hier que le général Bardet avait déjà planté les échelles aux murs du fort l'Ecluse et que ses jeunes conscrits qui sont partis de Lyon après 8 jours d'exercice, s'élançaient dans le fort, lorsque la garnison, forte de 200 hommes a demandé à capituler. Elle est prisonnière de guerre. On a trouvé dans le fort beaucoup de munitions. Le général Bardet a de suite poussé sur Genève de concert avec les généraux Marchand et Dessaix¹. M. le maréchal me mande qu'il croit cette place prise. La retraite du corps d'armée de Bubna sera très difficile, si elle n'est pas impossible, car le général Musnier, après avoir battu l'ennemi à Lons-le-Saulnier et lui avoir fait 400 prisonniers, s'est porté sur Morez², où il est arrivé hier. La division Pannetier tient en échec le corps ennemi qui venait de Dôle et de Dijon pour appuyer le général Bubna. Ainsi voilà 5 à 6 départements qui sont reconquis en quelques jours. »

271. *Lyon, 8 mars. Chaptal au même.*

« M. le maréchal me mande de Saint-Amour³ du 6 mars qu'il est instruit qu'une colonne ennemie de 15 000 hommes avec 80 bouches à feu traverse la Franche-Comté pour se réunir au corps qui occupait les bords de la Saône et se porter sur Lyon. Le maréchal se voit forcé à faire une marche rétrograde et va manœuvrer sur ses flancs le long de la Saône. Je serai obligé d'équiper 5 000 hommes de la garde réunie ici pour garder notre ville. Je prendrai où je pourrai pour assurer l'équipement qui eût dû être fourni par les préfets. Il est d'autant plus nécessaire de garantir ces départements d'une nouvelle invasion, que le paysan s'est fortement prononcé au départ de l'ennemi et que nos campagnes seraient dévastées. »

272. *Lyon, 11 mars. Chaptal au même.*

« Monsieur le comte, depuis ma dernière lettre notre position a

1. Voir lettre 62.

2. Morez, chef-lieu de canton du Jura, arrondissement de Saint-Claude. Population : 1 049 habitants.

3. Saint-Amour, chef-lieu de canton du Jura, à 31 kilomètres S. de Lons-le-Saulnier, sur la grande route de Lyon à Besançon, presque à égale distance de ces deux villes. Population : 2 878 habitants.

beaucoup changé. Une colonne de 15 000 Autrichiens et de 300 Cosaques est venue renforcer le corps qui était à Dijon. Le maréchal s'est vu forcé de rétrograder pour couvrir Lyon et conserver les communications avec l'Italie et le Midi, Il a de suite envoyé une division pour chasser de Mâcon 3 à 4 000 hommes qui l'occupaient depuis 5 jours, et il devait partir hier lui-même avec toutes ses forces pour pousser l'ennemi jusqu'à Dijon, mais il a appris dans la nuit que 10 000 hommes venaient par la Suisse pour renforcer Bubna dans Genève, et il est resté pour voir le parti que prendrait l'ennemi.

« Nous voilà avec 30 à 35 000 ennemis sur les bras. Nous ne les craignons pas tant que le maréchal nous restera, mais sans lui l'ennemi occuperait bientôt 12 à 15 départements de plus et nous priverait de toutes ressources et de communications si importantes entre l'Italie, le Midi et Paris.

« L'ennemi qui jusqu'ici n'avait fait qu'œuvrer dans les pays qu'il avait envahis se conduit bien différemment aujourd'hui. Il commet les plus grandes cruautés dans les lieux qu'il réoccupe. Il a fusillé un paysan à Mâcon parce que ce malheureux portait une fourche. Il a fait égorger 3 femmes à Bourg qu'il n'a pu occuper qu'une nuit. Il a livré au pillage Cluny¹ et y a brûlé plusieurs maisons parce qu'on lui a résisté. Il impose des sommes énormes en argent ; il prend partout des otages. Cette guerre devient une guerre d'extermination.

« Notre armée est revenue sans souliers. J'ai été obligé d'en faire fournir 15 000. »

273. *Lyon, 12 mars. Chaptal à Montalivet.*

« Notre avant-garde a eu le 11 un combat très vif entre Mâcon et Villefranche. Mais le général qui la commandait a été forcé de se retirer sur Villefranche ayant devant lui des forces triples au moins des siennes, soutenues par 40 pièces d'artillerie et 3 000 chevaux. M. le maréchal est parti dans la nuit du 11 au 12 avec tout ce qu'il avait ici. Il m'a écrit qu'il avait devant lui 18 000 hommes qu'il observe et auxquels il livrera bataille après avoir manœuvré. Il est positif aussi qu'une colonne de 10 000 hommes s'avance sur la Loire. Elle était à Autun il y a quelques jours.

1. Cluny, chef-lieu de canton de Saône-et-Loire, à 20 kilomètres N.-O. de Mâcon. Population : 4 172 habitants.

« Nous avons placé de l'artillerie en avant de Lyon. Nous avons 4 000 hommes de gardes nationales à Miribel pour surveiller ce côté et 4 000 hommes dans l'Ain sous le commandement du général Bardet.

« Le général Marchand observe Bubna à Genève avec 6 000 hommes qui vont être renforcés de 3 500 qui arrivent du Piémont¹.

« Je presse de tous mes moyens l'arrivée des gardes nationales en retard. Tout va être prêt et habillé dans les départements de la division. Cè devrait être fait depuis longtemps si S. Exc. le ministre du Trésor avait pu nous faciliter.

« Il faut dire à V. Exc. que la moitié au moins des gardes nationales désertent en se rendant à Lyon et sur 300 hommes partis du chef-lieu, c'est beaucoup s'il en arrive 150. C'est pour cela que j'ai voulu les laisser dans le chef-lieu pour y être surveillés et exercés par le major nommé par S. M. pour en prendre le commandement et les faire équiper. De cette manière les bataillons enrégimentés qui arrivent désertent beaucoup moins et sont utiles.

« Les réquisitions vont devenir plus aisées d'après le décret du 26 février. Il part demain 8 guimbardes attelées de 42 chevaux pour porter des soieries à Francfort. C'est encore un objet de 3 millions. La fabrique ne doit son salut qu'aux commissionnaires d'Allemagne. »

274. *Lyon, 13 mars. Chaptal au même.*

« Une nouvelle lettre de M. le maréchal me confirme les détails que j'ai eu l'honneur de transmettre à V. Exc. ce matin. Il ajoute que les prisonniers l'ont assuré que 20 000 hommes débouchaient par Bâle pour se rendre à Dijon et de là à Lyon pour permettre aux corps de Bianchi et de Lichtenstein de filer vers le Midi. Ils n'avaient aucun doute sur la prise de Lyon et ils ont été tous étonnés d'y trouver le maréchal.

« La colonne de 10 000 hommes du Jura est à Bourg. Le général Bardet a été forcé de faire sa retraite sur Meximieux où il est depuis ce matin.

« Je vais mettre ce soir des officiers supérieurs à la tête de la garde nationale urbaine de Lyon.

« Nous voilà avec 45 000 hommes à combattre sur divers points.

« Le général Musnier dans l'affaire de Mâcon a été forcé de laisser

1. Voir lettre 67.

des blessés à l'ennemi. Il a ramené ses 500 prisonniers dans le nombre desquels se trouvent des officiers en assez grand nombre.

« Le corps des partisans de M. de Damas, fort de 400 hommes, manœuvre sur la Loire du côté de Roanne. J'ai ordonné à tous les maires de joindre leur population à ce corps qui a de bons chefs et qui se bat avec bravoure. Ce corps se grossira beaucoup : je l'aide de tous mes moyens. Il peut nous servir beaucoup dans les montagnes. »

275. Lyon, 16 mars. Chaptal au même.

« Nous sommes ici dans la même position. L'ennemi augmente chaque jour ses forces à Mâcon, mais il ne paraît pas vouloir attaquer les 12 000 hommes qu'on lui a opposés de ce côté. Il s'est fortifié de toutes les manières : de nombreuses palissades, 40 pièces de canon, et la coupure des chemins ne permettent pas de lui livrer bataille sans perdre beaucoup de monde. Dès que les 10 000 hommes qu'on attend d'Espagne, et qui doivent être ici le 20 du mois, seront arrivés, on pourra le menacer de le tourner, et dès lors les obstacles qu'il a créés, pourront être surmontés.

« Le général Bardet arrête la marche de la colonne de 10 000 hommes qui est dans le département de l'Ain. Le général Marchand se maintient du côté de Genève et observe Bubna qui a 10 à 12 000 hommes. J'ai équipé en 5 jours 5 000 de nos gardes nationales qu'on exerce chaque jour. J'ai fait jeter un pont sur la Saône vis-à-vis Villefranche, pour faciliter à nos troupes le passage sur l'autre rive. »

276. Lyon, 18 mars. Chaptal au même.

« Nous sommes ici à peu près dans la même position. Cependant l'ennemi s'est renforcé à Mâcon de 10 bataillons d'infanterie hongroise et de 2 régiments de cavalerie. Ces renforts portent ses forces à 23 000 hommes. La ville de Beaujeu¹ a voulu faire quelque résistance à un parti de 400 hommes. Elle a été pillée et on a mis le feu à 4 maisons. Je cherche à couvrir Saint-Étienne. Le préfet me seconde avec beaucoup de zèle.

« M. le maréchal s'attend à être attaqué tous les jours. Hier, à 2

1. Beaujeu, chef-lieu de canton du département du Rhône, sur l'Ardière, à 15 kilomètres de la Saône et à 41 kilomètres de Lyon. Population : 1 665 habitants.

heures, ils ont poussé de fortes reconnaissances sur toute la ligne, mais le maréchal m'a écrit dans la nuit qu'il craignait qu'ils n'eussent masqué un mouvement sur le département de l'Ain, pour attaquer le général Bardet qui est à Miribel avec 4 000 hommes. D'après cela nous avons fait partir pour renforcer Bardet les 5 000 hommes de gardes nationales que nous avons équipés ici. Nos 10 000 hommes arrivent d'Espagne. La première colonne qui sera ici ce soir ira porter secours au général Bardet qui n'a que des conscrits ou des gardes nationales.

« Nos contingents des 4 ou 5 départements de la division sont prêts à peu de chose près. Ils sont armés et équipés, et nous ne sommes pas arrivés à ces résultats sans peine. »

277. Lyon, 19 mars. Chaptal au même.

« M. le maréchal a été attaqué hier matin, sur toute la ligne en avant de Villefranche, par les corps de Bianchi, Woronsky et Hesse-Hombourg, formant un total de 30 000 hommes. M. le maréchal avait 11 000 hommes de troupes d'élite. On s'est battu depuis 6 heures du matin jusqu'à 4 heures. Notre armée s'est admirablement conduite. Si le maréchal avait voulu sacrifier 3 ou 4 000 hommes, on les aurait rejetés sur Mâcon, mais il lui eût été impossible de poursuivre et même de se soutenir contre des forces triples des siennes. Un régiment de Hesse-Hombourg a été anéanti. Après la bataille le maréchal a cru devoir venir prendre la position de Limonest à 3 lieues de Lyon pour attendre les renforts d'Espagne qui arrivent aujourd'hui et demain.

« Ce matin l'ennemi n'avait fait aucun mouvement, ce qui prouve qu'il a sérieusement souffert. Le chef d'état-major de l'armée ennemie a été tué.

« Le général Bardet s'est retiré ce matin en avant de Calvire¹, par la crainte qu'il avait que l'ennemi ne détachât une colonne qui, en longeant la rive gauche de la Saône, ne parvînt à le couper.

« Nous avons à lutter dans ce moment contre au moins 45 000 hommes. Mais j'espère qu'on en viendra à bout et que non seulement Lyon ne sera pas pris, mais qu'on pourra prendre bientôt l'offensive. »

¹. Calvire, village du département du Rhône, près de la Saône, à 4 kilomètres de Lyon.

278. Vienne, 21 mars. Chaptal à Montalivet.

« Monsieur le comte, l'armée ennemie, qui était de 30 000 hommes dans la bataille du 18 mars a été renforcée du corps de Giulay¹, le 19. Elle a attaqué le 20 à 9 heures du matin avec une telle supériorité et un tel acharnement que le beau poste de Limonest² a été enlevé en deux heures de temps. Dès lors la division qui était à la Tour de Salvigny³ sur la route de Tarare, a été forcée à la retraite. Cette retraite a dû être difficile, attendu qu'on ne pouvait l'appuyer sur aucune position, et que l'ennemi qui avait au moins trois hommes contre un, ayant l'avantage du terrain par rapport à la descente qui conduit à Lyon, menaçait constamment de nous couper. L'armée est venue à 2 heures s'appuyer sur le faubourg de Vaise, où étaient réunis 4 000 hommes de gardes nationales. On s'est battu jusqu'à la nuit et jusque dans le faubourg ; mais à ce moment l'ennemi s'est emparé de toutes les hauteurs qui dominent Lyon, depuis Oullins jusqu'à Vaise, de sorte qu'à la nuit Lyon était cerné par toutes les hauteurs. M. le maréchal n'a tenu dans le faubourg que pour que l'ennemi n'entrât pas dans Lyon pêle-mêle avec nos troupes, et pour éviter le pillage.

« L'ennemi avait au moins 44 000 hommes dont 8 000 de cavalerie et 80 pièces d'artillerie. M. le maréchal avait 13 000 hommes d'élite et 4 000 gardes nationales placées sur ses derrières.

« Après cette mauvaise affaire, M. le maréchal a déclaré qu'il lui faudrait 44 000 hommes pour enlever les positions qu'occupait l'ennemi ; qu'en sacrifiant toute son armée, il ne pouvait plus sauver Lyon. En conséquence la retraite a été ordonnée à minuit et je suis parti.

« M. le maréchal accuse le général qui commandait à Limonest de n'avoir pas tenu avec acharnement comme il en avait l'ordre, cette position emportée décidant la bataille.

« Indépendamment des 44 000 hommes que l'ennemi a portés

1. Le comte de Giulay, né en Croatie en 1765, avait servi dans toutes les guerres de l'Autriche contre la France. Il fut l'un des négociateurs du traité de Presbourg. Il mourut en 1831.

2. Limonest, chef-lieu de canton du département du Rhône, à 8 kilomètres de Lyon. Population : 551 habitants.

3. Tour-de-Salvigny (La), village du département du Rhône, canton de l'Arbresle, à 9 kilomètres de Lyon. Population : 448 habitants.

contre le maréchal, le général Bardet a été attaqué du côté de Trévoux par 9 000 hommes. 2 à 3 000 hommes d'infanterie et de cavalerie manœuvraient sur Roanne. De sorte que nous avons 60 000 hommes aux environs de Lyon. J'ai la conscience d'avoir fait mon devoir. J'eusse désiré de plus heureux résultats.

« Lyon est tellement cerné que je n'ai pu m'échapper que par Vienne ; encore avaient-ils jeté hier 300 hommes sur cette route. Ils ont repassé le Rhône à l'approche de notre première colonne de retraite.

« Quoique le mouvement de l'ennemi se soit opéré avec la rapidité de l'éclair, on a eu le temps de prévenir les comptables et les administrations qui ont évacué dans la nuit.

« Je resterai quelques jours au quartier général ; de là je me rendrai à Montpellier pour y réparer ma santé altérée par le travail et les chagrins. »

Bibliographie.

De Tournon (comte), *Notes sur l'invasion du Lyonnais en 1814*. Lyon, 1887. Bibl. nat., L^h 5/1206.

20^e DIVISION MILITAIRE. PÉRIGUEUX¹.

Commandant de la division : le général de division, Despeaux.

Elle comprenait 5 départements : Lot, Lot-et-Garonne, Dordogne, Corrèze, Charente.

Commissaire extraordinaire : le sénateur comte de Lapparent.

Il eut pour auditeurs : La Haye de Cormenin, auditeur de 1^{re} classe, section de législation ; et de Viel Castel, auditeur de 1^{re} classe, en service extraordinaire.

Charles Cochon de Lapparent était âgé de 64 ans. Il était né à Champdeniers en Poitou², le 24 janvier 1750 ; conseiller au Présidial de Fontenay-le-Comte, il fut élu député suppléant du Tiers Etat de Poitiers aux États généraux et siégea à la Constituante en remplacement de Dabbaye, président du siège royal de Tulle qui resta dans la province. En 1792 il devint président du tribunal criminel des Deux-Sèvres, et fut élu à la Convention. Député à l'armée du Nord, il participa avec un autre représentant, Briez, à la défense de Valenciennes où commandait le général Ferrand³. Il y montra beaucoup de courage et eut l'occasion de protéger le général Ferrand, accusé de trahison. En octobre 1794, il devint membre du Comité de Salut public, et en janvier 1795 il eut une nouvelle mission à l'armée du Nord qu'il accompagna en Hollande. Élu au Conseil des Anciens par le département de la Vendée, il démissionna pour être nommé

1. Arch. nat., F⁷ 7025.

2. Chef-lieu de canton du département des Deux-Sèvres, à 18 kilomètres N. de Niort. Population : 991 habitants.

3. Chuquet, *Guerres de la Révolution. Valenciennes*, p. 246.

ministre de la police le 3 avril 1796 ; remplacé le 16 juillet 1797 par Lenoir Laroche, il fut condamné à la déportation le 18 fructidor suivant (4 septembre) et interné dans l'île d'Oléron. Le premier Consul le nomma préfet de la Vienne ; en 1805, il devint préfet des Deux-Nèthes à Anvers, et était entré au Sénat le 28 mars 1809. Il adhéra bientôt à la déchéance de l'empereur, mais resta sans fonctions durant la Première Restauration. En avril 1815, Napoléon l'appela à la préfecture de la Seine-Inférieure ; Cochon de Lapparent proclama à Rouen le 25 juin Napoléon II. Obligé de quitter la France après le vote de la loi contre les régicides, il se retira en Belgique, fut amnistié en 1817 et mourut à Poitiers, le 17 juillet 1825.

Les préfets en fonctions dans la 20^e division étaient : pour la Charente, le baron Boissy d'Anglas ; pour la Corrèze, Périer ; pour la Dordogne, le baron Maurice ; pour le Lot, Petit de Beauverger¹ ; pour le Lot-et-Garonne, le baron de Villeneuve.

279. Paris, 27 décembre 1813. De Lapparent à Montalivet.

Il a reçu la lettre close par laquelle S. M. le nomme commissaire extraordinaire. Il demande une somme de 2 400 francs à Paris et 4 000 francs sur la caisse du receveur général de la Dordogne.

280. Périgueux, 4 janvier 1814. De Lapparent au même.

Il est arrivé à Périgueux le 2 janvier, à 1 heure du soir. Les fonctionnaires sont pleins de zèle et de dévouement. M. Maurice, le préfet², connaît bien son administration. Il craint de ne pas trouver dans son département assez d'hommes en état de servir et hors des exceptions, pour remplir son contingent dans la levée des 300 000 hommes. Le contingent est de 2 000 hommes. Il n'y en a jusqu'à présent que 650 de partis. Impossibilité de former une cohorte de 1^{re} classe dans la ville de Périgueux pour la garde nationale. Population trop faible.

Il va faire une enquête. La levée des chevaux n'est pas effectuée.

« J'ai reçu aussi la visite de plusieurs citoyens de la ville. Tous ont fortement insisté sur la nécessité de faire la paix, sur les nombreux sacrifices qu'on a exigés d'eux ; et sur les abus dont ils ont été victimes. Je leur ai fait sentir dans la conversation que lorsque l'ennemi est à nos portes, ce n'est pas le temps de se livrer à des doléances au moins inutiles et de rappeler des maux passés ; qu'il

1. Nommé le 9 décembre 1813. *Bulletin des Lois*, IV, 542.

2. Maurice (Jean-Thomas), né en 1772, à Genève, était auditeur au Conseil d'État quand, en 1807, il fut nommé préfet de la Creuse. Depuis le 6 mars 1810 il était préfet de la Dordogne. Après 1814 il devint maître des requêtes.

fallait faire un dernier effort et redoubler de courage et d'énergie pour prévenir de plus grands malheurs, et pour forcer les ennemis à consentir à la paix.

« J'ai tâché surtout de les convaincre que l'empereur veut fermement la paix, et qu'il ne tient pas à S. M. qu'elle ne se fasse. Cela m'a paru essentiel pour prévenir des déchirements et des résistances dangereuses. L'adresse du Sénat et la réponse de S. M., qui sont parvenues ici hier, ont produit un bon effet. »

Il envoie un exemplaire de sa proclamation dans la 20^e division. On y lit ce passage :

« Si l'empereur vous demande de nouveaux sacrifices, ce n'est point pour recouvrer ses anciennes conquêtes. Il n'en est plus question. Sa vie n'a plus qu'un but : le bonheur de la France. Son âme ne nourrit plus qu'une seule ambition : la paix. Il la veut d'une volonté ferme et sincère ! »

281. Périgueux, 7 janvier 1814. De Lapparent à Montalivet.

« Je ne dois pas vous dissimuler que la nouvelle du décret impérial qui ajourne le Corps Législatif a fait ici une vive impression et excité quelques murmures qui n'ont eu et n'auront, j'espère, aucune suite. Après la nouvelle de l'ajournement, l'affliction paraissait peinte sur les visages. J'ai vu le plus de monde qu'il m'a été possible. Il y avait hier deux réunions de société : j'y ai été. J'ai travaillé à tranquilliser les esprits ; je leur ai fait entendre que quelques membres du Corps Législatif animés d'un zèle trop ardent annonçaient un parti d'opposition qui aurait fait un mauvais effet près des puissances étrangères. J'ai assuré au surplus que l'empereur voulait sincèrement la paix mais qu'il serait inconvenant qu'il parût forcé de la faire. Je crois avoir réussi à calmer en partie les esprits. »

282. Périgueux, 12 janvier. De Lapparent au même.

Il a reçu le 8, la lettre de Montalivet contenant les instructions sur la conduite que doivent tenir les préfets, en cas d'invasion de l'ennemi.

283. Périgueux, 18 janvier. De Lapparent au même.

Il se propose de parcourir sa division ; départ de Périgueux le 27 ; arrivée le

28 à Tulle ; séjour 29, 30, 31 janvier, 1^{er} février ; le 2 ou le 3, arrivée à Cahors ; séjour le 4, 5, 6, 7 ; départ le 8 pour arriver à Agen le 9 ; séjour du 10 au 15 ; le 16 à Marmande pour y visiter le dépôt qui y est en garnison ; retour à Périgueux, le 22 février.

284. Périgueux, 19 janvier. De Lapparent au même.

Réception de la circulaire annonçant que S. M. rappelle au service les anciens militaires de sa garde et les invite à se rendre à Paris. Il y a dans la 20^e division 62 militaires de la garde jouissant d'une pension de retraite, mais beaucoup sont évidemment hors d'état de servir. Les préfets vont faire une enquête.

285. Cahors, 7 février. De Lapparent à Montalivet.

« J'ai reçu la lettre que V. Exc. m'a fait l'honneur de m'écrire ainsi que les exemplaires de la lettre adressée aux préfets relativement à l'accueil à faire aux troupes de toutes armes qui se rendent sur la Marne. J'ai rencontré sur ma route, en venant de Périgueux, une colonne considérable d'infanterie qui arrivait de l'armée d'Espagne par Cahors et Brive. Il n'a pas été nécessaire de stimuler le zèle des autorités constituées et des habitants. Tous se sont empressés dans les deux villes d'aller au-devant des troupes, de leur préparer des vivres et autres secours. Chacun était envieux de les loger. Malheureusement cette colonne est passée dans le plus grand désordre, la plupart sans être annoncés, les officiers marchant séparément sans s'inquiéter de leurs soldats. Ceux-ci maltrahaient les paysans et les bestiaux à coups de sabre. Tous ces excès ont produit le plus mauvais effet dans ce département où l'esprit public, qui n'était pas très bon, commençait à s'améliorer. La nouvelle des avantages considérables remportés par S. M. que nous avons reçue hier a répandu une joie générale et contribuera beaucoup à relever l'esprit public et à faire oublier les excès commis par la colonne d'infanterie. »

286. Agen, 14 février. De Lapparent au même.

« J'ai l'honneur d'adresser à V. Exc. l'arrêté que j'ai pris pour l'organisation des cohortes de gardes nationales dans le département du Lot-et-Garonne. D'après le tableau rectifié annexé au décret du 17 décembre 1813, il doit y avoir dans le département 4 cohortes :

1 à Agen, 1 à Marmande, 1 à Tonneins, 1 à Villeneuve-d'Agen. La cohorte d'Agen est organisée, mais il a fallu pour la former sortir des classes indiquées par le décret, et y admettre des artisans peu aisés. Cependant comme l'organisation était terminée avant mon arrivée, je l'ai laissée subsister, d'autant que l'esprit public, même parmi les artisans, me paraît moins mauvais dans cette ville que dans beaucoup d'autres. Quant aux trois autres villes, il résulte des rapports qui m'ont été faits par les préfets et sous-préfets, que pour former une cohorte dans chacune d'elles, il eût fallu recourir jusqu'à des citoyens qui paient à peine 3 francs de contributions et qu'il serait dangereux, sous plusieurs rapports d'y admettre. Villeneuve-d'Agen paraît sur les tableaux avoir une population de 10 000 habitants ; mais cette population n'est pas agglomérée, et est répandue en grande partie dans les campagnes. Les cadres de ces 3 cohortes ont été faits, il est vrai, et on a adressé à V. Exc. la liste des officiers proposés ; mais lorsqu'on a voulu organiser les cohortes et appeler ceux qui étaient désignés sur les contrôles, il s'est élevé beaucoup de réclamations et on a reconnu l'impossibilité de compléter les cohortes pour y admettre des gens qu'il serait dangereux d'armer dans les circonstances présentes, surtout dans la ville de Marmande, où il règne un assez mauvais esprit dans la classe peu aisée. Je me suis en conséquence décidé à partager la cohorte de Marmande et à en mettre la moitié à Marmande et moitié à Tonneins¹ dans le même arrondissement. La cohorte de Villeneuve est également divisée, de manière qu'il y en a 2 compagnies à Villeneuve, 1 à Penne, 1 à Monflanquin² qui sont deux communes très peuplées et où il est essentiel d'organiser une force publique pour le maintien de l'ordre. La 4^e cohorte qui devait être à Tonneins sera transférée dans l'arrondissement de Nérac où le décret n'en avait pas établi. Il y en aura 2 compagnies à Nérac, 1 à Mézin, 1 à Casteljaloux et Damazan³, savoir 45 hommes dans la 1^{re} commune et 30 dans la seconde. La nouvelle disposition que j'ai faite est nécessitée par les localités.

1. Tonneins, chef-lieu de canton du Lot-et-Garonne, à 31 kilomètres d'Agen. Population : 4 912 habitants.

2. Penne, chef-lieu de canton, à 8 kilomètres E. de Villeneuve. Population : 6 631 habitants. — Monflanquin, chef-lieu de canton, à 15 kilomètres N. de Villeneuve. Population : 7 218 habitants.

3. Mézin, chef-lieu de canton de l'arrondissement de Nérac, à 10 kilomètres S.-O. de Nérac. Population : 4 252 habitants. — Casteljaloux, chef-lieu de canton de l'arrondissement de Marmande. Population : 2 480 habitants. — Damazan, chef-lieu de canton, à 29 kilomètres d'Agen. Population : 2 690 habitants.

« J'ai reçu la lettre de V. Exc. du 31 janvier concernant l'habillement, l'armement, et l'équipement des cohortes. Je vois peu de possibilité de les armer toutes avec des fusils de calibre. Tous ceux que l'on peut se procurer ici sont réclamés pour l'armée active où ils sont encore plus nécessaires, et il faudra bien se contenter de fusils de chasse pour la plupart des membres des cohortes.

« M. le préfet¹ et moi, avons passé dimanche dernier la revue de la cohorte d'Agen. Je l'ai trouvée animée d'un assez bon esprit, et disposée à maintenir l'ordre et la tranquillité publique dans la ville. Tous les officiers sont habillés, ainsi que la plupart des sous-officiers. Leur exemple en entraînera d'autres. Les grenadiers sont armés provisoirement avec des fusils de calibre qui ont été retirés par les soins de M. le Préfet des mains de différents citoyens. Ces fusils ont été payés et réparés. Ils sont à la disposition du ministre de la Guerre. Lorsque celui-ci en aura disposé, les grenadiers de la cohorte ne pourront être armés que de fusils de chasse. Il serait difficile en ce moment de s'en procurer d'autres.

« Depuis quelques jours on a répandu ici des bruits absurdes qui font sentir de plus en plus l'utilité des cohortes et le danger qu'il y aurait d'y admettre des gens peu faits pour y figurer. Ces belles nouvelles viennent toujours de Toulouse ou de Bordeaux, surtout de Toulouse. On a été jusqu'à dire que l'armée de l'empereur est détruite ; que les ennemis sont entrés à Paris le 6 ; que le peuple s'est soulevé ; qu'on a proclamé Louis XVIII. Les nouvelles des 7 et 8 ont démenti tous ces bruits, mais il reste toujours des gens crédules ou pusillanimes et des malveillants.

« Le département du Lot-et-Garonne a fourni son contingent dans la levée des 500 000 hommes. Les opérations pour la levée des 300 000 hommes sont terminées. Le contingent est de 2 000 hommes. Il y en a 728 de partis : reste à fournir, 1 272. Les opérations de la conscription de 1815 sont en pleine activité. Le contingent est de 1 294 hommes : déjà 650 sont partis ; 12 chevaux seulement sont fournis sur les 70 requis. Le reste sera impossible à fournir. »

1. Le comte Christophe de Villeneuve de Bargemont, d'une ancienne famille noble de Provence, naquit à Bargemont en 1771. A 18 ans il était sous-lieutenant au Royal Roussillon. En 1792 il entra dans la garde constitutionnelle, combattit pour le roi au 10 août, et dut se cacher. En 1804, auditeur au Conseil d'État, il devint sous-préfet de Nérac, et en 1806, préfet de Lot-et-Garonne. Louis XVIII le maintint : au moment des Cent Jours, Napoléon ordonna son arrestation. Après Waterloo il reprit sa préfecture. Le 8 octobre 1815 il fut appelé à la préfecture des Bouches-du-Rhône, fit réaliser à Marseille de nombreux travaux d'assainissement et mourut en fonctions en 1829.

287. Périgueux, 23 février. De Lapparent à Montalivet.

« Je suis de retour en cette ville de la course que j'ai faite dans les départements de la Corrèze, du Lot, et du Lot-et-Garonne. J'ai trouvé l'esprit public assez mauvais à Marmande où la plupart des gens aisés se refusaient absolument à entrer dans la cohorte. En arrivant ici je me suis aperçu que l'esprit public s'était singulièrement altéré pendant mon absence. Les bruits désastreux qu'on avait répandus avaient jeté un découragement général. Heureusement la nouvelle des éclatantes victoires de S. M. est venue à propos pour ranimer le courage des bons citoyens et détruire les espérances des autres.

« Nous sommes ici dans le plus grand embarras : il n'y a de fonds pour aucun service. La caisse du payeur est vide. Il faut pourvoir aux vivres, fourrages et convois par des réquisitions qui fatiguent extrêmement les citoyens déjà exaspérés par les abus énormes qui ont eu lieu dans les précédentes réquisitions. »

288. Périgueux, 4 mars. De Lapparent à Montalivet.

« Je reçois aujourd'hui l'avis que l'armée de S. Exc. le duc de Dalmatie a été attaquée, le 27 février, sur les hauteurs d'Orthez, et que cette armée se dispose à passer la Garonne devant Agen, pour se retirer sur la rive droite de cette rivière. Il paraît que la ville de Bayonne est investie, et le département des Landes envahi. Le préfet de ce département est arrivé à Agen le 3 de ce mois. J'avais déjà prescrit, il y a plusieurs jours, aux différents préfets de la 20^e division de me soumettre un projet d'arrêté pour l'organisation des gardes nationales de leurs départements respectifs. d'après les bases du décret du 5 avril 1813. Je leur écris aujourd'hui que dans les circonstances actuelles, ils doivent procéder de suite à cette organisation, sans attendre mon approbation, afin d'avoir des forces à la disposition des généraux, et prêtes à défendre le territoire, à empêcher le passage des rivières, harceler l'ennemi, et retarder sa marche par tous les moyens possibles.

« Nous éprouverons les plus grands embarras pour armer les gardes nationales. Il sera impossible de se procurer des fusils de calibre. On trouvera quelques fusils de chasse, mais en général en

mauvais état, et en nombre insuffisant. Il sera aussi bien difficile de faire partir les gardes nationales, surtout s'il faut les faire sortir de leurs départements respectifs. »

289. *Périgueux, 6 mars. De Lapparent¹ à Montalivet.*

« Il nous arrive chaque jour un grand nombre de réfugiés de la ville de Bordeaux. J'ai même vu hier deux lettres du premier président et du procureur général¹ qui chargent leurs amis de leur chercher des logements à Périgueux, en annonçant que la cour impériale a reçu l'ordre de se rendre dans cette ville où je ne vois pas de possibilité de l'établir. Cet ordre me paraît douteux car je n'ai reçu encore aucune nouvelle de mon collègue Cornudet qui m'en eût vraisemblablement donné avis si l'ordre était réel. Au surplus il me semble qu'on a pris l'alarme un peu trop tôt à Bordeaux. Nous sommes encombrés ici de toutes les manières. Ce qui m'inquiète le plus, est le grand nombre des prisonniers, tous anglais ou espagnols. Ils sont mécontents, surtout les officiers espagnols qui sont au nombre de près de 3 000, parce qu'on ne les paye pas. Ces prisonniers peuvent devenir fort dangereux dans des départements aussi rapprochés de l'armée anglo-espagnole.

« Malgré la crise où nous nous trouvons, la conscription de 1815 se lève toujours sans difficulté. Les conscrits partent gaiement. Les gardes nationales s'organisent avec plus de difficultés, parce que ce sont des pères de famille qui craignent d'abandonner leurs foyers. Le recouvrement des contributions s'est ralenti dans le mois de février. Les citoyens sont épuisés. Ils n'ont pas d'argent et ne peuvent trouver à vendre leurs denrées.

« Je suis bien secondé par les préfets. Les autres fonctionnaires sont en général bien disposés, mais la plupart n'ont pas l'énergie qui serait nécessaire dans les circonstances actuelles.

« Je me proposais d'aller cette semaine visiter le département de la Charente, mais les mouvements de l'armée anglaise la rapprochant de ma division, je crois devoir rester à Périgueux, qui est plus au centre, et où je serai plus à portée de correspondre avec les différents préfets. »

1. Le premier président de la Cour de Bordeaux était Brezets, et le procureur impérial Râteau.

290. *Périgueux, 9 mars. De Lapparent au même.*

« Depuis la lettre que j'ai eu l'honneur d'écrire à V. Exc. le 6 de ce mois, j'en ai reçu une de mon collègue Cornudet qui m'annonce qu'il s'est rendu à Libourne¹ et que la cour impériale a transféré son siège à Périgueux, où il sera bien difficile, pour ne pas dire plus, de l'établir. Mon collègue vous a sans doute rendu compte des dispositions qu'il a faites.

« J'ai reçu hier une lettre du chef de l'état-major général de l'armée d'Espagne datée de Rabastens², le 6 mars, qui m'invite à seconder de tout mon pouvoir le général Despeaux, commandant la 20^e division, à qui S. Exc. le maréchal duc de Dalmatie, donne l'ordre de se rendre sur les bords de la Garonne, à l'effet de prendre toutes les dispositions nécessaires pour garder le cours de cette rivière, attendu que les mouvements de l'armée ennemie ont mis à découvert les communications qui aboutissent à la partie basse de cette rivière.

« Je me suis en conséquence concerté avec le général Despeaux qui part aujourd'hui pour se rendre à Agen. Là il verra les ressources qu'il pourra trouver sur les lieux, soit dans la force armée du département, soit dans les différents dépôts qui y sont établis, soit dans les cadres qui y arrivent de toutes parts et dans les compagnies de réserve et de gendarmerie qui ont dû refluer de la rive gauche sur la droite. Lorsque ce général connaîtra ses ressources locales et que l'inspection des lieux lui aura fait juger de la quantité de forces qui lui sont nécessaires, il m'en instruira et adressera directement ses réquisitions aux préfets des départements de la division, à qui j'ai donné des instructions à ce sujet. »

De Lapparent observe qu'il sera bien difficile d'armer les hommes de la garde nationale. Ceux-ci d'ailleurs se mettent en route avec répugnance, parce qu'on a répandu le bruit que l'ennemi n'épargnait que les soldats en uniforme. On n'a aucun moyen de les habiller.

« Notre situation est fâcheuse. L'arrivée de plusieurs membres de la cour impériale de Bordeaux, les nombreux réfugiés qui passent ici, ont répandu l'alarme. Les citoyens sont inquiets. La malveil-

1. Voir lettre III.

2. Rabastens, chef-lieu de canton des Hautes-Pyrénées, arrondissement de Tarbes, à 7 kilomètres de Vic-en-Bigorre, sur la route de Pau à Auch. Population : 622 habitants.

lance qui profite sourdement pour exagérer les dangers, fait croire que le gouvernement est menacé de dissolution, et je crains beaucoup que cela n'influe sur le recouvrement des contributions, d'autant que les citoyens sont véritablement épuisés, et que chacun veut garder le peu d'argent qui lui reste encore.

« Cependant les opérations de la conscription de 1815 se terminent facilement. Les conscrits partent avec gaieté.

« Je ne néglige rien pour atténuer les craintes et ranimer le courage des citoyens. Malheureusement il y a bien peu d'énergie dans ces départements, même parmi les fonctionnaires publics. On désire généralement le maintien du gouvernement, mais l'indolence et le découragement nuisent à l'exécution de toutes les mesures. »

291. *Périgueux, 15 mars. De Lapparent au même.*

« Monsieur le comte, les Anglais occupent la ville de Bordeaux depuis le 12 de ce mois. On y a solennellement proclamé Louis XVIII, et notre position dans ce pays-ci devient de jour en jour plus critique. Il paraît qu'un parti ennemi a passé la Garonne et marche sur Libourne. Mon collègue Cornudet s'est retiré à Cavignac d'où il m'écrit qu'on lui a assuré que l'intention de l'ennemi est de pousser une colonne sur Périgueux, et une sur Angoulême.

« Le général Despeaux commandant la 20^e division est à Agen. Il y a réuni le peu de moyens que présente la division. J'ai concerté avec lui les mesures qui étaient en notre pouvoir pour défendre le passage de la Garonne dans l'étendue du département de Lot-et-Garonne. Il a paru plusieurs partis ennemis sur la rive gauche de la rivière, mais ils n'ont pas jusqu'à présent osé tenter le passage.

« L'abandon de la rive droite de la Garonne dans la 11^e division laisse entièrement à découvert les départements de la Dordogne et de la Charente, et on ne peut calculer sans frémir les suites de l'invasion de l'ennemi. S'il tentait de pénétrer par les départements de l'intérieur de la France nous n'avons aucun moyen de résistance à lui opposer. J'ai fait un appel à la garde nationale, aux anciens militaires, à tous les hommes de bonne volonté. Il s'en trouve encore plusieurs, malgré l'abattement général; mais aucun ne veut marcher s'il n'y a pas de troupes de ligne pour les guider et les soutenir, et nous n'en avons pas. Nous manquons absolument de poudre et de cartouches. Les fusils nous manquent également. Il ne faut pas compter y suppléer par des piques. Pas un homme ne veut s'en servir contre

des troupes armées de fusils et de baïonnettes : pas même pour le maintien de l'ordre et l'escorte des prisonniers.

« Nous n'avons dans ces départements aucun officier général qui puisse prendre le commandement, organiser les levées, proposer des mesures militaires. Les officiers supérieurs qui y commandent sont sans doute dévoués au gouvernement, mais ils sont absorbés par les détails d'état-major, et me paraissent d'ailleurs être loin d'avoir les moyens nécessaires dans les circonstances actuelles. Le général Despeaux est brave et dévoué, mais il n'a peut-être pas non plus les talents nécessaires. D'ailleurs il reste à Agen par ordre du duc de Dalmatie et nos communications avec lui sont très lentes, parce que les chemins en ligne directe sont impraticables. »

292. Périgueux, 18 mars. De Lapparent au même.

La situation ne s'est pas modifiée depuis la lettre du 16. L'ennemi n'a pas tenté le passage de la Garonne. De Lapparent met en défense le département de la Dordogne avec de faibles moyens. Il réclame de nouveau 5 à 6000 hommes de troupes de ligne. Il a fait évacuer le dépôt de tabacs de Tonneins qu'on dit être de la valeur de 3 millions.

293. Périgueux, 20 mars. De Lapparent au même.

Il a pris des mesures pour organiser en compagnies les employés des douanes et autres administrations réfugiées du département de la Gironde, ainsi que quelques officiers qui se sont présentés les premiers. On les a placés sur les bords de la Dordogne, ainsi que la compagnie de réserve. L'ennemi n'a tenté aucun passage de cette rivière. Rien non plus vers la Garonne, dans le département du Lot-et-Garonne. On aurait des gardes nationales si on pouvait les armer et les équiper.

« L'esprit public est mauvais dans les villes, et s'est singulièrement détérioré depuis l'occupation de Bordeaux par les Anglais. Il est un peu moins mauvais dans les campagnes. Les paysans se prêtent assez à arrêter les prisonniers qui s'évadent en grand nombre et tâchent de rejoindre l'armée anglaise. Ils en ont ramené dans divers cantons de ce département plus de 200, depuis 8 jours, mais le pays est épuisé, écrasé de toutes les manières. Toutes les caisses sont vides. On ne respire que pour la paix et le repos. C'est un cri général qui retentit de toutes parts. »

294. Périgueux, 25 mars. De Lapparent au même.

Il a reçu une lettre du chef d'état-major du duc de Dalmatie datée de Lannemezan¹, le 21 de ce mois. L'armée se retire sur la Garonne et Saint-Gaudens. Ce mouvement met à découvert les rives de la Garonne et de la Dordogne. Rien n'empêche l'ennemi de se porter sur ces deux rivières. On n'a à lui opposer que quelques restes de dépôts, les compagnies de réserve et quelques gendarmes écrasés de fatigue.

« Les gardes nationales ne répondent point aux appels. On n'a ni armes, ni poudre, ni effets d'habillement et d'équipement, ni argent pour solder la troupe. L'esprit est mauvais, sauf dans la Charente, où il y a encore quelque étincelle d'énergie, quoique très faible. Dans tous les autres départements on ne voit que lassitude et abattement. L'infâme trahison de la municipalité de Bordeaux qui aurait dû inspirer de l'horreur et de l'énergie n'a fait que décourager les uns et relever les espérances des autres. Je suis surtout fort inquiet pour le département du Lot où il se manifeste des germes d'insurrection qui pourraient devenir fort dangereux. Dans quelques communes on a résisté à main armée aux gendarmes qui ont voulu faire partir les conscrits. Le préfet demande au moins 200 hommes pour assurer la tranquillité publique dans son département, et si nous les avions, nous les garderions pour défendre les bords de la Dordogne. Il paraît qu'il se forme aussi dans le département de la Corrèze des bandes de brigands pour arrêter les voitures publiques.

« Si cet état de choses dure encore quelque temps, je crains une dissolution totale de l'administration dans ces pays-ci. Il est cruel de se voir abandonné ainsi, sans secours, sans ressources ! »

295. Périgueux, 27 mars. De Lapparent au même.

Il adresse au ministre copie d'un rapport du capitaine de gendarmerie du Lot. Situation alarmante de ce pays. Partout la garde nationale refuse de partir. On refuse ouvertement le paiement des impôts, surtout des droits réunis qui sont fort odieux. Les proclamations répandues par les prisonniers en promettent la suppression au nom de Louis XVIII.

La situation est inquiétante aussi dans la Corrèze ; il y a beaucoup de malveil-

1. Lannemezan, chef-lieu de canton des Hautes-Pyrénées, à 28 kilomètres S.-E. de Tarbes. Population : 779 habitants.

lants. Dans la Dordogne symptômes d'insurrection dans l'arrondissement de Sarlat. On ne peut y opposer aucune force, car tout ce qui peut servir se trouve sur les bords de la Dordogne. Le général de division maintiendra la tranquillité dans le Lot-et-Garonne.

296. Périgueux, 29 mars ; au même.

Le maréchal duc de Dalmatie a pris le 26 mars à Toulouse un ordre du jour invitant les commissaires extraordinaires des 9^e, 10^e, 20^e, 11^e divisions militaires à déclarer en état de siège les départements des Pyrénées-Orientales, Aude, Ariège, Haute-Garonne, Tarn-et-Garonne, Lot-et-Garonne et Gironde, et à ordonner l'organisation de la masse d'insurrection dans chacun de ces départements.

En conséquence, de Lapparent prend un arrêté le 29 mars, mettant en état de siège le Lot-et-Garonne.

« Je ne dois pas, écrit-il, dissimuler que j'attends peu d'effets de cette mesure et que je crains bien qu'on ne prenne beaucoup de peines et qu'on n'excite beaucoup de mécontentement, sans utilité. Je dois ajouter aussi que je crois que la masse d'insurrection pourrait être fort dangereuse dans quelques départements de cette division, notamment dans le Lot et la Dordogne. »

297. Périgueux, 1^{er} avril ; au même.

Il adresse copie d'une lettre du préfet du Lot. La situation de ce département devient de jour en jour plus inquiétante. Même situation dans la Corrèze. Il n'avait demandé à ce département que 300 hommes de gardes nationales, et n'a pas pu en obtenir un seul. La moitié du département de Lot-et-Garonne est occupée par l'ennemi. Il a été impossible de faire partir la garde nationale.

Dans la Dordogne les contrôles de la garde nationale sont faits, ainsi que les désignations, mais bien peu se présentent pour partir.

Il n'y a que le département de la Charente où quelques gardes nationales se présentent, et encore l'esprit public s'y détériore.

La fermentation est générale. A l'influence de l'occupation de la ville de Bordeaux est venue se joindre la nouvelle répandue depuis 4 ou 5 jours de la séparation du congrès de Châtillon, qui a produit la plus funeste sensation. La levée en masse, si on persistait à l'ordonner, se tournerait plutôt contre le gouvernement que contre ses ennemis. Aussi de Lapparent réclame encore de prompts secours.

« La situation militaire ne s'améliore pas. L'ennemi a passé la Garonne à Cadillac et a forcé les postes qui étaient à La Réole et à Saint-Macaire de se replier sur Aiguillon. Le général de division y

est avec 1 500 hommes de troupes pour défendre autant que possible le passage du Lot. »

298. Périgueux, 2 avril ; au même.

Il y a eu un attroupement de 5 à 600 paysans à Domme¹, contre l'organisation de la garde nationale et le paiement des droits réunis. Les 8 ou 10 gendarmes se sont prudemment retirés. Il n'y a pas eu d'effusion de sang. On est convenu que les employés des droits ne se montreront pas dans ce canton jusqu'à l'arrivée d'une colonne mobile.

299. Périgueux, 6 avril ; au même.

« Je craignais que la nouvelle de l'occupation de Paris n'aménât quelque explosion, mais il n'y en a pas eu. On s'est contenté de dire généralement : « cela est fâcheux, mais au moins cela finira. » V. Exc. peut juger par ces propos de la disposition des esprits, et combien on est las de l'état actuel des choses. »

300. Périgueux, 10 avril. De Lapparent à Montalivet.

« La situation des départements de la 20^e division ne s'améliore pas, au contraire. Il n'y a que le département de la Dordogne sur lequel on puisse compter, et où il y a encore quelque énergie. Dans les quatre autres départements l'esprit public se détériore de plus en plus chaque jour. Ces départements sont pauvres. Ils n'avaient de débouchés que par Bordeaux : depuis l'occupation de cette ville, les habitants ne peuvent se défaire de leurs denrées. Les propriétaires, les cultivateurs sont sans argent. On appelle hautement les Anglais, parce que, dit-on, ils payent comptant. Partout on s'oppose ouvertement au départ de la garde nationale et au paiement des droits réunis. La fermentation est générale dans le département du Lot et dans celui de la Corrèze. Celui de Lot-et-Garonne est presque en entier occupé par l'ennemi. Il y a des insurrections dans plusieurs communes de celui de Dordogne. Partout où nous avons voulu employer la force pour assurer la perception des droits et faire partir les gardes

1. Domme, chef-lieu de canton du département de la Dordogne, à 9 kilomètres de Sarlat. Population : 2 000 habitants.

nationales, elle a été repoussée par des attroupements nombreux et obligée de se replier.

« Je ne puis que me louer du zèle des préfets et je puis dire que ce n'est que par notre fermeté et notre prudence que nous avons prévenu jusqu'à présent une insurrection générale. Mais l'esprit d'insubordination se propage de jour en jour. L'administration a perdu sa force morale, ses ressorts se relâchent chaque jour. Bientôt tous les services vont manquer. »

21^e DIVISION MILITAIRE. BOURGES¹.

Commandant de la division : Lepic, général de division.

Elle comprenait 6 départements : Allier, Cher, Creuse, Indre, Nièvre, Haute-Vienne.

Commissaire extraordinaire : le sénateur, comte de Sémonville.

Il eut pour auditeurs : de Montigny et Despagnac.

Charles-Louis Huguët, marquis de Sémonville, n'avait que 55 ans. Il était né à Paris, le 9 mars 1759. Son père, Huguët de Montaran était secrétaire du roi². Il entra au Parlement à 18 ans, avec dispense d'âge, en qualité de Conseiller aux Enquêtes. Après la dissolution du Parlement, durant la révolution éphémère de la Belgique, de Sémonville fut envoyé à Bruxelles par le ministre Montmorin pour examiner la nature de cette insurrection. Le 20 novembre 1790 il devenait ministre de France auprès de la république de Gènes. Le 8 juin 1792 il fut appelé à l'ambassade de Constantinople en remplacement de Choiseul Gouffier. Mais le 10 août arrêta son départ. Il fut envoyé dans l'île de Corse où il entra en relations avec Bonaparte et sa famille. En mai 1793, il était chargé d'une mission à Florence, et partit en même temps que Maret qui se rendait à Naples. Ils furent arrêtés tous deux par les Autrichiens en Valteline et détenus dans la forteresse de Kufstein où ils subirent une captivité de 30 mois. En décembre 1795, Sémonville fut échangé contre M^{me} Royale, fille de Louis XVI. Ministre plénipotentiaire à La Haye le 30 décembre 1799, il devint sénateur en 1805. et en 1809, titulaire de la sénatorerie de Bourges. Il était depuis trois mois dans cette ville en 1814, lorsque la nouvelle de la déchéance de Napoléon arriva. Sémonville fit immédiatement reconnaître l'autorité du roi dans les 5 départements de la 21^e division⁴. Rentré au Sénat on le vit avant l'arrivée du roi se prononcer avec violence contre la proposition faite à la demande du tzar de réhabiliter le général Moreau. L'orateur chargé de la proposition ouvrait la lettre d'Alexandre I^{er} à la tribune, lorsque Sémonville s'écria : « On ne lira point ici, moi vivant, la lettre d'un souverain étranger, sans l'ordre exprès du roi. Il n'a point encore touché le territoire français, il n'a reçu, ni nos serments, ni nos

1. Arch. nat., F⁷ 7026.

2. Almanach royal 1787, p. 288.

3. Voir Grosjean (Georges), *La mission de Sémonville à Constantinople, 1792-93*. Revue de la Révolution française, 1887.

4. Voir plus loin, lettre 312.

hommages ; et quand les troupes naguère ennemies sont maîtresses de la capitale, vous allez commencer vos délibérations comme la Pologne a fini les siennes ! C'est à l'histoire à juger le général Moreau. Sa vie fut celle d'un grand capitaine ; sa mort eut lieu dans les rangs ennemis ! Je demande l'ordre du jour sans aucune discussion ! » Cette proposition de Sémonville fut adoptée dans un profond silence. Nommé pair de France au mois de juin suivant, il se retira dans ses terres durant les Cent Jours ; rétabli dans la pairie, il jouit d'une grande considération auprès de Louis XVIII. Retiré à Versailles il y mourut le 11 avril 1839, à l'âge de 80 ans.

Les préfets en fonctions dans la 21^e division militaire étaient : pour l'Allier, Pougeard du Limbert ; pour le Cher, le baron Didelot ; pour la Creuse, Dumartroy ; pour l'Indre, de Grouard ; pour la Nièvre, Fiévée ; pour la Haute-Vienne, Texier-Olivier.

301. *Paris, 27 décembre 1813. Sémonville à Montalivet.*

Il demande de lui faire délivrer une ordonnance de 3 000 francs à Paris et de lui assigner un crédit de 7 000 francs sur le receveur général du Cher.

302. *Bourges, 6 janvier 1814 ; au même.*

« Je m'empresse d'informer V. Exc. de mon arrivée à Bourges. MM. les auditeurs attachés à ma mission sont également à leur poste.

« N'ayant pu quitter Paris qu'après la clôture du Corps législatif, il m'était facile de prévoir les instructions que V. Exc. me fait l'honneur de me donner par sa dépêche du 2 janvier. J'en ai fait la base de mes entretiens, tant en route, auprès des personnes que j'ai vues à Orléans, qu'avec les fonctionnaires publics du Cher. »

303. *Bourges, 6 janvier. Sémonville au préfet du Cher.*

« Monsieur le préfet, les ministres de l'empereur vous ont donné connaissance des rapports établis entre vous et moi par la mission qui m'est confiée et la nature des devoirs qu'elle m'impose. Croyez, Monsieur, que je suis pénétré de toute leur importance : j'espère cependant n'en avoir qu'un à remplir : celui de rendre hommage à la sagesse, à l'énergie de votre administration, justice à l'union, au zèle, aux efforts de vos administrés. Dans les circonstances difficiles où nous nous trouvons, ce serait user de ménagements pusillanimes envers eux que d'atténuer l'opinion de nos dangers. Un gouverne-

ment fort et paternel a peu de secrets et doit bannir toute réserve en faisant un appel au courage des Français.

« Tout est perdu hormis l'honneur, s'écriait un de nos rois le jour du plus grand des malheurs, et peu de temps après ce noble aveu les champs de la Provence furent couverts des dépouilles des légions de Charles-Quint. Aujourd'hui rien n'est perdu si nous sommes unis, rien que des conquêtes qui ont fait notre gloire sans faire notre force, mais dont la rapidité et l'éclat ont imprimé à l'univers un éternel respect pour le monarque et le peuple français. Nous ne démentirons point cette opinion parce que les vicissitudes de la fortune, la rigueur des saisons, surtout la défection de ces princes élevés par l'empereur sur des trônes composés de ses trophées ont amené momentanément l'ennemi sur notre territoire. Nous avons pu être abandonnés ou trahis, mais nous n'avons jamais été vaincus ; nous le serions, que nulle puissance n'oserait nous soumettre par la force et entreprendre contre un grand peuple régénéré par vingt années de victoires, ce qu'ils ont vainement essayé contre quelques-unes de nos provinces après les vieux désastres de Poitiers et d'Azincourt. »

304. *Bourges, 7 janvier. Sémonville à Montalivet.*

« J'ai l'honneur de placer sous les yeux de V. Exc. la dépêche circulaire que j'ai adressée à MM. les préfets de ma division. Déjà M. le baron Didelot en a ordonné l'impression.

« Après avoir pris ici des renseignements auprès des fonctionnaires publics les plus éclairés, comme les plus dévoués, j'ai donné cette forme à une première proclamation pour éviter les rapprochements qu'on aurait pu en faire avec des actes de ce genre qui ont laissé de douloureux souvenirs.

« Le jugement que j'ai pu encore porter de l'esprit du département du Cher ne me donne aucune inquiétude, mais toutes les personnes qui contractent quelque rapprochement avec moi m'en témoignent sur les causes de la fermeture du Corps législatif, et je suis obligé de revenir souvent sur le développement des idées contenues dans la dépêche de V. Exc. en date du 2 janvier. »

305. *Bourges, 11 janvier. Sémonville à Montalivet.*

« Monsieur le comte, j'ai la satisfaction de n'annoncer à V. Exc.

que des nouvelles heureuses du département du Cher et de celui de l'Indre. Les autorités sont animées du meilleur esprit, celui des habitants est bon. La tranquillité sera maintenue. Je ne néglige rien pour leur inspirer de la sécurité et du zèle.

« Je ne dois pas le dissimuler à V. Exc. ; nos missions ont causé quelque effroi, du moins dans les départements qui me sont confiés. On redoutait un pouvoir supérieur placé hors des règles établies. A l'appui de cette assertion je puis citer à V. Exc. que les manufactures de Châteauroux et de quelques autres villes ont ralenti leur fabrication et fait disparaître des magasins les produits, le jour de la publication du décret sur les commissions extraordinaires dans la crainte des réquisitions. Depuis le peu de jours que j'habite cette résidence, j'ose me flatter d'avoir convaincu ceux avec qui j'ai eu des rapports, qu'ils ont tout à espérer et rien à craindre d'une autorité conservatrice de toutes les autres, et qui n'est instituée que pour suppléer à leur insuffisance et prévenir les retards du recours à l'autorité suprême dans des moments difficiles..... Nous n'avons dans la 21^e division aucune force répressive autre que la garde nationale, excepté à Moulins, avec le dépôt du 4^e dragons, composé de 420 hommes à l'époque du décembre 1813. Déjà il serait dirigé vers les points menacés par l'ennemi, s'il n'était sans vêtements, sans casques, sans selles et sans armes, objets que les départements de la 21^e division ne peuvent fournir. Je joins mes instances à celles des généraux auprès du ministre de la Guerre pour seconder nos efforts et subvenir à nos besoins.

« SITUATION DU DÉPARTEMENT DU CHER.

« *Levée des 120 000 hommes.* Demande : 2 100 hommes ; mis en route, 2 197 ; excédent, 97.

« *Levée des 300 000 hommes.* Demande, 2 000 hommes ; mis en route, 487. Reste à fournir, 1 513. Impossibilité de trouver ce nombre d'hommes, les levées antérieures ayant épuisé toutes les classes appelées pour la levée des 300 000 hommes. On espère pouvoir faire partir encore 200 hommes.

« *Contributions* : elles sont à jour.

« *Gardes nationales* : elles s'organisent ainsi que les cohortes urbaines.

« SITUATION DU DÉPARTEMENT DE L'INDRE.

« *Levée des 120 000 hommes.* Contingent : 1 600 ; mis en route, 1 344, reste à fournir, 256.

« *Levée des 300 000 hommes.* Contingent : 2 000 ; mis en route, 847 ; reste à fournir, 1 153. Même impossibilité que dans le Cher.

« *Contributions : à jour.*

« *Gardes nationales : elles s'organisent.* »

306. *Bourges, 16 février. Sémonville à Montalivet.*

« Le passage des troupes arrivant d'Espagne s'est effectué sans trouble. Les habitants ont été au-devant de tous leurs besoins. Ceux de Limoges se sont distingués par leur générosité. Toutes ces offres ont été spontanées et réellement volontaires. Il eût été à désirer que les ordres de l'administration de la guerre pour prescrire la réunion des moyens de transport sur les routes eussent assigné l'époque précise de leur passage. Presque partout les voitures au nombre de 3 à 400 ont attendu aux relais l'espace de 4 à 5 jours. Il en est résulté des embarras nombreux et des dépenses inévitables. Le zèle des maires a prévenu les murmures..... Malheureusement l'insuffisance de l'armement des gardes nationales est hors de toute proportion avec leur levée. Sur cet article notre impuissance est absolue¹. »

307. *Bourges, 23 janvier. Sémonville au même.*

Il envoie l'aperçu de la situation des autres départements de sa division.

DÉPARTEMENT DE L'ALLIER.

Contributions de 1813 réglées en partie. Tout commerce ayant cessé, on craint que les recouvrements encore à faire n'éprouvent de grandes difficultés.

Levée des 120 000 hommes. Contingent : 1 800 hommes ; fourni.

Levée des 300 000 hommes. Contingent : 1 900 hommes. Mis en route 723 ; reste à fournir, 1 177. Complément qu'on ne peut espérer de trouver.

Cohorte urbaine organisée.

Quant à la garde nationale active, des marchés ont été passés avec des fournisseurs pour des shakos, havresacs, bonnets de police, chemises, pantalons. Aucune possibilité de fournir les autres objets d'équipement et d'armement.

DÉPARTEMENT DE LA HAUTE-VIENNE.

Contributions : presque complètement fournies.

Levée des 120 000 hommes. Contingent : 1 700. Fourni.

1. Montalivet écrit en marge : « Les victoires de l'Empereur commencent un mieux que de constants efforts doivent soutenir et les résultats deviendront prochains et heureux. »

Levée des 300 000 hommes. Contingent : 2 000. Mis en route, 286. On n'espère pas pouvoir en mettre en route plus de 600.

Cohorte urbaine de 500 grenadiers pour Limoges est fournie.

Garde nationale active pas encore organisée.

DÉPARTEMENT DE LA NIÈVRE.

Contributions : à jour.

Levée des 120 000 hommes. Contingent : 2 100 ; mis en route, 1 900. Impossible de trouver le reste.

Levée des 300 000 hommes. Contingent, 2 400 ; mis en route, 1 034. Impossible de fournir le complément.

Cohortes urbaines fournies.

Gardes nationales s'organisent.

DÉPARTEMENT DE LA CREUSE.

Contributions : en bonne voie.

Levée des 120 000 hommes. Contingent, 1 600, mis en route.

Levée des 300 000 hommes. Contingent : 2 000. Fourni 1 135. Aucun espoir de compléter.

Garde nationale. Les deux bataillons demandés à ce département seront partis le 5 février.

La cohorte urbaine est organisée, mais il n'y a aucun moyen de l'armer.

308. *Bourges, 1^{er} février. Sémonville au même.*

Il a reçu la lettre et la circulaire aux préfets pour leur indiquer les formes dans lesquelles les communes doivent se porter à la rencontre des troupes de ligne ou des gardes nationales qui vont combattre l'ennemi. Il déclare que partout dans la 21^e division les hommes consacrés à la défense de la patrie sont accueillis avec empressement et une bienveillance qui pourvoit à tous leurs besoins.

« Je tromperais la religion de V. Exc. si je vous promettais davantage, et je trahirais mes devoirs si je vous laissais ignorer qu'en exigeant plus dans ces contrées, nous marcherions directement contre le but que V. Exc. se propose... Les départements de la 21^e division, à la différence de beaucoup d'autres sont héréditairement étrangers à tout enthousiasme. »

309. *Bourges, 7 février ; au même.*

« La conscription se lève sans trouble, les impositions sont encore

à jour, mais les mois de février et mars faibliront. Le service des vivres et celui des fourrages se font tout entiers par réquisitions. Notre position est triste. Nous jouissons de l'apparence du calme et nous le prolongeons par celui de l'attitude des fonctionnaires publics. Nous éprouvons le besoin le plus impérieux que l'administration de la guerre vienne immédiatement à notre secours¹. »

310. *Bourges, 12 mars. Sémonville au même.*

« Monsieur le Comte, vos occupations multipliées tous les jours se succèdent avec trop de rapidité pour ne pas continuer à m'imposer le devoir de vous entretenir le moins possible de la 21^e division. J'ai la certitude que les divers ministères de l'empereur n'ont point dû former de réclamations auprès de V. Exc. puisque jusqu'à présent les services qui concernent chacun d'eux ont été assurés avec une extrême ponctualité. Nous continuerons ainsi, Monsieur le Comte, jusqu'à l'instant où les forces des départements de la division seront entièrement épuisées. L'esprit des habitants n'a point cessé d'être bon. Nos agitateurs sont en petit nombre et appartiennent presque tous au parti populaire, et ils sont contenus par la fermeté des administrations. Les moyens de la Creuse et de la Haute-Vienne touchent à leur terme. Je dois rappeler cette triste vérité à V. Exc. et je me permets d'insister auprès d'elle, persuadé comme je le suis, qu'il est de la prudence du gouvernement de garder le plus de ménagements possibles envers ces deux départements.

« Nos contributions dans les quatre autres se payent encore avec assez d'exactitude, mais j'ai eu l'honneur de prévenir V. Exc., il y a plus de six semaines, que la cessation progressive de tout commerce s'étendrait jusqu'à celle des plus simples échanges et amènerait dans notre division la disparition du numéraire, l'impossibilité de la vente et la misère à côté de la possession comme du besoin de la denrée. Cette époque n'est malheureusement pas éloignée. Nous n'avons pour nous y soustraire que les victoires de l'empereur. »

311. *Bourges, 21 mars. Sémonville à Montalivet.*

« Monsieur le Comte, j'ai appelé plusieurs fois, depuis les pre-

1. Montalivet met en note : « Gagner du temps le plus possible. Bientôt, je l'espère, les affaires générales améliorées changeront la situation particulière de la division. »

miers jours de ma résidence ici, la sollicitude de V. Exc. et celle du conseil de S. M. tant sur le nombre des prisonniers de guerre stationnés dans la 21^e division que sur leurs intelligences présumées avec l'ennemi. Mes craintes ont été réalisées en partie. Le 17 mars un complot qui devait s'exécuter le 18 a été prévenu dans la ville de Limoges par la prudence du préfet¹ et du général. Les chefs sont arrêtés. J'ai ordonné de concert avec le général Lepic qu'ils fussent dirigés vers Bourges, puis traduits devant une commission militaire. Le but du complot était de s'emparer des autorités, des caisses et des citoyens les plus notables.

« Depuis que cette conspiration a été déjouée, nous savons qu'elle avait été préparée de concert avec l'armée anglaise qui devait diriger des partis sur la Haute-Vienne pour appuyer les conjurés et nous apprenons à l'instant que 70 prisonniers anglais se sont évadés malgré la surveillance la plus active du général Chauvet.

« J'ai eu l'honneur de prévenir plusieurs fois V. Exc. que les départements de la Haute-Vienne et de la Creuse succomberaient sous le poids de leur charge, et que l'esprit des habitants altéré par le sentiment de leur misère exigeait les plus grands ménagements. Les événements du Midi ajoutent à mes alarmes sur cette partie de la division. Nous n'y avons aucune force et le jour que les prisonniers connaîtront les leurs, ils seront les maîtres de ces départements. Ce matin le général Lepic a appris par une dépêche de M. le duc de Feltre que les circonstances malheureuses survenues à Bordeaux l'obligeaient à diriger encore dans la 21^e division les prisonniers menacés dans la 12^e par l'approche de l'ennemi.

« Monsieur le Comte, notre zèle, notre courage et nos efforts n'auront point de bornes, mais nous ne pouvons assigner à V. Exc. le terme de nos facultés. Il est malheureusement très prochain, si des événements toujours à espérer ne viennent promptement à notre secours. Le ministère de S. M. doit s'attendre que par un mouvement spontané des prisonniers de guerre soutenus par quelques partis de l'ennemi et par leur intelligence avec des factieux, la 21^e division militaire se trouvera incessamment soumise à un pouvoir étranger. Les départements vont se trouver dans ce moment

1. Texier-Olivier, né à Reignac, dans l'Indre-et-Loire, en 1764, avocat en 1789, était commissaire du Directoire près l'administration centrale d'Indre-et-Loire lorsqu'il fut nommé aux Cinq Cents. Il contribua activement au 18 brumaire; le 3 mars 1800 il était préfet des Basses-Alpes et le 9 mars 1802 préfet de la Haute-Vienne. Révoqué à la première Restauration, il fut réintégré aux Cent Jours. Après Waterloo il rentra dans la vie privée et mourut en 1849.

dégarnis de 2 ou 300 soldats disponibles que nous avons encore dans les dépôts. M. le duc de Feltre a donné l'ordre au général Lepic de diriger sur Paris tous ceux qui étaient en état de servir.... Ce tableau est triste, mais il est vrai. Jamais la sécurité apparente des fonctionnaires de la division n'a été moins altérée qu'aujourd'hui. Nous prolongerons le calme en en donnant l'exemple, mais j'en appelle auprès du conseil de S. M. au témoignage du général Lepic : depuis quelques jours qu'il est dans la division, son étonnement se renouvelle sans cesse des obstacles que nous avons surmontés pour éloigner les dangers toujours renaissants et prévenir des événements que prochainement nous ne pourrions plus empêcher¹. »

312. 31 juillet 1814. Sémonville à Montesquiou,
ministre de l'Intérieur.

« Dès le milieu de mars la nature de la crise politique n'était plus douteuse que pour ceux qui craignaient la régénération. Le devoir de tous les bons citoyens fut de l'assurer par tous les moyens placés à leur portée. Mes devoirs à moi étaient de deux natures : j'étais commissaire d'un gouvernement que personne n'avait plus le droit de défendre mais qu'on pouvait servir encore avec honneur en s'opposant à ses excès. Un autre devoir m'était imposé par la confiance dont je savais que Monsieur m'avait honoré, en sa qualité de lieutenant général du royaume par sa commission en date du 27 février. La direction supérieure de la 21^e division m'était confiée de concert avec le marquis de Rivière. Tout était remis à mon zèle et à ma prudence.... Si j'avais exécuté les ordres nombreux sortis de Paris durant cette longue crise, si j'avais laissé aux fonds départementaux les destinations assignées par le trésor, abandonné les divers services militaires au système arbitraire et au hasard des réquisitions, j'ose le dire avec la confiance de n'être point démenti par les nombreux témoins de mes travaux, le centre de la France était en proie à la plus terrible des dévastations !

« Mais il ne suffisait pas de combattre ces causes, chaque fois renaissantes de troubles. Après la rupture du congrès de Châtillon

1. Montalivet note : « J'espère qu'il s'exagère les choses : la surveillance des autorités, le service de la garde nationale qu'il faut généraliser, le grand intérêt des habitants à se défendre de l'insurrection des prisonniers, me rassurent. »

il devint évident que le sort de la capitale allait décider celui de la France. Le rétablissement de la monarchie sur ses antiques bases était dans tous les cœurs. Il importait qu'il fût dans toutes les têtes. Comprimer l'effervescence de tous, dissiper les craintes des uns, raffermir le courage des autres, repousser les oppositions et contenir l'imprudence d'un zèle prématuré, tel a été le but constant de nos efforts. Le succès les a couronnés. Le jour de Pâques on priait partout publiquement pour le roi, et le 15 avril j'apportais les hommages unanimes de la division aux pieds de Monsieur¹. »

22^e DIVISION MILITAIRE. TOURS².

Commandant de la division : le général de division Bonnard.

Elle comprenait 5 départements : Indre-et-Loire, Loir-et-Cher, Maine-et-Loire, Mayenne, Sarthe.

Commissaire extraordinaire : le sénateur Le Couleulx de Canteleu.

Il eut pour auditeurs : Le Couleulx, fils, auditeur de 1^{re} classe, section des finances ; et Duval Beaulieu.

Le Couleulx avait 68 ans ; il était né le 4 mars 1746 à Canteleu en Normandie³ ; et appartenait à une famille distinguée dans la bourgeoisie de cette province ; banquier à Rouen, il était prier de la Chambre de Commerce de Normandie lorsqu'il fut élu député aux États généraux par le tiers état du bailliage de Rouen, en même temps que Thouret. Il réussit à échapper à la Terreur, et devint député aux Anciens, durant les années IV, V et VI. Il s'occupa comme à la Constituante des questions financières. En avril 1799 il fut appelé à prendre la présidence de l'administration départementale de la Seine⁴ et fut l'un des premiers sénateurs désignés le 25 décembre 1799. Régent de la banque de France et titulaire de la sénatorerie de Lyon, il n'en abandonna pas moins la cause napoléonienne, il fut nommé pair de France par Louis XVIII ; non maintenu par Napoléon, il fut rétabli au retour des Bourbons, et mourut dans son château de Farceaux⁵, le 18 septembre 1818, à 72 ans.

Les préfets en service dans la 22^e division étaient : pour l'Indre-et-Loire, le comte de Kergariou ; pour le Loir-et-Cher, Cristiani de Ravaran ; pour le Maine-et-Loire, le baron Hely d'Oissel, auditeur au Conseil d'État ; pour la Mayenne, Harmand ; pour la Sarthe, Derville-Malechard.

1. Montesquiou met en note : « Répondre en approuvant tout ce qu'il a fait dans l'intérêt du roi avant le 1^{er} avril. »

2. Arch. nat., F⁷ 7026.

3. Bourgade de Normandie, dans la forêt de Roumare, près de la Seine, à 4 kilomètres de Rouen. Population : 2 842 habitants.

4. Voir Lanzac de Laborie, *Paris sous Napoléon*, t. I, p. 24.

5. Farceaux, village du département de l'Eure, à 8 kilomètres du Grand Andelys. Population : 277 habitants.

313. *Paris, 29 décembre 1813. Le Coulteux à Montalivet.*

Il a reçu sa nomination, avec les pièces suivantes :

- 1^o Décret de création des commissaires extraordinaires.
 - 2^o Décret de nomination.
 - 3^o Décret du 17 décembre sur l'organisation de la garde nationale.
 - 4^o Décret du 15 décembre relatif aux commissaires civils pour les réquisitions.
 - 5^o Instruction sur le décret du 15 décembre.
 - 6^o Instruction sur le décret du 17 décembre.
 - 7^o Tableau rectifié du décret du 17.
 - 8^o Lettre sur le système des réquisitions.
- Il affirme son zèle et son dévouement.

314. *Paris, 31 décembre ; au même.*

« Le désir que j'ai eu d'être présent à la délibération du Sénat sur l'adresse à S. M., et l'honneur de présenter cette adresse à l'empereur conjointement avec mes collègues, a fait différer mon départ. Je pars cette nuit. Je serai à Tours le 2 au plus tard, et ma première proclamation paraîtra le 3. »

315. *Tours, 3 janvier 1814 ; au même.*

Il est arrivé le 2 à Tours. Il a reçu la lettre du ministre du 31 décembre, avec ampliation du décret du 30 décembre qui met en activité la moitié des légions de gardes nationales des départements pour lesquels S. M. l'a nommé commissaire extraordinaire.

316. *Tours, 4 janvier ; au même.*

Il a reçu la lettre du ministre où sont énoncés les motifs qui ont déterminé S. M. à ajourner le Corps Législatif. Il verra si les préfets de la 22^e division ont à se louer de la conduite des députés de leurs départements. »

317. *Tours, 5 janvier ; au même.*

Il envoie au ministre sa proclamation. Il a pris son texte dans le mémorable entretien de S. M. avec ses commissaires extraordinaires et dans les instructions de Montalivet. Elle sera affichée dans toutes les communes. Voici un passage :

« Votre Empereur, disent les ennemis, ne veut pas la paix ! Et cependant il a accepté sans modifications les préliminaires de paix proposés par les ennemis de la France. Il ne veut pas la paix ! Et non seulement il a consolé le peuple français en lui déclarant solennellement qu'il ferait le sacrifice de sa gloire personnelle, pour l'obtenir, mais encore il a rassuré tous les cœurs, en proclamant qu'il ne s'agissait plus de combattre pour des conquêtes, mais seulement pour l'intégrité du territoire et pour l'indépendance nationale. »

318. *Tours, 9 janvier ; au même.*

Il presse la mise en activité des gardes nationales. En Indre-et-Loire, la situation est bonne ; les hommes seront mis en route le 20 ; dans la Sarthe, toute la légion sera mise en route, même avec l'habillement à cause de la bonne volonté de divers négociants du Mans. Dans le Maine-et-Loire, la mise en activité produit une fâcheuse sensation et le préfet écrit qu'on doit s'attendre à de nombreuses désertions. A son avis il ne faudrait pas sévir contre elles, si l'on ne veut pas déterminer une explosion dont les suites seraient incalculables. Toutefois les gardes nationales des arrondissements de Baugé, d'Angers et d'une partie de Saumur partiront, mais il manquera beaucoup de monde d'une partie de l'arrondissement de Saumur, et des arrondissements de Beaupréau et de Segré. Dans Le Loir-et-Cher, le contingent paraît complet et sera mis en route le 19 courant ; il y a de grosses difficultés pour l'habillement.

Pour la Mayenne il n'y a pas de renseignements précis, car les communications sont difficiles entre Tours et Laval.

319. *Tours, 11 janvier. Au même.*

Il a reçu la lettre du 8, où Montalivet appelle toute son attention sur l'esprit public dans la 22^e division.

« Il importe, en effet, de le bien connaître dans les circonstances actuelles. Ces mêmes circonstances, il ne faut pas se le dissimuler, soumettent les premières classes de la société à se contraindre, et si leurs opinions ou leurs affections sont contraires à celles qui animent aujourd'hui tous les bons Français, elles sont soigneusement déguisées. Il est donc assez difficile de bien saisir le véritable esprit public qui règne aujourd'hui dans ce qu'on appelle la société. Les classes inférieures ont une expression plus ouverte, plus franche, et il est plus facile de voir quel est l'esprit qui les domine, ou quel est celui qui les entraîne.

« J'estime toutefois que dans ce jour il s'agit une grande question sur laquelle les premières classes de la société ne peuvent que très difficilement se taire. Je la considère, cette question, comme une

Pierre de touche, où on peut reconnaître si les opinions ou les affections individuelles sont égarées ou séduites. L'empereur veut-il faire la paix ? Quelles que soient les conditions qui auraient été offertes par l'ennemi, S. M. les a-t-elle refusées ou acceptées ? L'empereur veut-il à tout prix poursuivre la guerre ?

« Cette question, que la Déclaration des puissances alliées insérée dans la *Gazette de Francfort*, a jetée au milieu de nous pour en faire une pomme de discorde, a conduit naturellement les esprits à chercher à savoir de quel côté est la volonté de faire la paix, ou celle de continuer la guerre.

« Ceux qui se plaisent à donner tous les torts à notre gouvernement, qui reçoivent facilement les impressions de l'étranger contre l'empereur, argumenteront beaucoup sur les sages méfiances que le gouvernement français et les commissaires extraordinaires voudraient répandre contre cette fameuse déclaration. A les entendre, cette méfiance de notre part est impolitique. Elle aigrit les puissances étrangères qui ne veulent que nous donner la paix et nous sauver de tous les malheurs où nous entraîneraient l'amour de la guerre et l'esprit de conquête. Les uns entrevoient peut-être dans cette intention de l'étranger un retour de choses favorable à leurs vœux : les autres se laissent séduire et voient avec peine qu'on trouble leur repos et qu'on veuille faire cesser leur insignifiance.

« Cependant on appelle leur attention sur l'ennemi, sur son invasion. Si on veut leur en peindre toutes les suites, ils insinuent alors que le gouvernement et ceux auxquels il a confié ses pouvoirs, exagèrent en style révolutionnaire les torts de l'ennemi, et ils voudraient persuader qu'il ne faut voir dans l'appel que l'empereur fait à l'honneur des Français, à leurs armes, enfin dans le cri général de vengeance, que le projet d'accélérer les préparatifs d'une nouvelle campagne.

« Ceux qui dans la société se permettent aujourd'hui ces insinuations, certes, ne sont pas les amis du gouvernement, et ne sont pas de bons Français.

« Monseigneur, sans perdre de vue la recommandation que me fait V. Exc. de donner mon attention et mes soins à bien connaître l'esprit public, ma sollicitude actuelle se porte à soumettre la population de la 22^e division à l'obéissance aux lois, à recommander à tous le respect dû aux actes du gouvernement, à tout ce que les circonstances exigent, à prévenir et arrêter les mouvements d'insubordination qui pourraient se manifester.

« D'ailleurs, ainsi que me l'écrit le préfet du département de la

Sarthe, les esprits peuvent être effrayés, inquiets, mais chaque individu est tellement pressé par une administration sans cesse agissante, il a à répondre à tant de demandes et d'ordres successifs qu'il ne lui reste que le temps d'obéir.

« J'ajoute que c'est plus particulièrement ce résultat qu'il faut aujourd'hui obtenir, et j'ajoute aussi que la confiance paraît généralement renaître. »

320. *Tours, 15 janvier. Le Coulteux à Montalivet.*

« Monsieur le comte, je m'empresse de mettre sous vos yeux une dépêche de la plus haute importance que je reçois à l'instant du préfet d'Angers¹. Vous verrez que le brigandage s'organise dans les contrées de l'Ouest. Une bande de gens armés a enlevé de vive force, malgré l'escorte des gendarmes, les fonds provenant de la recette des contributions de l'arrondissement de Beaupréau, que l'on conduisait à Angers ; 64 000 francs ont été enlevés ainsi, le 12 janvier, sur la route de Chemillé à Beaupréau, à 10 lieues d'Angers.

« J'ai consulté le général commandant sur les troupes disponibles de la division. La conférence que j'ai eue avec lui m'a convaincu que je pouvais faire marcher, sans contrarier les opérations de la guerre, le dépôt du 121^e régiment de ligne en garnison à Blois, et 40 hommes de cavalerie du dépôt de Saumur (17^e régiment de dragons). Je fais partir un de mes attachés pour Angers. »

321. *Angers, 18 janvier. Duval Beaulieu, auditeur,
à Le Coulteux.*

« Monsieur le comte, en exécution des ordres que vous m'avez donnés, je suis à Angers depuis hier.

« Le département de Maine-et-Loire paraît nécessiter l'attention du gouvernement, moins à cause de l'esprit public de ses propres habitants, que pour celui qui existe dans les départements dont sont

1. Hély d'Oissel, né à Paris en 1770, fut secrétaire général de la Seine pendant le Consulat et auditeur au Conseil d'État. Le 11 février 1809 il était appelé à la préfecture de Maine-et-Loire. En 1814 il fut un des premiers à faire arborer la cocarde blanche. Louis XVIII le nomma Conseiller d'État avec la direction des travaux de Paris. Il fut membre de la Chambre des députés sous la Restauration et mourut en 1833.

environnés deux de ses arrondissements, ceux de Segré¹ et de Beaupréau². Jamais un soulèvement spontané n'y a eu lieu. Depuis les guerres de Vendée il n'avait point été commis de délit à main armée. mais les bandits du département des Deux-Sèvres, de la Loire-Inférieure et de la Vendée y font de fréquentes incursions et y trouvent des partisans nombreux.

« M. le préfet pense que le vol de vive force qui a été commis le 12 janvier, l'a été par des bandits des Deux-Sèvres, auxquels étaient néanmoins adjoints des réfractaires de l'arrondissement de Beaupréau. Il assure que la situation de son département devient chaque jour plus fâcheuse, surtout depuis le départ de 52 dragons qui avaient été mis à sa disposition pour la poursuite des réfractaires de Beaupréau, et que les ordres du ministre de la Guerre ont forcé de retirer. Les insoumis ont cru que le gouvernement était dans l'impuissance de laisser quelques forces dans l'intérieur et leur audace s'en est accrue. Ils se sont montrés plus ouvertement, ils ont cherché à augmenter leurs bandes de tous les jeunes gens qui, voulant se soustraire à leurs obligations, lâches mais non brigands, s'étaient contentés de se cacher. Ils ont menacé les percepteurs et les fonctionnaires publics. Les paysans de Beaupréau et de Segré, croyant qu'il n'y avait plus de moyens de coercition à la disposition du préfet, ont commencé à faire des difficultés pour le paiement des impôts; quelques-uns mêmes, quand on les a pressés à cet égard, ont avoué que « peut-être dans quelque temps on ne paierait plus » tout cela, qu'ils voulaient attendre, qu'ils ne savaient pas ce que « tout cela allait devenir »; des garnisaires envoyés par les percepteurs ont été maltraités, et il est évident qu'avec de telles dispositions des esprits, les demandes faites par le gouvernement ne peuvent avoir de résultats qu'au moyen d'une force qui en maintenant dans l'ordre les hommes inquiets et pusillanimes, puisse au besoin faire un exemple indispensable. »

322. Tours, 27 janvier. Le Coulteux à Montalivet.

« Vous m'annoncez par votre lettre qu'on envoie dans le département de Maine-et-Loire 1 000 hommes de gendarmerie. qui, en effet,

1. Segré, chef-lieu d'arrondissement, sur l'Oudon, à 33 kilomètres d'Angers. Population : 558 habitants.

2. Beaupréau, chef-lieu d'arrondissement de Maine-et-Loire, sur l'Èvre, à 40 kilomètres S.-O. d'Angers. Population : 1 640 habitants.

présenteraient une force suffisante pour rétablir l'ordre. Mais il y a dans le département de la Guerre bien des variations sur les mouvements de ces troupes. Le ministre de la Guerre par une lettre récente m'annonce seulement 200 gendarmes pour Niort et 200 pour Laval. J'ai l'honneur de vous donner par une lettre séparée¹ de grands détails sur le département de Maine-et-Loire et j'y insiste beaucoup sur les graves inconvénients de ne rien envoyer à Angers, après avoir fait rétrograder les troupes que j'y avais acheminées de Blois. Je viens de me concerter avec M. le général Bonnard², commandant la 22^e division pour que les 200 gendarmes dirigés sur Laval, chef-lieu du département de la Mayenne, dont le préfet paraît sans alarmes, soient à leur passage à Saumur, retenus et dirigés sur Angers : pour qu'ils y soient employés provisoirement à réprimer le brigandage dans les arrondissements de Beaupréau et de Segré, assurer la recette des deniers publics et la tranquillité générale. Le ministre de la Guerre compte beaucoup sur le concours de la garde nationale sédentaire ; mais il ne faut pas y avoir beaucoup de confiance, si elle n'est pas appuyée par de bonnes troupes : et indépendamment de ce qu'il serait assez difficile de l'armer, vu l'épuisement des armes dans la 22^e division, cet armement pourrait être dangereux, si, dans les circonstances, il ne se faisait pas avec beaucoup de choix et de ménagement. Je vous suis profondément reconnaissant des nouvelles que V. Exc. me donne du départ de S. M. l'empereur et roi, la nuit du 24 au 25. Nous augurons ici tout ce que nous pouvons augurer de plus consolateur de ce départ. Le retour du pape en Italie, du consentement de S. M., est un événement qui éclaircit notre horizon et nous promet de bons résultats. »

323. *Tours, 28 janvier. Au même.*

« Les troubles dont le département de Maine-et-Loire paraît menacé, me déterminent à me rendre à Angers, où je compte arriver le lundi 31 janvier. »

324. *Angers, 2 février ; au même.*

Il est arrivé à Angers le 1^{er} février ; très bien accueilli. L'administration du

1. Elle est jointe au dossier.

2. Bonnard, né en 1756, à Saint-Symphorien (Dauphiné), participa à la guerre d'Amérique. Général de brigade en 1793, divisionnaire en 1794. Sous l'Empire il devint commandant de la 22^e division. Mis à la retraite en 1815, il mourut en 1819.

préfet est franche et libérale. Il s'est occupé avec le préfet, son fils l'auditeur¹, de concerter les moyens de ramener les réfractaires, les insoumis ou les égarés. La présence d'une force armée, d'une troupe de ligne est indispensable. Les maires et les bons habitants des campagnes ont besoin de cet appui. On annonce que les gendarmes de l'armée d'Espagne, partis d'Auch, et destinés pour les départements de l'Ouest, commencent à paraître, qu'il en est déjà arrivé à Niort. Il en retiendra 200 pour la défense du département de Maine-et-Loire. A l'exemple de son collègue et voisin Boissy d'Anglas, il va adresser une proclamation aux réfractaires et aux insoumis, pour les faire rentrer dans le devoir, avant le 15 février².

325. Angers, 4 février ; au même.

200 gendarmes de l'armée d'Espagne sont arrivés. Ils ont été mis en mouvement sur les points du département où leur présence est le plus nécessaire. Il attend des résultats heureux des succès de S. M.

326. Angers, 7 février ; au même.

Le ministre de la Guerre a prévenu qu'il serait envoyé dans les départements de la 22^e division plus de prisonniers de guerre que n'en indiquait la répartition primitive. Cette mesure pourrait avoir des suites graves ; il n'y a pas de troupes de ligne pour les escorter. Les prisonniers pourraient se joindre aux conscrits réfractaires, aux bandes de vagabonds. Le Coulteux a ordonné la prompte organisation des gardes nationales urbaines pour le service des escortes. Mais il est à désirer « que la présence des prisonniers dans ce pays ne serve pas longtemps à entretenir les espérances des séditeux, des vagabonds et des bandes qui parcourent les frontières du Maine, de l'Anjou, du Poitou et de la Bretagne ».

Conscription de 1815. L'arrondissement de Beaupréau est celui qui contient le plus de bandes armées. Il a été décidé que le tirage au sort s'y ferait après celui des autres arrondissements.

Troubles. A l'arrivée des 200 gendarmes de l'armée d'Espagne, 90 devaient aller sur-le-champ à Beaupréau, et 50 devaient avec les brigades ordinaires du pays protéger la frontière du département de la Mayenne. Mais l'ordre donné pour Beaupréau a été changé hier. L'apparition de 300 brigands à Vihiers a obligé de diriger les gendarmes de Beaupréau vers la commune de Vihiers³.

327. Angers, 11 février. Le Coulteux au même.

Les bandes qui se sont armées pour voler les fusils et les caisses des percep-

1. Le Coulteux de Cantelau fils, était auditeur au Conseil d'État, inspecteur général de la comptabilité du mobilier et des bâtiments de la Couronne.

2. Elle est jointe au dossier.

3. Vihiers, chef-lieu de canton du département de Maine-et-Loire, à 29 kilomètres de Montreuil-Bellay ; village dévasté par la guerre de Vendée. Population : 1 000 habitants.

teurs n'ont pas provoqué tous les désordres qu'on pouvait craindre. L'arrivée des forces de police qui ont été dirigées sur les départements troublés a produit un bon effet. Arrivée de 100 gendarmes qui complètent le chiffre de 300 annoncée pour le département de Maine-et-Loire. Le colonel Noireau fait très bien la petite guerre. La garde urbaine d'Angers est bien organisée. « Si toutes nos villes avaient de pareilles gardes urbaines, les ennemis manœuvreraient difficilement leurs corps flottants dans nos départements. »

328. *Angers, 13 février. Au même.*

« Monsieur le comte, je ne dois pas différer de manifester à V. Exc. la satisfaction que j'ai eue ce matin de passer en revue la cohorte urbaine de cette ville. J'aurais désiré faire partager à toute la France l'admiration que m'a excitée la vue de cette bonne et brave bourgeoisie armée, habillée, équipée tout à neuf, présentant une réunion d'hommes superbes, sains, vigoureux, tous ou en plus grand nombre pères de famille, tous l'œil vif et d'une affectueuse expression, marchant au son d'une musique militaire exécutée par un corps de musiciens en brillant uniforme, tous amateurs, bons bourgeois d'Angers. Parmi les officiers on voit un heureux mélange de bons et nobles propriétaires. Quelle force d'opinion peut donner à la France cette sage et vigoureuse institution ! Quelle barrière impénétrable l'empereur a élevée contre l'anarchie¹.

« Je n'ai plus aucune inquiétude sur les troubles et les agitations dont le département a été menacé. Tout commence à rentrer dans l'ordre et le devoir. »

329. *Angers, 20 février ; au même.*

La division renferme aujourd'hui 13 000 prisonniers de guerre. C'est un grand embarras pour le service des vivres qui n'est plus assuré que par les réquisitions des préfets.

330. *Angers, 24 février ; au même.*

Il demande l'autorisation de mettre en activité des colonnes mobiles prises dans les gardes nationales sédentaires pour parer aux événements, et de suspendre, s'il y a lieu, les opérations de la conscription de 1815, dans les arron-

1. Montalivet met en note : « On pourrait faire un article de journal. »

dissements du Maine-et-Loire, de la Sarthe et de la Mayenne, lorsque les préfets et lui croiront la mesure indispensable.

331. Angers, 1^{er} mars ; au même.

Il a reçu une lettre du ministre directeur de l'administration de la Guerre ¹, en date du 22 février, d'après laquelle, sur l'ordre de S. M., il a invité les préfets d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher à prendre les mesures nécessaires pour donner aux hospices civils de Blois, Amboise, Tours, une extension capable de leur permettre de recevoir 3500 blessés. Il écrit au ministre pour lui proposer diverses mesures.

332. Angers, 1^{er} mars. Le Coulteulx à Daru.

Il propose au ministre directeur de l'administration de la guerre de faire établir une caisse de secours urbaine dans chaque ville importante de la 22^e division et de la faire administrer par des négociants et des propriétaires.

333. Angers, 11 mars. Le Coulteulx à Montalivet.

Montalivet doit avoir sous les yeux les lettres des préfets de Maine-et-Loire et de la Sarthe. Celui de Maine-et-Loire propose l'ajournement indéfini de tout appel de gardes nationaux pour compléter son contingent d'activité. Celui de la Sarthe pour faire procéder au tirage de la garde nationale départementale, demande l'approbation du ministre relative à une mesure qu'il a proposée. « Cette levée de pères de famille, conclut Le Coulteulx, ne pourrait qu'accroître les bandes armées qui apparaissent dans certains arrondissements de Maine-et-Loire, Mayenne et Sarthe. »

23^e DIVISION MILITAIRE. BASTIA.

Elle comprenait 1 département : la Corse. Il n'y eut pas de commissaire extraordinaire désigné.

24^e DIVISION MILITAIRE. BRUXELLES ².

Commandant de la division : le général de division Chambarlhac, baron de Laubepain.

1. C'était Daru, qui avait remplacé depuis le 20 novembre 1813 Lacuée, comte de Cessac.

2. Arch. nat., F⁷ 7026.

Elle comprenait 5 départements : Bouches-de-l'Escaut, Dyle, Escaut, Jemmapes, Deux-Nèthes.

Commissaire extraordinaire : le sénateur comte de Pontécoulant.

Il eut pour auditeurs : Cochelet, auditeur de 1^{re} classe, pour la section des finances ; et Constant de Moras, auditeur de 2^e classe en service extraordinaire, ancien commissaire spécial à Delfzyl.

Louis Gustave Le Doulcet, comte de Pontécoulant, n'avait que 50 ans et se trouvait ainsi avec Montesquieu¹ le plus jeune des commissaires extraordinaires auxquels Napoléon venait de faire appel. Il naquit à Caen le 26 novembre 1764, d'une ancienne famille de Normandie. En 1783 il était sous-lieutenant des gardes du corps dont son père était major général. Rentré dans la vie civile il fut enthousiaste des idées de réforme et devint président de la nouvelle administration départementale du Calvados ; en 1792 il était élu député à la Convention, et vota pour le bannissement de Louis XVI. Décrété d'accusation avec le groupe girondin, il réussit à échapper aux recherches, et revint siéger le 8 mars 1795. Il fit partie alors du Comité de Salut Public. En 1800 Bonaparte lui confia les fonctions de préfet de la Dyle, et il était sénateur depuis 1805. Il devait voter la déchéance de Napoléon et devenir pair de France. Napoléon le maintint ; aussi l'ordonnance du 24 juillet 1815 le raya de la pairie ; il fut réintégré en 1819 et siégea jusqu'à la Révolution de 1848. Il mourut à Paris le 3 avril 1853, à l'âge de 89 ans.

Les préfets en service dans la 24^e division étaient : pour les Bouches-de-l'Escaut, Picke ; pour la Dyle, le baron d'Houdetot ; pour l'Escaut, Demousseaux ; pour Jemmapes, Laussat ; pour les Deux-Nèthes, Savoye-Rollin.

334. Bruxelles, 4 janvier 1814. Pontécoulant à Montalivet.

Il est arrivé depuis deux jours sur le territoire de la 24^e division et depuis 24 heures à Bruxelles. Il a reçu la lettre écrite par le ministre le 2 au sujet de la garde nationale.

« L'autorisation que V. Exc. veut bien me donner d'ajourner l'exécution littérale de ce décret m'a fait un grand plaisir et me donnera beaucoup de facilité pour le succès de ma mission en me faisant atteindre le même but, celui de maintenir l'ordre et la sûreté publique et privée, d'une manière plus sûre et je dirai même de la seule manière possible. La garde bourgeoise établie à Bruxelles, et qui l'est ou va l'être sur le même pied dans les autres villes du département de la Dyle, remplira utilement l'objet que l'on peut se proposer dans un pays tel que celui-ci, qui est si nouvellement français et qu'on travaille de tant de manières et sous les points de vue les plus propres à le soulever et à l'égarer.

« Au reste je crois pouvoir assurer V. Exc. que les dispositions

1. Pour Montesquieu, voir 15^e division.

des gens influents du pays sont bonnes, qu'ils ne feront rien contre nous, qu'ils feront même beaucoup pour nous, *passivement* : que les contributions seront payées, les fournitures pour les approvisionnements et les places effectuées, les chevaux fournis, enfin tout ce qui sera demandé, excepté des hommes ; et des hommes, il n'en faut pas demander, car ils seraient bien certainement contre nous, si l'on voulait les mettre en grandes masses, en mouvement.

« J'ai reçu ici de mes anciens administrés un accueil extrêmement flatteur, et j'espère que ma présence pourra avoir été de quelque utilité dans la Belgique entière pour le service de l'empereur, car Bruxelles est toujours une espèce de capitale des provinces belges et toutes les autres villes suivront l'exemple qu'elle donnera. Aussi je me propose de fixer ma résidence habituelle à Bruxelles, après que j'aurai fait une tournée à Malines, Anvers et Gand, que je compte commencer demain.

« M. le préfet de la Dyle, M. d'Houdetot¹ m'a paru investi de l'estime publique à Bruxelles qu'il a conquise par sa bonne conduite, sa fermeté et sa sagesse dans les moments de crise qui ont eu lieu ici le mois dernier. Il est, à ce qu'il me semble, de ces hommes qui ne s'effraient pas facilement, qui ne perdent jamais la tête et qui unissent les qualités de la jeunesse à celles de l'âge mur. Le maire de Bruxelles, M. d'Ursel, s'est aussi fort bien montré dans les occasions importantes et me paraît agir avec vigueur et loyauté.

« L'esprit du département de Jemmapes est bon, et la tranquillité y règne. Il est presque français : ce sera le dernier à recevoir les mauvaises impressions. Celui de l'Escaut me paraît être le moins rassurant des quatre qui composent ma division. »

335. Bruxelles, 10 janvier 1814. Pontécoulant à Montalivet.

« Monsieur le comte, je suis de retour à Bruxelles depuis 24 heures, après avoir été à Anvers, Malines et Gand, précédemment à Mons, et avoir ainsi parcouru toute l'étendue de la 24^e division, et séjourné dans les principaux points des quatre départements qui la composent. Je ne puis compter le cinquième, le département des

1. Le comte Frédéric Christophe d'Houdetot appartenait à une ancienne famille de la Haute-Normandie. Né à Paris en 1778, il fut d'abord élève du peintre David, puis en 1806 auditeur au Conseil d'État, sous-préfet de Château-Salins en 1807, préfet du Gard en 1809, et depuis le 12 mars 1813 préfet à Bruxelles. Le 5 mars 1819 Louis XVIII le nomma pair de France. En 1849 il fut député du Calvados à l'Assemblée législative. Il mourut en 1859.

Bouches-de-l'Escaut, en état de guerre sur tous les points, en partie envahi par l'ennemi, le reste imminemment menacé.

« J'ai trouvé partout d'assez bonnes dispositions qu'il ne fallait que développer et diriger. Bruxelles surtout, dont l'exemple est d'un si grand poids sur toute la Belgique et où ma présence pouvait avoir le plus d'influence à raison d'anciens souvenirs, m'a paru animé d'un bon esprit et m'a témoigné une grande confiance. J'en ai usé pour y régulariser une institution salubre et conservatrice, celle des gardes bourgeoises qui a préservé cette ville d'une subversion totale le 17 du mois dernier, et qui à présent opposerait une digue tout à fait insurmontable aux efforts de tous ceux qui voudraient attenter à la sûreté publique ou essayer d'exciter des mouvements populaires. Il y a ou il va y avoir de ces gardes bourgeoises, de ces armements des propriétaires contre les prolétaires et la canaille, dans toutes les villes et bourgs, et même dans la plupart des villages de la 24^e division, et par là je me regarde comme certain d'y voir maintenir l'ordre et la sûreté publique et privée.

« Mais ce point obtenu, et il peut être regardé comme important, dans les circonstances où nous sommes, il ne faut penser ni aux levées en masse, ni même à aucune organisation nouvelle de cohortes de gardes nationales. Il serait même plus qu'imprudent de chercher à faire aucune réunion nombreuse d'individus dans les campagnes et même dans les villes et de leur confier des armes ; ces armes en définitive seraient, ou dirigées contre nous, ou portées à l'ennemi.

« Il faut regarder ce pays-ci comme neutre à notre égard, *en ce qui concerne les personnes*. Il ne s'armera pas pour nous quelque chose que l'on fasse ; il ne s'armera pas contre, si on ne le pousse pas à bout par des démarches inconsidérées et des rigueurs inutiles. *En ce qui concerne les choses*, il sera entièrement pour nous (tant que nous l'occuperons). Cet état de choses peut paraître dans l'éloignement peu satisfaisant pour qui ne connaît pas ce pays-ci. Pour moi je dois dire que je n'osais pas espérer d'en pouvoir rendre un compte aussi avantageux.

« En général dans toute la 24^e division je n'ai eu qu'à me louer du bon esprit d'ordre et de paix des habitants, du zèle et des efforts des administrateurs, mais particulièrement des habitants et surtout des premiers citoyens de Bruxelles, et à un haut degré de la conduite à la fois ferme et sage du préfet de la Dyle, M. le baron d'Houdetot. Ce fonctionnaire public a réellement sauvé Bruxelles dans la journée du 17 du mois dernier. Il est tout à fait digne des bontés de S. M. et de la bienveillance de V. Exc.

« Quelques citoyens de Bruxelles se sont montrés aussi dans cette circonstance d'une manière digne des plus grands éloges et me sont encore en ce moment d'un grand secours par leur influence. Ce sont le maire de Bruxelles, M. le comte d'Ursel, M. d'Auche, commandant en chef de la garde bourgeoise, M. le comte de Trasegnier et M. de Hautpenne, commandant de la cavalerie de la garde bourgeoise.

« A Tirlemont, il y a les Loyaerts (car heureusement cette famille est nombreuse). C'est elle et à sa tête M. Félix Loyaerts qui a préservé à la même époque de décembre dernier la ville de Tirlemont d'un pillage organisé dans les campagnes pour livrer cette ville à l'ennemi. La plus légère marque d'attention et d'intérêt que S. M. daignerait donner au dévouement vraiment civique de ces divers individus qui ont fait preuve constante et solennelle de dévouement à S. M. serait à la fois un grand acte de politique et un grand acte de justice¹. »

336. *Bruxelles, 11 janvier. Pontécoulant à Montalivet.*

« Monsieur le comte, je crois remplir les intentions de S. M. en ne regardant comme finie la mission dont il a daigné m'honorer, que lorsqu'il ne restera plus un seul point de la 2⁴^e division qui ne soit envahi par l'ennemi, et entièrement évacué par les armées de S. M.

« Le moment est très prochain, je crois, où il nous faudra quitter Bruxelles et entrer en campagne à la suite du 1^{er} corps de la grande armée, commandé par le général en chef Maison, qui ralliera à son passage ici, ou appellera à lui la division Barrois², seule force qui reste pour la défense entière du Brabant. »

337. *Bruxelles, 11 janvier ; au même.*

« Monsieur le comte, j'ai l'honneur de prévenir V. Exc. que le moment de la crise approche pour ce pays-ci. Il est menacé de tous

1. Montalivet annonce dans une réponse du 17 janvier que l'empereur a nommé le maire de Bruxelles, commandeur de l'ordre de la Réunion.

2. Pierre Barrois avait 40 ans ; né en Lorraine, il était lieutenant en 1793 au bataillon des éclaireurs de la Meuse, général en 1807, divisionnaire en 1811. Il devait participer en 1831 à l'attaque d'Anvers et mourut en 1860 à 86 ans. La division Barrois formait la 4^e division d'infanterie de la Jeune garde (1^{er}, 2^e, 3^e et 4^e tirailleurs) forte de 86 officiers et 3 177 hommes. Arch. nat., AFIV 1347.

les côtés et déjà attaqué et vivement attaqué, sur sa frontière du Nord, où le général Barrois, d'après les instances du général en chef Maison, vient de marcher au secours du général Roguet¹ vivement attaqué par des forces supérieures. Nous nous trouvons entièrement à découvert à l'Est. Je crois que nous serons obligés d'évacuer le pays avant peu. J'espère que notre retraite se fera en bon ordre, et sans être inquiétés par les gens du pays. Je crois être sûr de Bruxelles, et c'est un point important. »

338. *Bruxelles, 12 janvier ; au même.*

« Le général Maison me prévient qu'il a été vivement attaqué hier sur sa droite et obligé de céder du terrain à des forces très supérieures. Il me fait part de la résolution où il est de se retirer sur Lille avec ce qui lui restera de troupes, après avoir laissé garnison dans Anvers.

« Le général Chambarlhac² fera retraite avec le peu de monde qu'il a dans sa division, d'après les ordres du général Maison, sur Condé et Valenciennes.

« Je fais éclairer ma droite vers Louvain, Diest, Aerschot, où je crains que le général Bulow ne passe de la cavalerie. Il s'avance aussi des forces ennemies assez considérables vers Liège.

« L'évacuation de la Belgique étant ainsi devenue indispensable, je préviens les préfets de la préparer pour se tenir prêts à l'effectuer, lorsque les troupes se retireront. J'espère que cette évacuation ne sera pas troublée par des émeutes intérieures et qu'elle se fera avec ordre. »

339. *Louvain, 17 janvier. Pontécoulant au même.*

« C'est de Louvain que j'ai l'honneur aujourd'hui d'écrire à V. Exc., mais je n'y prolongerai pas mon séjour au delà de cette journée. Je reçois des nouvelles de Gand qui, sans être alarmantes,

1. Roguet (François), né à Toulouse en 1770, débuta comme simple soldat. Il était général de brigade en 1803, divisionnaire en 1811. Sous Louis-Philippe, le 19 novembre 1831, il devint pair de France. Il mourut en 1846.

2. Jacques Vital de Chambarlhac, baron de Laubépain, né en 1754, était issu d'une ancienne famille noble du Velay. En 1792 il était lieutenant-colonel du 1^{er} bataillon des volontaires de la Haute-Loire. Il commandait la 24^e division, à Bruxelles, depuis 1805.

me déterminent cependant à m'en rapprocher ; et puis je ne veux pas me tenir plusieurs jours de suite hors de Bruxelles dont je n'ai toujours qu'à me louer, mais dont l'exemple est tellement décisif sur tout le reste du pays, sur la Belgique entière, que je regarde ce point comme celui où je dois toujours me tenir, à moins de nécessité contraire.

« Je m'étais rendu à Louvain pour converser avec M. le général Maison sur la défense du pays. Cette défense en ce qui concerne notre ligne extérieure est parfaitement assurée par le succès du général Maison auprès d'Anvers, et par cette marche par sa droite qui lui fait couvrir tout le pays depuis Anvers jusqu'à Maestricht. La Belgique serait absolument sauvée s'il n'existait pas d'autre ennemi que le général Bulow¹ qui a perdu beaucoup de monde, ainsi que les Anglais dans l'offensive du 13, et qui paraît s'être décidément retiré sur Breda, comme les Anglais sur Rosendaël. Leur attaque sur Anvers a été mal concertée et mal conduite. On va profiter de leur retraite, tant pour achever l'approvisionnement d'Anvers (qui est à bien peu de chose près au complet) et surtout pour fortifier le village de Marxem, tant disputé dans les journées du 12 et du 13, et qui forme avec le canal Ferdinand et le faubourg de Dam le point de défense du port, des bassins, chantiers, et de la partie de la ville qui flanque l'Escaut. Tous les autres points sont dans le plus respectable état de défense.

« Quant à ce qui concerne la défense entière de la Belgique, elle est subordonnée aux forces qu'amène avec lui le général Blücher qui paraît s'avancer dans notre direction et suivre le maréchal Macdonald. Ce maréchal a opéré sa jonction par ses avant-postes avec ceux du général Maison², et la réunion de ces deux corps, si elle ne nous préserve pas de tout danger, nous donne du moins un répit assuré de plusieurs jours. J'en profiterai pour remettre l'ordre dans quelques administrations que la crainte (très excusable au reste dans la position où se trouvait ce pays-ci depuis quelques jours) semblait

1. Frédéric-Guillaume, comte de Bulow, né en 1755, dans le Mecklembourg, avait pris part à la campagne d'Allemagne en 1813, où il gagna les batailles de Gross-Beeren et Dennewitz. Créé feld-maréchal, il devait s'illustrer l'année suivante à Waterloo. Il mourut en 1816.

2. Nicolas-Joseph Maison, né à Épinay-sur-Seine, en 1771, engagé en 1792 au 3^e bataillon de Paris, devint général après Austerlitz, prit part à la campagne de Russie où il devint divisionnaire. Napoléon l'appela au commandement du 1^{er} corps de la Grande Armée. Sa défense de la Belgique fut très courageuse. Il devint pair de France en 1814, maréchal en 1829, après l'expédition de Morée. (Pour une biographie complète voir l'ouvrage de M. de Calmon-Maison, cité dans la bibliographie.)

menacer de quelque désordre dans leur service. J'ai été obligé de faire cesser par un arrêté ses fonctions à l'adjoint faisant fonctions de maire à Louvain qui avait souscrit une sorte de proclamation d'une forme tout à fait inconvenante. Je l'ai remplacé provisoirement par un propriétaire assez considérable, ancien fonctionnaire public, que m'a proposé le sous-préfet.

« L'armée a besoin de chevaux de trait pour l'artillerie, et de capotes et pantalons pour les soldats. Je ferai fournir ces derniers objets par la ville de Louvain, dont je ne suis pas aussi content que des autres villes de la division, et la moitié des chevaux, pour la même raison, par l'arrondissement de Louvain ; le reste des chevaux par le département de l'Escaut. »

340. *Bruxelles, 18 janvier ; au même.*

Il est revenu précipitamment à Bruxelles à cause des nouvelles inquiétantes de Gand. Il se proposait de se rendre à Gand, mais une lettre du préfet l'a rassuré. L'essai d'insurrection qui avait été fait le 16 a été comprimé et dissipé par les gendarmes du département et la garde bourgeoise de la ville. Sa présence est plus utile à Bruxelles. Le général Saulnier avec un détachement de colonne mobile va se rendre à Gand pour y assurer le maintien de l'ordre.

341. *Bruxelles, 18 janvier ; au même.*

Le département de Jemmapes ne fournit point ses contingents pour l'approvisionnement de siège des places de Valenciennes, Condé et Maubeuge. Il envoie ses deux auditeurs, M. de Moras à Mons, M. Cochelet à Tournai, avec mission d'accélérer les approvisionnements par tous les moyens possibles.

342. *Bruxelles, 21 janvier. Pontécoulant au même.*

« Monsieur le comte, j'ai l'honneur d'annoncer à V. Exc., avec une vive douleur, que le répit que nous avait donné le succès du général Maison, le 13 de ce mois, devant Anvers, est au moment d'expirer. La marche de M. le maréchal, duc de Tarente, vers la Haute-Meuse, laissant à découvert sur sa droite et sur ses derrières, le corps du général Maison, ce général m'a prévenu hier au soir par une lettre de Louvain qu'il ne pouvait tenir avec la poignée d'hommes qu'il avait sous ses ordres, contre la masse d'ennemis qui s'avancait, et qu'il préparait sa retraite sur Lille, en ordonnant au général Cham-

barlhac de faire en même temps que lui la sienne sur Condé et Valenciennes. J'ai à la prière du général Maison prévenu de sa marche mon collègue Villemazy, en le priant de mettre en état, autant qu'il sera en lui, l'approvisionnement et la garnison des places de première ligne de notre ancienne frontière¹. »

343. *Bruxelles, 22 janvier. Au même.*

« M. le maréchal Macdonald vient de nous prévenir officiellement qu'il faisait sa retraite sur Mézières; qu'il avait évacué Liège, qu'il évacuerait Huy le 23, Namur le 24, Dinant le 25. Nous voilà plus que jamais en péril et d'un nouveau côté.

« L'esprit de Bruxelles est excellent, son attitude tout à fait digne et exemplaire. J'ai eu des nouvelles satisfaisantes du département de Jemmapes, en ce qui concerne les approvisionnements de siège dont il est chargé. J'en fais revenir M. de Moras.

« Le département de l'Escaut achève aussi ses fournitures. Je lui en ai demandé d'extraordinaires, comme aussi à l'arrondissement de Louvain, en chevaux de trait pour l'artillerie dont le général Maison avait un besoin pressant. Gand est tranquille. Le préfet et le général Saulnier m'en donnent des nouvelles satisfaisantes, mais je ne puis m'empêcher d'être toujours en quelque inquiétude sur une ville où il existe 10 000 individus sans travail et presque sans pain. Aussi j'y fais rester le général Saulnier avec sa colonne mobile de 150 hommes.

« J'ai reçu un compte très satisfaisant de l'état de Flessingue et des points qui nous restent dans le département des Bouches-de-l'Escaut. Le préfet² montre beaucoup de zèle et d'assurance. Il paraît être en parfaite intelligence avec le général commandant. Je n'ai pu qu'approuver les mesures qu'ils ont prises de concert pour la sûreté et la défense de leur île³. »

344. *Bruxelles, 24 janvier. Au même.*

« La retraite de M. le maréchal Macdonald qui laisse à découvert

1. Voir lettre 198.

2. Le baron Picke.

3. Il s'agit de l'île de Walcheren où commandait le général de division Gilly. Les garnisons de Flessingue et de Middelbourg comptaient 73 officiers et 2 923 hommes. Arch. nat., AF^{IV}, registre 882.

le frontière orientale des départements de la Dyle et de Jemmapes, la retraite successive par ces deux départements des fonctionnaires publics des départements de la 25^e division militaire, ont depuis quelques jours accru les craintes et augmenté nos embarras. On ne veut plus payer, presque dans aucun canton, ni contributions, ni réquisitions, que contraint par la force, et nous n'avons pas 300 hommes dans ces deux départements. La garnison de Bruxelles est réduite à 60 conscrits. Depuis 3 jours la garde bourgeoise fait seule le service de la ville, et elle le fait si exemplairement que, malgré l'extrême rigueur de la saison, personne ne se fait remplacer. Il y a tous les jours quelques mouvements de populace à l'occasion de charrettes de tabac. Ils ont jusqu'à présent été dissipés par la garde bourgeoise, et sans effusion de sang.

« Le département de Jemmapes qui se trouvait le plus loin du danger pendant nos crises précédentes s'en trouve le plus rapproché maintenant, avec l'arrondissement de Nivelles, plus exposé encore. Il se manifeste déjà quelques commencements de désordre dans quelques campagnes de ce département. Il y a eu quelques excès commis du côté d'Enghien¹ et quelques commencements de rassemblements.

« Le département de l'Escaut paraît assez tranquille, mais Gand renferme environ 13 000 individus sans travail et presque sans pain, et à la disposition par conséquent des agitateurs. Le général Saulnier y est heureusement avec sa colonne mobile de 150 hommes.

« Je serais très coupable, M. le comte, de ne pas mettre ce tableau de notre situation sous vos yeux. Les couleurs n'en sont point chargées, et j'ose vous assurer qu'en cette circonstance *je ne montre pas le mal plus grand qu'il n'est*². J'ajoute que je ne puis faire plus que je ne fais et que si l'empereur a attendu davantage pour son service que ce que j'ai fait, S. M. s'est trompée sur moi et sur les circonstances. J'ai cette confiance que j'ai fait ici tout ce qui était possible pour conserver ce pays, pour en retarder l'évacuation, et pour nous conserver les moyens d'y rentrer, si l'évacuation en devient indispensablement nécessaire.

« P. S. On m'a mandé hier de Namur le 21, qu'un détachement de cavalerie ennemie est entré à Marche³, y a blessé et pris quelques

1. Enghien, chef-lieu de canton du département de Jemmapes, arrondissement de Mons, à 28 kilomètres de cette ville. Manufactures de toile. Population : 3 047 habitants.

2. Allusion à une lettre de Montalivet du 22 janvier.

3. Marche-en-Famène, chef-lieu d'arrondissement du département de Sambre-et-Meuse, à 29 kilomètres E. de Dinant. Population : 1 257 habitants.

gendarmes et enlevé le sous-préfet : de Louvain hier 23, que quelques hussards ont passé à Diest. Je n'ai point de nouvelles de Liège. J'espère que le général Castex¹ a pu s'y maintenir, mais la gelée diminue là, comme ailleurs, nos moyens de défense. »

345. *Bruxelles, 27 janvier. Au même.*

« Le général en chef Maison avait pris des dispositions pour protéger les départements de la Dyle et de Jemmapes de l'invasion dont les menaçait la prise de possession par l'ennemi de tout le cours de la Meuse. Ces dispositions consistaient à détacher un corps considérable sur Liège, où il espérait pouvoir prévenir ou forcer l'ennemi, et former ensuite une colonne mobile à l'effet de se porter sur tous les partisans ou petits corps ennemis qui auraient pu passer la Meuse et se porter dans ce pays. Mais l'ennemi s'est trouvé avant nous à Liège et avec des forces supérieures, sans doute, car le général Castex a éprouvé hier un échec entre Oreye² et Liège. Il a été blessé et a été obligé après quelque perte à se retirer sur Saint-Trond³. Cet événement me fait d'autant plus de peine que notre sécurité reposait entièrement sur les mouvements que le général en chef avait ordonné au général Castex et qu'il est vraisemblable que cet échec et les forces de l'ennemi, plus considérables sur ce point que l'on ne croyait, l'obligeront de changer. Je viens de lui dépêcher une estafette pour connaître ses projets ultérieurs.

« J'aurais d'autant plus de regrets à nous voir de nouveau inquiétés et troublés dans nos opérations administratives que par le moyen d'un corps de douaniers, que nous venons d'organiser, faute de toute autre ressource militaire, nous nous trouvons en mesure de faire rentrer dans le département de la Dyle, d'ici à peu de jours, toutes les contributions arriérées, ce qui reste à fournir encore pour les approvisionnements de siège et les levées de chevaux : opérations importantes que le manque absolu de force publique avait entière-

1. Castex, né en 1771, était général de division depuis 1813. Il devait prendre part à l'expédition d'Espagne de 1823. Il commandait alors la 1^{re} division de cavalerie de la Garde impériale.

2. Oreye, village du département de l'Ourthe, à 18 kilomètres N.-O. de Liège. Population : 216 habitants.

3. Saint-Trond, chef-lieu de canton de la Meuse-Inférieure, arrondissement d'Hasselt, à 20 kilomètres O. de Tongres. Population : 5 801 habitants.

ment paralysées, la garnison de Bruxelles se trouvant réduite à 60 conscrits.

« Les ennemis sont entrés hier le 24 à Namur, mais seulement en reconnaissance et pour s'assurer si la ville était évacuée. Ils en ont pris possession sans doute aujourd'hui.

« Les gardes bourgeoises font partout leur service et d'une manière très active et surtout fort utile. La populace agitée par les circonstances, fatiguée de la misère, suite du manque absolu de travail, et aigrie par les rigueurs de la saison manifeste tous les jours davantage des dispositions inquiétantes. Les gardes bourgeoises peuvent seules la contenir, et elles le font jusqu'à présent avec autant de succès que de dévouement. Gand est le point le plus inquiétant sous ce rapport. Cette ville renferme une population de 11 à 12 000 individus sans travail et presque sans pain. Le général Saulnier qu'on a bien voulu m'y laisser me tient journellement et exactement instruit de l'état de cette ville. Il y veille à tout ce qui peut intéresser l'ordre public avec un grand dévouement. Il y a quelques rassemblements dans le département de Jemmapes et dans l'arrondissement de Nivelles.

« Au milieu de toutes ces mauvaises nouvelles que sans cesse j'ai à vous annoncer, permettez-moi de me réjouir d'avoir vu ce soir arriver ici le maire de Louvain, M. Planchaert, qui avait été emmené le 17 du mois dernier par un détachement prussien.

« P. S. Le général Castex s'est replié en bon ordre sur Louvain. Le général en chef Maison y marche en ce moment. »

346. *Bruxelles, 28 janvier au soir. Au même.*

« L'ennemi semble prolonger de plus en plus notre flanc oriental. Des rapports de Namur assurent que de Namur il s'est porté sur Dinant en continuant de remonter la Meuse, à la suite du maréchal Macdonald. L'état de Bruxelles commence à devenir très inquiétant. J'y suis sans garnison depuis 12 jours, réduit à la seule force morale : elle commence tout à fait à s'user. Il est d'une indispensable nécessité d'avoir à Bruxelles une garnison permanente et considérable, non seulement pour le paiement des impôts qu'on ne peut plus obtenir que par des garnisaires, mais aussi pour le maintien de la tranquillité publique. La populace devient très remuante. La garde bourgeoise ne peut plus qu'avec la plus grande peine contenir la canaille. Ses chefs m'ont témoigné, ainsi que le maire et le préfet, de vives alarmes sur l'avenir. »

347. *Bruxelles, 29 janvier. Au même.*

« Pontécoulant a reçu dans la journée du 28 de nombreuses députations, et leur a adressé des paroles d'encouragement. Les discours des orateurs des estaminets montrent que les Bruxellois ont été sensibles à ces bonnes paroles. Il paraît y avoir quelque bonne volonté pour payer : mais ce succès est vraisemblablement le dernier qu'il pourra obtenir. Il fait l'éloge du général Maison qui tient tête depuis si longtemps, avec une poignée de soldats, contre des armées nombreuses qui le pressent au nord et à l'est, qui prolongent tous ces flancs et qui le harcèlent de tous côtés. »

348. *Bruxelles, 30 janvier. Au même.*

« L'ennemi s'est renforcé à Namur depuis deux jours. Il a passé dans la journée d'hier deux partis, dans les chefs-lieux de 2 arrondissements : l'un du département de Jemmapes, Charleroi ; l'autre, Nivelles, du département de la Dyle. Les sous-préfets de Charleroi et de Nivelles, et les gendarmes se sont retirés au moment où ils ont été avertis du péril imminent qu'ils couraient. Il n'y avait aucune troupe et les habitants avaient manifesté très hautement la résolution de ne pas se défendre.

« M. le général Maison a porté aujourd'hui son quartier général à Malines. Il nous a envoyé ici 80 lanciers qui nous seront très utiles. Nous attendons demain deux détachements, l'un de 300, l'autre de 400 hommes d'infanterie, venant l'un de Lille, et l'autre de Valenciennes. »

349. *Bruxelles, 31 janvier. Au même.*

« Le général Maison arrivé cette nuit à Bruxelles, m'a prévenu de son projet définitif de retraite d'après les avis qu'il a eus d'une grande réunion de forces ennemies du côté de Louvain et entre Louvain et Bruxelles. Si l'ennemi ne le force pas à changer ses dispositions, il doit envoyer le général commandant la 24^e division par Gand sur Lille, et lui se porter à Mons et y prendre position. Je suivrai les mouvements et la marche du général en chef. »

350. *Tubize¹, 2 février 1814. Pontécoulant à Montalivet.*

« Monsieur le comte, Louvain a été évacué le 30, Bruxelles l'a été le 31 janvier par le général Chambarlhac commandant la 24^e division militaire avec la garnison de Bruxelles. Hier, le 1^{er} février, le général en chef Maison est parti de Bruxelles à la pointe du jour avec son petit corps d'armée². Je l'ai suivi, et comme il prend position dans ce village de Tubize pour se décider dans ses mouvements d'après ceux de l'ennemi, je suis resté aussi et je me propose de demeurer à son quartier général partout où il se portera, tant qu'il demeurera dans les limites de la 24^e division. Notre retraite n'a été suivie hier que par de la cavalerie, et pas aussi inquiétée que je l'aurais cru d'après l'acharnement avec lequel l'ennemi avait pendant la soirée et la nuit du 31 au 1^{er} harcelé et attaqué même les avant-postes de l'arrière-garde placée dans le faubourg de la porte de Louvain.

« Je place mes deux auditeurs, l'un, M. de Moras, à Mons, l'autre, M. Cochelet, à Tourcoing, pour assurer le service du corps d'armée et celui de l'approvisionnement de siège.

« D'après les ordres du général en chef Gand doit être évacué demain 3 février. »

351. *Ath³, quartier général du 1^{er} corps de la Grande armée, 6 février. Pontécoulant au même.*

« J'ai l'honneur de prévenir V. Exc. que M. le général Maison se trouvant au moment d'être attaqué par des forces triples ou quadruples des siennes, et entouré sur tous les flancs, et coupé dans toutes ses communications par de nombreux partis de cavalerie

1. Tubize, bourgade du département de la Dyle, à 22 kilomètres S.-O. de Bruxelles, sur la Senne. Population : 2 338 habitants.

2. Pour faire face aux 10 000 hommes que Bulow réunissait à Bruxelles, pour contenir les troupes de Wintzingerode qui débordaient déjà sa droite, le général Maison disposait seulement à Tubize des 4 régiments de la division Barrois, de 1 bataillon du 72^e de ligne, de la division de cavalerie Castex et de l'artillerie de ces 2 divisions, soit 4 133 hommes d'infanterie, 800 cavaliers, 368 artilleurs et 20 pièces.

3. Ath, chef-lieu de canton du département de Jemmapes, à 23 kilomètres N.-O. de Mons, sur la Dender. Population : 7 634 habitants.

légère dont l'ennemi a inondé le pays, s'est décidé hier au soir à quitter sa position de Tubize qui n'était plus tenable. Nous nous sommes donc mis en route hier, en suivant d'abord la direction de Bruxelles, puis à Hal¹ nous avons pris la route d'Enghien, où nous sommes venus coucher hier soir.

« Aujourd'hui 6 nous sommes venus prendre position à Ath.

« M. le général Maison a mis à profit le temps qu'il a passé à Tubize pour diriger sur Valenciennes, Condé, Maubeuge, Landrecies et Le Quesnoy, par des marches habiles et hardies qu'il savait dérober à l'ennemi, les petits corps dont il pouvait disposer pour former les garnisons ou du moins des noyaux de garnisons dans ces places qui en étaient entièrement dépourvues. Je crois qu'il destine ce qui lui reste de troupes (2 500 hommes environ) à former aussi un noyau de garnison à Lille.

« M. de Moras vient de m'apprendre que la ville de Mons a été évacuée par le général Dutruy, hier 5. Il n'y a pas de nouvelles de l'évacuation de Gand et du département de l'Escaut qui a dû avoir lieu le 2^e de ce mois. Nous n'occupons plus en ce moment que l'arrondissement de Tournai.

« Nous avons entendu hier et avant-hier de longues et fortes canonnades du côté d'Anvers. J'en ignore le résultat, toute communication étant interceptée avec cette place. Il paraît qu'à la suite d'un nouveau débarquement d'Anglais, l'attaque en a été commencée, il y a quelques jours.

« La plus grande partie de ce qui formait l'ancien corps de Bulow paraît s'être réuni depuis 2 jours à Bruxelles, mais il semble que la plus grande partie des détachements de cavalerie légère qui inondent le département de Jemmapes appartiennent au corps de Blücher qui tient toute la ligne de la Meuse depuis Liège jusqu'à Dinant et qui a porté plusieurs gros détachements par Mariembourg et Chimay se dirigeant sur l'ancienne France. »

352. *Tournay, au quartier général du 1^{er} corps, 9 février.
Pontécoulant au même.*

Retraite du général Maison d'Ath sur Leuze, puis sur Tournay.

« Cette position de Tournay couvre Douai et Lille, et M. le général

1. Hal, chef-lieu de canton de la Dyle, arrondissement de Bruxelles, sur la Senne et sur la route de Paris, à 18 kilomètres de Bruxelles et 15 kilomètres N.-E. d'Enghien. Population : 3 746 habitants.

en chef espère pouvoir la tenir quelques jours. Nous en profiterons pour faire effectuer par le moyen de la force armée (le seul moyen que depuis longtemps nous ayons dans les campagnes) ce qui reste à fournir par quelques cantons de cet arrondissement pour les approvisionnements de siège de Valenciennes et de Condé.

« En général dans tous les pays que nous avons parcourus depuis Bruxelles (depuis le 1^{er} février) la conduite des bourgs est fort bonne ; les maires et autres fonctionnaires publics montrent beaucoup de zèle et de respect pour leurs devoirs, mais en général aussi, les communes rurales sont extrêmement récalcitrantes pour toute espèce de paiement de contributions et l'on n'en peut rien obtenir que par force.

« Il se confirme que la possession du pays a été prise au nom du prince d'Orange, sous le nom de prince des Pays-Bas ; que le général de Bulow est de sa personne à Bruxelles depuis plusieurs jours avec environ 12 à 15 000 hommes et 20 pièces de canon ; qu'on y attendait encore des troupes ; que c'est le général prussien Borstel qui en a pris possession avant l'arrivée du général en chef Bulow ; que le commandant de l'avant-garde est le major Ellwig, commandant en chef du corps franc de Bulow, d'environ 2 000 hommes d'infanterie et cavalerie.

« On assure que le général Carnot est entré dans Anvers dont la communication était encore libre il y a quelques jours par Gand et le passage de l'Escaut dit la Tête de Flandre. Il paraît que nos troupes occupaient encore le 4, le village de Saint-Nicolas (à moitié chemin d'Anvers à Gand) et que c'est sur ce point que se faisait la violente canonnade que nous avons entendue de Tubize le 3, le 4 et le 5 au matin. »

353. Lille, 11 février. Pontécoulant à Montalivet.

« Monsieur le comte, je me suis rendu hier à Lille avec le général en chef qui avait quelques dispositions à y préparer. J'y ai reconnu que le dénuement de troupes de ligne où se trouve cette place ainsi que toutes celles de cette frontière, l'état d'apathie et d'inorganisation militaire des gardes nationales, les mouvements séditeux, les rassemblements armés dans plusieurs arrondissements qui réclament pour les contenir l'emploi d'une force active et nombreuse, ne permettaient pas au général en chef de penser à reprendre l'offensive, ni même de tenir longtemps à Tournai. J'ai donc déclaré à mes auditeurs que je regardais notre mission, sinon comme finie, du moins

comme suspendue, et je les ai autorisés à retourner à Paris, où je compte moi-même me rendre aussi dans peu de jours. »

Bibliographie.

Pontécoulant (comte de), *Souvenirs historiques extraits de ses papiers et de sa correspondance (1764-1848)*.

Calmon-Maison (marquis de), *Le général Maison et le 1^{er} Corps de la Grande Armée en Belgique, 1813-1814*. Plon, 1914; avec un portrait de Maison. Bibl. nat., 8° Lh⁴/2709.

25^e DIVISION MILITAIRE. WESEL¹.

Commandant de la division : le comte Lemarois, général de division.

Elle comprenait 6 départements : Bouches-du-Rhin, Lippe, Meuse-Inférieure, Ourthe, Roër, Sambre-et-Meuse.

Commissaire extraordinaire : le sénateur Monge, comte de Péluse.

Il eut pour auditeurs : Delamalle, auditeur, et Digneffe², législateur pour le département de l'Ourthe.

Gaspard Monge, le célèbre savant, avait alors 68 ans. Il était né à Beaune en Bourgogne, le 10 mai 1746. Fils d'un pauvre marchand forain, il étudia chez les oratoriens et fut chargé d'enseigner la physique et les mathématiques à l'école du génie de Mézières. Il créa la géométrie descriptive et devint membre de l'Académie des Sciences (1780). Il dirigea le ministère de la Marine du 10 août 1792 au mois d'avril 1793, et fut l'un des fondateurs de l'École Polytechnique. Il accompagna Bonaparte en Égypte et devint président de l'Institut du Caire (1798). Il figura parmi les premiers sénateurs, et obtint en 1804 la sénatorerie de Liège. Il fut parmi les abstentionnistes, lors du vote relatif à la déchéance de Napoléon. Celui-ci l'appela à la pairie durant les Cent Jours, mais bientôt le gouvernement de Louis XVIII lui enleva toutes ses dignités, même son titre de membre de l'Institut. Il mourut à Paris le 28 juillet 1818, à l'âge de 72 ans.

Les préfets en fonctions dans la 25^e division étaient : pour les Bouches-du-Rhin, Frémin de Beaumont ; pour la Lippe, du Saillant ; pour la Meuse-Inférieure, Roggieri ; pour l'Ourthe, de Micoud d'Umons ; pour la Roër, Ladoucette ; pour Sambre-et-Meuse, Alban de Villeneuve.

354. Liège, 1^{er} janvier. Monge à Montalivet.

« Je suis arrivé hier soir. En passant à Namur j'ai trouvé que le préfet³ était malade et avait confié l'administration du département à un conseiller de préfecture. Il m'a dit qu'il avait envoyé sa démis-

1. Arch. nat., F⁷ 7026.

2. Nicolas Digneffe, né à Liège en 1764, conseiller de préfecture de l'Ourthe, élu député en 1810.

3. Pérès.

sion à V. Exc. J'ai tout lieu de croire qu'il se sent au-dessous de sa tâche dans les circonstances actuelles. Cette raison seule est déterminante. Les choses ne peuvent rester dans cet état. Il est urgent de le remplacer par un homme qui ait du sens, du courage, et qui veuille servir l'empereur¹. »

355. *Maestricht, 4 janvier. Monge au même.*

Il est parti de Liège le 3 janvier après avoir fait une proclamation, vu tous les fonctionnaires civils et militaires. Il a cherché à « retremper leurs âmes ». On l'a écouté « avec quelque confiance ».

356. *Maestricht, 6 janvier ; au même.*

Les administrateurs de Sambre-et-Meuse se conduisent fort mal relativement aux différentes réquisitions frappées sur ce département. Monge a reçu les plaintes du commissaire ordonnateur de la 25^e division et du général Merle. Il a nommé un commissaire spécial chargé provisoirement de l'administration du département de Sambre-et-Meuse. Ce fut Pretot, conseiller de préfecture. Il demande l'arrivée d'un nouveau préfet.

357. *Maestricht, 9 janvier. Monge à Montalivet.*

« Monseigneur, pendant les quatre jours que je suis resté ici j'ai été tellement occupé de tout ce qui est relatif à l'approvisionnement des nombreuses places fortes de la division, qu'il m'a été impossible de rendre compte à V. Exc. de mes opérations. La situation critique où se trouve cette partie de l'empire que l'ennemi menace de toutes parts, y rend l'exécution des ordres très difficile.

« Cependant j'ai la satisfaction de pouvoir annoncer à V. Exc. que les places de Wesel, de Juliers, de Venloo et de Maëstricht seront sous peu bien approvisionnées. Quant à celle de Grave elle est cernée par l'ennemi. »

358. *Aix-la-Chapelle, 11 janvier. Au même.*

« Depuis que je suis arrivé dans la 25^a division militaire, j'ai été

1. Montalivet répond le 8 janvier qu'un décret impérial du 3 a nommé préfet M. Alban de Villeneuve (*Bulletin des Lois*, IV. 550).

tellement occupé par l'urgence du service de S. M. qu'il ne m'a pas encore été possible de faire un rapport détaillé à V. Exc. D'ailleurs j'ai pensé qu'il était préférable d'agir. Je ne puis même en ce moment lui donner qu'un aperçu sommaire de la situation excessivement critique où cette division se trouve.

« Tous les ordres sont donnés pour l'approvisionnement des places fortes. Il s'opère avec la plus grande activité et j'ai de fortes raisons d'espérer qu'il si l'ennemi en laisse encore quelque temps l'accès libre, il ne tardera pas à être complet. Malheureusement je doute que les choses se passent ainsi. En voici le motif.

« Suivant les rapports officiels que j'ai reçus, les ennemis ont franchi le Rhin à l'embouchure du Neckar, à Mayence, à Coblenz, et sur la gauche du maréchal duc de Tarente les corps de Bulow, de Wintzingerode¹, les Anglais et les Hollandais se rassemblent.

« Ces mouvements paraissent avoir déterminé le maréchal à se replier sur la Roër, et tout annonce que ses opérations rétrogrades ne s'arrêteront qu'à la Meuse, près de Maëstricht. Il est même probable qu'il ne pourra pas y tenir longtemps, à moins qu'il ne reçoive promptement des renforts proportionnés aux armées qui lui sont opposées. Si cela arrive, on ne pourra compter sur une longue résistance de la part des garnisons de Wesel, de Grave, de Juliers, de Venloo et de Maëstricht, attendu qu'elles ne sont pas assez bien armées, que beaucoup d'objets pour une bonne défense y manquent, indépendamment de la mauvaise composition des troupes.

« Ces résultats présumables qui n'échappent pas aux observations des habitants de la 25^e division y découragent les amis de la France : ceux qui lui sont opposés, en conçoivent beaucoup d'espérances. La marche de l'administration devient de plus en plus difficile. Tous les ressorts de l'autorité se relâchent, quelque vigueur qu'on déploie et les précieuses ressources que présentent les départements réunis au nord de l'empire semblent être à la veille de tomber au pouvoir des puissances coalisées.

« Peut-être V. Exc. me dira-t-elle ? Pourquoi ne provoquez-vous pas des levées en masse ? pourquoi n'organisez-vous pas partout la garde nationale ? Ma réponse à ces questions sera facile.

« Les événements de Hollande et ceux de Genève ont prouvé qu'avant d'armer les peuples, il faut être sûr de leur dévouement.

1. Ferdinand de Wintzingerode, né en Wurtemberg en 1770, passa en 1797 au service de la Russie, se signala à Austerlitz. Après Leipzig, le tzar Alexandre I^{er} lui confia le commandement du corps russe destiné à opérer dans les Pays-Bas.

Or peut-on, sans un véritable aveuglement, croire à celui de la plupart des départements nouvellement réunis ? non, sans doute.

« La partie liégeoise du département de l'Ourthe pourrait fournir quelques ressources sous ce rapport, mais tout ce qui l'entoure n'étant pas animé du même esprit, elle craint que son penchant connu pour la France n'attire sur elle les fureurs de l'ennemi.

« Dans les circonstances critiques où nous nous trouvons, qu'ai-je à faire ?

« 1° Chercher à calmer les esprits, à faire renaître l'espérance, à dévoiler l'astucieuse politique de nos ennemis. Ma proclamation du 1^{er} janvier a produit cet effet.

« 2° Tirer parti des ressources matérielles qui existent dans la division. C'est ce dont je m'occupe continuellement et je parviendrai à mon but si l'invasion ennemie peut être arrêtée.

« 3° Empêcher les désordres et les mouvements de la multitude. Je ne perds pas un instant de vue cet objet. Je presse l'organisation des gardes urbaines dans toutes les villes où je les crois utiles. Le plus grand obstacle que j'éprouve c'est de leur faire prendre l'uniforme. J'estime donc que c'est agir prudemment de ne pas l'exiger et c'est aussi l'avis des préfets et des commandants militaires.

« 4° Poursuivre avec vigueur la rentrée des contributions. Je ne néglige rien à cet égard.

« 5° Rappeler les conscrits réfractaires à l'obéissance. J'emploie à cet effet tous les moyens que la sagesse conseille, et pour peu que notre situation militaire s'améliore, j'espère que je réussirai.

« 6° Enfin prévenir les frottements, lever les obstacles imprévus, concilier les prétentions opposées. J'ai obtenu assez de succès sous ces divers rapports.

« Que l'invasion ennemie ne soit pas trop rapide, que des renforts arrivent, alors j'obtiendrai des résultats plus avantageux. Mais lorsqu'on est en l'air comme je le suis, lorsqu'on est sans cesse sur le qui-vive, lorsque les partis ennemis pénètrent et jettent partout l'alarme, lorsqu'on opère sur un corps malade et énérvé, en un mot lorsqu'on vit au jour le jour, je crois qu'il n'y avait rien de mieux à faire. »

359. *Namur, 21 janvier. Monge à Montalivet.*

« Monseigneur, la marche rétrograde de nos armées me force à quitter la 25^e division militaire. M. le maréchal duc de Tarente que je trouve en ce moment à Namur en part demain, et dans peu de

jours le département de Sambre-et-Meuse sera entièrement évacué. Je vais me rendre à Laon et de là sur Paris. »

360. *Laon, 24 janvier ; Monge au même.*

Il est arrivé à Laon. La ville est absolument encombrée. Il loge chez le préfet, et demande à rentrer à Paris¹.

26^e DIVISION MILITAIRE. MAYENCE².

Elle comprenait trois départements : Mont-Tonnerre, Rhin-et-Moselle, Sarre. Commandant la division : le général de division Schaal.

Commissaire extraordinaire : le comte Otto, ministre d'État.

Il eut pour auditeur Cuvier, maître des requêtes en service extraordinaire, conseiller de l'Université Impériale.

Il n'y a aucun document au dossier, car le comte Otto ne put pénétrer dans la division déjà tout entière occupée par l'ennemi.

1. Montalivet lui écrit de se rendre à Châlons où il pourra rendre compte lui-même de sa mission à Napoléon.

2. Arch. nat., F⁷ 7026.

Vu : le 28 juin 1914.

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,*

A. CROISSET.

Vu

ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
PRÉFACE.	VII
Tableau des divisions militaires avec les commissaires extraordinaires.	XI
2 ^e division ; correspondance de Beurnonville.. . . .	1
<i>Bibliographie.</i>	7
3 ^e — correspondance de Chasset.	8
<i>Bibliographie.</i>	11
4 ^e — correspondance de Colchen.	12
<i>Bibliographie.</i>	13
5 ^e — correspondance de Rœderer.	14
<i>Bibliographie.</i>	16
6 ^e — correspondance de Valence.	16
<i>Bibliographie.</i>	19
7 ^e — correspondance de Saint-Vallier.. . . .	20
<i>Bibliographie.</i>	35
8 ^e — correspondance de Ganteaume.	36
9 ^e — correspondance de Pelet de la Lozère.	38
10 ^e — correspondance de Caffarelli.	42
11 ^e — correspondance de Cornudet.	52
<i>Bibliographie.</i>	62
12 ^e — correspondance de Boissy d'Anglas.	63
13 ^e — correspondance de Canclaux.	89
14 ^e — correspondance de La Tour Maubourg.	103
15 ^e — correspondance de Montesquiou.	107
<i>Bibliographie.</i>	111
16 ^e — correspondance de Villemanzy.	111
<i>Bibliographie.</i>	131
18 ^e — correspondance de Ségur.	132
<i>Bibliographie.</i>	154
19 ^e — correspondance de Chaptal.	155
<i>Bibliographie.</i>	178
20 ^e — correspondance de Lapparent.	178
21 ^e — correspondance de Sémonville.	198
22 ^e — correspondance de Le Coulteux.	201
24 ^e — correspondance de Pontécoulant.	210
<i>Bibliographie.</i>	226
25 ^e — correspondance de Monge.	226

TABLE ALPHABÉTIQUE¹

A

Abrial (André), préfet du Finistère, 99.
 Agen, 183.
 Alban de Villeneuve, préfet de Sambre-et-Meuse, 227.
 Albon (d'), maire de Lyon, 158, 160.
 Allier (département de l'), 196.
 Alpes-Maritimes (département des), 38.
 Angers, 207, 209.
 Angosse (marquis d'), préfet des Landes, 56, 58.
 Angoulême (duc d'), 47, 61, 62.
 Anvers, 216, 224, 225.
 Ardèche (département de l'), 39, 40.
 Ardennes (département des), 4.
 Argenton (Deux-Sèvres), 71.
 Ariège (département de l'), 44.
 Arnault, auditeur, 8.
 Artois (comte d'), 200.
 Ath (département de Jemmapes), xv, 223.
 Aube (département de l'), 133.
 Aubernon, auditeur, 16.
 Aubert, député de la Gironde, 55.
 Auch, 48.
 Augereau (maréchal), 23, 30, 160, 163, 168, 172, 176, 177.
 Auvergne, xvii.
 Auxonne (Côte-d'Or), 17, 139; garnison, 147, 152.
 Aveyron (département de l'), xix, 40.

B

Barante (de), auditeur, 104.

Bardet (général), 172, 175, 176, 178.
 Barral, ancien préfet, 25.
 Barrois (général), 214.
 Basset, préfet de la Vendée, 72.
Balcave (Louis), 63.
 Bausset-Roquefort (de), évêque de Vannes, 95.
 Beaupréau, xxi, 206, 208.
Béghin, 131.
 Belleville (de), auditeur, 14.
Benaerts (Louis), 103.
Benoît, 13.
Bérard (Alexandre), 19.
 Beresford (maréchal de), 61.
 Bergognié, préfet du Jura, 18, 137.
 Berry, xxi.
 Besançon, 17; garnison, 18.
 Bessières, préfet du Gers, 48.
 Béthune, 117.
 Beugnot, préfet du Nord, 112.
 Beurnonville, général de division, sénateur, xi, xii, xvi; biographie, 1.
 Beuve (Octave), 7.
 Beyle (de), auditeur, 20, 27.
 Billiotti, auditeur, 155.
Blaizon (capitaine), 16.
Blampignon, 2.
 Blaye, 87.
 Blücher (maréchal), 216, 224.
 Boissy d'Anglas, sénateur, xi, xx; biographie, 63.
 Boissy d'Anglas, fils, 63.
 Bondy (comte de), préfet du Rhône, 156, 164, 165.
 Bonnaire, préfet d'Ille-et-Vilaine, 90.

1. Les noms en italiques sont ceux des auteurs cités au cours de l'ouvrage.
 Les numéros renvoient aux pages.

Bonnard (général), 201, 207.
 Bonne, maire de Mâcon, 138.
 Bordeaux, xx, 59, 60, 78.
 Borghèse (prince), 24.
Borrey (capitaine), 19.
 Bouches-de-l'Escaut (département des), 218.
 Bouches-du-Rhône (département des), xviii.
 Boula du Colombier, auditeur, 14.
 Boulay (comte), conseiller d'État, xi.
 Boullé, préfet des Côtes-du-Nord, 100.
 Bouvier-Dumolard, préfet de Tarn-et-Garonne, 45.
 Boyer (général), 114, 117.
 Bragouse de Saint-Sauveur, évêque de Poitiers, 64.
 Bressuire (Deux-Sèvres), 65, 66, 67, 82.
 Brest, 98, 99.
 Brévannes (de), auditeur, 107.
Brotonne (de), 2.
 Bruges, 130.
 Bruxelles, 212, 213, 218, 221.
 Bubna, feld-maréchal autrichien, 33, 167, 172, 175.
 Bulow, feld-maréchal prussien, 216, 224, 225.
 Busche, préfet des Deux-Sèvres, 79, 82.

C

Cadours (Haute-Garonne), 44.
 Caen, xvi, 105.
 Caffarelli (Charles-Antoine), préfet de l'Aube, 42, 133, 152.
 Caffarelli (Joseph), conseiller d'État, xi, xii, xix ; biographie, 42.
 Cahouet, préfet de la Haute-Loire, 165.
Calmon-Maison (marquis de), 226.
 Calvados (département du), xvi.
 Camargue, 40.
 Canclaux, général de division, sénateur, xi, xii, xxi ; biographie, 89 ; proclamation aux habitants d'Ille-et-Vilaine, 91.
 Cantal (département du), 165.
 Carnot (général), xv, 225.
 Casenave, député des Basses-Pyrénées, 57.

Cassagne (général), 12, 13.
 Cassel, 119.
 Castex (général), 220, 221.
 Chabot (général), 38.
 Chaillou, préfet de l'Ardèche, 41.
 Chalon-sur-Saône, xvii, 146, 151.
 Châlons-sur-Marne, 4.
 Chambarlhac, général de division, 115, 210, 215, 223.
 Chambéry, xviii, 30, 32, 34.
 Champignol (Aube), 1.
 Chaptal, sénateur, xi, xvii ; biographie, 155.
 Charlemont (Ardennes), 3.
 Chasset, sénateur, xi, xii, xvi ; biographie, 8.
 Châteaubriant (Loire-Inférieure), 71.
 Châteauroux (Indre), 195.
 Chaumont (Haute-Marne), xvii, 135, 148.
Chavanon, 116.
 Cher (département du), 194, 195.
Chuquet, 1, 16, 178.
 Clermont-Ferrand, 163, 165.
 Cochelet, auditeur, 211, 217, 223.
 Colchen, sénateur, xi, xii ; biographie, 12.
 Constant de Moras, auditeur, 211, 217, 218, 223.
 Cornudet, sénateur, xi, xix, xx ; biographie, 52 ; proclamation à Bordeaux, 53.
 Cornudet fils, auditeur, 52.
 Corps Législatif (ajournement du), 44, 55, 56, 57, 64, 91, 105, 112, 157, 180, 194.
 Corrèze (département de la), xx, 189.
 Cossé-Brissac (comte de), préfet de la Côte-d'Or, 138.
 Côte-d'Or (département de la), 140.
 Côtes-du-Nord (département des), 100.
 Coucy, évêque anti-concordataire, 67.
 Creuse (département de la), 197, 198.
 Cuvier, maître des requêtes, 230.

D

Dantzig (duc de), sénateur, xii.
 Daru (comte), xi, 210.

Dauphiné, xviii, 22.
 Décret impérial créant les commissaires
 extraordinaires, vii.
 Delage, auditeur, i, 3.
 Delamalle, auditeur, 226.
 Delamarre, auditeur, 20.
 Delaroche, (général), 20, 23.
 Desbureaux (général), 14.
 Descorches, préfet de la Drôme, 29.
 Desmazis, auditeur, 12.
 Despagnac, auditeur, 192.
 Despeaux (général), 178, 186, 187,
 188.
 Des Portes, auditeur, 155.
 Desprez-Crassier, auditeur, 107.
 Dessaix (général), 23, 172.
 Deux-Sèvres (département des), 65,
 206.
Dictionnaire des girouettes, 2, 16, 38,
 53.
 Didelot, préfet du Cher, 194.
 Digneffe, député de l'Ourthe, 226.
 Dijon, xvii, 137, 140, 144, 149, 150.
 Dôle (Jura), 17, 137.
 Domme (Dordogne), 191.
 Dordogne (département de la), xx,
 179, 190, 191.
 Douai, 128.
 Doullens, 124.
 Drôme (département de la), 24, 29.
Dry, 7.
Duché, 35.
 Dufort, député de la Gironde, 55.
 Dumont de la Charnaye, auditeur, 104.
 Dunkerque, 118.
 Dupetit-Thouars, sous-préfet de Saint-
 Malo, 103.
 Duranteau, député de la Gironde, 55.
Du Rozoir, xi.
 Duval-Beaulieu, auditeur, 201, 205.
 Dyle (département de la), 211, 219,
 220.

E

Enoch, évêque de Rennes, 93.
 Escaut (département de l'), 212, 218,
 219.
 Eure (département de l'), 108, 110.

F

Faget de Baure, député des Basses-
 Pyrénées, 57.
 Fesch (cardinal), 163, 170.
 Finistère (département du), 97.
 Finot, préfet du Mont-Blanc, 33.
 Flégny, préfet des Vosges, 13.
 Flessingue, 218.
 Forêts (département des), 9.
 Fourier, préfet de l'Isère, 21, 28.
 Fourment (de), auditeur, 38.
 Frain, préfet des Ardennes, 3.
 Frère, général de division, 90.
 Furnes, xvi, 114.

G

Gaffarel, 154.
 Gamot, préfet de la Lozère, 39.
 Gand, 217, 218, 221, 223.
 Ganteaume, amiral, conseiller d'État,
 xi, xii, xviii ; biographie, 36.
 Gard (département du), xix, 39, 40.
 Garnier, sénateur, xi.
 Garonne (département de la Haute-),
 xix, 44.
 Genève, 20, 33, 34.
 Gers (département du), 46, 49.
 Gilly (général), 218.
 Girardin (de), préfet de la Seine-Infé-
 rieure, 109.
 Gironde (département de la), 59.
 Giulay, général autrichien, 177.
 Gray (Haute-Saône), xvii, 19, 141
 Grenoble, 20, 28.
Grosjean, 192.

H

Harel, auditeur, 16.
 Hazebrouck, xvi, 118.
 Heim, auditeur, i, 4.
 Hély d'Oissel, préfet de Maine-et-Loire,
 205.
Hennequin (lieutenant), 154.
 Henrion (général), 124.
 Hérault (département de), 41.

Hersent-Destouches, préfet de la Haute-Garonne, 42.

Honoré Fauré, 4.

Houdetot (comte d'), préfet de la Dyle, 212, 213.

Houssaye (Henri), xxii, 2, 22, 122.

Hullin (général), 1.

Hulot (général), 6.

I

Ille-et-Vilaine (département d'), xxi, 93.

Indre (département de l'), 195.

J

Jaubert de Beaujeu, préfet des Hautes-Alpes, 25.

Janssens (général), 1.

Janzé (Hippolyte), auditeur, 89.

Jemmapes (département de), 212, 218, 219, 224.

Jessaint (de), préfet de la Marne, 4.

Joli de Fleuri, auditeur, 111.

Jordan-Duplessis, auditeur, 36.

Jullian (Camille), 63.

Jullien, préfet du Morbihan, 95.

K

Kellermann (maréchal), 9, 14.

Knæpfler, 11.

L

Lachaise, préfet du Pas-de-Calais, 116.

Lacué, maître des requêtes, 89.

La Haye de Courmenin, auditeur, 178.

Lainé, député de la Gironde, 55.

Lamezan, officier d'ordonnance, xvii, 147, 148.

Landes (département des), xix, 58.

Langres, xvii, 147.

Lanzac de Laborie, 201.

Laon, xv, 230.

Lapparent (de), sénateur, xi, 63 ; biographie, 178.

La Rochelle, 63, 84.

La Tour du Pin (marquise de), 111.

La Tour Maubourg (comte Charles de), sénateur, xi, xvi ; biographie, 104.

La Tour Maubourg (marquis Victor de), 104.

Latreille, 67.

Le Blanc, auditeur, 38.

Le Chapelier, auditeur, 132.

Le Coulteux de Canteleu, sénateur, xii ; biographie, 201 ; sa proclamation, 203.

Le Coulteux fils, auditeur, 201, 208.

Lectoure, 49.

Lefebvre de Courchamp, auditeur, 8.

Legrand (général), 146, 151.

Legrix de la Salle, député de la Gironde, 55.

Lemarois (général), 226.

Lemercier, sénateur, xi.

Lentaine-Logivière, maire de Caen, 106.

Lepic (général), 192, 199.

Lettres de nominations des commissaires extraordinaires, viii.

Lhuillier (général), 52, 84.

Lichtenstein, 174.

Liège, 220, 226.

Liger-Belair, général de division, 132, 139, 144.

Lille, xvi, 118, 125.

Limoges, 199.

Limousin, xxi.

Liste des commissaires extraordinaires et des divisions militaires, xi.

Lot (département du), xx, 189.

Lot-et-Garonne (département du), 181.

Louvain, 214, 217.

Lozère (département de la), 40.

Luxembourg, 10.

Lynch, maire de Bordeaux, 61, 62.

Lyon, xvii, 35, 156, 160, 166, 168, 170.

Lys (département de la), 113, 118.

M

Macdonald (maréchal), 6, 7, 216, 217, 218, 228, 229.

Mâcon, xvii, 142, 144, 151, 161, 167.

Magallon (général), 107.

Magdelaine (de la), préfet de l'Orne, 106.
 Maine-et-Loire (département de), 203, 205.
 Maison, général de division, 115, 121, 214, 216.
 Malaret, maire de Toulouse, 51.
 Mallarmé, préfet de la Meuse, 64.
 Manche (département de la), 107.
 Maran (général), 129.
 Marchand (général), 21, 22, 24, 172, 174.
 Marmande, xix, 184.
 Marmont (maréchal), 10.
 Marne (département de la), 4.
 Marne (département de la Haute-), 134, 136.
 Marseille, xviii, 38.
 Marulaz (de), général, 16.
 Maurice, préfet de la Dordogne, 179.
 Maury, auditeur, 36.
 Méchin, préfet du Calvados, 104.
 Metz, xvi, 9, 10.
 Meuse, département de la), 5.
 Mézières, xvi, 3, 7.
Mignet, 14.
 Mignotte (général), 40.
 Miramon (de), préfet de l'Eure, 110.
 Mollien, ministre du Trésor public, 26.
 Monge, sénateur, xii, xv ; biographie, 226.
 Montalivet, ministre de l'Intérieur, biographie, x.
 Mont-Blanc (département du), xviii.
 Montesquiou (abbé de), ministre de l'Intérieur, 15, 200.
 Montesquiou (de), sénateur, xi, xvi ; biographie, 107.
 Montigny (de), auditeur, 192.
 Montpellier, 39.
 Morbihan (département du), 95.
 Morin (général), 1.
 Mortier (maréchal), 148, 153.
 Moselle (département de la), 9.
 Musnier (général), 161, 162, 171.

N

Namur, 221, 226, 229.

Nancy, 12, 13.
 Napoléonville (Vendée), 82.
 Nièvre (département de la), 197.
 Nîmes, xix, 40.
 Noireau (colonel), 71, 73, 209.
 Nord (département du), xvi, 113, 116.

O

Offenstein (général), 132, 135.
 Orne (département de l'), xvi.
 Orthez, bataille, 58.
 Ostende, 129.
 Otto (comte), xv, 230.
 Ourthe (département de l'), 229.

P

Pajol (général), 154.
 Pannas (de), auditeur, 42.
 Parthenay (Deux-Sèvres), 65, 66, 67, 74.
 Pas-de-Calais (département du), xvi, 112, 114, 116.
 Pastoret, auditeur, 132, 141, 142, 147, 154.
 Paulze d'Ivoy, auditeur, 72, 82.
 Pelet de la Lozère, conseiller d'État, xi, xii, xix ; biographie, 38.
 Pellenc, auditeur, 12.
 Pémartin, député des Basses-Pyrénées, 57.
 Pémolié de Saint-Martin, député des Landes, 56.
 Périgord, xx.
 Périgueux, xx, 179, 184.
 Perrier, auditeur, 111.
Perrin (René), 13.
 Petite Église (prêtres de la), xxi, 67.
 Picke, préfet des Bouches-de-l'Escaut, 218.
Pingaud (Léonce), 19.
 Planchaert, maire de Louvain, 221.
 Poitiers, 64.
 Poitou, xx.
 Pontécoulant, sénateur, xii, xv, 115 ; biographie, 211 ; souvenirs, 226.
 Pontivy (lycée de), 97.
 Portal, maître des requêtes, 52, 62.

Poyféré de Cère, député des Landes, 56.
Prudhomme, 1.
 Puckler-Muskau (comte de), 129.
 Puy-de-Dôme (département du), 165, 171.
 Pyrénées (département des Basses-), xix, 58.
 Pyrénées (département des Hautes-), 46, 50.
 Pyrénées- (département des) Orientales, 45, 52.

R

Rastignac (de), auditeur, 42.
Rébelliau, xxiii.
 Reims, xvi, 3, 7.
 Rennes, xxi, 93.
 Répartition des lettres des commissaires dans les divisions militaires, ix.
 Rethel, 3.
 Revel, 52.
 Rhin (Bas-) (département du), xvi.
 Rhin (Haut-) (département du), xvi.
 Rivaud (général), 63, 88.
 Rochefort, 68, 76.
 Rœderer, sénateur, xi, xii; biographie, 14.
 Rœderer, préfet de l'Aube, 152.
 Roguet (général), 215.
 Rouen, xvi, 109.
 Roujoux, préfet de Saône-et-Loire, 138.
Roux (Xavier), 35.

S

Saint Briec, 101, 102.
 Saint-Gaudens, xix, 44, 46.
 Saint-Julien (combat de), 33.
 Saint-Malo, 103.
 Saint-Pol, 127.
 Saint-Servan, 103.
 Saint-Sever, 58.
 Saint-Vallier, sénateur, xi, xii, xvii; biographie, 20.
Saint-Yves, 116.
 Sambre-et-Meuse (département de), 227, 230.
 Sarthe (département de la), 210.

Saulnier (général), 217, 218, 219.
 Saur, conseiller d'Etat, 63.
 Savary, ministre de la Police, 37.
 Savoie, xviii, 32.
 Segré, 206.
 Ségur (comte de), sénateur, xi, xvii; biographie, 132.
 Seine-Inférieure (département de la), xvi, 110.
 Sémonville (de), sénateur, xii, xxi; biographie, 192.
 Sirot, sous-préfet de Chambéry, 27.
 Solle (de), évêque de Chambéry, 34.
 Somme (département de la), 109.
 Soult (maréchal), xix, 47, 48, 51, 58.
 Strasbourg, 14.
 Suchet (maréchal), 40.

T

Tarn (département du), xix, 40.
 Tarn-et-Garonne (département du), 45.
 Texier-Olivier, préfet de la Haute-Vienne, 199.
 Thomas, maire de Saint-Malo, 103.
 Toulon, xviii, 37.
 Toulouse, xix, 43, 50; bataille de Toulouse, 51.
 Tournay, xv, 224.
Tournon (de), 178.
 Tournus, xvii, 142.
 Tours, 203.
 Travot (général), 41.
 Tribert, sous-préfet de Bressuire, 67.
 Troyes, 133, 152.
 Tubize (département de la Dyle), 123.

U

Ursel (d'), maire de Bruxelles, 212, 214.

V

Valence (Drôme), 35.
 Valence, sénateur, xi, xvii; biographie, 16, 141, 143.
 Van Zuylen, maire de Bruges, 130.
 Vaublanc, préfet de la Moselle, 11.
 Vaucluse (département de la), 37.

Vaux (général), 132, 144.
 Vendée (département de la), 65, 68, 73.
 Verdun, xvi.
 Vesoul, 17, 136.
Vidal de la Blache (capitaine), 62.
 Viel-Castel, auditeur, 178.
 Vienne (département de la), 64.
 Vienne (Haute-), département de la, 196, 198.
Vihier-Guerre (lieutenant), 35.
 Villemanzy (de), sénateur, xi ; biographie, 111.
 Villeneuve de Bargemont (de), préfet du Lot-et-Garonne, 183.

Vitrac, 14.
 Vitry-le-François, 5, 7.
 Vivarais, xix, 39.
 Vosges (département des), 12.

W

Walcheren (île de), 218.
 Wellington, xix, xx, 46.
 Wintzingerode (général), 228.

Y

Yonne (département de l'), 145, 150.

BIBLIOTHÈQUE D'HISTOIRE MODERNE

1. — **La Peur en Dauphiné (juillet-août 1789)**, par Pierre CONARD. Un vol. in-8° de 284 pages, avec un croquis et une carte hors texte.. 7 »
2. — **Les Origines des Cultes révolutionnaires (1789-1793)**, par Albert MATHIEZ. Un vol. in-8° de 150 pages.. 3 50
3. — **Le Grand Bureau des pauvres de Paris au milieu du XVIII^e siècle**, par LÉON CAHEN. Un vol. in-8° de 80 pages. 2 25
4. — **Jacques Colin, abbé de Saint-Amboise (147-1547)**, par V.-L. BOURRILLY. Un vol. in-8° de 141 pages. 4 25
5. — **L'Assistance sous la Législative et la Convention (1791-1795)**, par FERDINAND-DREYFUS. Un vol. in-8° de 184 pages. 4 25
6. — **L'Élaboration de la Charte constitutionnelle de 1814**, par Pierre SIMON. Un vol. in-8° de 184 pages. 6 »
7. — **Le Mouvement ouvrier au début de la Monarchie de Juillet (1830-1834)**, par O. FESTY. Un vol. in-8° de 360 pages. 10 »
8. — **La Constitution de Bayonne (1808). Essai d'édition critique**, par Pierre CONARD. Un vol. in-8° de 188 pages.. . . . 7 50
9. — **L'Assistance sous la deuxième République**, par FERDINAND-DREYFUS. Un vol. in-8° de 220 pages. 7 »
10. — **Les Négociations de Lille (1797)**, par Charles BALLOT. Un vol. in-8° de 355 pages. 10 »
11. — **L'Industrie dans les campagnes en France à la fin de l'Ancien Régime**, par E. TARLÉ. Un vol. in-8° de 81 pages. 3 25
12. — **Les Clubs de Barbès et de Blanqui en 1848**, par M^{lle} S. WASSERMANN. Un vol. in-8° de xxii-248 pages. 7 »
13. — **La Révolution de Février. Étude critique sur les journées des 21, 22, 23 et 24 février 1848**, par Albert CRÉMIEUX. Un vol. in-8° de 535 pages. 10 »
14. — **La Censure en 1820 et 1821. Étude sur la presse politique et la résistance libérale**, par Albert CRÉMIEUX. Un vol. in-8° de 195 pages. . 4 50
15. — **Les Commissaires extraordinaires de Napoléon I^{er} en 1814, d'après leur correspondance inédite**, par Louis BENAERTS. Un vol. in-8° de 250 pages. 7 »

SOUS PRESSE :

16. — **L'Application du Concordat par un prélat d'Ancien Régime. M^{er} Champion de Cicé, archevêque d'Aix et d'Arles (1802-1810)**, par L. LÉVY-SCHNEIDER.